Ministère
de l'Éducation
de la Saskatchewan

Sciences humaines
Matériel d'appui
La Saskatchewan française

Volume 2
Les communautés fransaskoises

Programmes fransaskois

septembre 1996

Avant-propos

La Saskatchewan française est une collection de documents qui exposent et expliquent la présence française au Canada, plus particulièrement en Saskatchewan.

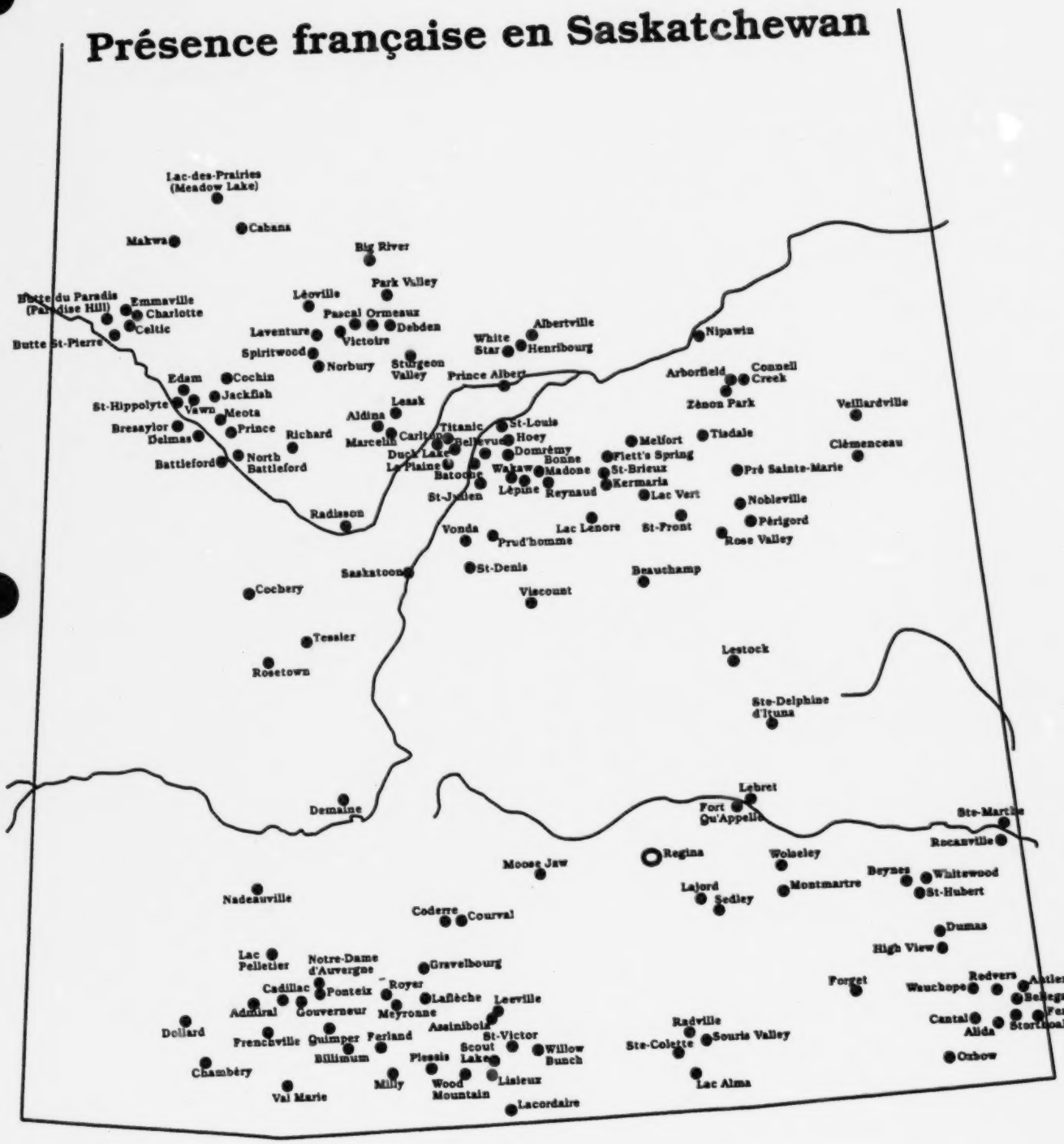
Les communautés fransaskoises, leurs institutions et leurs personnalités dynamiques y sont évoquées, pour sensibiliser nos élèves à la culture canadienne-française en Saskatchewan.

Cette collection destinée aux élèves fransaskois et à leurs enseignants et enseignantes est le fruit d'une longue collaboration entre M. Laurier Gareau, associé depuis longtemps à la Société historique de la Saskatchewan, et le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan. Elle servira, d'abord, à complémenter en tant que matériel d'appui les programmes d'études fransaskois en sciences humaines pour les niveaux intermédiaire et secondaire.

La Saskatchewan française n'est pas une étude exhaustive de l'histoire des francophones de la province, mais plutôt un point de départ qui permettra, nous l'espérons, aux jeunes Fransaskois et Fransaskoises d'y goûter, pour qu'ils puissent ensuite partir eux-mêmes à la découverte d'autres éléments d'une histoire qu'ils ne connaissent pas encore.

Denis Fournier
Concepteur de programmes

Présence française en Saskatchewan



103-07562/

Table des matières

Volume 2: Les communautés fransaskoises

1. Les Battleford, site de l'ancienne capitale 1
2. Bellegarde 15
3. Bellevue 29
4. Debden 47
5. Delmas 59
6. Ferland 75
7. Gravelbourg 91
8. Montmartre 109
9. Ponteix 129
10. Prince Albert, la porte du Nord 147
11. Regina, la ville reine 165
12. Saint-Brieux 181
13. Saskatoon, la ville des ponts 197
14. La Trinité - Prud'homme, Saint-Denis et Vonda 213
15. Willow Bunch 231
16. Zénon Park 249
17. L'urbanisation des francophones de la Saskatchewan 265

Les Battleford, site de l'ancienne capitale

Lorsqu'on parle de Battleford, on parle de deux villes — Battleford et North Battleford. Depuis toujours, l'homme s'est arrêté à cet endroit où la rivière Bataille se déverse dans la rivière Saskatchewan-Nord. Il n'est alors pas surprenant que Battleford ait été choisi, en 1876, comme capitale des nouveaux Territoires du Nord-Ouest. Depuis, nombreux sont les francophones qui ont choisi de s'établir dans les Battleford.

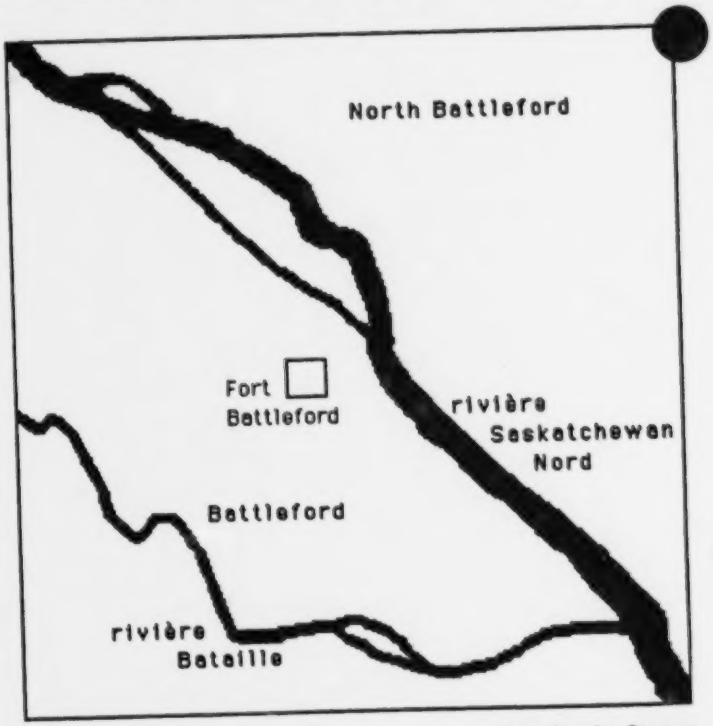
Chapitre un

Telegraph Flat au XIXe siècle

Durant la résistance des Métis en 1885, Battleford n'a pas été le théâtre de batailles entre Indiens et Blancs, mais nombreux ont été les Blancs qui ont dû prendre refuge dans le fort de Battleford. Le chef cri, Faiseur d'étangs (Poundmaker), réussissait bien à contrôler ses jeunes guerriers. Toutefois, les citoyens de l'ancienne capitale des Territoires du Nord-Ouest vivaient quand même dans la peur car Poundmaker et les Cris étaient venus dans la ville pour parler à l'agent des Indiens afin de lui demander des provisions (farine, sucre, etc.). Certains disent que les Indiens ont saccagé le village avant de retourner dans leur réserve à Cut Knife, tandis que d'autres affirment que le pillage a été l'oeuvre d'hommes blancs. C'est à cause de cette visite de Poundmaker à Battleford que le colonel Otter a mené une expédition contre les Cris dans les Montagnes de l'Aigle, à Cut Knife Hill. Cette aventure a été un fiasco pour la milice canadienne et c'est seulement à cause de l'intervention du chef cri que les jeunes soldats blancs n'ont pas tous été massacrés.

La vieille ville de Battleford est une des plus anciennes de la Saskatchewan. *«Il y avait des postes de traite dans les environs à partir du milieu du XVIIIe siècle; en effet la rivière Bataille rejoint la rivière Saskatchewan à un mille ou deux en aval du site, et autrefois les deux grandes vallées étaient riches en fourrures, et la rivière Saskatchewan fournissait la meilleure voie navigable pour leur transport.»*[1] L'explorateur de la Compagnie de la Baie d'Hudson, Anthony Henday, est le premier Blanc à traverser cette région en 1754-1755. Un des premiers postes de la région est fondé en 1778 par un «pedleur» de Montréal, Peter Pangman. *«Entre temps, Pangman se dirige plus à l'ouest dans les Montagnes de l'Aigle pour établir le poste "Upper Settlement" sur la rive nord de la rivière Saskatchewan, à neuf milles de l'emplacement actuel de North Battleford.»*[2] D'autres traiteurs viendront aussi établir des postes dans la région.

Toutefois, même si Battleford se trouve sur la piste Carlton, il ne semble pas y avoir de colonies permanentes dans la région avant les années 1860. À part les traiteurs de fourrures et les Indiens, les visiteurs sont rares dans la région.



Carte Laurier Gareau

Battleford est située entre les rivières Bataille et Saskatchewan-Nord, tandis que North Battleford est située au nord de la rivière Saskatchewan.

En 1838, les pères François Blanchet et Modeste Demers, en route pour le Fort Vancouver, passent à Battleford. Un ministre méthodiste, Robert Terrill Rundle, s'établit au Fort des Prairies (Edmonton) en 1840 pour desservir la région allant du Fort Carlton jusqu'aux Rocheuses. Au cours des années suivantes, les pères Thibault et Lacombe, o.m.i., parcourent le même territoire. D'autres missionnaires (catholiques, anglicans, etc.) visitent la région entre 1842 et 1868. L'expédition du capitaine John Palliser traverse aussi la région en 1857 et 1858.

En 1868, la compagnie de la Baie d'Hudson autorise Peter Ballendine à établir un poste d'hiver à l'endroit où les deux rivières se joignent. Ce poste d'hiver devient un fort permanent en 1874. *«La colonisation a commencé sur la rivière Bataille dès 1874: des arpenteurs et des ingénieurs avaient nommé la colonie "Telegraph Flat".»*[3] Les colons arrivent dans le district dès 1874 et une petite communauté voit le jour près du poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Du jour au lendemain, Telegraph Flat prend une importance politique qui semble garantir sa croissance. En 1875, la Police montée établit un poste à cet endroit et même si les ingénieurs et les arpenteurs lui ont donné le nom de Telegraph Flat en 1874, le télégraphe, lui, n'est pas installé dans la région avant 1876. (Dans la communauté fransaskoise, on parle de la «Police montée», mais ce n'était pas le nom officiel de ce corps policier. De 1873 à 1896, il portait le nom de «Police à cheval du Nord-Ouest»; de 1896 à 1904 de «Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest»; de 1904 à 1920 de «Royale Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest»; de 1920 à 1949 de «Royale Gendarmerie à cheval du Canada»; et depuis 1949 de «Gendarmerie Royale du Canada». Dans cet ouvrage nous utilisons le nom populaire de «Police montée».)

Cette même année, Telegraph Flat prend une grande importance dans l'histoire de l'Ouest canadien. *«En 1876, le site a été choisi comme capitale des Territoires du Nord-Ouest et son nom a été changé en Battleford.»*[4] En 1876, Telegraph Flat est un choix logique de capitale pour les Territoires du Nord-Ouest. C'est au centre de l'immense territoire, c'est sur la piste Carlton entre Winnipeg et Edmonton, et la future ligne de chemin de fer transcanadienne doit suivre cette piste.

Un de ceux qui sont appelés à suivre le nouveau lieutenant-gouverneur des Territoires, David Laird, jusqu'à Battleford est un jeune avocat et journaliste du Québec, Amédée Forget. *«Appelé par l'ouverture de la session au Conseil, M. Forget doit partir sans délai pour Battleford. Les difficultés de communication en hiver l'empêchent de revenir chercher son épouse avant le mois de juin suivant.»*[5] Amédée-Emmanuel Forget avait épousé Henriette Drolet en octobre 1876, à la veille de son départ pour Battleford. Le printemps suivant, il va la chercher dans le Bas-Canada. *«Le jeune couple entreprend alors en compagnie de la famille du lieutenant-gouverneur Laird le périple, par bateau et par train, jusqu'à la tête des Grands Lacs et de là vers Pembina et la Rivière-Rouge. La dernière étape du voyage, entre Winnipeg et Battleford, s'effectue en démocrate: 28 jours sur les pistes poussiéreuses de l'Ouest, c'est plus qu'il n'en faudrait pour décourager une jeune femme habituée à une vie moins fruste.»*[6]

Le juge Charles Borromée Rouleau est un autre Canadien français appelé à suivre le gouvernement jusqu'à Battleford. Né le 16 décembre 1840 à Île-Verte, Témiscouta, Québec, Charles Rouleau est un des fils d'une illustre famille originaire de Sainte-Anne-de-la-Pocatière au Québec. Il fait ses études à l'Université Laval et est accepté au barreau en 1864. En 1883, il est nommé juge d'un tribunal d'instance des Territoires du Nord-Ouest et il vient s'établir à Battleford. Durant la résistance de 1885, son frère, un médecin, est également à Battleford, mais on ne sait que peu de chose à son sujet.

En 1877, David Laird fait construire Government House, un édifice destiné à loger le gouvernement à Battleford. Ce bâtiment

deviendra plus tard la propriété des Oblats de Marie Immaculée. *«L'administration de Laird de 1876 à 1881, durant laquelle la capitale était Battleford, représente le début de l'autonomie des Territoires du Nord-Ouest.»*[7] Le premier shérif des Territoires du Nord-Ouest arrive à Battleford en 1879. Il s'agit d'Édouard Richard qui avait commencé sa carrière dans un cabinet d'avocats à Arthabaska où il avait Wilfrid Laurier comme associé, avant d'être député à la Chambre des communes.

Avant même l'arrivée du lieutenant-gouverneur Laird et de son secrétaire, Amédée Forget, un autre Canadien français était venu à Telegraph Flat pour surveiller la construction du fort de la Police montée. Il s'agissait du sous-inspecteur Edmond Fréchette. *«Fréchette est arrivé à Telegraph Flat en traîneau à chien le 25 mars 1876, dans une mauvaise tempête de neige, et il a été gêné dans la réalisation de son travail par le "mauvais temps".»*[8] Avant son départ de Swan River au Manitoba, Fréchette avait reçu ordre de son supérieur de choisir un endroit suffisamment grand pour le fort, environ mille à deux milles acres, pour éventuellement y établir les quartiers généraux de la Police montée. Lorsque la capitale sera transférée à Regina en 1882, la Police montée y ouvrira son école de formation.

Certains francophones travaillaient pour la compagnie qui avait construit la ligne de télégraphe; ils étaient arrivés à Telegraph Flat dès 1875 et avaient choisi d'y rester. Un de ceux-ci est un Belge, Bernard Frémont, dont le nom a parfois été anglicisé en Barney Freeman ou Tremont. Vers 1882 ou 1883, Frémont s'associe avec un nommé Thomas Dewan et établit une ferme dans la région. Durant la résistance de 1885, Bernard Frémont est tué sur son *homestead* par des Indiens maraudeurs.

D'autres francophones viennent à Battleford pour travailler pour le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, soit à la construction de Government House, soit comme employé dans les réserves indiennes de la région. Georges Dulmage et Louis Couture sont deux de ces francophones qui choisissent de demeurer à Battleford. Il y en a d'autres qui travaillent pour la Compagnie de la Baie d'Hudson, comme Basile Lafond et Daniel Villebrun. Lafond avait travaillé dans plusieurs postes de traite de la vallée de la Saskatchewan avant de s'établir à Battleford tandis que Villebrun, un interprète, avait été responsable du poste de la rivière Bataille en 1875 et 1876.

Plusieurs membres de la Police montée décident de rester à Battleford, une fois leur service terminé, et de prendre des *homesteads*. Frédérick Bourke arrive vers 1876. Au début des années 1880, il s'associe avec un autre ancien membre de la Police montée, Robert Wyld, pour fonder une ferme *«Leur trajet de vingt-cinq jours à travers la prairie du Fort Calgary, en 1881, avec soixante-quinze têtes de bétail pour commencer un ranch est une histoire souvent racontée dans le coin. L'entreprise a été une réussite et en 1884, ils avaient un des plus gros ranchs du district.»*[9] Wilfrid Latour est un autre ancien membre de la Police montée. Il est forgeron et fermier dans le district pendant de nombreuses années.

C'est au début des années 1880 que viennent les véritables colons, ceux qui n'ont aucun lien avec la Compagnie de la Baie d'Hudson, le gouvernement et la Police montée. Ce sont des aventuriers qui viennent faire fortune dans l'élevage ou la culture des céréales. Dans ce groupe, on compte de nombreux Canadiens français, comme les frères Benjamin et Joseph-Alphonse Prince, Philippe R. Richard, frère du shérif et Adélard Paul Forget, frère d'Amédée-Emmanuel. Adélard Forget arrive en 1881 et prend un *homestead* dans la région de Battleford. Durant son séjour dans l'Ouest, il est shérif adjoint des Territoires du Nord-Ouest.

Philippe R. Richard est le frère d'Édouard Richard, shérif des Territoires du Nord-Ouest. Il vient s'établir dans la région en 1880. Au début il est fermier. *«Pendant son premier été, il a cassé*

soixante-quinze acres sur son homestead et s'est bâti une maison avec un toit de chaume de vingt-trois pieds par vingt-huit.»[10] Au début des années 1890, il s'associe avec son cousin, Émile Richard, pour fonder un des gros ranchs de la région. Les Richard s'établissent d'abord dans la région des Montagnes de l'Aigle, au sud-est de Battleford. En 1900, ils traversent la rivière Saskatchewan-Nord pour installer leur ranch plus au nord, à environ 50 kilomètres à l'est de Battleford, à Richard en Saskatchewan. Entre 1885 et 1888, Émile Richard avait été propriétaire d'un magasin à Battleford.

En 1882, un groupe de Métis du Manitoba vient s'établir à l'ouest de Battleford. Il s'agit des familles Bremner, Sayer, Taylor, Spence, McDonald, Lambert, Caplette et Setter. C'est en prenant une partie des noms des trois principales familles qu'on a donné le nom de Bresaylor à leur communauté, située à environ 40 kilomètres à l'ouest de Battleford.

Michel Côté, Arèle Arcand et Victor Rivard, des vétérans de la résistance des Métis de 1885, et Benjamin (Ben) Prince sont aussi parmi les premiers Canadiens français qui viennent s'installer à Battleford. Ils deviennent propriétaires de gros ranchs et commerçants dans la région de Battleford, à la fin du XIXe siècle. *«Ces deux hommes s'étaient établis dans ce pays du nord plusieurs années avant 1900 - le premier sur un ranch et plus tard comme propriétaire d'une sellerie à North Battleford - l'autre, fréteur pendant plusieurs années, ouvrit un magasin, un moulin à farine, une scierie et une agence de machinerie agricole à Battleford.»*[11]

Les frères Prince

Les frères Benjamin et Alphonse Prince sont les cousins de Philippe, Édouard et Émile Richard. Joseph-Benjamin Prince est né à Saint-Grégoire au Québec, près de Nicolet, le 29 avril 1855. Ayant terminé ses études classiques au séminaire de Nicolet et ne pouvant trouver d'emploi dans sa province natale, il se dirige vers l'Ouest en 1878. *«Comme bien d'autres jeunes gens qui ne trouvent pas défi à leur mesure au Québec, il part pour l'Ouest; les possibilités de gain financier dans cette région en plein essor semblent meilleures que dans la vieille province.»*[12]

Ben Prince avait été commerçant au Manitoba pendant deux ans avant de déménager à Battleford en 1880. Deux ans plus tard, il est, avec son frère, Alphonse, un des premiers fermiers de Highgate à mi-chemin entre Battleford et Delmas. *«Seules les prairies ouvertes pouvaient être cultivées, et les gerbes de céréales étaient entassées en attendant l'hiver où elles seraient battues, des chevaux fournissant l'énergie nécessaire pour faire fonctionner la batteuse qu'on alimentait à la main.»*[13]

Les frères Prince n'ont pas peur de se lancer dans de nouveaux projets. Ils achètent la première batteuse de la région de Battleford en 1881. *«En 1884, ils bâtissent la première scierie et construisent un moulin à farine dans ce qui était autrefois la capitale des Territoires du Nord-Ouest.»*[14] L'équipement de ces deux entreprises doit être apporté de Swift Current, située à 240 kilomètres de Highgate, en charrettes tirées par des boeufs et des chevaux.

Les frères Prince sont les fournisseurs de viande de la Police montée basée au Fort Battleford. C'est peut-être pour cette raison que leur propriété de Highgate est endommagée durant la résistance de 1885. *«L'endroit est relativement isolé et la maison de ferme est saccagée par des maraudeurs lors du soulèvement de Batoche. Son propriétaire est alors absent, puisqu'il sert dans le régiment local de milice.»*[15]

Benjamin et Alphonse Prince continuent à accroître leur avoir après la résistance de 1885. En mai 1886, ils construisent un moulin qui fonctionnera jusqu'en 1908, date à laquelle il sera détruit par le feu. En 1898, Benjamin Prince

ouvre un magasin à Battleford «B. Prince and Sons», un magasin qui sera réputé dans la région pendant 50 ans.

Comme bien d'autres, Ben Prince s'intéresse à la politique. *«La prospérité de ses diverses entreprises lui permet d'appuyer, de son nom et de sa bourse, le parti libéral fédéral et son chef, Wilfrid Laurier.»*[16] Rappelons qu'un cousin de Ben Prince, Édouard Richard, avait été l'associé de Laurier dans un cabinet d'avocats à Arthabaska au Québec. Prince est élu député à l'Assemblée législature des Territoires du Nord-Ouest en 1899, et est réélu en 1904. En 1909, il est nommé sénateur et, l'année suivante, il accueille le premier ministre Wilfrid Laurier lorsque celui-ci visite l'ancienne capitale de Battleford. Benjamin Prince s'intéresse aussi à la gestion de la municipalité. Pendant plusieurs années, il est maire de Battleford.

Benjamin Prince épouse Ernestine Brassard et ils auront cinq enfants, quatre filles, Marie-Louise, Yvonne, Judith et Marguerite, et un fils, Paul. Paul Prince est député provincial durant les années 1940. Il a aussi été membre du conseil municipal de North Battleford. Le sénateur Prince meurt le 26 octobre 1920. Son frère, Alphonse, meurt en 1926. Il était père de onze enfants dont un fils, Alphonse, est devenu prêtre.

La soeur de Benjamin et Alphonse Prince avait épousé Thomas Dewan, l'associé de Bernard Frémont. La ferme Dewan-Frémont était située près de la paroisse Saint-Vital, à Battleford. Thomas Dewan ouvre une usine de fabrication de briques, en 1886, à Battleford. Cette usine a fabriqué des briques pendant quatre ans. Les Dewan étaient de bons amis de Mlle Onésime Dorval, institutrice à l'école Saint-Vital de Battleford.

La paroisse Saint-Vital

Les missionnaires oblats avaient souvent visité la région de Battleford depuis le milieu du XIXe siècle. Toutefois, ce n'est qu'un an après l'établissement du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à cet endroit que Mgr Vital Grandin demande au père Alexis André, o.m.i., de venir fonder une mission. Le missionnaire oblat arrive à la fin de novembre 1877 et nomme la mission Saint-Vital, nom du saint patron de son évêque.

Le père André est à la tête de la mission pendant un mois seulement car en décembre 1877, le père Jean Lestanc, o.m.i., lui succède. Puisqu'il n'y a ni église, ni presbytère à Battleford, le père Lestanc demeure chez W.J. Scott. Durant la semaine, il enseigne le catéchisme aux jeunes Cris et Métis et le dimanche, il chante la messe dans une bien humble demeure - la remise de l'honorable J. McRoy, greffier des Territoires du Nord-Ouest. De temps à autre, il va prêcher dans les réserves indiennes avoisinantes: Poundmaker, Little Pine, Sweetgrass, Eagle Hills, Red Phesant, Mosquito, Thunderchild et Moosomin. La fondation de la mission Saint-Vital se fait un an après la signature du Traité N° 6 au Fort Carlton; par ce traité les Cris ont cédé presque tout le territoire du nord de la Saskatchewan au gouvernement fédéral et ont accepté de vivre dans des réserves.

Mais, la priorité du père Lestanc demeure la mission Saint-Vital à Battleford. En 1878, le père Lestanc fait bâtir une première église catholique à Battleford. *«La première chapelle, qui a éventuellement été construite en 1878, 300 pieds au sud de la rivière Bataille était un très pauvre bâtiment fait de bois rond recouvert de boue et de terre. L'église avait deux petites fenêtres et une simple croix de bois sur le toit.»*[17] Le père Florent Hert, o.m.i., est curé de la mission (1878-1880) lorsqu'il meurt accidentellement. Il est remplacé par le père A. Bigonesse, o.m.i.

Lors de la visite du supérieur des oblats en 1880, le capitaine Antrobus de la Police montée fait don de cinq acres de terrain près du fort. Le père Bigonesse s'empresse de faire bâtir une nouvelle chapelle au nord de la rivière. Toutefois, la

nouvelle église est froide en hiver et, en 1883, on décide de construire une troisième église Saint-Vital.

Dès leur arrivée à Battleford, les missionnaires oblats se chargent de l'éducation chrétienne des jeunes Métis, Indiens et Blancs de la région. Vers 1881, le père Bigonesse fait venir un jeune Canadien français de Saint-Laurent, Jos Gareau, pour enseigner le français. Ce n'est qu'en 1884 que la première institutrice diplômée arrive pour enseigner à l'école Saint-Vital. Il s'agit de Mlle Onésime Dorval. Bien qu'elle soit, en général, associée à Saint-Laurent et Batoche, il ne faut pas oublier qu'elle a été enseignante à Battleford pendant 12 ans. Durant la résistance de 1885, comme bien d'autres colons, Mlle Dorval doit se réfugier dans le fort alors que les Cris de Poundmaker et de Big Bear ravagent dans la région.

Dès la fin des années 1880, la population catholique de Battleford demande à Mgr Grandin d'envoyer des religieuses pour enseigner aux jeunes. Lorsque le diocèse de Prince Albert est fondé en 1891, on renouvelle la demande auprès de Mgr Albert Pascal. Deux ans plus tard, les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge acceptent de venir fonder un couvent à Battleford. Cinq religieuses arrivent dans la petite ville durant l'été. «*Leur premier mandat était de prendre en main l'école Saint-Vital N° 11 et d'établir un pensionnat pour filles.*»[18] Même si leur travail est vanté par les inspecteurs d'écoles, le ministère de l'Éducation refuse de reconnaître leur certificat d'enseignement et les oblige à suivre régulièrement les cours de l'École Normale. C'est peut-être pour cette raison que certains Canadiens français de la région, comme Émile Richard, choisissent d'envoyer leurs filles à l'Académie de Notre-Dame de Sion à Prince Albert.

La mission de Saint-Vital ne devient une paroisse qu'en 1912.

Chapitre deux

Les Battleford et le XXe siècle

Durant les dernières années du XIXe siècle, Battleford semble échapper à la prospérité. Au début des années 1880, les habitants de Battleford ont une grande déception lorsque les hauts fonctionnaires de la Compagnie du Canadien Pacifique décident de construire la ligne transcontinentale du chemin de fer dans les prairies du sud, c'est-à-dire dans le district d'Assiniboia, plutôt que dans le district de la Saskatchewan. L'absence d'un chemin de fer lui coûte le titre de capitale des Territoires du Nord-Ouest. Le terrain réservé par la Police montée pour une école de formation est vendu car les quartiers généraux sont aussi transférés dans la nouvelle capitale.

À cette époque, la présence d'une ligne de chemin de fer est essentielle pour assurer la survivance d'une communauté dans le Nord-Ouest. Le gouvernement fédéral cherche à attirer des fermiers dans les prairies de l'Ouest et les colons, fermiers et commerçants, veulent toujours s'établir près du chemin de fer.

Dès 1886, la «North West Central Railway Company» obtient une charte pour construire une ligne de chemin de fer entre Brandon et Battleford suivant ce qui devait être le premier tracé du Canadien Pacifique. Mais la compagnie a des difficultés financières et doit renoncer à ses projets.

En 1887, une compagnie anglaise annonce qu'elle va construire une ligne entre Regina et Battleford. Cette compagnie, la «Qu'Appelle, Long Lake and Saskatchewan Railroad and Steamboat Company», a déjà construit environ 30 kilomètres de voie ferrée entre Regina et Long Lake, lorsqu'en 1888, elle décide de se diriger vers Prince Albert et non vers Battleford.

Ce n'est qu'au début du XXe siècle qu'une compagnie de chemin de fer, la *Canadian Northern*, accepte de construire une ligne reliant Winnipeg, Battleford et Strathcona (Edmonton). Toutefois, les gens de Battleford sont déçus d'apprendre, en 1901, que cette compagnie n'a pas l'intention de traverser la rivière Saskatchewan-Nord à cet endroit, mais plutôt à environ 15 kilomètres au nord-ouest. Les citoyens de Battleford décident d'agir. *«En tout cas, une résolution est adoptée le 28 février 1902 à la réunion annuelle des contribuables du village demandant au gouvernement fédéral de faire une législation obligeant la Canadian Northern à construire sa ligne principale dans Battleford.»*[19] Rien n'est accompli à la suite de cette résolution.

En 1903, un comité de citoyens est mis sur pied et une délégation menée par Benjamin Prince, député à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, se rend dans l'Est pour protester contre la décision de la *Canadian Northern*. Cette délégation ne connaît pas grand succès non plus car la compagnie du chemin de fer avait déjà acheté du terrain au nord de la rivière.

En 1905, Benjamin Prince informe la population de Battleford que la *Canadian Northern* n'avait tout simplement pas la volonté de rediriger sa ligne vers le village de Battleford. La Compagnie était toutefois prête à construire une ligne d'embranchement entre Battleford et le pont situé 15 kilomètres au nord-ouest. Cette décision

cause la naissance d'une nouvelle ville lorsque la ligne de la *Canadian Northern* atteint Battleford Nord ou plutôt North Battleford le 17 mai 1905.

Un des premiers résidents de North Battleford est un Canadien français: Joseph-J. Duhaime. En compagnie de quatre autres hommes, Duhaime descend la rivière Saskatchewan-Nord en radeau au printemps 1905. Pendant l'été, il construit la première étable de la ville, la «North Star Livery and Feed Stable».

En 1904, Battleford est enregistrée comme ville. Depuis ses débuts en 1876, les Canadiens français jouaient un rôle dans l'administration du village et de la commission scolaire catholique. En plus des personnalités déjà mentionnées, comme les frères Prince, on retrouvait Honoré Couture, Albert Champagne, B. Plante, O. L'Heureux, Joseph Daudelin, J.E. Beliveau et Wilfrid Latour parmi les commerçants de Battleford, de la fin du XIXe siècle au début du XXe. O. L'Heureux, par exemple, est propriétaire de la boulangerie et J.E. Beliveau est copropriétaire de l'Hôtel Albion. Ces hommes d'affaires s'engagent dans l'administration municipale de la nouvelle ville. Albert Champagne est le premier maire élu, en 1904, et Wilfrid Latour est un des six conseillers municipaux.

Albert Champagne était natif d'Ottawa. En 1874, il avait fait partie du premier groupe de la Police montée qui s'était rendu de Dufferin au Manitoba jusqu'au Fort MacLeod dans le sud de l'Alberta. Plus tard, Champagne fonde un ranch dans la région du lac Redberry à l'est de Battleford. Vers 1896, il vend son ranch et achète l'Hôtel Queen à Battleford. En 1905, il est élu, pour remplacer Benjamin Prince, député à l'Assemblée législative de la nouvelle province de la Saskatchewan. Trois ans plus tard, il abandonne son siège pour être élu à la Chambre des communes, à Ottawa. Il sera député fédéral jusqu'en 1917.

D'autres Canadiens français participeront à l'administration des affaires municipales de Battleford et de North Battleford.

Docteur Jules Hamelin

Un des Canadien français qui a marqué les premières années de North Battleford est le docteur Jules Joseph Hamelin. Il arrive dans la ville en 1911. Il est né à Saint-Polycarpe au Québec et a fait ses études à l'école et au collège de Rigaud. Il étudie ensuite la médecine à l'Université Laval. Il est médecin à l'Hôtel-Dieu de Montréal pendant trois ans et chef d'internat pendant l'année 1907-1908.

C'est au printemps 1908 qu'il décide de se diriger vers l'Ouest canadien. «*Le 18 mai 1908 vit notre Docteur Hamelin, B.M., M.D. ,C.M., se diriger vers Montmartre, près de Wolseley, en Saskatchewan. Pendant deux ans il y fut le seul médecin pour une population pauvre, composée de Canadiens, de Français, d'Écossais, d'Irlandais, de Belges et d'Allemands, disséminés de Regina à Brandon.*»[20] Son père vient le rejoindre dans l'Ouest, ayant acheté une section de terre près de Wolseley en 1909. Olivier Hamelin demeure à la ferme à Wolseley jusqu'à sa retraite en 1913, même lorsque son fils décide de se diriger vers North Battleford, en 1911.

Le jeune médecin était venu rendre visite à des parents à North Battleford à Noël en 1910 et il avait tellement aimé la ville qu'il avait décidé de s'y installer. «*La ville possédait l'électricité, l'eau courante, et jouissait d'une vague de prospérité, surtout sur la rue principale, où le docteur ouvrit son bureau, au deuxième étage de l'édifice du Bureau de Postes.*»[21]

Il consacre une grande partie de son temps à la paroisse Notre-Dame de Lourdes. Il est un des premiers marguilliers et dirige la chorale pendant de nombreuses années. Le père Paillé, o.m.i., est alors curé à North Battleford. «*Tout ce qui manquait à la ville était un hôpital. Notre jeune*

docteur comprit vite ce qui était à faire pour en avoir un, et il se mit à l'oeuvre sans tarder.»[22] Le Dr Hamelin réussit à convaincre le père Paillé de l'importance de faire venir une congrégation religieuse pour s'occuper de l'hôpital. On demande aux Filles de la Providence de prendre la charge de l'Hôpital de North Battleford. *«Dix jours plus tard, son espoir se réalisait par l'arrivée de Soeur Hélidore, supérieure et de deux autres religieuses. Elles installèrent temporairement 20 lits dans le presbytère inhabité, qui est maintenant une partie du couvent des Soeurs de l'Enfant-Jésus.»*[23] Ni les Filles de la Providence, ni le docteur Hamelin ne reçoivent de subvention de la ville de North Battleford pour la construction de l'hôpital Notre-Dame.

Lors de la première guerre mondiale, le Dr Jules Hamelin s'enrôle dans l'armée le 14 novembre 1915; il est chirurgien à Gallipoli, à Vimy Ridge et à Thiepval Wood avant d'être renvoyé à North Battleford en décembre 1916. Il n'est pas le seul Canadien français de North Battleford à s'engager dans l'armée durant les guerres de 1914-1918 et 1939-1945. Il est un des premiers présidents de la Légion canadienne.

De retour à North Battleford, le Dr Hamelin se voit plonger dans les malheurs de la grippe espagnole de 1918. «*Comme médecin, il n'aime pas évoquer l'époque de l'influenza en 1918, surtout de septembre à décembre, alors que tous les médecins étaient debout jour et nuit pour soigner les malades. Il y eut plusieurs mortalités, et on ne trouvait pas de remède vraiment efficace pour combattre le mal. Un hôpital provisoire, dans l'Hôtel Beaver, aidait Notre-Dame à soigner les nombreux malades.»*[24]

Comme bien d'autres médecins francophones de la Saskatchewan à cette époque, Jules Hamelin s'absente à certains moments pour aller étudier de nouvelles techniques médicales; il fait des études avancées dans les universités de New York et Chicago.

Aujourd'hui, la maison du docteur Hamelin a été conservée et transportée sur le site du Western Development Museum à North Battleford, grâce au travail de la communauté fransaskoise de North Battleford.

Saint-André-Apôtre, une paroisse française à North Battleford

Après les paroisses des Saint-Martyrs-Canadiens à Saskatoon et Saint-Jean-Baptiste à Regina, c'est au tour de North Battleford de construire son église canadienne-française. En 1962, Mgr Laurent Morin, évêque de Prince Albert, autorise la création de la paroisse Saint-André-Apôtre à North Battleford.

Les traditions canadiennes-françaises, comme la Saint-Jean-Baptiste, avaient toujours joué un rôle important dans la vie des citoyens de langue française des Battleford. *«Apparemment on aurait commencé à célébrer cette fête même avant 1885. En mai 1890, une assemblée eut lieu à Battleford, dans le but de relancer le cercle local de la Société St-Jean-Baptiste, inactive depuis le soulèvement de Batoche. Cette année-là, le 24 juin 1890, on célébra la messe à un autel sur lequel on avait installé une statue de Saint-Jean-Baptiste avec un castor à ses pieds et une bannière portant l'inscription: "FOI— PATRIE— UNITÉ".»*[25]

Depuis le début du siècle, les Canadiens français n'avaient jamais hésité à se dévouer pour les affaires des paroisses Saint-Vital à Battleford et Notre-Dame de Lourdes à North Battleford. Toutefois, vers la fin des années 1950, ils commencent à craindre l'assimilation de leurs enfants. Ils demandent donc la création d'une paroisse canadienne-française. L'abbé Arthur Marchildon est nommé curé à Pâques, en 1962. *«L'abbé Marchildon était déjà reconnu pour ses années de service à la communauté française de la Saskatchewan. Travaillant surtout avec*

l'Association Catholique Franco-Canadienne (ACFC), il avait depuis de longues années avancé la cause de l'enseignement du français dans les écoles de la Saskatchewan.»[26] L'abbé Marchildon était aussi, en 1962, visiteur des écoles pour l'ACFC pour le secteur nord de la province. Rappelons qu'entre 1925 et 1968, c'est l'ACFC qui s'occupait des cours de français dans les écoles de la Saskatchewan; elle nommait alors des personnes qui se rendaient dans les écoles pour apporter un appui aux instituteurs et aux institutrices.

Arthur Marchildon avait aussi participé à la fondation du Conseil de la coopération de la Saskatchewan et pendant de nombreuses années il avait fait la promotion de l'enseignement des concepts de coopération aux Franco-Canadiens de la Saskatchewan. Il était un choix idéal pour lancer cette troisième paroisse canadienne-française en Saskatchewan.

Dès le début, l'abbé Marchildon et les paroissiens de Saint-André ont décidé que l'église abriterait aussi une école. À cette époque, il n'y a pas d'écoles d'immersion et certainement pas d'écoles fransaskoises. Dans les écoles où il y a des francophones, on a droit à une heure de français par jour.

L'école Saint-André devient une école privée. *«Les parents devaient défrayer toutes les dépenses pour l'éducation de leurs enfants; les institutrices devaient accepter des salaires bien piètres et même M. l'abbé se dévouait de tout côté; il conduisait même l'autobus scolaire.»*[27] En 1965, la commission scolaire catholique de North Battleford accepte de payer les salaires des enseignantes et Saint-André cesse d'être une école privée. Cinq ans plus tard, en 1970, elle est reconnue comme une des écoles désignées de la Saskatchewan. Puisque le nombre d'élèves est toujours en hausse, la petite école Saint-André devient trop petite et en 1980, les parents acceptent de déménager dans une nouvelle école, l'école Notre-Dame.

En 1977, un autre projet de l'abbé Arthur Marchildon voit le jour à North Battleford. Cette année-là, les paroissiens de Saint-André réussissent à mettre sur pied le foyer de la Villa Pascal. C'est un foyer relié à la paroisse où les personnes âgées canadiennes-françaises du nord de la Saskatchewan peuvent se retirer.

C'est aussi à la paroisse Saint-André que naît le premier groupe des jeunes de North Battleford, à la fin des années 1960. Il s'agit des Zodiaques. L'abbé Marchildon est certainement intéressé par la jeune relève fransaskoise; entre 1967 et 1979, il travaillera étroitement avec le père André Mercure, o.m.i., à l'organisation des voyages SEV (Saskatchewan Étudiante Voyage) et SEVI (Saskatchewan Étudiante Voyage International). C'est à la paroisse Saint-André qu'ont lieu la plupart des rencontres des voyageurs SEV et SEVI et c'est aussi à la paroisse que se fait le travail de secrétariat pour ces mêmes voyages. Il est aussi probable que les mouvements scouts francophones en Saskatchewan ont commencé dans l'humble petite église et école de North Battleford.

En 1986, on demande à l'abbé Arthur Marchildon d'aller prendre en main une autre paroisse du diocèse de Prince Albert. Il avait passé 24 ans à Saint-André. *«En 1987, la paroisse de Saint-André célébra son 25e anniversaire. Cette fête de reconnaissance fut dédiée à l'abbé Marchildon qui a été le fondateur et l'inspiration de cette paroisse. Le nom de ce pasteur dévoué restera à jamais vivant à North Battleford puisque le Manoir Marchildon porte son nom. Ce Manoir est un complexe qui s'élève sur l'emplacement des anciennes classes de St-André. Agrandis, renouvelés et coquets, ces appartements serviront de résidences aux personnes âgées de langue française.»*[28]

Le nom d'Arthur Marchildon vient donc s'ajouter à ceux de Charles Rouleau, Benjamin Prince, Albert Champagne et Jules Hamelin, tous des francophones qui ont laissé leur marque dans l'histoire des Battleford.

Notes et références

1 Edward McCourt. — Saskatchewan. — Toronto : Macmillan of Canada, 1968. — Traduction. — P. 148

2 Arlean McPherson. — The Battlefords : A History. — Saskatoon : Modern Press, 1967. — Traduction. — P. 4

3 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — Traduction. — P. 111

4 Ibid., p. 111

5 Richard Lapointe. — «Henriette Forget». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 154

6 Ibid., p. 154

7 Arlean McPherson. — The Battlefords : A History. — P. 27

8 Ibid., p. 37

9 Ibid., p. 53

10 Ibid., p. 52

11 Paradise Hill History Committee. — Paradise Hill & District, Homecoming 1980. — Paradise Hill : 1980. — Traduction. — P. 7

12 Richard Lapointe. — «Joseph-Benjamin Prince». — 100 Noms. — P. 332

13 Between Two Rivers History Book Committee. — Between Two Rivers. — Battleford : Marian Press, 1987. — Traduction. — P. 210

14 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 520

15 Richard Lapointe. — «Joseph-Benjamin Prince». — P. 332

16 Ibid., p. 333

17 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 112

18 Ibid., p. 406

19 Arlean McPherson. — The Battlefords : A History. — P. 133

20 «Cinquante ans de service comme médecin dans les prairies». — L'Eau vive. — (1er oct. 1980). — P. 28

21 Ibid., p. 28

22 Ibid., p. 29

23 Ibid., p. 29

24 Ibid., p. 29

25 Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 126

26 Ibid., p. 126

27 Ibid., p. 127

28 Ibid., p. 127

Bibliographie

Between Two Rivers History Book Committee. — Between Two Rivers. — Battleford : Marian Press, 1987

«Cinquante ans de service comme médecin dans les prairies». — L'Eau vive. — (1er oct. 1980)

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

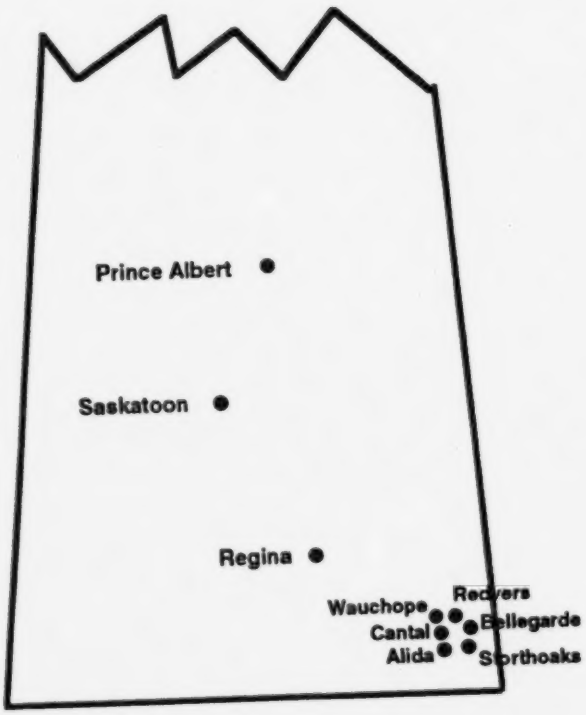
Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

McCourt, Edward. — Saskatchewan. — Toronto : Macmillan of Canada, 1968.

McPherson, Arlean. — The Battlefords : A History. — Saskatoon : Modern Press, 1967

Paradise Hill History Committee. — Paradise Hill & District, Homecoming 1980. — Paradise Hill : 1980

Bellegarde



À la fin du siècle demier, l'abbé Jean-Isidore Gaire vient établir une série de paroisses françaises dans le sud-est de la Saskatchewan. En 1888, le prêtre français s'établit à Grande-Clairière, au sud de Brandon au Manitoba. Quatre ans plus tard, il arrive dans les Territoires du Nord-Ouest avec un groupe de colons français et belges pour créer les communautés de Cantal et de Bellegarde. Au cours des années suivantes, plusieurs autres Belges, Français et Québécois viennent se joindre à ce premier groupe dans la région et, tout en se joignant à la population de Bellegarde et de Cantal, ces nouveaux venus établissent les communautés de Wauchope, Redvers, Alida, Antler et Storthoaks.

Chapitre un

Les débuts de Saint-Maurice

En 1888, l'abbé Jean-Isidore Gaire quitte Saint-Boniface pour aller fonder une mission catholique et française dans le sud-ouest du Manitoba. C'est dans le centre d'un triangle situé entre Deloraine, Oak Lake et Brandon que l'abbé Gaire fonde la mission de «Grande-Clairière».

En moins d'un an, il attire plus de 150 colons à Grande-Clairière. *«Les colons affluent de partout: du Luxembourg belge, de l'Alsace, de l'Ardèche, des régions situées tout le long de la Loire, même de la Suisse.»*[1] Alors qu'il n'y a que trois foyers à Grande-Clairière en 1888, quatre ans plus tard la population s'élève à 600 personnes.

Jean-Isidore Gaire tourne alors son attention vers le district d'Assiniboia dans les Territoires du Nord-Ouest. Là, il peut voir des milliers et des milliers d'acres de terre cultivable. Il espère y fonder d'autres missions catholiques et françaises. À cette époque, il y a peu de personnes qui habitent la région, qui deviendra plus tard les paroisses de Saint-Maurice de Bellegarde, Saint-Raphaël de Cantal et Saint-Jean-François-Régis de Wauchope. *«Peut-être y avait-il par ci par là quelques colons anglais qui y avaient été attirés par les promesses d'un chemin de fer allant de Brandon à Estevan passant par Gainsborough et Alameda.»*[2] Même si la ligne ferroviaire a été arpentée en 1881, elle ne sera construite qu'en 1891.

Au printemps de 1891, l'abbé Gaire va explorer la région. Plus tard la même année, certains colons de Grande-Clairière et leur curé se rendent avec jusqu'à Bellegarde où ils prennent des *homesteads*. Parmi ce groupe on trouve Alphonse Copet, Cyrille Delaite, Joseph Delaite et Cyrille Libert. Les Copet et les Delaite sont arrivés à Grande-Clairière deux ans plus tôt en 1889. *«C'est le Luxembourg belge qui commence son entrée en ligne. Cette vaillante province nous fournira dans la suite beaucoup de monde: pour le moment elle nous donne, du premier coup, trois ou quatre familles, dont voici encore les noms: la famille Delaite, la famille Stringer et la famille Copet. Tout ce monde nous vient du village de Redu.»*[3]

Le printemps suivant, l'abbé Gaire, Maurice Quennelle et plusieurs autres colons français et belges se rendent à environ 50 kilomètres au sud-ouest de Bellegarde et fondent la paroisse de Saint-Raphaël de Cantal. (Voir *Maurice Quennelle*). Pendant ce temps, le groupe Copet,

Les Territoires du Nord-Ouest à partir de 1895.

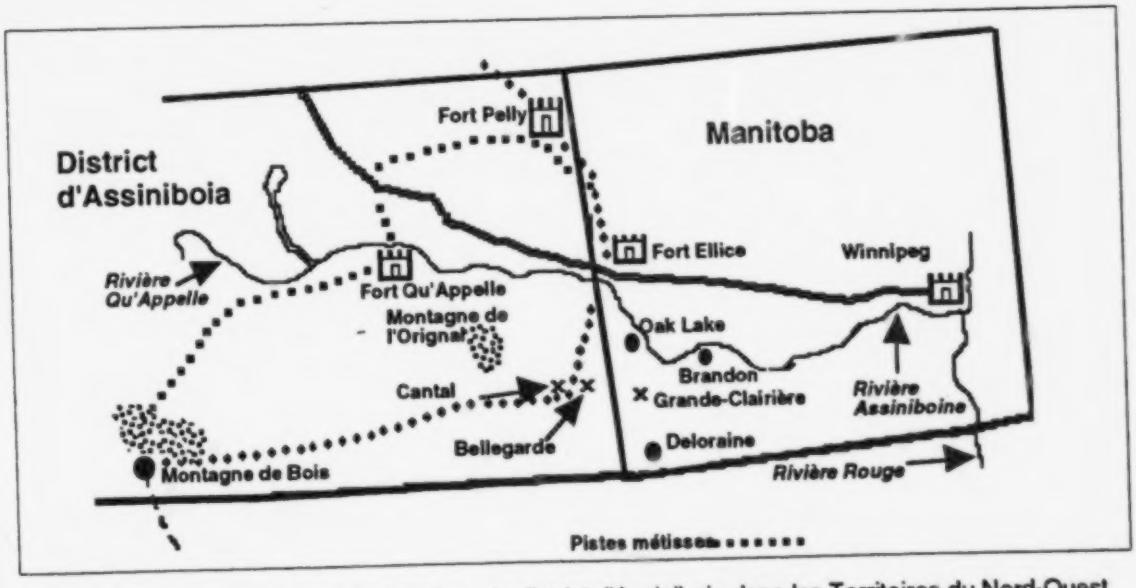
Delaite et Libert trouve la situation décourageante à Bellegarde. *«Après avoir essayé en vain de défricher la terre d'Alphonse Copet.... ils se découragèrent et retournèrent à Grande-Clairière. À leur dire, il n'y avait rien à faire à Saint-Maurice.»*[4]

L'abbé Gaire n'a pas l'intention d'abandonner son projet de colonisation à Bellegarde. Heureusement pour lui, une nouvelle famille vient d'arriver à Grande-Clairière. Il s'agit de Cyrille Sylvestre: *«... Cyrille Sylvestre prit la décision de quitter sa Haute-Savoie natale alors qu'il approchait la soixantaine, pour se soustraire, lui et ses nombreux enfants, aux mesures anticléricales du gouvernement français à la fin du siècle dernier.»*[5]

Cyrille Sylvestre et deux de ses quatre fils ont déjà acheté 160 acres à Grande-Clairière, mais ils avaient réservé plusieurs *homesteads* à Saint-Maurice de Bellegarde, car les deux autres fils devaient les rejoindre sous peu. Cyrille Sylvestre et ses fils n'ont pas l'intention de se laisser dissuader par les histoires du groupe des familles Copet, Delaite et Libert.

Donc, vers la mi-juin 1892, un nouveau groupe de colons se dirige vers Saint-Maurice. En plus de l'abbé Gaire et de Cyrille Sylvestre et ses deux fils, le groupe compte les familles d'Honoré George, Fortunat George et Jean-Baptiste Stringer. Ce groupe *«se rend à la "quatrième coulée", étudie attentivement le district à tout point de vue, reconnaît qu'il y a là une terre de grande valeur, des pâturages immenses, du foin en abondance dans les bas-fonds et de futurs bosquets qui ne demandaient qu'une protection efficace contre les feux de prairies, pour renaître et se développer: somme toute, une magnifique campagne, arrosée par une coulée admirable aux superbes pièces d'eau, richesse et ornement de la vallée.»*[6]

Les colons retournent passer l'hiver à Grande-Clairière; ils reviennent au printemps 1893 et se construisent des maisons à Bellegarde. Ces premières maisons, faites avec de la tourbe, sont construites à trois-quarts d'un kilomètre au nord du village actuel de Bellegarde.
Durant l'hiver 1893-1894, une seule famille reste à Saint-Maurice, soit celle de Jean-Baptiste Moreau. Les autres retournent à nouveau à Grande-Clairière bien qu'on dise que les maisons de tourbe sont chaudes en hiver.



L'ouest de la province du Manitoba et l'est du district d'Assiniboia dans les Territoires du Nord-Ouest vers 1892.

C'est seulement au printemps de 1894 qu'on commence à casser et à semer la terre. En plus de Jean-Baptiste Moreau, les familles Sylvestre, Stringer, Carbotte et Revet commencent à cultiver les terres de Saint-Maurice de Bellegarde. Avant la fin de l'été, cinq autres familles viennent les rejoindre: les George, les Tinant, les Legros, les Pierrard et les Stevenot.

Au cours des années qui vont suivre, d'autres colons viennent rejoindre les fondateurs de Saint-Maurice de Bellegarde; en 1898, plus de cent familles sont établies dans la région.

Au printemps de 1900, quatre familles arrivent de Chicago pour fonder une colonie française à quelques kilomètres au sud de Bellegarde. Ce sont les familles Garand, Bertrand, Raymond et Fournier, qui établissent la paroisse de Saint-Antoine-des-Prairies, aujourd'hui Storthoaks. En 1901, l'abbé Jean-Isidore Gaire vient établir une nouvelle paroisse dans la région. Il s'agit de Saint-Jean-François-Régis de Wauchope. Vers 1912, un nommé Eugène Lemieux ouvre un magasin à quelques kilomètres à l'ouest de Storthoaks et établit le fondement du village d'Alida. Les francophones jouent également un rôle dans l'établissement des villages d'Antler au nord-est de Bellegarde et Redvers au nord-ouest.

Ainsi se réalise le rêve de l'abbé Jean-Isidore Gaire. Dans le sud-est de la Saskatchewan, on trouve une série de communautés francophones: Alida, Antler, Bellegarde, Cantal, Redvers, Storthoaks et Wauchope.

Chapitre deux

La vie des pionniers

La vie des premiers colons n'était pas toujours facile. À l'époque de la colonisation, les gens quittaient souvent une maison confortable pour venir s'installer dans une maison de bois rond ou dans une maison de tourbe. Ils n'avaient pas les moyens de chauffage qu'on connaît aujourd'hui.

Ils sont agriculteurs et ils doivent respecter les règlements de la *Loi des Terres du Dominion*, entre autres casser un certain nombre d'acres chaque année. Toutefois, ils n'ont pas de gros tracteurs, de grands cultivateurs, ni de grosses moissonneuses-batteuses comme les fermiers contemporains.

À part d'anciennes pistes métisses, les routes sont rares dans la prairie de l'époque; les colons doivent parfois parcourir de grandes distances pour faire leurs provisions ou même aller chercher leur courrier. Examinons la vie des colons dans le sud de la Saskatchewan.

Au départ, les colons vivent dans des tentes, mais on ne tarde pas à se bâtir des maisons: *«on y construisit quelques cabanes faites, murs et toitures, avec le gazon de la prairie, défoncé à la charrue et coupé en longueurs maniables.»*[7]

Les premiers pionniers de Bellegarde ne vivent pas dans des maisons riches: *«elles étaient primitives; elles étaient fraîches en été et chaudes en hiver et, grand avantage pour des débutants peu argentés et éloignés de tout, ne coûtaient absolument rien, ou à peu près, si ce n'est quelques journées de travail en corvée.»*[8] Bien que ces habitations de tourbe ne coûtent rien, dès que les colons en ont les moyens, ils se bâtissent des maisons de bois.

Selon les historiens Richard Lapointe et Lucille Tessier, ce type d'habitation n'aurait pas été aussi commun que le veut la mémoire populaire: *«moins du quart des premières maisons de pionniers dans les plaines du sud furent construites de tourbe, en tout ou en partie.»*[9] Même si les maisons de tourbe étaient chaudes en hiver et qu'elles ne coûtaient rien à construire, les colons préféraient souvent vivre dans une tente en attendant de se construire une maison de bois, parce que la tourbe *«attirait les puces, les "coquerelles" et les couleuvres.»*[10]

Pour construire une maison de tourbe, le colon doit d'abord choisir les bonnes mottes de terre. *«Seules les mottes découpées dans la terre grasse et fermement liée par des racines enchevêtrées résistaient à l'effritement de leur pourtour.»*[11] Certains colons ont vu leur maison de tourbe s'écrouler devant leurs yeux dans la pluie ou le vent parce qu'ils n'avaient pas choisi de bonnes mottes de tourbe.

Le colon découpe les mottes de tourbe en utilisant une «sauterelle», sorte de petite charrue. Les mottes de tourbe doivent mesurer environ 30 centimètres sur 50 centimètres. Les mottes de tourbe sont empilées *«les unes sur les autres, en ménageant des ouvertures pour la porte et les fenêtres.»*[12] Pour la toiture, le colon place des perches ou des branches qu'il recouvre de mottes de tourbe. Dans certains cas, le colon plaçait un papier goudronné sur les branches avant de poser les mottes de tourbe. Sinon, il est fort probable que la toiture coulait à la première pluie.

Une fois les maisons construites, les pionniers de Saint-Maurice de Bellegarde doivent

défricher le terrain pour répondre aux exigences de la *Loi des Terres du Dominion*. Dès la première année, ils réussissent à ensemencer quelques acres et à l'automne 1894, une première récolte est prête à battre. Hélas, aucun colon de Saint-Maurice n'est propriétaire d'une batteuse.

Les fermiers coupent le grain, le lient en gerbes et le placent en meules. Puis, *«les jeunes colons partirent du côté de Virden, à 50 milles au nord-est, pour se gagner un peu d'argent durant les battages, et ce n'est qu'au mois de décembre que des batteuses purent se rendre à Saint-Maurice. Grâce à une température assez favorable, il fut possible de sauver cette récolte.»*[13]

Puisqu'il n'y a pas encore de chemin de fer à Bellegarde, les colons doivent transporter le grain sur une distance de 40 kilomètres vers l'est pour le livrer à Reston, dernier arrêt sur la ligne du chemin de fer. L'année suivante, en 1895, le blé est à nouveau récolté tard dans l'année et cette fois, on doit le battre humide. Lorsqu'ils le livrent à Reston, les colons de Bellegarde ne reçoivent qu'un faible prix pour leur grain, et dans certains cas, l'agent de l'élévateur refuse même de le prendre. *«Ils furent donc obligés de le charroyer à des distances plus éloignées pour le faire moudre.»*[14]

Certains colons abandonnent, mais la plupart persistent. On continue à défricher le terrain. Dans la prairie du sud-est, il n'y a pas d'arbres à couper et les colons n'ont qu'à casser la terre. On utilise des boeufs ou des chevaux pour tirer les charrues. *«Le bois de chauffage et le bois de construction étaient apportés de Grande-Clairière, 45 milles à l'est. Plus tard les colons se dirigèrent vers la montagne de l'Orignal, à 50 milles au nord-ouest. Là ils trouvèrent le bois nécessaire.»*[15]

Les premiers pionniers de Bellegarde, comme ceux dans bien d'autres régions de la Saskatchewan, doivent dépendre de leurs habiletés de chasseurs pour se nourrir. *«La nourriture habituelle de ces hardis pionniers consistait de lièvres, de poules de prairie et de canards sauvages que les hommes chassaient dans leurs moments libres.»*[16] Comme pour l'élévateur à grain, le magasin le plus proche se trouve à Reston, 40 kilomètres vers l'est.

Les pionniers ne font pas le voyage tellement souvent; une ou deux fois par année avec chevaux et chariot. *«Le trajet durait trois ou quatre jours, et ce n'était pas toujours rose: les chemins étaient difficiles. En été nos voyageurs couchaient à la belle étoile et pour chasser les moustiques ou cousins ils allumaient un brasier fumeux et se chargeaient à tour de rôle d'activer ce feu couvert afin de laisser dormir leurs compagnons.»*[17]

Les colons de Saint-Maurice de Bellegarde vont à Reston (pour les provisions) ou à la Montagne de l'Orignal (pour le bois de chauffage) une ou deux fois par année. *«Ces voyages se répétaient parfois tard dans la saison et à l'automne afin de faire les provisions d'hiver. Alors ils se faisaient surprendre par des poudreries de neige, ce qui retardait souvent nos voyageurs et rendait ces voyages périlleux.»*[18]

Rares sont ceux qui s'attendent à une vie facile en arrivant à Saint-Maurice de Bellegarde. Plusieurs trouvent la vie trop dure; ils abandonnent et quittent la région. D'autres abandonnent simplement la vie de fermier pour devenir commerçants dans la région. La plupart, toutefois, persistent et dix ans plus tard ils étaient *«parfaitement à l'aise, à la tête de belles grandes fermes, magnifiquement équipées de machines agricoles, riches également en beaux troupeaux de toutes sortes.»*[19]

Chapitre trois

Les premières institutions à Bellegarde

Les colons, venus s'installer à Saint-Maurice de Bellegarde, commencèrent tout de suite par établir une série d'institutions religieuses, éducatives et commerciales. Plusieurs de ces institutions existent encore.

L'église

Pendant les premières années, Saint-Maurice de Bellegarde n'a pas de prêtre résidant. Il n'y a même pas d'église ou de presbytère. L'abbé Jean-Isidore Gaire, fondateur de Bellegarde et curé de la mission de Grande-Clairière, vient rendre visite aux colons de temps en temps. *«La première messe, célébrée par M. l'abbé Gaire qui venait de temps en temps à pied rendre visite à ses colons de St-Maurice et de St-Raphaël, fut dite chez M. Cyrille Sylvestre.»*[20]

Qu'il soit en visite chez les colons de Saint-Maurice de Bellegarde ou chez ceux de Saint-Raphaël de Cantal, l'abbé Gaire n'a pas le choix: il doit chanter la messe dans la maison d'un des pionniers. Et, puisqu'il est le seul missionnaire dans toute la région, il ne visite Bellegarde ou Cantal qu'une fois par mois... ou même tous les deux mois.

Enfin, en 1898, l'archevêque de Saint-Boniface, Mgr Langevin, nomme un curé pour les paroisses de Saint-Maurice et de Saint-Raphaël. Il s'agit de l'abbé Napoléon Poulin. Puisqu'il arrive tard dans l'année (sa signature apparaît dans les registres de la paroisse pour la première fois le 28 novembre 1898), le nouveau curé attend jusqu'au printemps suivant avant de faire bâtir une église et un presbytère. En attendant, il continue à dire la messe dans les maisons des colons.

Lorsque Mgr Langevin visite la région en juin 1899, il peut écrire au sujet de la paroisse de Saint-Maurice: *«Le presbytère est modeste, mais convenable, et la chapelle, peu élevée, suffit aux besoins du culte, mais elle sera bientôt trop petite.»*[21] La raison pour l'optimisme de l'archevêque de Saint-Boniface, c'est que depuis l'arrivée de l'abbé Poulin, l'année précédente, *«on a pris plus de 50 homesteads.»*[22] La population de Bellegarde s'élève à plus de 100 familles lors de cette visite en juin 1899.

Entre temps, Mgr Langevin nomme un autre prêtre résidant à la mission de Saint-Raphaël de Cantal, l'abbé Alphonse Lemieux. L'abbé Poulin meurt en 1900, au jeune âge de 42 ans, mais dorénavant Bellegarde aura un prêtre résidant.

Bureau de poste

À cette époque, avant le téléphone et la télévision, le courrier est un des seuls moyens par lequel les colons dans l'Ouest canadien peuvent s'informer sur ce qui se passe dans le monde.

Dès qu'ils sont établis dans une région, les colons font généralement demande auprès du ministère des Postes pour obtenir un bureau de poste chez eux. Le premier bureau de poste à Bellegarde ouvre ses portes en août 1898; le maître de poste est Fabien Sylvestre, mais il n'y a pas de bureau de poste dans le sens

traditionnel du mot: «*M. Fabien Sylvestre l'apportait le dimanche et le distribuait après la messe.*»[23]

Puisqu'il faut aller chercher le courrier à Reston, c'est le frère du maître de poste, Alexis Sylvestre, qui est chargé de faire le voyage chaque semaine: «*Tout en transportant le courrier, Alexis Sylvestre apportait les provisions les plus nécessaires aux colons telles que sucre, farine, etc.*»[24]

Le magasin

Puisqu'il transporte des provisions de Reston à Saint-Maurice, il est tout à fait naturel qu'Alexis Sylvestre établisse un petit magasin chez lui pour desservir les gens de Bellegarde et de Cantal. Toutefois, il ne semble pas être intéressé par la vie de commerçant, et en 1900 c'est Arsène Revet qui ouvre un magasin dans la maison de sa mère. Puisque les fils Revet doivent faire la guerre de 1914, c'est Mme Revet qui s'occupe du magasin de Bellegarde jusqu'en 1920, date à laquelle il sera vendu à Henri George père.

L'école

La première école de Bellegarde, située dans le presbytère, ouvre ses portes le 9 juin 1903. Elle porte le nom d'école Saint-Maurice. Le premier enseignant est un monsieur Jobin. L'enseignement se fait exclusivement en français jusqu'à la visite de l'inspecteur d'école qui suggère d'enseigner un peu d'anglais.

Le couvent

Toutefois, «*une paroisse catholique n'est pas complète, si elle ne possède pas au moins une maison d'éducation... c'est-à-dire une école dirigée entièrement selon les principes chrétiens.*»[25] Même si les enseignants à l'école Saint-Maurice sont francophones et catholiques, les colons de Bellegarde rêvent d'avoir un couvent ou un collège catholique.

En 1905, le curé du village, l'abbé Napoléon Poirier, demande aux Filles de la Croix de venir s'établir à Bellegarde. Deux religieuses, Soeur Salvinie-Eugénie et Soeur Thaïsie-Marie, arrivent la même année pour établir le premier de plusieurs couvents que cette congrégation établira en Saskatchewan.[26] Dès 1905, Honoré George en commence la construction. Les premières années, les garçons sont hébergés au presbytère et c'est le curé qui les surveille la nuit.

Durant les prochaines années, les Filles de la Croix iront également faire de l'enseignement ou du travail apostolique dans les communautés environnantes - Cantal, Wauchope, Storthoaks et Alida.

Chapitre quatre

Les villages avoisinants

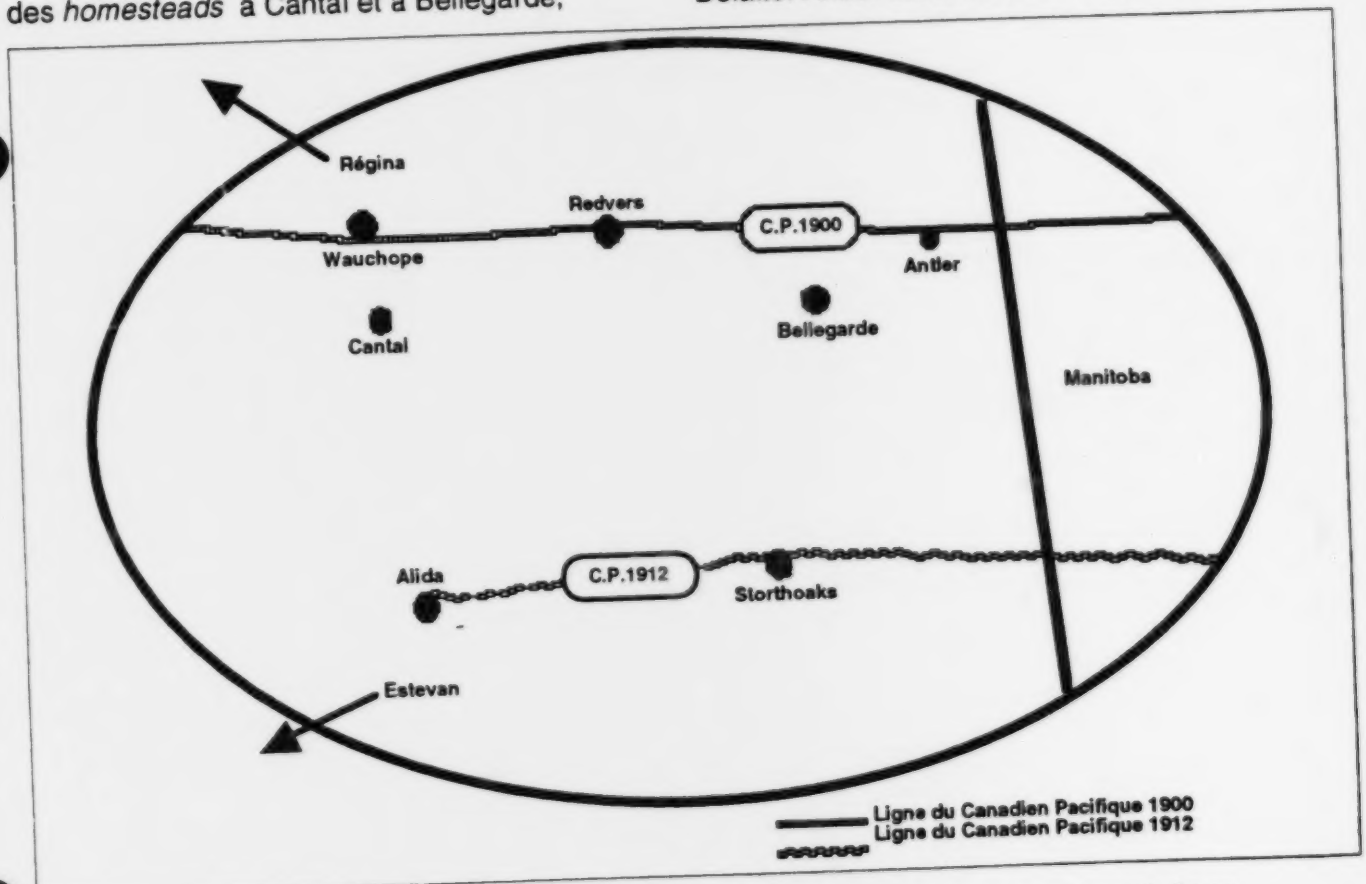
Tel que mentionné plus tôt, plusieurs autres communautés francophones voient le jour dans la région de Bellegarde, entre autres Redvers, Wauchope, Alida, Cantal, Storthoaks et Antler. Voici donc, en quelques lignes, l'histoire des débuts de chacune de ces communautés.

Alida

La même année que des colons se réservent des *homesteads* à Cantal et à Bellegarde, d'autres se dirigent vers Alida. Il s'agit des familles Girard, Laurent, Fréchard et Spencer. Une ligne du Canadien Pacifique est construite jusqu'à Alida en 1912.

Antler

Les premiers colons arrivent à Antler vers 1894. Parmi les fondateurs d'Antler, on trouve les familles George, Sylvestre, Corbet, Dellet et Delaite. Antler est situé à dix kilomètres de



Les deux lignes ferroviaires du Canadien Pacifique dans la région de Bellegarde. L'une est construite en 1900-1901 et l'autre en 1912-1913.

Bellegarde et, lorsque le Canadien Pacifique construit une ligne ferroviaire jusqu'à cet endroit en 1900, les fermiers de Bellegarde commencent à livrer leur grain à cet endroit plutôt qu'à Reston.

Cantal

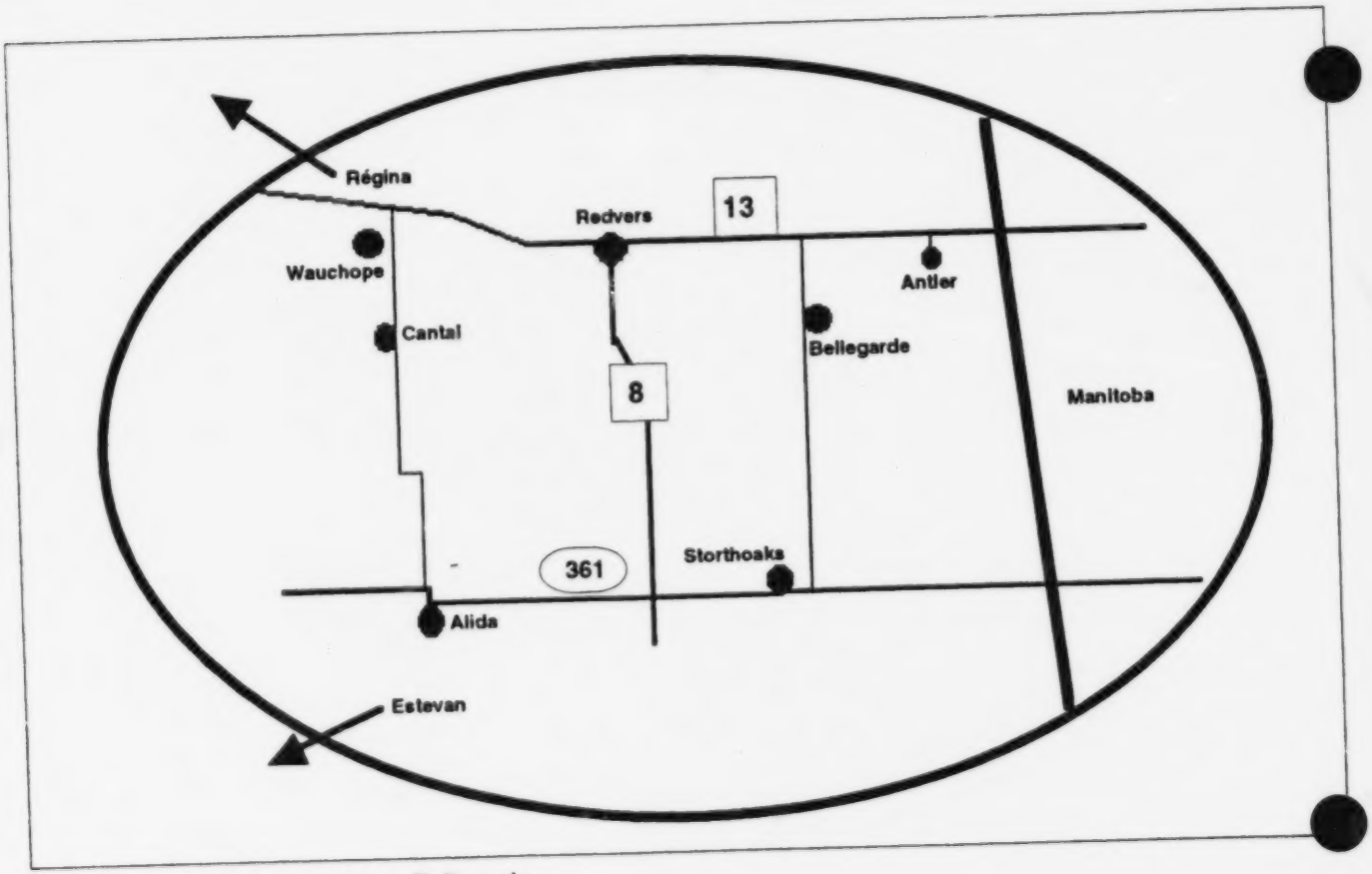
La paroisse de Saint-Raphaël de Cantal est établie au printemps de 1892 par l'abbé Jean-Isidore Gaire. Parmi les premières familles à Cantal, on retrouve les Laurent, Quennelle, Fréchard, Germain, Girard, Mathis, Carpentier, Cruywels, Loire, Du Buission et Charette. Aujourd'hui, Cantal ne figure plus sur aucune carte routière.

Redvers

Situé sur la ligne Regina-Souris du chemin de fer du Canadien Pacifique, 20 kilomètres à l'est de la frontière du Manitoba, Redvers est devenu le point central de la région Bellegarde-Cantal-Wauchope. Le nom du village a été choisi pour commémorer la mémoire d'un général anglais, Sir Redvers Buller.

Storthoaks

Storthoaks a été établi en 1900 par quatre familles francophones venues de Chicago en Illinois. Il s'agit des familles Garand, Bertrand, Raymond et Fournier. Le premier nom qu'on donne à Storthoaks est Saint-Antoine-des-



Les routes dans la région de Bellegarde.

Prairies. Lorsque le Canadien Pacifique bâtit une ligne ferroviaire secondaire du Manitoba jusqu'à Saint-Antoine-des-Prairies et Alida, on demande à l'auteur britannique, Sir Harry Brittain, de nommer ces nouvelles communautés. Sir Harry Brittain choisit le nom de sa femme, Alida, pour le terminus de cette ligne ferroviaire et Storthoaks, le nom de sa propriété en Angleterre, pour l'ancienne paroisse de Saint-Antoine-des-Prairies.

Wauchope

Les premiers colons arrivent à Wauchope avec l'abbé Jean-Isidore Gaire en 1901. Maurice Quennelle, anciennement de Cantal et de Grande-Clairière, est un des nouveaux colons à Wauchope. Puisque la guerre des Boers bat encore son plein en Afrique du Sud, lorsque le Canadien Pacifique arrive dans la région en 1901, on décide de nommer le nouveau village en l'honneur du Général W. Wauchope, un des héros de cette guerre.

Toute la région Bellegarde-Cantal-Wauchope a été peuplée par des familles venues de la Belgique (Blérot, Cop, Frankard, Lamotte, Naviaux et Petit), de la France (Carême, Girard, Quennelle, Stringer et Sylvestre), des États-Unis (Garand, Bertrand, Raymond et Fournier) et du Québec (Bégin, Brulotte, Buisson, Chicoine, Chouinard, Gervais, Giguère et Tessier), pour n'en nommer que quelques-unes.

Dans l'extrême sud-est de la Saskatchewan, ces familles françaises et belges ont travaillé main dans la main avec des colons de langue anglaise pour établir une série de communautés dont ils peuvent être fiers.

Notes et références

1 Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 173
2 Esquisse historique de la Paroisse St-Maurice, Bellegarde, Sask. — Archives de la Saskatchewan, Micro R-9,33. — P. 5
3 Esquisse historique de Mgr Jean Gaire. — Archives de la Saskatchewan, Micro R 9,7. — P. 12
4 Esquisse historique de la Paroisse St-Maurice, Bellegarde, Sask. — P. 6-7
5 Lapointe, Richard. — 100 Noms. — P. 383
6 Esquisse historique de la Paroisse St-Maurice, Bellegarde, Sask. — P. 9
7 Ibid., p. 9
8 Ibid., p. 9
9 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 152
10 Ibid., p. 152
11 Ibid., p. 153
12 Ibid., p. 153
13 Esquisse historique de la Paroisse St-Maurice, Bellegarde, Sask. — P. 11
14 Ibid., p. 13
15 Ibid., p. 13
16 Ibid., p. 11
17 Ibid., p. 13
18 Ibid., p. 13
19 Ibid., p. 13
20 Ibid., p. 17
21 Ibid., p. 17
22 Ibid., p. 17
23 Ibid., p. 15
24 Ibid., p. 17
25 Ibid., p. 21
26 Les Filles de la Croix fondent également des couvents à Willow Bunch et Laflèche.

Bibliographie

Alida History Book Committee. — Reflections of Reciprocity and Beyond. — Alida : Alida History Book Committee, 1989

Antler and District History Committee. — Footprints in the Sands of Time : Antler, Bellegarde, Braeside, Coulson, Kelvindale, Oatlands, Silver Dale. — Antler : Antler and District History Committee, 1983

Celebrate Saskatchewan Committee. — Redvers, 75 years Live. — Redvers : Golden Age Centre and Celebrate Saskatchewan Committee, 1980

Esquisse historique de Mgr Jean Gaire. — Archives de la Saskatchewan, Micro R-9,7

Esquisse historique de la Paroisse St-Maurice, Bellegarde, Sask. — Archives de la Saskatchewan, Micro R-9,33

Gaire, Jean-Isidore, abbé. — Dix années de mission du grand Nord-Ouest canadien. — Lille : Imprimerie de l'Orphelinat de Don Bosco, 1898. — Extraits conservés aux Archives de la Saskatchewan, Micro R-9,7

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Wauchope/Parkman and District Precious memories of time : a salute to the pioneers of Wauchope and Park. — Regina : Focus Pub., 1989

Bellevue

La communauté de Bellevue est située à environ 60 kilomètres au sud de Prince Albert et à environ 100 kilomètres au nord de Saskatoon. Bellevue a d'abord été établie par des Métis et le premier colon canadien-français dans la région fut Azarie Gareau, en 1882. Au début, Bellevue faisait partie de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue à Batoche. C'est en 1902 que la paroisse de Saint-Isidore de Bellevue fut fondée par l'abbé Pierre-Elzéar Myre. Bellevue a toujours été principalement francophone, et même aujourd'hui, 95 pour cent des habitants de Bellevue sont d'origine française. Bellevue est l'un des rares centres en Saskatchewan qui ait survécu malgré l'absence du chemin de fer.

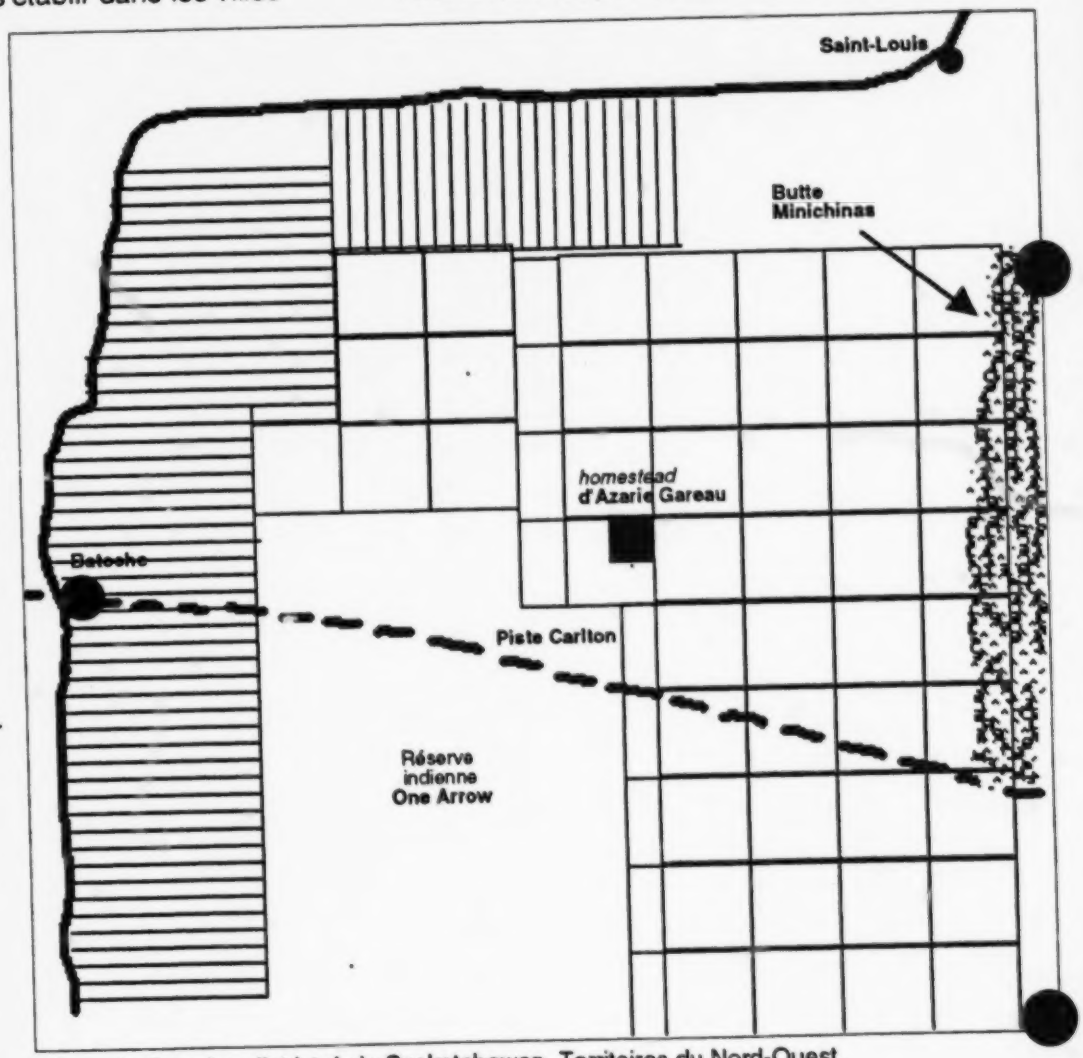
Chapitre un

L'arrivée des premiers colons

En 1882, un jeune Canadien français du Québec arrive dans les Territoires du Nord-Ouest après avoir passé douze ans à Chicopee Falls dans l'état du Massachusetts. Azarie Gareau est alors âgé de 29 ans. Au Québec à cette époque des milliers de jeunes doivent s'expatrier aux États-Unis afin de trouver de l'emploi. Ils s'en vont s'établir dans les villes industrielles des états de l'est des États-Unis, là où ils peuvent trouver du travail dans les usines de textile.

Comme bien d'autres, Azarie Gareau a quitté le Québec en 1870 pour le Massachusetts; il est le deuxième fils d'Antoine Gareau et de Marie-Louise Robichaud de Saint-Jacques de l'Achigan, Comté de Montcalm, un petit village situé au nord-est de Montréal. Puisque c'est son frère aîné, Ernest, qui héritera de la ferme paternelle et qu'il n'y a plus de terre à avoir au Québec, Azarie n'a pas d'autre choix que de quitter sa famille et ses amis.

À Chicopee Falls, il épouse Alexina Houle en 1875 et un premier fils, Napoléon, naît en 1876. Son épouse meurt d'une pneumonie peu de temps après. Vers 1880, Azarie épouse, en deuxième noce, Julie Beauchemin, et deux autres enfants naissent au Massachusetts - Diana, en 1881 et Wilfrid, en 1882. Azarie ne veut pas que ses enfants soient



Région de Batoche, district de la Saskatchewan, Territoires du Nord-Ouest, 1882.

élevés dans une grande ville américaine. Sur ces entrefaits, son frère cadet, Ludger, a quitté Saint-Jacques de l'Achigan en 1878 et s'est rendu dans les Territoires du Nord-Ouest, où il gagne maintenant sa vie comme menuisier dans la communauté métisse de Batoche, dans le district de la Saskatchewan.

Ludger écrivait sans doute à son frère et il lui parlait probablement de l'abondance de bonnes terres fertiles dans la région de Batoche. Azarie décide alors d'aller voir par lui-même et il arrive à Batoche au printemps de 1882. Puisque tous les lots de rivière près de Batoche sont déjà occupés par des Métis, les deux frères se dirigent vers les buttes Minichinas,[1] environ 15 kilomètres à l'est de la communauté métisse.

Dans cette région, il y a déjà plusieurs familles métisses: les Parenteau, Dumont, Gariépy (Garde-puits), Henry, Smith et Champagne.[2] Mais il y a encore plusieurs terres libres. Azarie se trouve un *homestead* sept milles à l'est et deux milles au nord du village de Batoche. Il se rend à Prince Albert où il inscrit son *homestead* auprès de l'agent des Terres du Dominion. Il a dix ans pour défricher le terrain et obtenir le titre de sa terre.

Il se bâtit une cabane sur son *homestead* et, pendant l'été de 1882, commence à défricher. L'hiver suivant, il travaille au magasin de Xavier Letendre, dit Batoche, le fondateur du village qui porte son nom. En 1883, il aide à Ludger à commencer la construction du presbytère de Batoche et il fait venir sa famille de l'Est.

En 1885, Azarie reste neutre durant la rébellion, mais cela n'empêche pas les soldats du Général Middleton d'encercler sa ferme après la défaite de Batoche le 12 mai. Pendant trois jours, ce sont les soldats qui devront traire les vaches et s'occuper des travaux de la ferme, car ils ne veulent pas que la famille Gareau quittent la maison. C'est que les soldats ont peur qu'Azarie ne vienne en aide aux deux chefs métis, Louis Riel et Gabriel Dumont. L'histoire populaire de Bellevue veut même que les soldats soient descendus dans le puits d'Azarie pour s'assurer que l'un ou l'autre des rebelles ne soit pas caché au fond.[3]

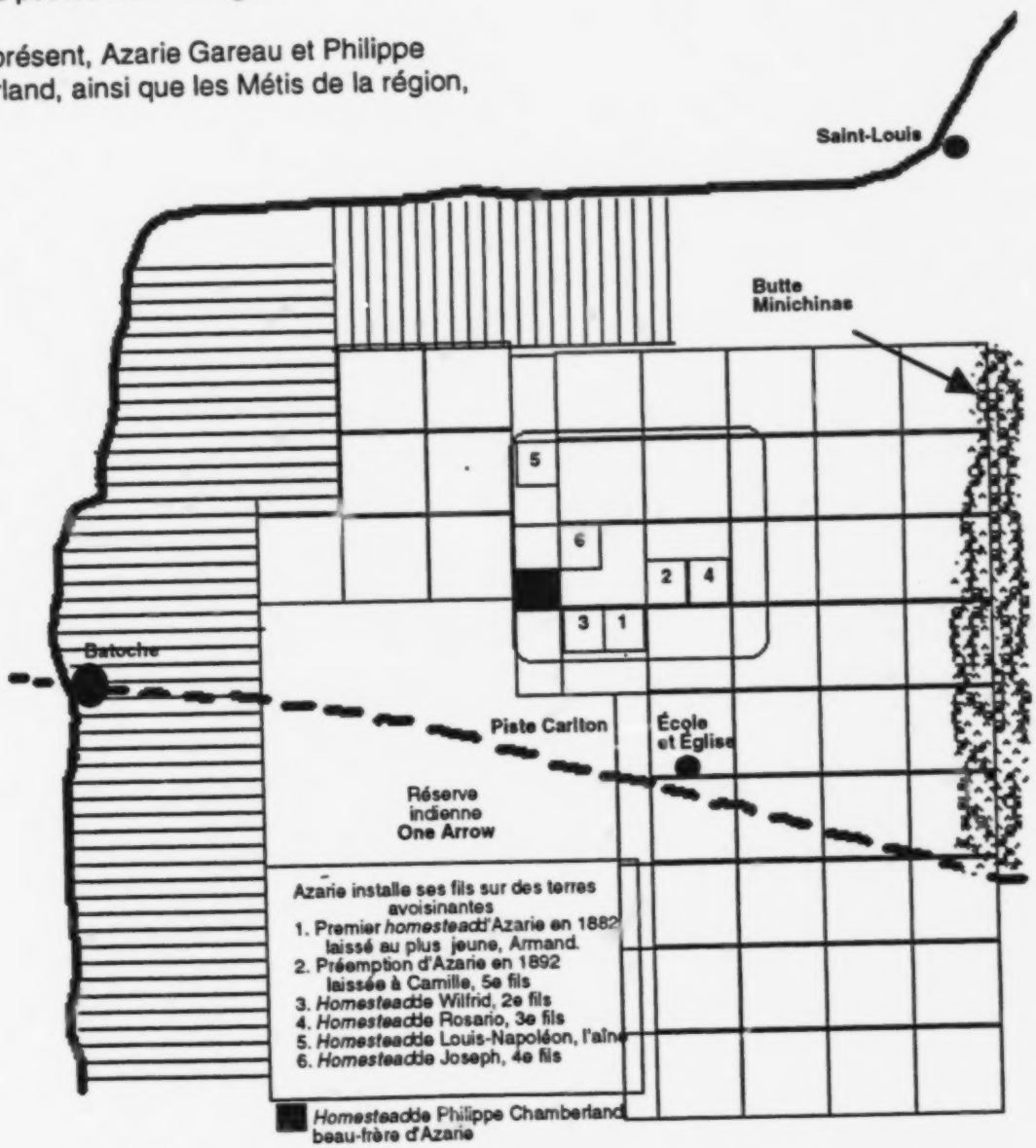
Après les événements de 1885, Azarie Gareau reprend sa vie normale d'agriculteur. Son fils aîné, Napoléon, est en âge d'aller à l'école. Le père Julien Moulin a ouvert une école à Batoche, dans son presbytère, mais c'est loin. Azarie ouvre donc une école à Bellevue, deux milles au sud de son *homestead*, pour Napoléon et les enfants des familles métisses des environs. Il devient le premier instituteur de l'école. Même avant le début des événements de 1885, Azarie avait demandé la permission au lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, Edgar Dewdney, d'ouvrir une école catholique à Bellevue. Edgar Dewdney avait émis une proclamation annonçant la création du district scolaire de Bellevue et avait autorisé la tenue d'élections pour les commissaires. Ces élections devaient avoir lieu le 11 avril 1885 à la maison d'Augustin Lévesque, un Métis de Bellevue. Le district scolaire de Bellevue est donc devenu le premier district scolaire catholique des Territoires du Nord-Ouest.[4]

Azarie continue à agir comme enseignant pendant quelques années, mais cette tâche l'empêche de s'occuper pleinement de sa ferme. Il fait venir sa soeur Rose-Anna du Québec pour qu'elle s'occupe de l'école. Rose-Anna est la plus jeune des enfants d'Antoine Gareau et de Marie-Louise Robichaud. Elle a fait des études chez les Soeurs de Sainte-Anne à Saint-Jacques de l'Achigan et, ayant obtenu un diplôme d'enseignement, elle a été institutrice dans la région de son village natal. En 1889, elle accepte l'invitation de son frère à venir dans les Territoires du Nord-Ouest.

À Bellevue, elle fait la connaissance de Philippe Chamberland. Il a exercé son métier de peintre à Prince Albert et à Batoche et il vient de s'installer sur un *homestead* à Bellevue, un mille à l'ouest de celui d'Azarie. Le 30 août 1892,

Philippe et Rose-Anna sont mariés à Batoche par le père Julien Moulin. Il y a maintenant deux familles canadiennes-françaises à Bellevue. Toujours pour desservir la population de la région, Azarie Gareau suit l'exemple du père Julien Moulin et demande la permission à Ottawa d'ouvrir un bureau de poste à Bellevue. Le gouvernement fédéral accède à cette requête et donne le nom de «Garonne» au bureau de poste de Bellevue. Azarie devient le premier agent des postes dans la région.

Jusqu'à présent, Azarie Gareau et Philippe Chamberland, ainsi que les Métis de la région, doivent voyager en chariot jusqu'à Qu'Appelle dans le district d'Assiniboia, une distance d'environ 200 milles, pour vendre leur grain et leurs animaux. En 1890, la compagnie de chemin de fer *Canadian Northern* décide de construire une ligne de Saskatoon à Prince Albert en passant par Duck Lake. Dorénavant, les habitants de Bellevue auront seulement douze milles à faire avec leurs charges de grain ou leurs animaux.



Region de Bellevue, avec les *homesteads* des fils d'Azarie Gareau, 1902.

Toujours soucieux d'offrir la meilleure éducation à ses enfants, Azarie envoie son fils aîné, Napoléon, à Vancouver poursuivre des études en théologie. Mais, sa santé ne lui permet pas de devenir prêtre et il revient à Bellevue mener la vie de fermier. Les autres enfants d'Azarie sont placés en pension au presbytère de Batoche afin de pouvoir poursuivre leur éducation avec Mlle Onésime Dorval.[5]

Pendant l'hiver de 1892, Azarie et un certain Parenteau obtiennent des billets de faveur du *Canadian Northern* pour aller au Bas-Canada essayer de recruter des colons français pour la région.[6]

Rendu au Québec, Azarie décide d'aller voir sa parenté à Saint-Jacques de l'Achigan. Il essaie de convaincre son frère, Ernest, de venir le rejoindre dans l'Ouest, ainsi que les cousins de sa femme, les Gaudet. Ceux-ci ne sont pas tellement intéressés à quitter Saint-Jacques. Ernest viendra passer quelques années dans le district de la Saskatchewan. Deux de ses fils, Philippe-Charles-Joseph-Wilfrid (1894) et Joseph-Azarie-Jules (1897) naissent à Bellevue et sont baptisés à Batoche. La famille d'Ernest décide de retourner au Québec.

Mais les terres agricoles se font rares au Québec et Camille et Edmond Gaudet ont des fils qu'il faudra bientôt installer. Les deux hommes, ainsi qu'un cousin, Ulric Grenier, décident qu'ils devraient peut-être aller explorer l'Ouest. Azarie leur a dit qu'il y avait des terres en abondance. Puisqu'ils ne peuvent pas se permettre d'y aller tous les trois, ils envoient Edmond. Malgré ce que leur a dit Azarie, ils veulent tenter leur chance en Alberta.

«Edmond partit donc pour Edmonton: les homesteads *étaient loin des centres, il ne rencontra pas de groupe Canadien français. Pour comble de malheur, il tomba malade de la fièvre typhoïde. Déçu et découragé, il s'en retournait chez lui lorsqu'en passant à Clark's Crossing (Saskatoon n'est qu'un tout petit village),*[7] *il poussa vers le Lac-aux-Canards (Duck Lake) pour se rendre chez le cousin Azarie Gareau.»*[8]

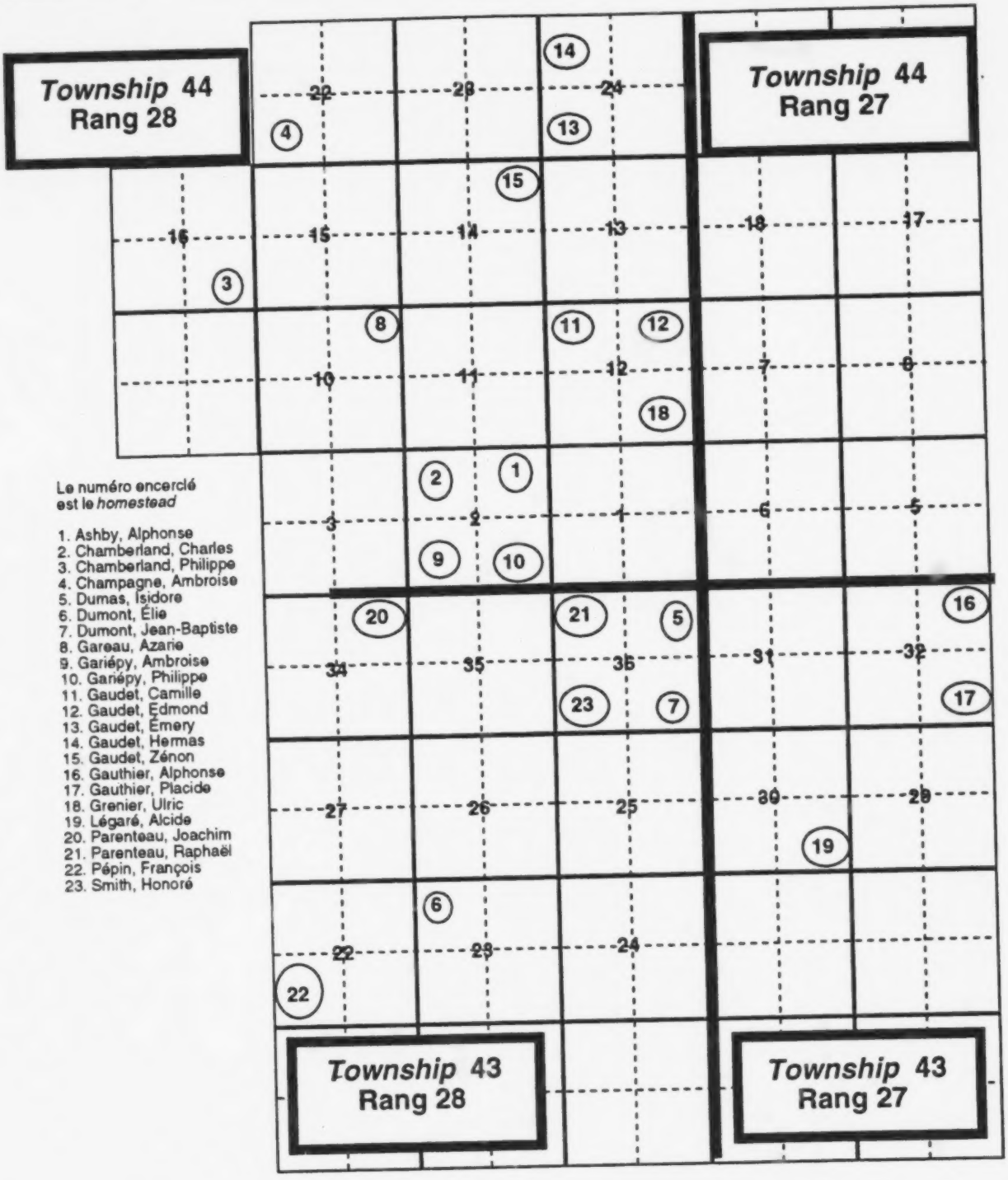
Azarie, appuyé par Napoléon, son frère qui est installé à Saint-Laurent et Philippe Chamberland, réussissent à le convaincre de venir s'établir à Bellevue. Lorsqu'il est pleinement rétabli de sa maladie, Edmond retourne au Bas-Canada où il réussit à convaincre son frère, Camille et deux cousins, Henri Gaudet et Isaïe Simard, de l'accompagner vers Bellevue. Ils vendent leur terrain à Saint-Jacques de l'Achigan et prennent le train vers le Nord-Ouest.

Les quatre hommes et leur famille arrivent à Duck Lake le 26 mars 1894. Ils sont attendus à la gare de ce village grandissant, douze milles à l'ouest de Bellevue, par Azarie et Philippe Chamberland. Le printemps suivant, Ulric Grenier vient les rejoindre.

Au début, la vie n'est guère facile pour ces nouveaux colons. La femme de Camille Gaudet meurt à l'été de 1894. Edmond Gaudet ne se remet jamais complètement de sa fièvre. Isaïe Simard meurt en 1896. Si elles avaient eu de l'argent, il est fort probable que les familles Gaudet seraient retournées au Québec.
En 1894, Azarie obtient les lettres patentes pour son *homestead*, le carreau nord-est de la section 10 du *township* 44, rang 28, à l'ouest du 2e méridien. Il exerce alors son droit de préemption sur le carreau sud-ouest de la section 14 du même *township*.

L'école est située sur le carreau sud-est de la section 2 du *township* 44, rang 28, la terre du Métis Philippe Gariépy. À la fin du XIX^{e} siècle, une vingtaine de familles sont établies dans la région de Bellevue.

Puisque les colons doivent faire environ quinze kilomètres pour assister à la messe, ils commencent à demander un curé à Bellevue. En 1902, l'évêque du diocèse de Prince Albert,



Les premiers pionniers de Bellevue. 1902. *(Source: Gaudet, Roland, St. Isidore de Bellevue, 1902 - 1977)*

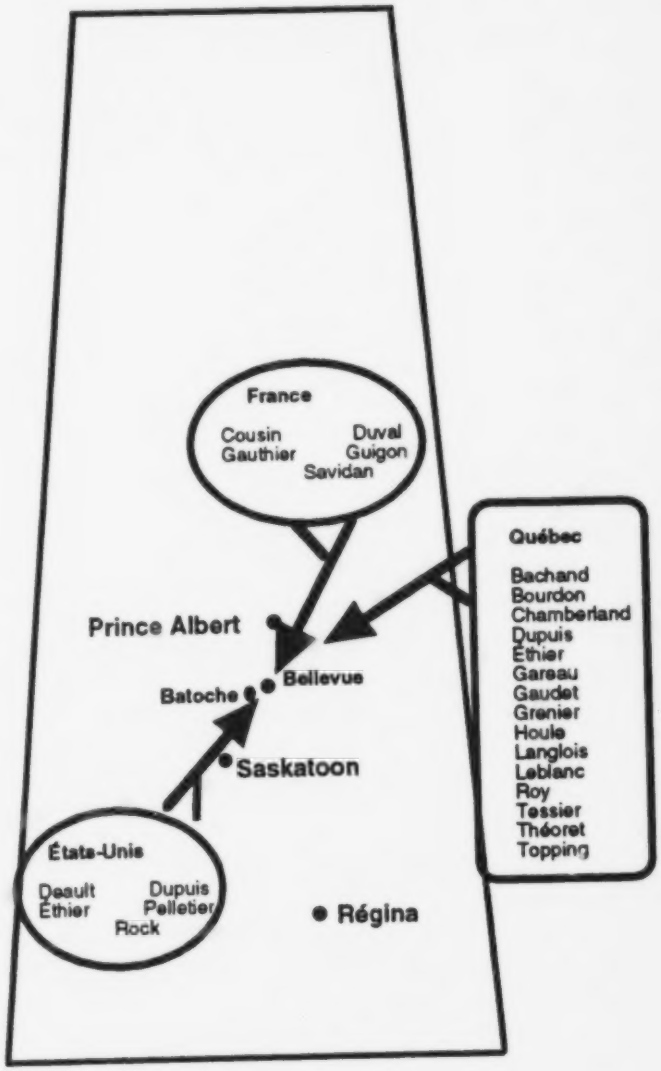
Mgr Albert Pascal, nomme le premier curé résidant à Bellevue, l'abbé Pierre-Elzéar Myre. Le nouveau curé fait bâtir une église près de l'école sur le terrain de Philippe Gariépy.

Au cours des années qui vont suivre, de nouveaux colons canadiens-français et français arrivent à Bellevue. Les familles métisses (Champagne, Dumas, Dumont, Gariépy, Légaré, Parenteau, Pépin et Smith) quittent la région.

Les familles Bourdon, Guigon et Savidan arrivent de la France en 1895. La famille Houle vient du Québec en 1902. Les familles Deault, Éthier et Rock arrivent des États-Unis en 1903. Une famille, les Dupuis, arrive du Québec en 1909 et une autre famille portant le même nom vient des États-Unis en 1916. Les familles Leblanc, Tessier, Théoret et Topping les suivent du Québec entre 1912 et 1915, tandis que c'est de la France que vient la famille Duval en 1913. Les Cousin, famille française, passent par Wauchope dans le sud de la Saskatchewan et Saint-Brieux avant de s'installer définitivement à Bellevue en 1918. Enfin, une deuxième souche de la famille Éthier arrive du Québec en 1919 et les familles Roy, Langlois et Pelletier viennent compléter le tout entre 1923 et 1928.[9]

Deux autres faits historiques méritent d'être mentionnés. En 1895, un jeune Indien de la réserve One Arrow, Almightyvoice, est arrêté par la Police montée pour avoir volé un animal sur la réserve afin de nourrir sa famille. Il est emprisonné à Duck Lake, mais il réussit à s'enfuir. Pendant deux ans, la Police montée tente de l'appréhender, sans succès. Enfin, en 1897, Almightyvoice et deux cousins sont aperçus dans un *bluff* (petite forêt) dans les buttes Minichinas dans la région de Bellevue. La Police montée mobilise ses détachements de Prince Albert et de Regina, ainsi que des volontaires de Duck Lake et encercle le *bluff*. La bataille dure plusieurs jours. À la fin de cet affrontement, Almightyvoice et ses deux cousins sont tués, ainsi que trois membres de la Police montée et le maître de poste de Duck Lake.[10]

L'autre fait historique concerne le chef des Métis, Gabriel Dumont. Après sa défaite à Batoche, Gabriel Dumont s'est enfui aux États-Unis. Là, il s'est joint au fameux *Wild West Show* de Buffalo Bill Cody. Dumont est probablement revenu dans la région de Batoche vers 1890. Il passe ses dernières années à chasser et à rendre visite à ses parents et amis. Le 19 mai 1906, il est chez son neveu, Jean-



Origine des familles de Saint-Isidore de Bellevue
Source: Dubuc, Denis et Gaudet, Roland, *Généalogie des familles de la paroisse de St. Isidore de Bellevue, Sask.*

Baptiste Dumont, dans la région de Bellevue. Après avoir chassé dans le coin, il revient à la maison de son neveu, se couche sur son lit. C'est là qu'il meurt. Gabriel Dumont était alors âgé de 68 ans.[11]

Chapitre deux

La bataille de l'église

Un incident ou un autre dans une communauté peut parfois laisser des marques pour de nombreuses années. L'incident peut diviser la communauté en clans, dresser un membre d'une famille contre ses frères et ses soeurs. Dans l'histoire des francophones de la Saskatchewan, il y a plusieurs exemples de ces chicanes de paroisses. Dans certains cas, des familles entières ont quitté une communauté pour aller s'établir ailleurs, parce qu'elles n'étaient pas d'accord avec les autres paroissiens. Il est important de connaître ces histoires de paroisses, car très souvent nos rivalités d'aujourd'hui ont leurs racines dans ces chicanes d'autrefois.

L'histoire de l'église de Bellevue en est un excellent exemple. La paroisse de Saint-Isidore de Bellevue fut fondée en 1902. Le premier curé résidant en était l'abbé Pierre-Elzéar Myre. En arrivant en 1902, l'abbé Myre ouvre à nouveau l'école de Bellevue qui avait été abandonnée depuis quelques années. Auparavant, certains colons de Bellevue envoyaient leurs enfants à l'école de Batoche et leurs jeunes étaient placés en pension avec le père Moulin et Mlle Onésime Dorval. L'abbé Myre devient lui-même l'enseignant.

L'école réouverte sert aussi pour les services religieux. En 1903, l'abbé Myre fait bâtir un presbytère près de l'école et, en 1904, il demande la permission d'ouvrir un deuxième bureau de poste pour faire concurrence à celui d'Azarie Gareau. Lorsque Philippe Gariépy quitte Bellevue, l'abbé Myre achète son terrain.

En 1906, les gens de Bellevue participent à la construction d'une nouvelle école et, l'année suivante, on commence les travaux de l'église. Hors, il semble déjà y avoir des chicanes dans la paroisse. En 1907, l'abbé Myre vend son terrain à un certain Honoré Beaulieu. Celui-ci ouvre un magasin général et prend en main le bureau de poste. Cependant, le curé oublie de réserver le lot sur lequel sont situés l'école et le presbytère. Lorsque vient le temps de construire l'église, la bataille éclate entre le curé et Honoré Beaulieu.

«On menace de construire la nouvelle église chez Rosario (Gareau)*; dans ce cas le magasin de Beaulieu va en souffrir. Beaulieu cède le terrain, on va construire à la même place mais entre le curé et Beaulieu, jamais entente se fera.»*[12]

La construction de la première église de Bellevue n'est terminée qu'en 1910. La même année, le presbytère est détruit par un incendie. On reconstruit.

Lorsque l'abbé Myre arrive à Bellevue en 1902, quelques familles canadiennes-françaises et métisses vivent dans la région. Puisque la plupart de ces familles sont installées sur des *homesteads* au nord et au sud de la vieille école, située sur le carreau sud-est de la section 2 du *township* 44, il est tout à fait à propos que le curé construise son église près de l'école.

Hors vingt ans plus tard, la répartition des colons a changé: les Métis ont quitté la région et ont été remplacés par des Canadiens français et des Français de France. Les nouveaux venus se sont principalement établis au nord et à l'est de l'église. Les terres au sud de celle-ci ont généralement été cédées par les Métis à des

colons d'origine ukrainienne qui ne font pas partie de la paroisse de Saint-Isidore de Bellevue.

En 1925, l'évêque de Prince Albert nomme un nouveau curé pour la petite communauté francophone, l'abbé Léon Bernard. Le nouveau curé a pour mission de bâtir une nouvelle église. Il assure les paroissiens que le coût ne dépassera pas 22 000 $. On organisera une souscription et des ventes de charité *(bazar)* pour payer la note.

On commence les activités de prélèvement de fonds. Un premier *bazar* rapporte plus de 2 000 $.

Mais on n'a pas encore décidé où la nouvelle église serait construite. L'abbé Bernard convoque alors une réunion générale. Tout le monde y assiste! La bataille éclate. La paroisse se divise en trois clans.

«Henri Leblanc se fit le porte-parole des siens: l'église doit rester où elle est. Nous avons une église, elle est trop petite, c'est vrai. On peut agrandir le jubé, ça donnerait assez de place. Ensuite, on va la solidifier et la peinturer, et ça va être assez. Ses arguments étaient valides, mais ils jouaient tous en sa faveur. Les autres sont-ils d'accord? Rosario Gareau, un marguillier, se fit l'interprète de son groupe: l'église n'est plus au centre. Quand M. Myre est arrivé ici, il a placé l'église sur son homestead sous prétexte d'être au milieu de Métis et des Canadiens. Actuellement l'église se trouve à un mille de la réserve; tout le sud est galicien, [13] *ils ne nous appartiennent pas. Il faudrait qu'elle soit plus au nord, à deux milles d'ici. Le troisième groupe ne dit pas grand chose. Bachand souligna qu'elle devait être plus au nord mais aussi plus à l'est.»*[14]

Voyons où se trouvaient les trois intervenants dans ce débat. Henri Leblanc est installé sur le *homestead* nord-ouest de la section 35 du *township* 43, un demi mille au sud de l'emplacement de l'église et de l'école. Rosario Gareau, le fils d'Azarie, est propriétaire de deux carreaux: sud-est de la section 14, *township* 44 et nord-est de la section 11, *township* 44, deux milles au nord de l'église. Bachand a son terrain quelques milles à l'est de ceux de Rosario Gareau.

La question n'est jamais soumise au vote. Si elle l'avait été, l'église aurait sans doute été construite sur la terre de Rosario Gareau. Les nombreuses familles Gareau et Gaudet se seraient unies pour s'en assurer, tous étant installés tous près de Rosario.

Après la réunion, les trois clans travaillent à améliorer leurs chances d'avoir l'église près de chez eux. Le Jour de l'an 1926, les familles se réunissent pour échanger des cadeaux, mais contrairement aux années passées, l'ambiance n'est pas à la gaieté. La question brûlante reste posée: *«Où est-ce qu'on va placer l'église?»*[15]

À une réunion des marguilliers au début de l'année 1926, trois des quatre insistent pour que l'église soit placée sur le terrain de Rosario Gareau. L'abbé Bernard veut qu'elle soit située sur le terrain de Freddy Rock, un mille à l'est de Rosario Gareau. Les trois marguilliers dissidents sont Rosario Gareau, son père Azarie, dont la ferme est située un mille à l'ouest de celle de son fils et Émery Gaudet, dont la ferme se trouve un mille au nord de chez Rosario. Le quatrième représentant de la paroisse, Émile Dupuis, a son terrain plus à l'est et plus au nord.

À cause de l'insistance du curé pour bâtir chez Freddy Rock, Rosario et Azarie Gareau, ainsi qu'Émery Gaudet, démissionnent. L'abbé Bernard accepte ces démissions et ils sont remplacés par Freddy Rock, Henri Guigon et Walter Houle. Ces trois font partie du clan qui veut que l'église soit construite un mille à l'est de la terre de Rosario.

L'un de ceux qui demandaient que l'église reste là où elle avait été depuis sa fondation, Henri

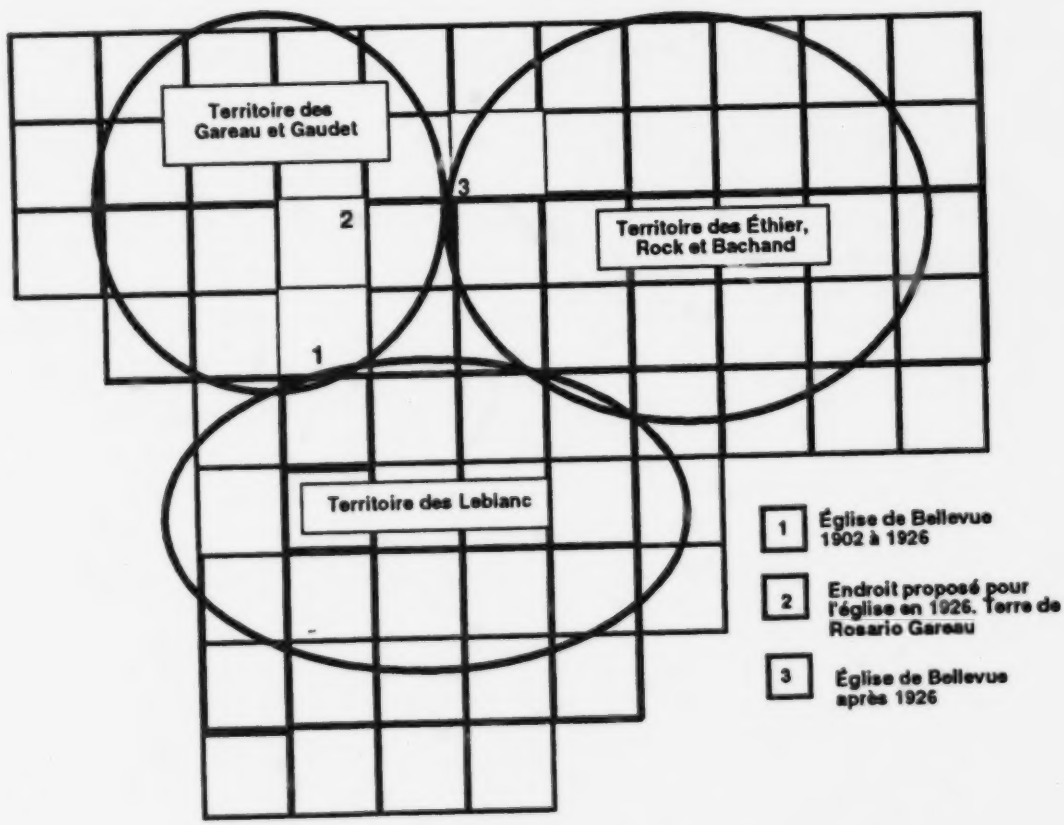
Leblanc, voit qu'il pourrait tout perdre. Il se rend alors chez Azarie Gareau et lui annonce qu'il serait prêt à accepter que l'église soit construite chez Rosario Gareau. Mais il précise: *«Si l'église s'en va dans le* slough,[16] *je m'en vais à Domrémy.»*[17]

Le curé et ses marguilliers n'ont pas l'intention de revenir sur leur décision. L'église sera construite dans le *slough*. Henri Leblanc et sa famille quitteront la paroisse pour aller s'établir à Domrémy. Il ne sera pas le seul; deux de ses fils, Napoléon et Romuald, le suivent, ainsi que Zénon Gaudet. Un des neveux d'Henri Leblanc, Oscar, refusera de mettre les pieds dans la nouvelle église de Bellevue; il ira dorénavant à la messe à Batoche.

Pendant l'été 1926, dans le *slough* de Freddy Rock, on commence les travaux de la nouvelle église. Le contrat de construction est accordé à Hormidas Baribeau de Domrémy. Le curé Bernard veut une belle grande église de brique rouge, ainsi qu'un presbytère du même style.

La construction se poursuit pendant tout l'été et l'automne. Le curé peut aménager dans son nouveau presbytère le 18 novembre. Il est aussi possible de dire la messe dans le sous-sol de l'église. C'est à Noël 1926 que la première messe sera chantée dans la nouvelle église de Bellevue.

Lorsqu'il était arrivé l'année précédente, l'abbé Bernard avait promis de construire une nouvelle



Bellevue et la «bataille de l'église» en 1926. Les cercles représentent les territoires des trois groupes qui se sont fait la guerre pour obtenir l'église sur leur territoire.

église pour 22 000 $. Le coût aura été plus élevé: une dette d'environ 30 000 $ et la perte de nombreux paroissiens. À cause de la crise économique des années trente, le diocèse de Prince Albert finira par assumer la moitié de cette dette et les gens de Bellevue ne finiront de payer le reste que dans les années 1950.

Le clan de Freddy Rock avait réussi à gagner la bataille: l'église avait été construite dans le *slough*. Mais elle est construite de grosses briques, et la charpente ne peut résister à leur poids. Le bâtiment commence à s'affaisser. Au printemps, l'eau s'infiltre sous les fondations et inonde le sous-sol. En 1961, les gens de Bellevue doivent démolir le beau monument de l'abbé Bernard et le remplacer par une église de bois plus petite.

La bataille entourant la construction de l'église en 1926 a laissé des marques sur la paroisse de Saint-Isidore de Bellevue. Après ces chicanes, les gens sont moins prêts à donner pour l'église. Il faudra plusieurs décennies avant que les cicatrices se referment et que les clans disparaissent.

Des batailles comme celle-ci ont eu lieu dans plusieurs communautés fransaskoises. Dans certains cas, on continue de se battre, alors même qu'on a oublié la cause originale de la bataille.

Chapitre trois

Le cas d'une école française

Nous avons vu que Bellevue avait été la première communauté à établir un district scolaire catholique en Saskatchewan; en 1885 le lieutenant-gouverneur avait accordé sa permission pour la création du district scolaire de Bellevue et la tenue d'élections des commissaires.

Au début de la colonisation de la Saskatchewan, l'organisation d'un district scolaire était relativement simple. Les gens demandaient la permission au gouvernement de former un nouveau district scolaire. Ensuite, ils étaient responsables d'élire les commissaires, de construire l'école et d'embaucher l'enseignant ou l'enseignante. Les commissaires pouvaient emprunter de l'argent au gouvernement pour démarrer leur école, mais ce prêt devait être remboursé et les habitants du district scolaire devaient assumer toutes les dépenses de l'école.

Au début de la colonisation, les anglophones et les francophones se lancent dans l'établissement de districts scolaires catholiques. Toutefois, les deux groupes linguistiques n'ont pas le même objectif: les anglophones veulent tout simplement créer une atmosphère pour l'enseignement de la religion catholique, tandis que les francophones veulent que l'école catholique soit un véhicule de la langue française. Le raisonnement des francophones est qu'en préservant la langue, on peut préserver la foi.[18]

Le gouvernement de la Saskatchewan commence bientôt à s'ingérer dans le fonctionnement et le financement des écoles de la province. La *Loi sur l'éducation* est mise à jour en 1905, permettant l'enseignement du français. Mais cela ne règle pas l'affaire.

Durant la Première Guerre mondiale (1914-1918), les *orangistes*[19] du pays mènent une guerre contre les écoles catholiques et françaises. En Saskatchewan, l'existence des écoles catholiques n'est jamais véritablement menacée, mais l'opposition de certains à l'enseignement du français oblige le gouvernement libéral de William Martin à amender la *Loi sur l'éducation* en 1918.

Le gouvernement s'attache alors à *«abolir l'enseignement de toute langue étrangère, mais, permettait que le français soit la langue d'enseignement en première année et qu'on enseigne le français pour une heure par jour dans les autres classes.»*[20] L'enseignement de la religion serait offert durant la dernière demi-heure de la journée et elle pourrait être enseignée en anglais ou en français.

Cette décision du gouvernement provincial n'était pas bien vue par les francophones de la Saskatchewan, mais elle était mieux que l'*English only*, demandé en 1917 par les commissaires d'écoles de la *Saskatchewan School Trustees Association.*

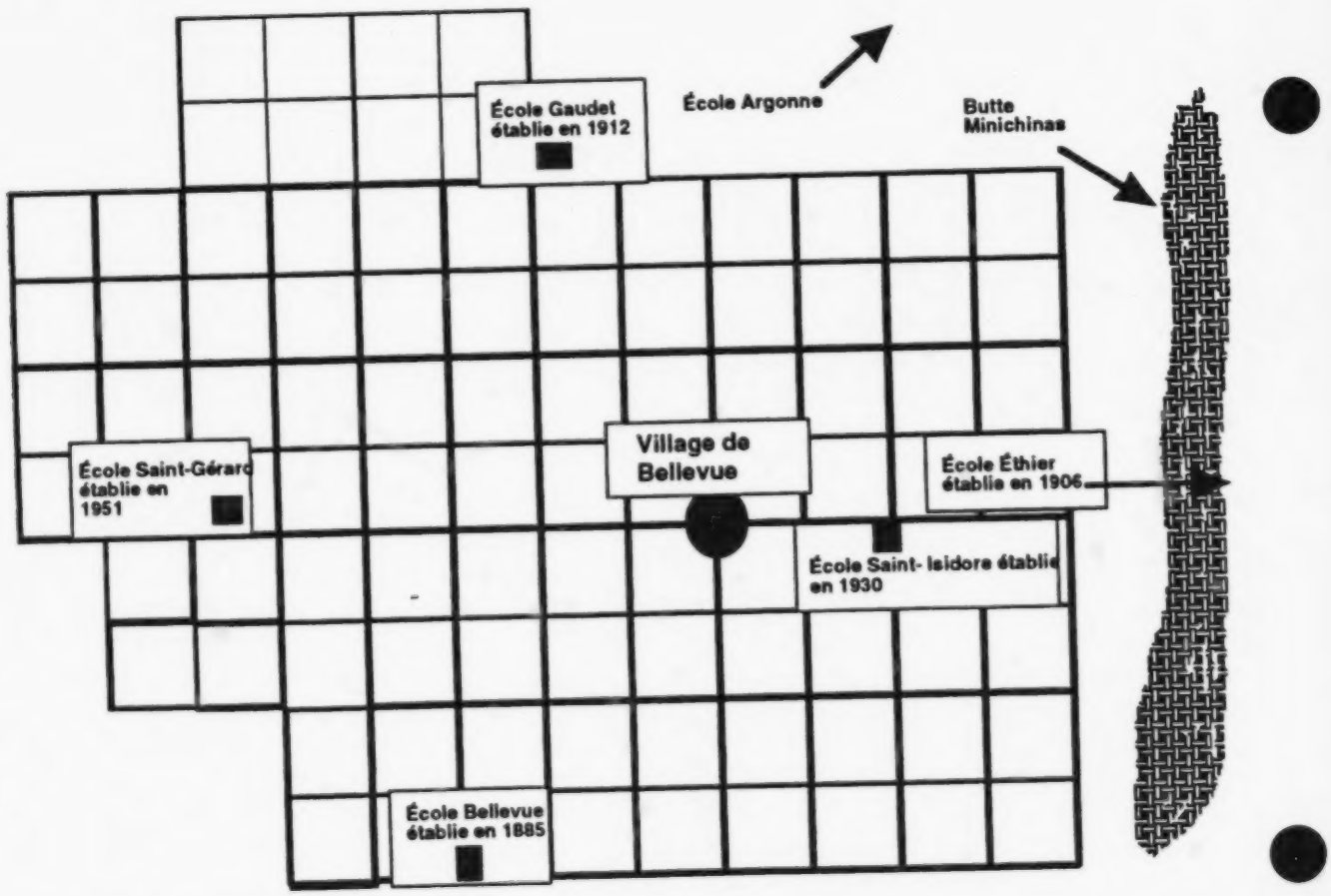
À Bellevue, le père Myre a rétabli l'école Bellevue en 1902. Dans les années qui suivent, d'autres écoles ouvrent leurs portes dans la région: Gaudet (1912), Saint-Isidore (1930) et Saint-Gérard (1951). Plus au nord et à l'est existait l'école Argonne, tandis que dans la région de la Butte Minichinas, entre Bellevue et

Domrémy, se trouvait l'école Éthier. C'est le cas de cette dernière école que nous allons explorer davantage.

L'école Éthier était considérée comme une école publique et non une école catholique. En 1921, William Mackie, probablement le seul résidant anglophone et protestant dans le district scolaire de l'école Éthier, écrit au premier ministre William Martin pour se plaindre de l'école. Selon lui, *«l'école est en réalité un lieu de prière catholique et où on enseigne le français du matin au soir.»*[21] Mackie accuse deux des commissaires, Rémi Éthier et Léger Boutin, d'encourager l'enseignement du français. Il demande au premier ministre d'envoyer un homme *«juste et protestant»* pour examiner les enfants de l'école et de juger de leur compétence.

Mackie indique même au premier ministre qu'il a l'appui de certains francophones de la région, car selon lui Omer Houle et Adélard Éthier sont prêts à partager avec lui les dépenses de la personne envoyée par le gouvernement si ses accusations s'avèrent non justifiées.

Le ministère de l'Éducation allait informer le premier ministre Martin quelque temps plus tard qu'un inspecteur avait déjà été envoyé à l'école Éthier et que selon cet inspecteur, l'enseignante, Mlle Marie-Annette Houle, dirigeait son école selon la *Loi sur l'éducation*. Le premier ministre fut également informé que le conflit semblait être le résultat de batailles de familles. En effet, la femme d'Omer Houle se serait disputée avec la soeur de son mari, l'enseignante de l'école, tandis que les deux frères Éthier, Adélard et Rémi, auraient également eu leur petite bataille.



Écoles de campagne à Bellevue avant 1957.

Informé des résultats de l'enquête de l'inspecteur, Mackie répond au premier ministre que *«l'inspecteur doit être un catholique.»*[22] Mackie se rend alors à Wakaw en janvier 1922 et dépose une plainte, devant un juge de paix, contre les deux commissaires de l'école, Rémi Éthier et Léger Boutin. L'accusation portée contre les deux hommes est *«d'avoir permis l'enseignement de la religion à différent moments avant la dernière demi-heure de la journée et d'avoir permis au français d'être utilisé comme langue d'enseignement autrement que dans la première année.»*[23]

Le 11 février 1922, Rémi Éthier et Léger Boutin se présentent devant le juge de paix à Wakaw. Ils sont jugés coupables et condamnés à payer une amende de 15 $ chacun en plus des coûts du procès. L'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (A.C.F.C.), l'Association des commissaires d'école franco-canadiens de la Saskatchewan (A.C.E.F.C.) et le Patriote de l'Ouest se portent à la défense des deux commissaires d'école. Ils acceptent de payer les coûts pour faire appel du jugement.

Les deux accusés retiennent alors les services d'un jeune avocat de Wakaw, John G. Diefenbaker, pour mener leur cas devant la Cour d'appel. Celui-ci décide de baser son cas sur deux points; d'abord que les allégations contre ses clients étaient fausses et ensuite que, même si elles étaient vraies, il n'y avait eu aucune violation de la *Loi sur l'éducation*.

L'appel est entendu à Wakaw le 23 mai 1922. Après avoir reçu des témoignages des élèves de l'école et de l'enseignante, le juge Doak juge que les allégations contre les deux commissaires sont justifiées. Mais ont-ils violé la *Loi sur l'éducation*. Grâce à l'habileté de M. Diefenbaker, le juge rejette la condamnation de Rémi Éthier et de Léger Boutin, bien qu'il croyait qu'il y avait eu *«une flagrante violation de la Loi sur l'éducation»*.[24]

Malgré ce verdict, Mackie ne cesse pas de causer des problèmes dans le district scolaire d'Éthier. Seul anglophone et protestant dans la région, il réussit à semer la division. De plus, il établit un précédent pour d'autres anglophones et protestants dans d'autres districts scolaires catholiques et francophones de la province.

Depuis cette épisode de l'école Éthier, les Fransaskois et Fransaskoises on vu d'autres exemples de l'empiétement sur leurs droits à l'éducation en français. Les batailles et les procès se poursuivent encore de nos jours.

Notes et références

1 *Minichinas* est un terme cri qui veut dire *petite montagne.*

2 Denis Dubuc ; Roland Gaudet. — Généalogie des familles de la paroisse de St-Isidore de Bellevue, Sask. — Duck Lake : 1970. — P. 32

3 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many cultures : One faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — P. 531

4 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 35

5 Thérèse Gareau. — Nos Racines... et tout l'arbre — Bellevue : Thérèse Gareau, 1984. — P. 3

6 Roland Gaudet. — St. Isidore de Bellevue, 1902-1977. — Bellevue : Roland Gaudet, 1977. — P. 3

7 En réalité, Saskatoon a été fondée vers 1884 et en 1905, le chemin de fer *Canadian Northern* passait à Warman, à quelques kilomètres au nord.

8 Roland Gaudet. — St. Isidore de Bellevue, 1902-1977. — P. 3

9 Denis Dubuc ; Roland Gaudet. — Généalogie des familles de la paroisse de St-Isidore de Bellevue, Sask.

10 Ibid., p. 35

11 Ibid., p. 35

12 Roland Gaudet. — St. Isidore de Bellevue, 1902-1977. — P. 9

13 *Galicien* : le terme qu'on utilisait à l'époque pour décrire les colons d'origine ukrainienne.

14 Roland Gaudet. — St. Isidore de Bellevue, 1902-1977. — P. 14

15 Ibid., p. 15

16 *Slough*: terme utilisé par les francophones de la Saskatchewan pour désigner un étang.

17 Roland Gaudet. — St. Isidore de Bellevue, 1902-1977. — P. 15

18 Raymond Huel. — «The Teaching of French in Saskatchewan Public Schools». — Saskatchewan History. — Vol. 24 (1971). — Archives de la Saskatchewan. — P. 13

19 *Orangiste:* À l'époque au Canada français, «orangiste» était synonyme de protestant fanatique.

20 Raymond Huel. — «The Teaching of French in Saskatchewan Public Schools». — P. 13

21 Ibid., p. 14

22 Ibid., p. 16

23 Ibid., p. 17

24 Ibid., p. 17

Bibliographie

Dubuc, Denis ; Gaudet, Roland. — Généalogie des familles de la paroisse de St-Isidore de Bellevue, Sask. — Duck Lake : 1970

Gareau, Thérèse. — Nos Racines... et tout l'arbre. — Bellevue : Thérèse Gareau, 1984

Gaudet, Roland. — Maman, Racontez-Moi (Souvenirs de Lumina Gaudet). — Archives de la Saskatchewan

Gaudet, Roland. — St. Isidore de Bellevue, 1902-1977. — Bellevue : Roland Gaudet, 1977

Huel, Raymond. — «The Teaching of French in Saskatchewan Public Schools». — Saskatchewan History. — Vol. 24 (1971). — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many cultures : One faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

Debden

Debden est situé à environ 100 kilomètres au nord-ouest de Prince Albert. Les premiers colons sont arrivés au printemps de 1910. La plupart venaient de Ham-Nord, dans le comté de Wolfe au Québec. Puisqu'il n'y avait plus de terre de disponible au Québec et que la plupart d'entre eux étaient fermiers, ils avaient décidé d'émigrer vers l'Ouest canadien. Ils ont défriché le terrain et ont bâti des commerces. Le premier nom de la gare à l'endroit où le village serait situé était «Siding #4». Le nom de Debden lui a été donné en 1912 par la compagnie des chemins de fer Canadian Northern.

Chapitre un

L'immigration

L'histoire de Debden, c'est aussi l'histoire des petites communautés francophones environnantes - Victoire, Ormeaux, Shell River. C'est en 1910 qu'un missionnaire-colonisateur, l'abbé Philippe-Antoine Bérubé, réussit à convaincre une centaine de colons français du Québec de venir s'installer sur les terres fertiles du nord de la Saskatchewan. *«Vers la mi-avril 1910, il arrivait dans l'Ouest à la tête de cinq ou six cents émigrants canadiens-français recueillis surtout aux États-Unis. Cette foule remplissait tout un train. Elle fut reçue à Prince Albert au son des cloches de la cathédrale.»*[1]

À cette époque, au Québec, il y a peu d'industries et la plupart des bonnes terres agricoles sont occupées depuis plusieurs générations. Déjà, des milliers de Canadiens français ont quitté la province pour se diriger vers les villes industrielles de la côte atlantique des États-Unis. On les retrouve dans les états du New Hampshire, de New York, du Massachusetts et du Connecticut, travaillant dans les usines des grandes villes.

Il n'y a plus de terres que les jeunes peuvent acheter au Québec, mais c'est une autre affaire dans l'Ouest. En Saskatchewan, comme leur raconte l'abbé Bérubé, il est possible d'obtenir un *homestead*, un terrain de 160 acres, pour la somme de 10 $. Un colon hardi n'a qu'à passer trois ans à défricher son terrain, en plus de construire une maison, et la terre sera la sienne. Cent soixante acres pour 10 $! Quelle aubaine! Et si un fermier veut agrandir sa ferme, il n'a qu'à se prévaloir de son droit de préemption et acheter la terre voisine pour trois ou quatre dollars l'acre. Les terres sont abondantes dans l'Ouest. Il y a des millions et des millions d'acres cultivables.

C'est ce que répètent tous les missionnaires-colonisateurs francophones, au Québec, aux États-Unis et en Europe, afin d'attirer des colons de langue française dans l'Ouest canadien.

Toutefois, on hésite avant de se compromettre. Venez en Saskatchewan! Mais, que vont-ils trouver là-bas? Il y a des terres! Mais est-ce qu'il y a des écoles pour leurs enfants? Des hôpitaux?

Ils ont été élevés et veulent vivre sur une ferme. Mais ils ont des frères plus vieux qu'eux et c'est eux qui hériteront de la ferme paternelle. Et puisqu'ils ne veulent pas s'en aller dans une grande ville américaine où les cheminées des usines crachent une boucane noire jour et nuit, ils décident d'aller dans l'Ouest.

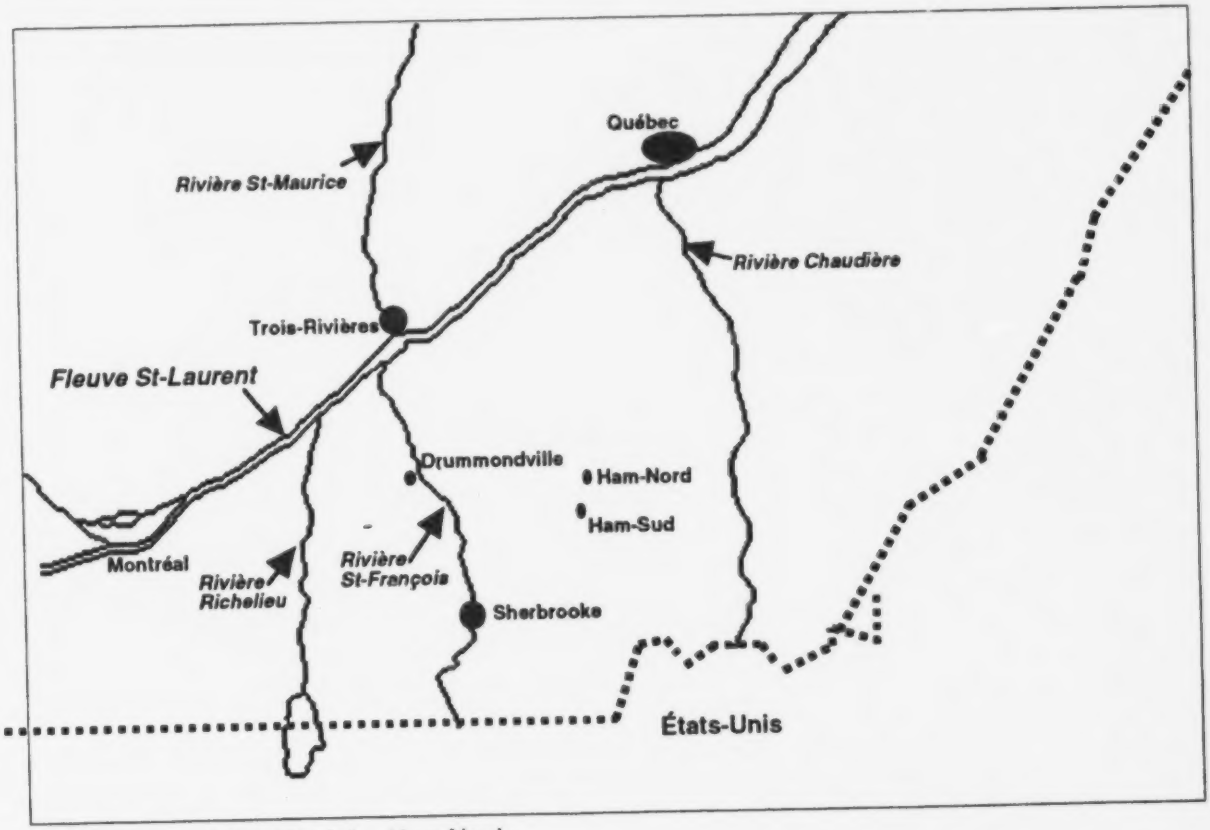
Plusieurs acceptent de suivre l'abbé Bérubé vers la Saskatchewan, vers un nouveau pays. Au printemps de 1910, quelques centaines d'hommes laissent leur femme et leurs enfants. Ils se rendent à Montréal où ils prennent le train du *Canadian Northern* et se dirigent vers l'Ouest. Ils s'en viennent chercher une terre, un *homestead*; lorsqu'ils auront construit une maisonnette, ils feront venir leur famille et leurs effets personnels.

La plupart viennent d'un petit village des Cantons de l'Est, Ham-Nord.[2] Le village est situé dans le comté de Wolfe, à l'est de Montréal et au sud de Québec. Leurs noms, on les retrouve encore aujourd'hui dans la région de

Debden: Bélair, Bisson, Blais, Chrétien, Couture, Demers, Houde, Labrecque, Lajeunesse, Larose, Lehouillier, Pouliot, Ruel, Sevigny et Tardif. D'autres, comme les Duret et les Lepage viennent de la Gaspésie, de Saint-Éloi et Trois-Pistoles.

Le train quitte la gare de Montréal et file vers l'Ouest. Il passe par Ottawa, Sault-Sainte-Marie, Fort William (aujourd'hui Thunder Bay), Winnipeg, Canora et arrive enfin à Warman, près de Saskatoon. Ici, les colons doivent prendre un autre train du *Canadian Northern*, qui les mènera jusqu'à Prince Albert et ensuite à l'endroit que leur a recommandé l'abbé Bérubé, à environ 100 kilomètres au nord de cette ville. À Prince Albert, on leur annonce que le *Canadian Northern* n'a pas encore complété la ligne de chemin de fer jusqu'à Big River. La ligne s'arrête à Shellbrook. Ils devront faire la dernière partie du trajet à pied ou, s'ils en ont les moyens, ils pourront acheter un chariot et des chevaux dans la région.

La région vers laquelle se dirigent les colons canadiens-français est située à mi-chemin entre Shellbrook et Big River. C'est la région de la rivière des Coquilles (Shell River) à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Shellbrook. Le train s'arrête à Shellbrook. La compagnie prévoit de compléter la ligne jusqu'à Big River avant l'automne. Le *Canadian Northern* a prévu de construire une gare dans la région de la rivière des Coquilles et lui a même donné le nom de «Siding #4».[3]
Certains décident de retourner dans l'Est. D'autres choisissent d'aller explorer une région à l'est de Prince Albert. Ces colons établiront la



Les Cantons de l'Est et la région Ham-Nord.

communauté de Zénon Park. Les autres décident de continuer jusqu'à la rivière des Coquilles. Ils doivent s'approvisionner à Shellbrook avant d'aller plus loin. Ils achètent ce dont ils auront besoin pour quelques mois. Certains achètent même des chariots et des chevaux. Les hommes sont prêts à marcher, mais il faut trouver un moyen pour transporter la marchandise. Pour se rendre à la rivière des Coquilles, ils doivent suivre la piste du lac Vert, une ancienne route métisse qui menait autrefois aux postes de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans le nord de la province.

Chapitre deux

Défricher le terrain et construire une maison

Les premiers colons arrivent dans la région de Debden au printemps de 1910. Le train ne s'y rend pas encore et il n'y a pas de route, à part la piste du lac Vert, une ancienne piste métisse.

Que vont-ils trouver en arrivant dans ce pays lointain de l'Ouest? Ils ne trouvent pas une prairie s'étendant jusqu'à l'horizon, comme l'ont fait les colons francophones venus s'établir dans le sud de la Saskatchewan, par exemple à Gravelbourg et à Ponteix. Ces hardis colons, venus de Ham-Nord, de Trois-Pistoles et de Saint-Éloi au Québec, trouvent un pays qui ressemble à celui qu'ils viennent de quitter, un pays boisé et plat. Ils auraient pu s'établir dans le sud, mais le hasard et le choix les mènent vers une région au nord de Prince Albert, sur la frontière sud du Bouclier canadien. Ils s'installent dans la grande forêt de pins qui couvre toute la région centre-nord de la province.

Ayant parcouru les 50 derniers kilomètres à pied ou en chariot, les pionniers aperçoivent enfin le terrain qui sera un jour les communautés de Debden, Victoire et Shell River. Le terrain est boisé mais couvert de marais. Puisque le terrain est plat, l'eau ne peut pas s'écouler le printemps et on y trouve de nombreux marais qu'on appelle communément des *sloughs*. Certains pionniers, ainsi que les arpenteurs qui les accompagnent, doivent se déplacer en canots.

Les premières semaines sont passées à sillonner la région, à la recherche des meilleures terres. Une fois qu'on a choisi son *homestead*, il faut retourner à Prince Albert pour indiquer son choix à l'agent des Terres du Dominion. Il faut au moins trois ans pour obtenir les lettres patentes du *homestead*. Il faut défricher un minimum de 10 acres par année pendant trois ans. De plus, les colons doivent construire une habitation sur la terre de leur choix et y habiter au moins six mois par année durant trois ans.

Route du *Canadian Northern* en Saskatchewan, 1910.

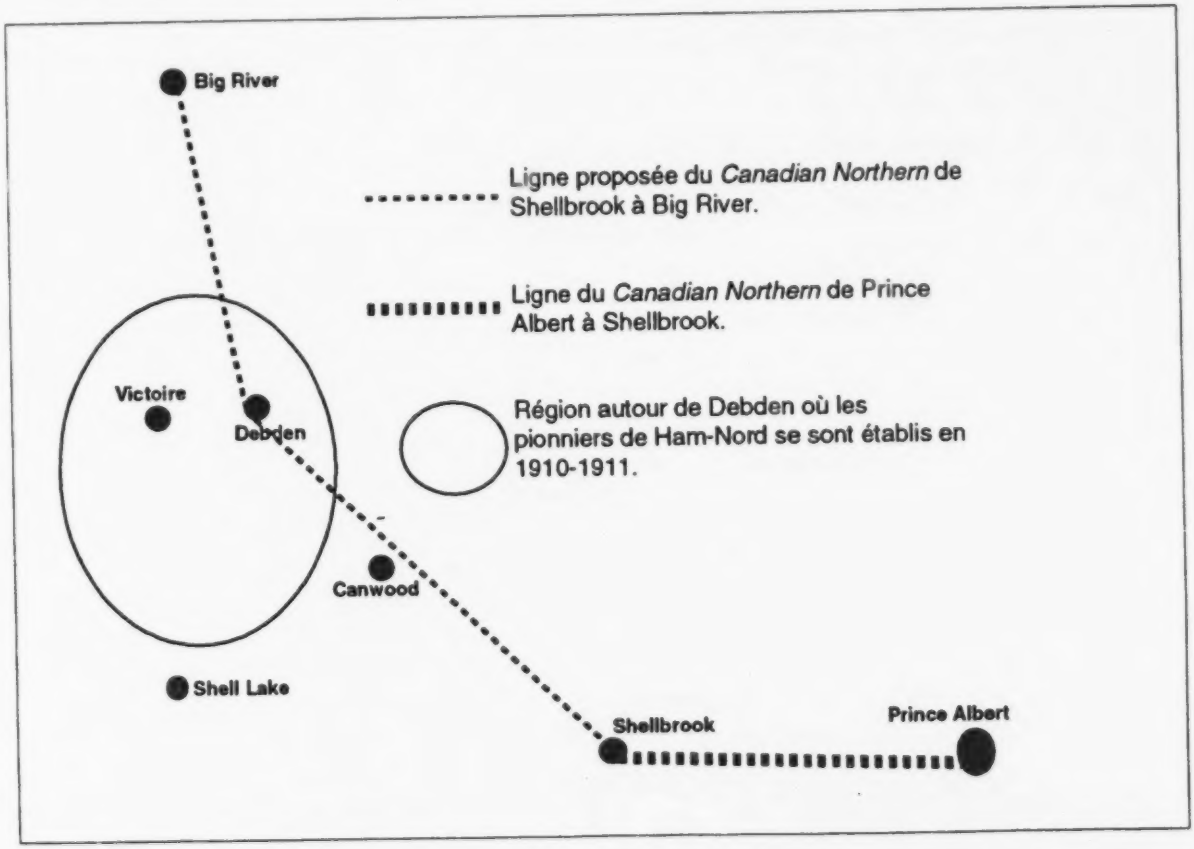
Enfin, le travail commence. Jusqu'à présent, les pionniers ont vécu dans des tentes, mais il faut bâtir une habitation plus convenable avant de faire venir la famille. Le bois abonde dans la région. Le pionnier se rend sur sa terre et choisit les plus beaux arbres. Ils doivent être bien droits et le tronc doit mesurer de 25 à 35 centimètres de diamètre. On abat les arbres à la hache. De cette façon, on accomplit deux choses à la fois: on commence à défricher le terrain et on obtient du bois de construction gratuitement. Ensuite, il faut ébrancher l'arbre.[4] Puis avec un godendart, une longue scie à deux manches, on coupe les troncs à la bonne longueur.

Parfois, on prend le temps de les écorcer, c'est-à-dire d'enlever l'écorce, ou même de les équarrir. Les troncs équarris s'ajustent mieux et laissent moins de fentes que les rondins. Toutefois, il arrive qu'on ne s'attarde même pas à faire cela. On monte les murs tant bien que mal, puisqu'il faut quand même boucher les fentes avec un mortier de boue et de paille. On appelle cette dernière opération «bousiller la maison».

Des corvées, ou *bees*, sont organisées pour construire les habitations de bois rond. Les hommes se réunissent chez un colon pour l'aider à bâtir sa maison. Le lendemain, ce sera chez son voisin, et ainsi de suite.

Bien souvent, le pionnier n'a pas le temps de creuser de cave, de construire de fondations ou même de plancher. Le plancher qui accueillera la famille sera la terre battue.

Le toit de la maison est recouvert de tourbe. Ces mottes de tourbe sont soutenues par des perches ou par des branches entrelacées. Hélas, ces toits ne sont pas à l'épreuve de l'eau. Pour les rendre à l'épreuve de l'eau, il ne faut pas oublier d'ajouter quelques épaisseurs de papier goudronné sous la tourbe.



Une fois la maison construite, le colon peut écrire à sa famille, demeurée au Québec, l'invitant à venir le rejoindre dans l'Ouest. Dans bien des cas, il suggère d'attendre jusqu'au printemps suivant. De cette façon, ils n'auront pas à endurer un hiver froid dans l'Ouest et à voyager à pied ou en chariot de Shellbrook jusqu'à la rivière des Coquilles. Le *Canadian Northern* vient de réitérer sa promesse de compléter la ligne jusqu'au «Siding #4» dès l'automne.

En attendant l'arrivée de sa famille, le colon reprend le travail de défrichage du terrain. La première année, il doit prouver à l'agent des terres du gouvernement qu'il a défriché 10 acres sur son *homestead*. Pour répondre à ces exigences, il doit couper les arbres et labourer le terrain.

Au fur et à mesure qu'on abat les arbres, les marais s'assèchent. Les colons comprennent alors qu'ils auront des terres très fertiles. Les troncs d'arbres sont coupés en morceaux pour servir de bois de chauffage.

Une fois le terrain déboisé et les arbres brûlés, il faut casser la terre, c'est-à-dire renverser la première couche de terre. Il faut se rendre à Prince Albert pour acheter des charrues. Pour casser la terre, le fermier attelle deux ou trois chevaux, ou encore des boeufs, à la charrue.

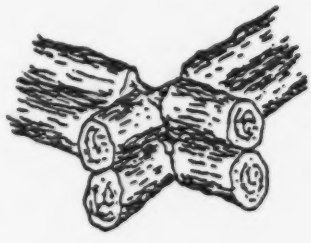
Ensuite il commence à creuser des sillons dans la belle terre fertile, marchant dans le sillon derrière la charrue.

Le printemps suivant, les familles commencent à arriver de l'Est. Les colons viennent les rencontrer à la gare de «Siding #4». Les nouveaux arrivés apprennent qu'un curé, l'abbé Voisin, viendra dire la messe une fois par mois. On revient sur le *homestead* et le colon est fier d'annoncer à sa femme qu'il a déboisé 12 acres de terre l'été précédent, qu'il les a cassés et qu'il vient d'ensemencer sa première récolte. De plus, il a acheté deux vaches à lait.

Mais la femme est peut-être déçue de voir qu'il n'y a pas de plancher dans la maison, ni de cave. Le colon espère que c'est une situation temporaire. Car Joe Bélair, un ancien ami de Ham-Nord a promis d'ouvrir un moulin à scie près de la gare.

La vie dans l'Ouest ne fait que commencer. En 1912, le *Canadian Northern* décide de renommer la communauté Debden, en l'honneur d'un ingénieur de la compagnie. En 1921, on y construit la première église. Le bois vient du moulin à scie de Joe Bélair et de Joe Couture.

Debden va devenir une communauté bourdonnante d'activité. Le terrain, une fois asséché, se révélera idéal pour l'élevage.



Lorsqu'ils construisaient leur maison, les pionniers dans la région de Debden le faisaient avec des rondins dans le style américain *(saddleback)*.

Chapitre trois

Les commerces et les institutions

Beaucoup des Canadiens français venus s'établir dans l'Ouest au début du XXe siècle voulaient devenir fermiers; ils sont venus à la recherche de bonnes terres fertiles. Ceux qui sont venus du Québec voulaient éviter d'être obligés d'aller gagner leur pain dans les villes industrielles des États-Unis. Puisque le gouvernement du Canada offrait 160 acres de bonne terre cultivable pour la somme de 10 $, des milliers de Canadiens français du Québec ont émigré de cette province pour venir recommencer leur vie en Saskatchewan.

Toutefois, ils n'avaient pas tous les qualités nécessaires pour être agriculteurs; certains avaient été commis de bureau, employés de magasin ou de banque, ou encore bûcherons dans les forêts du Québec. Même si le Québec était encore une province rurale, bon nombre d'émigrants n'avaient jamais vécu sur une ferme. D'autres, même s'ils avaient été élevés sur une ferme, n'aimaient pas cette occupation et rêvaient de faire autre chose que de traire des vaches, labourer du terrain ou abattre des arbres.

Arrivés dans la région de Debden, ils suivent l'exemple des autres et se réservent un *homestead*. Mais il faut ouvrir des magasins pour approvisionner les agriculteurs; on ne peut pas continuer à aller jusqu'à Shellbrook et Prince Albert lorsqu'on a besoin de quelque chose. Plusieurs des pionniers décident de se lancer dans le commerce. Certains attendent d'avoir reçu les lettres patentes de leur *homestead* avant d'entreprendre autre chose. De cette façon, ils peuvent vendre la terre pour trois ou quatre dollars l'acre. Mais, dans bien des cas, ils abandonnent tout simplement le *homestead* pour aller s'établir près de la gare ou de l'église et ouvrir un petit commerce. Ceux-ci constituent les débuts des petits villages comme Debden, Victoire et Shell River.

Les moyens de transport s'améliorent au cours des années; avec l'arrivée des voitures et des camions, on commence à centraliser les commerces. Debden devient alors le point d'approvisionnement principal de la région; des commerces à Victoire et à Shell River ferment leurs portes. Même à Debden, plusieurs commerces ont cessé d'exister, surtout depuis le début des années 1960, car la majorité des habitants préfèrent aller faire leurs achats à Prince Albert, où le choix est meilleur.

Parlons un peu de certains commerces qui ont existé à Debden.[5]

La gare

Au début de la colonisation de la Saskatchewan, le lieu de rencontre principal était la gare. C'est là qu'arrivaient tous les nouveaux colons. À Debden, la gare de «Siding #4» ouvre ses portes à l'automne de 1910. C'est une petite cabane entourée de marais, qu'on ne peut atteindre qu'en marchant sur des billots flottant dans l'eau. Le premier chef de gare est un nommé Mansfield, mais il est remplacé peu après par un Canadien français, Alphonse Laurin.

En 1914, les marais sont partiellement remplis et on construit une gare plus grande; il y a une plate-forme pour faciliter la descente des pionniers et le déchargement de leurs bagages.

Quelques années plus tard, ce nouveau bâtiment est agrandi et on y ajoute une salle d'attente et une résidence pour le chef de gare.

L'écurie de louage

La gare devient le lieu central pour les villages environnants. C'est dorénavant à Debden que les pionniers se rendront pour faire leurs achats ou pour accueillir leurs visiteurs. À cette époque, on voyage encore en chariots tirés par des chevaux. Lorsque les colons se rendent à Debden, il leur faut un endroit pour héberger leurs chevaux, où ils pourront se reposer et être à l'abri des intempéries.

Deux anciens amis de Ham-Nord, Pierre Larose et Athanase Lajeunesse, décident alors de construire une «écurie de louage». Les colons pourront laisser leurs chevaux dans cette grande étable, moyennant une petite somme, pendant qu'ils font leurs emplettes dans les magasins du village ou qu'ils attendent l'arrivée du train de Prince Albert.

Cette «écurie de louage» existe à Debden jusqu'en 1933, mais après cette date il n'y a plus de raison de maintenir ce commerce, puisque les camions ont à peu près remplacé les chevaux comme moyen de transport.

Le *Dray* et la *caboose*

Lorsque les seuls moyens de transport dans la région sont le train et les chevaux, deux autres entreprises voient le jour à Debden. Arthur Pelletier, avec une charrette et un cheval nommé «Tom», commence à faire des livraisons de marchandises à domicile. Chaque jour, il se rend à la gare de Debden et charge la marchandise venue de Prince Albert pour ensuite la livrer aux magasins ou même aux foyers des gens du village. Il appelle son entreprise le *Dray*, un mot anglais qui veut dire une charrette solidement construite.

Alexis Bujold est un autre entrepreneur de la région. Durant l'hiver, il met sa *caboose* à la disposition des gens de la région qui n'ont pas de moyen de transport. La *caboose* est un petit traîneau couvert. Il y a généralement un petit poêle à l'intérieur pour empêcher les passagers de geler. Ce premier taxi a existé à Debden jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque Conrad Paquette a commencé à offrir un service de taxi avec sa voiture.

Le forgeron

Au temps des chevaux, un métier qui est indispensable est celui de forgeron. Il faut ferrer les chevaux, c'est-à-dire qu'il faut garnir leurs sabots de fers. Les deux premiers forgerons de Debden sont Lydias Fréchette et Amédée Ruel. En plus de ferrer les chevaux, le forgeron voit aussi à garder les socs des charrues bien affilés; il répare aussi les roues des voitures et des chariots. Un cercle de fer entoure les roues de bois. De temps en temps, le cercle de fer se desserre et finit par tomber. Le forgeron doit alors le raccourcir et le remettre sur la roue. Il le raccourcit un peu, le ressoude et, en le faisant chauffer sur un feu très vif, en fait dilater le fer. Après l'avoir laissé refroidir un peu pour éviter de brûler le bois de la roue, le forgeron replace le cercle sur la roue. Lorsque le fer refroidit, il se resserre et encercle fermement la roue de bois.

Le forgeron joue un autre rôle important dans la communauté de Debden. Puisque la télévision et la radio n'existent pas encore, le forgeron s'assure d'être au courant de toutes les nouvelles de la région et d'ailleurs pour en faire part à ses clients. Les hommes de la région passent souvent par la boutique du forgeron pour s'informer des dernières nouvelles.

Le moulin à scie

Les premières maisons de Debden furent construites en bois rond. Mais, en 1916, Joe

Bélair et Joe Couture décident d'ouvrir un moulin à scie à Debden. Cette industrie permet aux gens de la région de bâtir des maisons de planches et fournit du travail à de jeunes pionniers qui sont engagés pendant l'hiver pour abattre des arbres et transporter les billots au moulin à scie.

La planche n'est pas la seule partie du tronc utilisée dans la construction des maisons. En coupant les planches, on obtient des montagnes de bran de scie. Ce bran de scie sert à l'isolation des maisons. On le place entre les murs de la maison pour retenir la chaleur en hiver.
Pour les jeunes, les montagnes de bran de scie deviennent un endroit favori. Ils grimpent sur le tas et roulent jusqu'en bas. On dit même que ces montagnes de bran de scie servaient de lieu de rendez-vous pour les jeunes amoureux du coin. Qui sait?

Notes et références

1 Richard Lapointe. — «Philippe-Antoine Bérubé». — 100 noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 42

2 Roland Gaudet. — Généalogie des familles de Debden. — Archives de la Saskatchewan

3 History Book Committee of Debden and District. — Écho des pionniers, 1912-1985 : Histoire de Debden et district. — Debden : Le livre historique, 1985

4 Stan Garrod ; Rosemary Neering. — Le travail des pionniers. — Toronto : Fitzhenry & Whiteside, 1980. — (Collection Une nation en marche). — P. 14-15

5 History Book Committee of Debden and District. — Écho des pionniers, 1912-1925 : Histoire de Debden et district. — P. 35-39

Bibliographie

Garrod, Stan ; Neering, Rosemary. — Le travail des pionniers. — Toronto : Fitzhenry & Whiteside, 1980. — (Collection Une nation en marche)

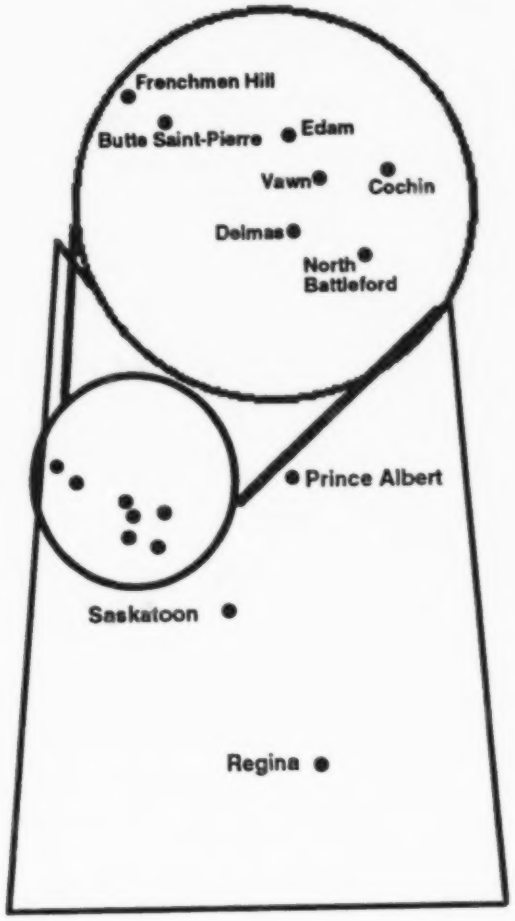
Gaudet, Roland. — Généalogie des familles de Debden. — Archives de la Saskatchewan

History Book Committee of Debden and District. — Écho des pionniers, 1912-1985 : Histoire de Debden et district. — Debden : Le livre historique, 1985

Lapointe, Richard. — «Philippe-Antoine Bérubé». — 100 noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Delmas



Cette communauté française a été établie, comme la colonie de Montmartre, sur une ancienne réserve indienne abandonnée. L'histoire de Delmas, c'est l'histoire des missions du père Cochin, o. m. i. Puis, c'est l'histoire de l'abandon de la réserve Thunderchild et de l'arrivée des colons canadiens-français. C'est aussi l'histoire des autres communautés francophones dans la région de North Battleford (Butte Saint-Pierre, Cochin, Edam et Saint-Hyppolite) et de certains des pionniers qui s'y sont établis.

Chapitre un

Les missions oblates

L'histoire des débuts de Delmas, c'est l'histoire des missions oblates dans le nord-ouest; c'est l'histoire des pères Lestanc, André, Hert et Cochin, quatre Oblats de Marie-Immaculée. L'histoire comprend aussi celle du Fort Battleford et des réserves indiennes environnantes.

Le père Jean Lestanc

Cette histoire commence vers 1877. Mgr Vital Grandin, évêque de Saint-Albert et du territoire du nord de la Saskatchewan (qui deviendra en 1882 le district de la Saskatchewan), demande au père Jean Lestanc, o.m.i.[1] de se rendre dans la région de Battleford et de voir s'il pourrait y établir une mission. L'année précédente, Battleford avait été choisie comme siège de la capitale des Territoires du Nord-Ouest. Auparavant, l'endroit avait été tout simplement connu sous le nom de *Telegraph Flat*.

D'après des renseignements fournis par le père Lestanc, Mgr Grandin croit qu'il vaut la peine d'envoyer un missionnaire dans la région. Il demande alors au père André d'aller établir une mission à Battleford. Le père André arrive sur les lieux à la fin novembre et crée la mission Saint-Vital. Un mois plus tard, le père Lestanc revient à Battleford pour assumer la charge de la nouvelle mission.

Puisqu'il n'y a ni église, ni presbytère à Battleford, le père Lestanc demeure dans la maison de W.-J. Scott, où il enseigne le catéchisme aux jeunes Cris et Métis. Le dimanche, le curé chante la messe dans une bien humble demeure - la remise de l'honorable J. McRoy, greffier des Territoires du Nord-Ouest.[2] De temps à autre, il va prêcher dans les réserves indiennes avoisinantes: Poundmaker, Little Pine, Sweetgrass, Eagle Hills, Red Pheasant, Mosquito, Thunderchild et Moosomin. Mais, sa priorité demeure la mission Saint-Vital à Battleford.

Puisque les Cris de la réserve Poundmaker sont très ouverts au catholicisme, le père Lestanc essaie probablement de convaincre son évêque de nommer un autre missionnaire pour l'aider. En 1878, le père Florent Hert arrive pour le remplacer à Saint-Vital. Cela va lui permettre de consacrer plus de temps aux missions indiennes.

Dès 1879, le père Lestanc établit la mission Sainte-Angèle sur la réserve Poundmaker. Puis, il fait construire une petite église, au sud-ouest de l'actuel emplacement de Delmas, sur la rive sud de la rivière Bataille.

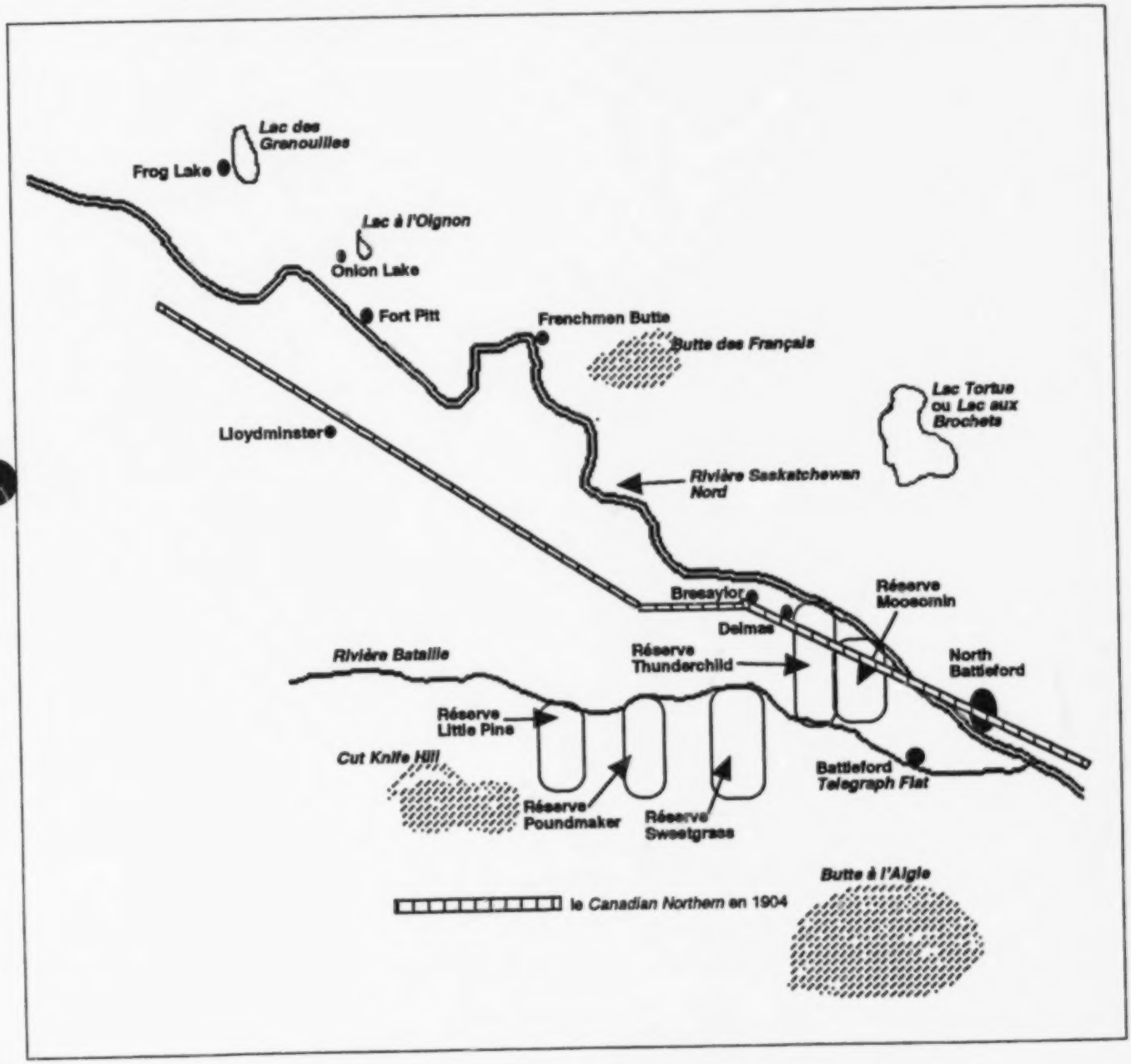
L'année suivante, le père Hert meurt de froid: *«Vous pouvez imaginer la consternation et la tristesse des gens lorsqu'on a découvert le corps du père Hert le 15 octobre 1880, mort à l'âge de 27 ans. Le jour précédent, comme à l'habitude, il était allé chasser des canards à quelques milles de la colonie . On croit qu'il était allé dans l'eau chercher un canard qu'il venait de tuer et qu'il a pris froid.»*[3] Le père Hert est remplacé à Battleford par le père Bigonnesse.

Lorsque le père Lestanc tombe malade en 1882, Mgr Grandin descend de Saint-Albert par bateau jusqu'à la mission Sainte-Angèle pour rendre visite à son missionnaire. Il est accompagné par le père André et par un jeune missionnaire nouvellement ordonné, le père Louis Cochin.

«Après quelques jours, Mgr Grandin quitte Battleford, ramenant le père Lestanc avec lui et laissant le père Cochin pour le remplacer à Sainte-Angèle.»[4] Ainsi commence la deuxième tranche de cette histoire des missions indiennes dans la région de Delmas.

Le père Louis Cochin

La vie ne semble pas être aussi favorable pour le jeune missionnaire nouvellement ordonné. Lorsqu'il est laissé en charge de la mission Sainte-Angèle à l'été de 1882, le père Cochin ne



Carte de la région Battleford-Delmas-Frog Lake et des réserves indiennes environnantes vers 1880.

possède pas les mêmes atouts que son prédécesseur. Il ne parle pas le cri et doit passer le premier été à étudier cette langue indienne: *«La plupart des Cris n'avaient pas encore adopté le christianisme et ils évitaient le nouveau missionnaire. Il était donc seul et ne pouvait avoir d'interprète.»*[5] Devant cette situation, le père Cochin sort son dictionnaire, préparé par le père Albert Lacombe, o.m.i., et apprend par lui-même la langue des grands chefs cris, Poundmaker et Big Bear.

En 1884, un groupe important de Métis arrive dans la région. Ils s'établissent entre les deux rivières (Bataille et Saskatchewan Nord). Puisque ce sont des **Bre**mner, des **Say**ers et des Tay**lor**, leur colonie prend le nom de Bresaylor. La nouvelle colonie est située près de la rivière Saskatchewan Nord, à l'ouest de la réserve Thunderchild.

Même si la mission Sainte-Angèle demeure sur la réserve Poundmaker et que le père Cochin continue ses projets d'enseignement du catéchisme aux Indiens de la réserve, déjà les relations avec les Indiens commencent à se brouiller: *«Ses projets d'enseignement sont de courte durée, alors que les Indiens deviennent de plus en plus insatisfaits. La famine devient prévalente alors que les bisons disparaissent. Une attitude d'indifférence de la part d'Ottawa crée une atmosphère de doute et de désillusion chez les Indiens envers les missionnaires et les Blancs. Le climat devient incertain et troublé avant la Résistance de 1885.»*[6]

Devant cette situation, le père Cochin abandonne la mission de Sainte-Angèle et se réfugie chez les Métis de Bresaylor. Il fait bâtir une nouvelle église sur le carreau SE4-46-19-W3. Cette petite église est détruite par le feu en 1902.

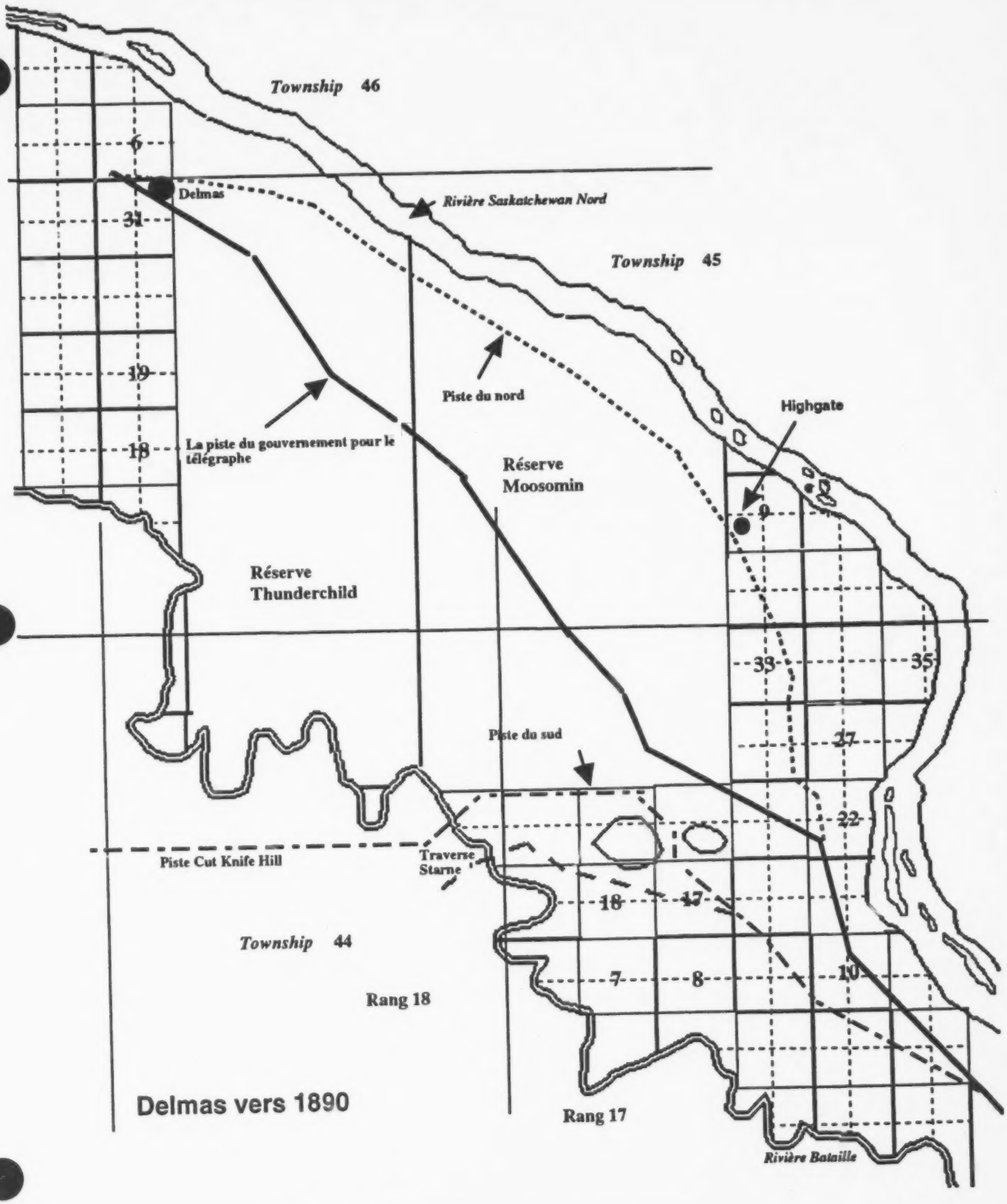
Lorsque les troubles éclatent au printemps de 1885, le père Louis Cochin et plusieurs Métis de Bresaylor sont emprisonnés par les Cris de Poundmaker et ils sont présents lors de la bataille de Cut Knife Hill, le 2 mai 1885. Après la Rébellion de 1885, le père Cochin retourne à la mission Sainte-Angèle sur la réserve Poundmaker pour enseigner le catéchisme aux jeunes Cris. Mais, dès 1886, le missionnaire élargit les cadres de cette mission pour inclure la réserve Thunderchild située entre les rivières Bataille et Saskatchewan Nord. Le premier des quatre registres de la paroisse de Delmas porte l'inscription: *«Mission Sainte Angèle: Baptême, Sépulture, Mariage.»* La première entrée est datée du 31 janvier 1886.

Toutefois, le père Cochin n'établit pas de mission sur la réserve Thunderchild: *«La réserve de Thunderchild se situait alors tout à côté du futur village de Delmas. À cause de l'indifférence et parfois même de l'hostilité des gens de Thunderchild envers les missionnaires, une mission permanente ne fut jamais fondée sur cette réserve. On décida plutôt d'établir la mission catholique aux frontières de la réserve.»*[7]

En octobre 1889, le père Cochin commence la construction de sa nouvelle résidence immédiatement à l'ouest de la réserve Thunderchild sur le carreau SE6-46-18-W3. À cet endroit, le missionnaire fait également construire deux étables, une grainerie, un poulailler, une laiterie et un puits. Il aimerait également ouvrir une école, mais vers 1896 Mgr Albert Pascal, évêque de Prince Albert, lui demande d'aller établir des missions dans la région du Lac des Brochets (Jackfish Lake), aussi appelé Lac Tortue par certains Métis. En 1900, le père Henri Delmas vient prendre la relève de la mission Sainte-Angèle.

Le père Henri Delmas

Peu de temps après son arrivée à la mission de la réserve Thunderchild, le père Henri Delmas, o.m.i., décide de faire construire une église. En 1901, l'église est bâtie et la mission change de



Delmas vers 1890

nom et devient la mission Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, du même nom que la future paroisse de Delmas. L'église est construite par les frères Fabien Labelle, o.m.i. et Paul Caplette, o.m.i. avec l'aide des colons blancs et des Indiens de la région.

À cette époque, une tradition de l'Église catholique veut que les cloches des églises soient baptisées, c'est-à-dire qu'on leur donne un nom, et qu'elles aient un parrain et une marraine. Le 21 mai 1903, Mgr Pascal est de passage dans la région et il baptise la cloche: *«Nous, évêque soussigné, Vicaire Apostolique de la Saskatchewan, avons baptisé la cloche de la mission St-Jean-Baptiste-de-la-Salle à Thunderchild sous le nom de Baptista Alberta... en présence des R.R. Pères H. Delmas et J. Poulenard et d'une nombreuse assistance. M. Théodore Noël a servi de parrain et Mlle Alma L'Heureux de marraine.»*[8] Les noms qu'on donne aux cloches sont toujours des noms féminins, mais la plupart du temps les noms sont choisis pour reconnaître des hommes. Dans ce cas, Baptista (Saint-Jean-Baptiste), le patron de la mission et Alberta (Albert Pascal) évêque de Prince Albert.

Le père Delmas obtient la permission du gouvernement fédéral d'ouvrir une école résidentielle pour les enfants catholiques des réserves indiennes avoisinantes. Depuis 1901, trois religieuses de la Congrégation des Soeurs de l'Assomption et une laïque, Melina L'Heureux, vivent à la mission et s'occupent de l'enseignement des enfants. *«Leur maison est supposément si petite que Mlle L'Heureux doit dormir sur une armoire.»*[9] Cette école résidentielle est ouverte en 1902 et reçoit le nom de Saint-Henri-de-Thunderchild.

Puisque certains colons français se sont installés dans la région et que l'école Saint-Henri est la seule dans la région, à part l'école Saint-Vital à Battleford, plusieurs jeunes francophones logent dans la résidence avec les jeunes Indiens.

En 1904, le chemin de fer est construit à travers la réserve Thunderchild et l'année suivante le nom de la mission est changé de Thunderchild à Delmas. En 1905, la mission Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle devient en réalité une paroisse canadienne-française. *«L'automne de 1904 sembla ouvrir une ère de prospérité dans tout le pays de Battleford; l'arrivée d'une nouvelle voie ferrée, le* Canadian Northern, *se terminait rapidement. Les colons affluaient de partout, depuis les limites de la réserve de Thunderchild jusque bien loin dans les terres.»*

Devant cette invasion de colons blancs, les Indiens des réserves Thunderchild et Moosomin demandent au père Delmas d'intervenir en leur nom auprès du gouvernement fédéral; les Cris veulent céder leurs réserves et en obtenir d'autres ailleurs. En 1909 et 1910, Ottawa accepte de transférer les Indiens des deux réserves, et leur ancien terrain est cédé comme *homesteads*.

Chapitre deux

La communauté francophone de Delmas

Lorsque des colons commencent à arriver dans la région vers 1905, ils ne sont pas les premiers à s'installer sur des terres. À part des Métis qui se sont établis dans la région vers 1882, les Oblats de Marie-Immaculée sont également devenus des propriétaires de terrain.

La ferme des Oblats

Lorsqu'il décide de s'établir près de la réserve Thunderchild, le père Cochin se réserve du terrain dans les environs; en 1901, le père Delmas suit l'exemple de son prédécesseur. Puis, comme il a été mentionné plus tôt, le père Cochin fait bâtir deux étables, une grainerie, un poulailler, une laiterie et un puits sur le carreau SE6-46-18-W3.

Au début du XX^{e} siècle, les oblats sont propriétaires des carreaux SE et SW de la section 6-46-18-W3 où se trouve aujourd'hui le village de Delmas. L'école résidentielle indienne allait être construite sur ce terrain. De plus, ils louent des terres de la Couronne le long de la rivière Bataille (NE et NW de la section 12-45-19-W3, NW7-45-18-W3, SE7-45-18-W3). Les missionnaires établissent alors une ferme à Delmas. Ils ensemencent une partie de leur terrain près du village en blé, orge et avoine. Une autre partie du terrain est laissée en foin. Ils deviennent propriétaires d'un troupeau de vaches qu'ils gardent en pâturage sur les terres de la Couronne le long de la rivière Bataille.

Puisque les oblats n'ont pas le temps de s'occuper eux-mêmes de cette ferme, ils embauchent un régisseur. À son tour, le régisseur engage des jeunes pour faire le travail manuel. Il est probable que plusieurs des premiers colons de Delmas ont travaillé sur la ferme des Oblats en arrivant dans l'Ouest. *«Parmi ces employés il y avait: Wilfred Deslauriers, Eugène Regnier, Laval Ayotte, Roméo Perron, Albert Castagnier, André Blouin.»*[11]

Par la suite, plusieurs de ces jeunes hommes décident de rester et de s'établir dans la région. Mais, les Oblats finissent par se défaire de leur terrain à Delmas. En 1910, ils cèdent une partie du carreau SE6-46-18-W3 pour établir le village de Delmas. Lorsque l'école résidentielle brûle en 1948, les Oblats louent le terrain à Robert Roy, puis, petit à petit, ils le vendent. Aujourd'hui, ils ne sont propriétaires que du terrain sur lequel est située l'église.

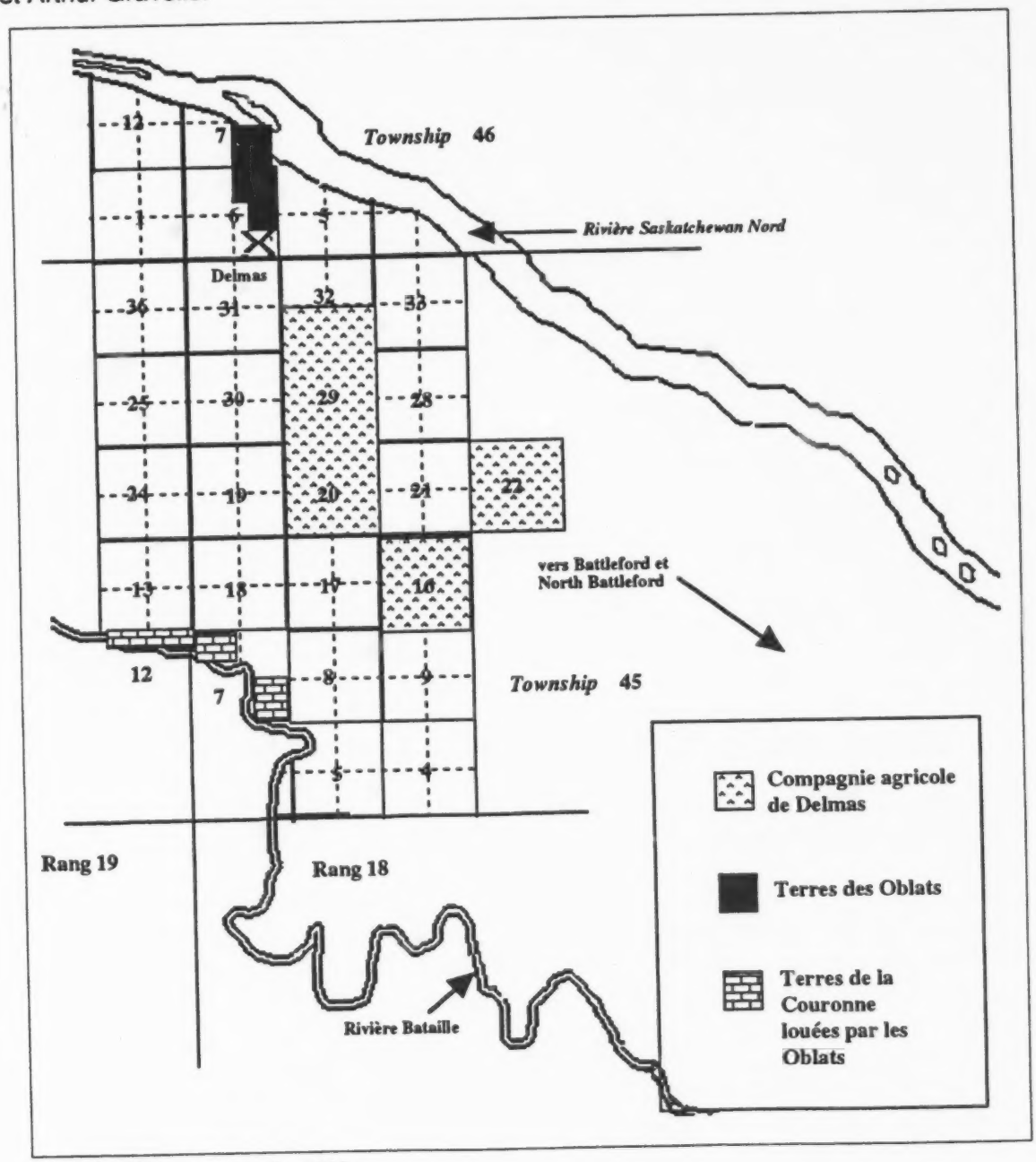
La Compagnie Agricole Delmas Ltée

Vers 1910, un groupe de gens d'affaires de Thetford Mines dans le district d'Arthabaska au Québec fonde la compagnie agricole *Thunderchild Land Company*.

Lorsque le terrain des réserves Thunderchild et Moosomin est mis en vente en 1909, un certain John Lamont en achète plusieurs sections dans le but de faire de la spéculation. Mais comme il n'a pas les moyens de payer, il revend une partie du terrain à la *Thunderchild Land Company*. Le groupe de gens d'affaires de Thetford Mines achète les sections 16-45-18-W3, 20-45-18-W3, 22-45-18-W3, 29-45-18-W3 et les carreaux SW et SE32-45-18-W3. En tout, la compagnie achète 2 845 acres.
La compagnie établit ses quartiers généraux sur le carreau SE29-45-18-W3. Mais puisque les actionnaires de la *Thunderchild Land Company*

n'ont pas l'intention de venir vivre dans l'Ouest, ils font comme les Oblats et engagent des régisseurs pour tenir la ferme à Delmas. Le premier régisseur est un anglophone nommé Briggs, mais par la suite il y a une succession de régisseurs canadiens-français: Ulric Douville, Joseph Bernier, Blondeau, Lapointe, Roberge, Xenophone Boulanger, Tom Lavallée, Joseph Morin et Arthur Gravelle.

Afin de travailler les 2 845 acres, la compagnie embauche des jeunes Canadiens français comme Joe et Louis Normandeau, Donat Bélanger, Alfred Garrant, Lucien Lessard, Edwi Sweeney, Alfred et Lionel Malenfant et «Thorne» Tétreault pour n'en nommer que quelques-uns. Comme dans le cas des employés de la ferme des Oblats, plusieurs de



La région de Delmas après 1910.

ces jeunes Canadiens français allaient rester dans la région de Delmas comme fermiers.

Le succès de la *Thunderchild Land Company* encourage d'autres colons à s'installer dans la région. *«La Thunderchild Land Company vient de recevoir neuf gros chevaux de labour. La compagnie va cultiver et ensemencer 700 acres ce printemps sur du terrain cassé l'été dernier. Cela devrait encourager d'autres colons à venir s'établir à Delmas. La récolte a rapporté de 37 à 46 boisseaux de blé l'acre et était du blé numéro 2 à 5.»*[12]

Malheureusement, la *Thunderchild Land Company* fait faillite en 1919. Les actionnaires forment une nouvelle compagnie *The Delmas Land Company Ltd.* et achètent à nouveau le terrain en 1920 pour 30 354 $.

Au cours des années qui vont suivre, le terrain sera vendu à des particuliers. Le dernier carreau est vendu vers 1945.

D'employés agricoles à propriétaires indépendants

Comme il a été mentionné plus tôt, plusieurs des jeunes Canadiens français qui sont venus dans l'Ouest pour travailler sur la ferme des Oblats ou pour la *Thunderchild Land Company* décident par la suite de s'installer dans la région. Ils deviendront fermiers ou feront d'autres métiers. Étudions certains de ces jeunes colons.

Laval Ayotte: Il est marié à Bibiane Audette et est employé à la ferme des Oblats de 1932 à 1934. Laval Ayotte se rend ensuite à Laventure (entre Spiritwood et Léoville), où il tient un magasin de 1934 à 1941. De 1941 à 1944, il travaille à l'école résidentielle indienne à Onion Lake, puis il revient à Delmas où il est employé à l'école indienne de l'endroit jusqu'en 1948, date à laquelle l'école est détruite par le feu. Laval Ayotte avait également une ferme au sud de Delmas.

Donat Bélanger: Il est né à Saint-Samuel-de-Beauce au Québec le 16 juillet 1892. Sa famille se rend à Manchester dans l'état de New Hampshire au début du XXe siècle pour travailler dans les usines de textile. Là, il rencontre Anna Lavallée, dont les parents travaillent également dans les usines de textile. Anna est originaire de Saint-Théodosie dans le Comté de Verchères au Québec et elle compte parmi ses ancêtres Calixa Lavallée, l'auteur de la musique de notre hymne national «O Canada». En 1917, la famille Lavallée quitte le Nouveau Hampshire pour Delmas, où un des frères d'Anna est venu s'installer. Donat Bélanger décide de suivre Anna et l'épouse en 1918. À Delmas, il est employé par la *Thunderchild Land Company* mais en 1924, il achète une terre dans la région. Il est victime d'un accident de la ferme en 1927.

Alfred Garrand: Il est né à Rivière Caplan dans le Comté Bonaventure au Québec, le 2 avril 1888. À l'âge de 18 ans, il quitte sa famille et se trouve du travail à bord d'un navire sur le lac Supérieur. Il aboutit à Lambert, Minnesota où il rencontre sa femme. En 1917, Alfred et Florence Garrant se rendent à Jackfish, puis à Delmas, où il travaille pour la *Thunderchild Land Company*. En 1925, les Garrant sont à Waseca à 65 kilomètres à l'ouest de Delmas, où Florence tient une boutique tandis qu'Alfred travaille pour un fermier nommé J.-J. Donovan. En 1928, ils achètent une ferme au nord-ouest de Delmas, une ferme qu'ils exploitent jusqu'en 1962.

Lucien Lessard: Il est né à Saint-Alexis au Québec vers 1900. En 1913, ses parents, Noé et Edouardina Lessard, quittent le Québec avec leurs cinq enfants et se dirigent vers Oklee au Minnesota où vivent d'autres familles canadiennes-françaises. En 1917, Noé se rend en Saskatchewan pour aider aux moissons. Il loue du terrain et retourne au Minnesota pour l'hiver. *«À l'automne de 1918, Noé revient sur un wagon de chemin de fer avec 6 vaches, 4 chevaux, un chien, un wagon, un buggy, un*

cutter, 4 harnais et des outils.»[13] La famille Lessard s'installe à Meota, mais en 1920 achète les carreaux SE et SW30-45-18-W3. Lucien allait travailler pour la *Delmas Land Company Ltd.* avant de se marier et de prendre sa propre ferme.

Alfred et Lionel Malenfant: Ces deux frères arrivent du Québec vers 1920. Ils travaillent pour la *Delmas Land Company Ltd.*, puis Lionel décide de retourner au Québec. Alfred décide de rester dans la région de Delmas. Quoiqu'il travaille de temps en temps pour différents fermiers, sa principale source de revenu est la vente des fourrures, car Alfred Malenfant suit la tradition ancestrale et devient trappeur. Lors des soirées, il est souvent invité à jouer de son violon.

Joe et Louis Normandeau: En 1912, Louis Normandeau, 21 ans, et son frère Joe, 18 ans, sont engagés à Thetford Mines au Québec pour venir dans l'Ouest travailler sur la ferme à Delmas. Louis est forgeron et répare les harnais, tandis que son jeune frère est ouvrier agricole. Ils travaillent deux ans pour la *Thunderchild Land Company*, puis en 1914 ils prennent des *homesteads* au sud de Delmas. En 1928, ils vendent leur terrain à un certain Barnaby et achètent du terrain à l'ouest du village. Ils souffrent durant la crise économique et décident de retourner au Québec en 1938.

Chapitre trois

L'influence française dans la région

La région de Delmas, comme bien d'autres endroits en Saskatchewan, ne se limite pas au village ou même à la municipalité, mais la communauté francophone s'étend à d'autres communautés. Lorsqu'on parle de la région de Delmas, il faut aussi parler des villages voisins, comme Edam, Vawn, Prince, Saint-Hyppolite, Cochin, Jackfish, Paradise Hill et Butte Saint-Pierre.

Cette influence remonte à la fin du XIXe siècle, alors que les premiers colons commencent à percer dans l'Ouest canadien. La région au nord de la rivière Saskatchewan Nord attire des ranchers avant la fin du XIXe siècle, des hommes comme Michel Côté, Alphonse et Ernest Béliveau, Étienne Roussel et Joe Amirault. La plupart d'entre eux s'installent dans la région de Paradise Hill.

Mais la vie de rancher n'est pas pour tout le monde. En 1897, c'est la ruée vers l'or au Klondyke et les deux frères Béliveau décident qu'ils vont s'y rendre et faire fortune. Ils descendent la rivière Saskatchewan Nord en bateau jusqu'à Edmonton. Puis ils se rendent à Calgary où ils se procurent vingt chevaux pour le voyage jusqu'au Yukon. Lorsqu'ils arrivent à destination dans le Klondyke, les deux frères ont perdu tous leurs chevaux.

Pour bien d'autres, la vie de rancher dans la région de la Butte des Français est suffisamment une aventure pour les empêcher de partir pour le Klondyke. Un autre rancher de l'époque est Benjamin «Ben» Prince. Né à Saint-Grégoire au Québec, le 29 avril 1855, il reçoit une éducation classique au séminaire de Nicolet avant de quitter sa province natale pour se rendre au Manitoba en 1878.

Deux ans plus tard, il aboutit sur son propre ranch à l'ouest de Battleford et à l'est de Delmas. *«Benjamin Prince et son frère Alphonse pratiquent l'agriculture et l'élevage à grande échelle pendant quelques années dans le district de Highgate, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Battleford, sur la rive sud de la rivière. L'endroit est relativement isolé et la maison de ferme est saccagée par des maraudeurs lors du soulèvement de Batoche.»*[14]

Après la Rébellion de 1885, «Ben» Prince se lance dans d'autres affaires, une scierie et un moulin à farine avec A. Macdonald et un magasin général à Battleford avec son frère. Benjamin Prince sera député à l'assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest de 1899 à 1905, maire de Battleford et sénateur de 1909 à 1920.

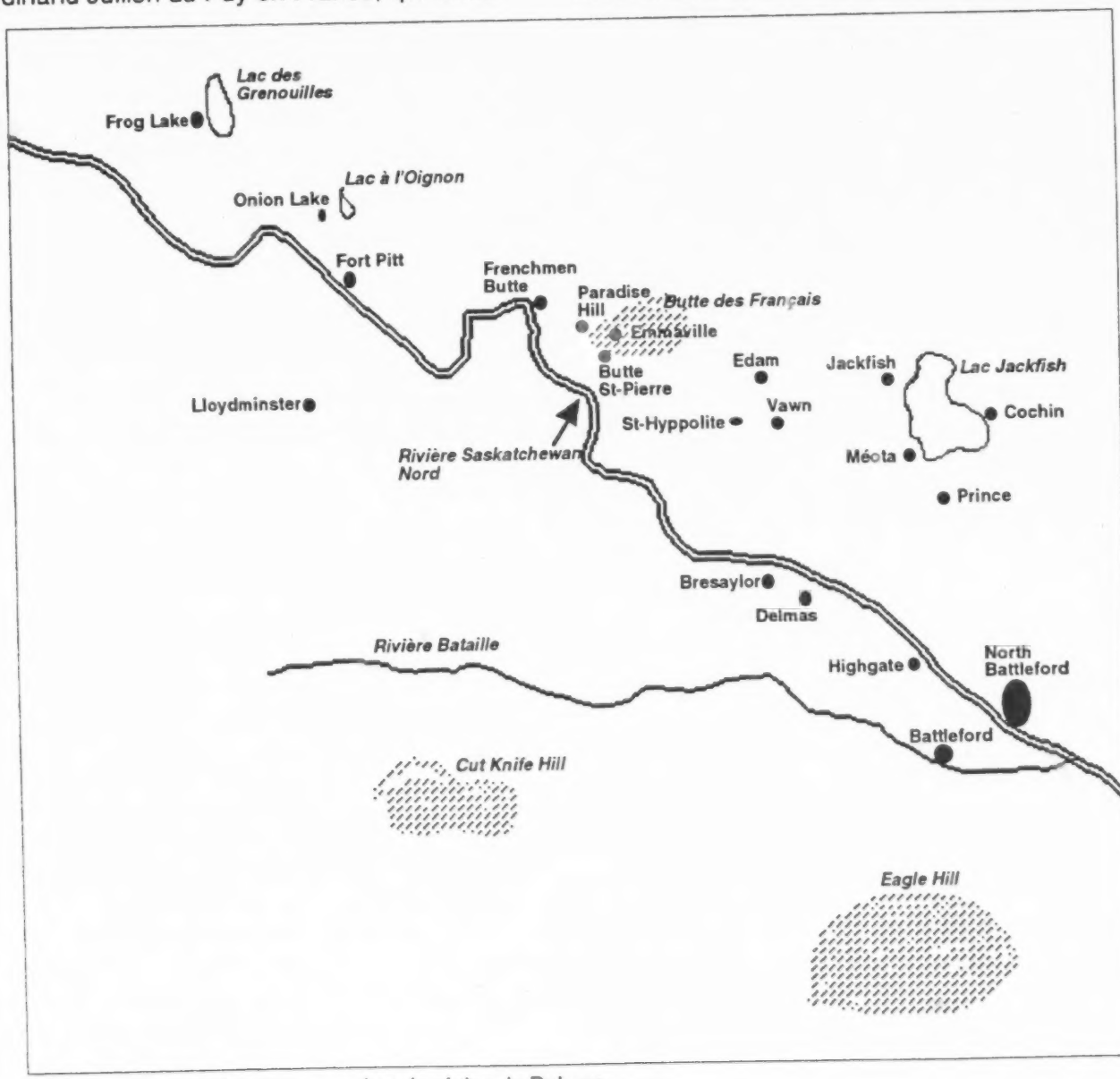
Jusque là, il y a des paroisses catholiques à Battleford (1877), Bresaylor (1882), Sainte-Angèle-Delmas (1886) et Jackfish (1890).

Au début du siècle, des milliers de colons viennent s'établir dans la région. Ils fondent de nouvelles paroisses. Vawn et Saint-Hyppolite en 1905, Emmaville en 1910, Cochin en 1912, Paradise Hill en 1913, Butte Saint-Pierre en 1920 et Edam en 1926. Ils s'établissent sur des *homesteads* et développent cette région du nord-ouest de la Saskatchewan.

En plus des milliers de Canadiens français, des centaines de Français viennent s'installer dans

le coin. Donatien Frémont dans son livre, *Les Français dans l'Ouest canadien,* nous parle de ces colons français. Au sujet de Delmas, il écrit: *«Le village occupe l'emplacement d'un ancien camp de Cris dont le chef s'appelait L'Enfant-du-Tonnerre.»*[15] Parmi les colons français à Delmas, mentionnons Paul Pouzache de l'Ardèche en France et sa femme Marie-Jeanne Lanigan.

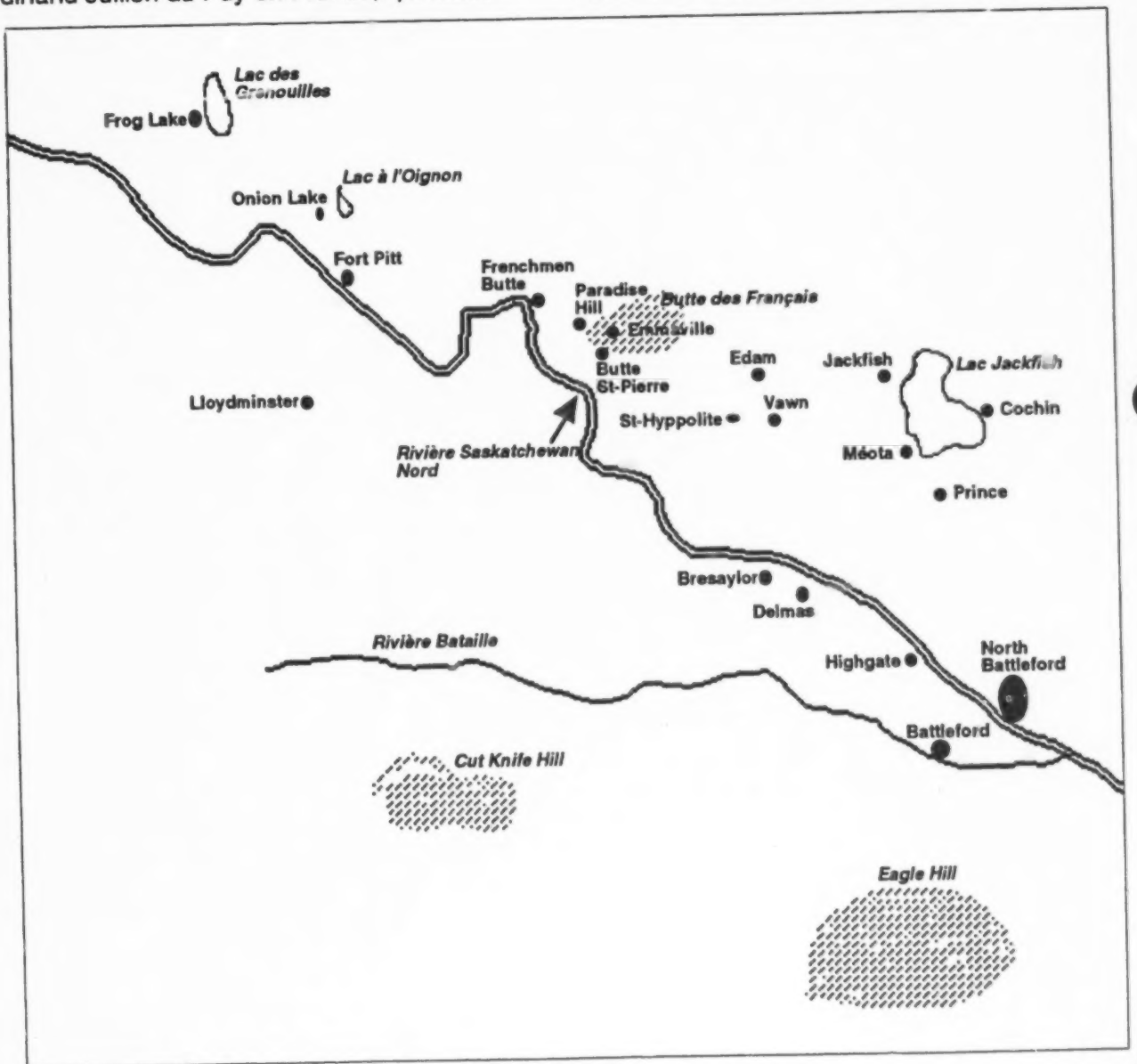
C'est un curé français, l'abbé Jean-Baptiste-Ferdinand Jullion du Puy en France, qui fonde en 1905 la paroisse de Saint-Hyppolite. La plupart de ses paroissiens sont Canadiens français, mais il y a aussi quelques Français: *«Alphonse Jullion, de Sembadel en Haute-Loire, frère du curé fondateur, est mort en 1956, laissant sa femme et onze enfants, presque tous établis dans le district. Jean-Victor et Emmanuel Malhomme sont venus de la même localité.»*[16] À Edam, Donatien Frémont avait connu des familles françaises, comme celles de Germain Bec, Georges Bellanger, les frères de Montarnal, Bru, Élie et Esquirol. À la Butte Saint-



Les communautés francophones dans la région de Delmas.

le coin. Donatien Frémont dans son livre, *Les Français dans l'Ouest canadien,* nous parle de ces colons français. Au sujet de Delmas, il écrit: *«Le village occupe l'emplacement d'un ancien camp de Cris dont le chef s'appelait L'Enfant-du-Tonnerre.»*[15] Parmi les colons français à Delmas, mentionnons Paul Pouzache de l'Ardèche en France et sa femme Marie-Jeanne Lanigan.

C'est un curé français, l'abbé Jean-Baptiste-Ferdinand Jullion du Puy en France, qui fonde en 1905 la paroisse de Saint-Hyppolite. La plupart de ses paroissiens sont Canadiens français, mais il y a aussi quelques Français: *«Alphonse Jullion, de Sembadel en Haute-Loire, frère du curé fondateur, est mort en 1956, laissant sa femme et onze enfants, presque tous établis dans le district. Jean-Victor et Emmanuel Malhomme sont venus de la même localité.»*[16] À Edam, Donatien Frémont avait connu des familles françaises, comme celles de Germain Bec, Georges Bellanger, les frères de Montarnal, Bru, Élie et Esquirol. À la Butte Saint-



Les communautés francophones dans la région de Delmas.

Pierre, il avait découvert un groupe important de Français: Tuèche, Lard, Roch, Legrand, Marchadour, Bonnet, Roussel et Nédelec. *«Dans une petite école des premiers temps, tous les élèves étaient des enfants de colons français.»*[17]

Même à Battleford, il y avait des Français. Georges Perrissin avait longtemps été juge de paix: *«L'une des causes les plus mémorables dont il eut à s'occuper fut celle du vieux chef Le-Fils-de-la-Rivière, âgé de quatre-vingt-quinze ans. Parti pour la chasse avec sa bande et trouvant, au retour, son lieu de campement occupé par un colon anglais, il avait saccagé furieusement la clôture de l'intrus. [...]Aux yeux de la loi, le Blanc avait raison contre le Rouge. Celui-ci fut condamné au minimum de la peine - un dollar - et l'Anglais paya les frais.»*[18]

Et oui, comme partout ailleurs en Saskatchewan, il y avait aussi des colons de langue anglaise dans la région de Delmas. Et des Ukrainiens, des Allemands, des Polonais, et d'autres encore. Aujourd'hui, le nord-ouest de la Saskatchewan continue d'être un endroit de culture de grain et d'élevage.

Notes et références

1. Le père Lestanc est le même qui, en 1870, avait accueilli Jean-Louis Légaré à la Montagne de Bois et fondé la première mission à cet endroit (voir *Jean-Louis Légaré).*
2. Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — Traduction. — P. 112
   La mission Saint-Vital est fondée un an après la signature du Traité n° 6 au Fort Carlton où les Cris ont cédé presque tout le territoire du nord de la Saskatchewan au gouvernement fédéral.
3. Ibid., p. 112
4. Ibid., p. 523
5. Ibid., p. 523
6. Delmas History Book Committee. — Delmas, A Harvest of Memories. — Delmas : Delmas History Book Committee, 1990. — Traduction. — P. 1
7. Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert. — P. 128
8. Ibid., p. 129
9. Ibid., p. 407
10. Ibid., p. 129
11. Delmas History Book Committee. — Delmas, A Harvest of Memories. — P. 29
12. Ibid., p. 52
13. Ibid., p. 302
14. Richard Lapointe . — «Joseph-Benjamin Prince». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 332
15. Donatien Frémont. — Les Français dans l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions du Blé, 1980. — P. 126
16. Ibid., p. 126
17. Ibid., p. 126
18. Ibid., p. 126

Bibliographie

Between Two Rivers History Book Committee. — Between Two Rivers : Eight Mile Lake, Highgate, Tulip, Winding River. — Battleford : Marian Press, 1987

Delmas History Book Committee. — Delmas, A Harvest of Memories. — Delmas : Delmas History Book Committee, 1990

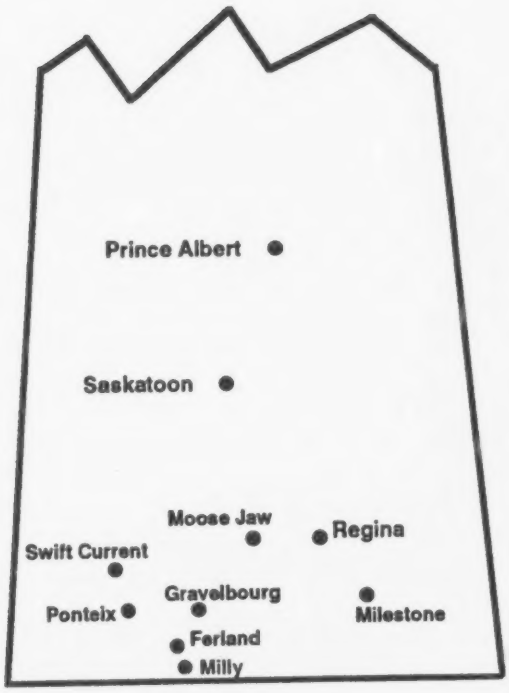
Frémont, Donatien. — Les Français dans l'Ouest canadien. — Saint-Boniface : Éditions du Blé, 1980

Paradise Hill & District. — Homecoming 1980. — Paradise Hill : Homecoming 1980

Lapointe, Richard. — «Joseph-Benjamin Prince». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

Ferland



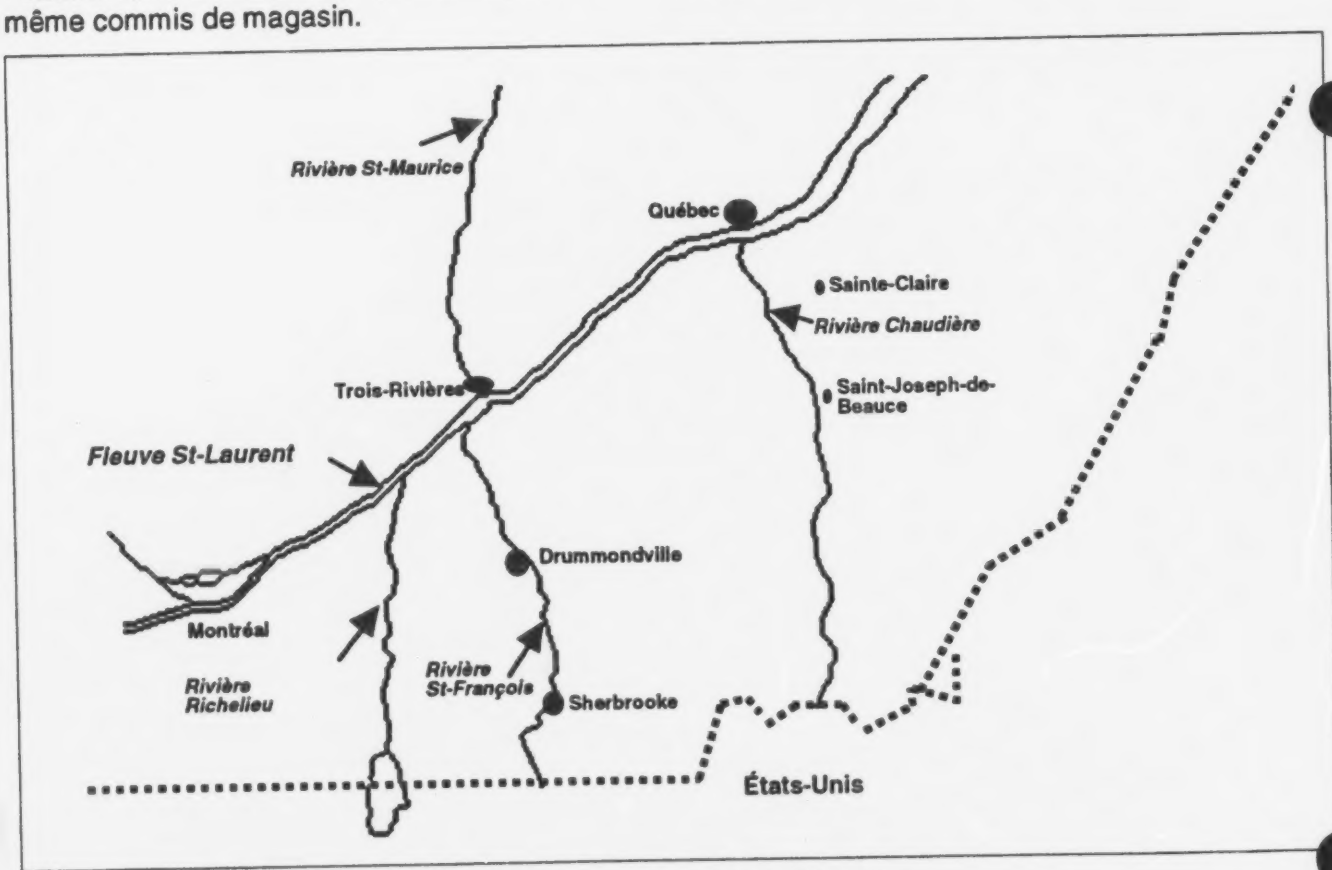
Au début du siècle, un groupe de cultivateurs de Sainte-Claire-de-Dorchester au Québec, vient dans l'Ouest canadien pour aider à faire les battages. Ayant vu les grandes plaines de la Saskatchewan, ils décident d'y demeurer. Ils se rendent dans la région de Notre-Dame d'Auvergne dans le sud-ouest de la province, puis ensuite vers leurs nouveaux homesteads *à l'est de cette communauté. C'est à cet endroit qu'ils allaient fonder la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Ferland en 1910. Nous allons traiter de certains pionniers de Ferland: les Fournier, Chabot, Fauchon, Morin et Couture.*

Chapitre un

Les battages et les *homesteads* de l'Ouest

Au début du siècle, et ce jusqu'à l'arrivée dans l'Ouest canadien des grosses moissonneuses-batteuses après la Deuxième Guerre mondiale, des milliers d'ouvriers sont recherchés chaque automne pour aider avec la moisson. À cette fin, le gouvernement, les compagnies de chemin de fer et les journaux organisent des campagnes de publicité chaque année pour recruter des milliers de jeunes hommes des Maritimes, du Québec et de l'Ontario qui viendraient travailler dans l'Ouest pendant quelques mois. Ces jeunes hommes sont connus sous le nom de «batteux»; ils sont chômeurs, étudiants ou même commis de magasin.

Certains viennent dans l'Ouest, aident aux battages puis regagnent l'Est, relativement plus riches qu'ils ne l'étaient à leur arrivée. Les gages des «batteux» sont élevés, comparativement aux salaires payés ailleurs au Canada. Un débutant peut gagner jusqu'à 1,50 $ par jour, alors qu'un employé avec plus d'expérience peut obtenir jusqu'à 3,50 $ par jour. En 1915, par exemple, alors qu'il y a une récolte record en Saskatchewan, les salaires atteignent 6,00 $ et 8,00 $ par jour. Ailleurs, un commis de magasin reçoit peut-être 30 $ par mois.



La région de Sainte-Claire-de-Dorchester au Québec, près de la rivière Chaudière.

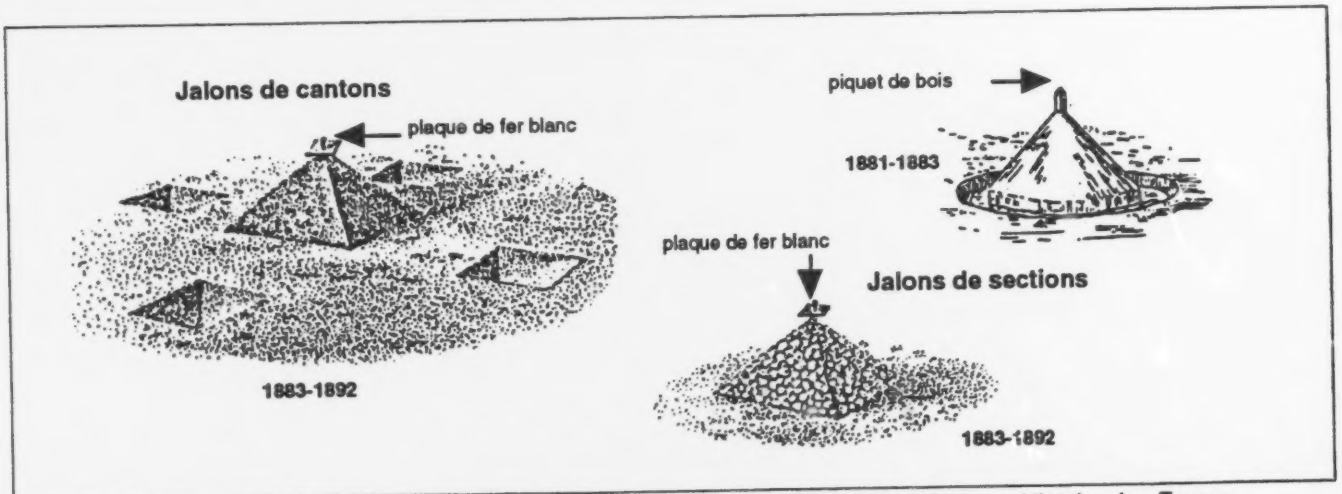
Plusieurs de ces jeunes hommes viennent dans l'Ouest pour l'aventure. D'autres viennent se prendre un *homestead*. Le gouvernement canadien les encourage certainement à rester avec son offre de terrain gratuit. Ils n'ont qu'à payer le coût d'inscription de 10 $. Les trains offrent également des prix spéciaux aux «batteux» pour qu'ils puissent se rendre dans l'Ouest. *«Pour la somme de 10 $, on pouvait se rendre jusqu'à Moose Jaw en Saskatchewan.»*[1]

En 1909, Joseph Fournier, un cultivateur de Sainte-Claire-de-Dorchester au Québec, décide de se joindre à une de ces excursions de «batteux» et de venir voir les terres de la Saskatchewan.[2] *«Joseph Fournier [...] trouvant que l'avenir ne lui souriait pas dans sa paroisse natale, résolut d'aller chercher ailleurs un endroit où il pourrait établir sa nombreuse famille.»*[3] Fournier avait déjà fait des voyages ici et là au Québec, mais n'avait rien trouvé à son goût. Il s'était même rendu jusqu'au Manitoba, comme «batteux» en 1906, mais encore une fois il avait été déçu.

À l'été de 1909, Joseph Fournier, ses deux fils, Louis et Joseph, et un neveu, Joseph Chabot, paient chacun dix dollars pour leur billet de train et se dirigent vers la Saskatchewan. *«La récolte était abondante; le blé rapportait 35 à 40 boisseaux l'acre et l'avoine de 55 à 70 à l'acre.»*[4] Les quatre cultivateurs de Sainte-Claire n'ont aucune difficulté à se trouver de l'emploi comme «batteux» chez un fermier de Milestone, à quelque 50 kilomètres au sud de Regina.

Pendant les moissons, ils doivent arrêter les travaux pour un certain temps, à cause de la pluie. Pendant ce temps, le groupe se rend au bureau de l'agent des Terres du Dominion à Moose Jaw où ils apprennent que le *township* 6 du rang 8 vient d'être ouvert à la colonisation. Au bureau de l'agent des Terres, ils font également la connaissance d'un dénommé Fortier, qui a fait partie de l'équipe des arpenteurs de ce *township*. Fortier est prêt à leur suggérer les meilleurs carreaux dans cette concession, moyennant un cachet de 10,00 $ le carreau.

Le groupe de Sainte-Claire accepte l'offre de Fortier. Joseph Fournier, ses deux fils et son neveu quittent le bureau des Terres du Dominion avec la garantie de deux sections de terrain (8 carreaux) dans la région sud-ouest de la Montagne de Bois, quelque 50 kilomètres à l'est de la paroisse de Notre-Dame d'Auvergne et près de la frontière américaine. Chacun d'eux a dû investir 510 $: 20 $ pour les conseils de Fortier (10 $ par carreau); 10 $ pour inscrire leur



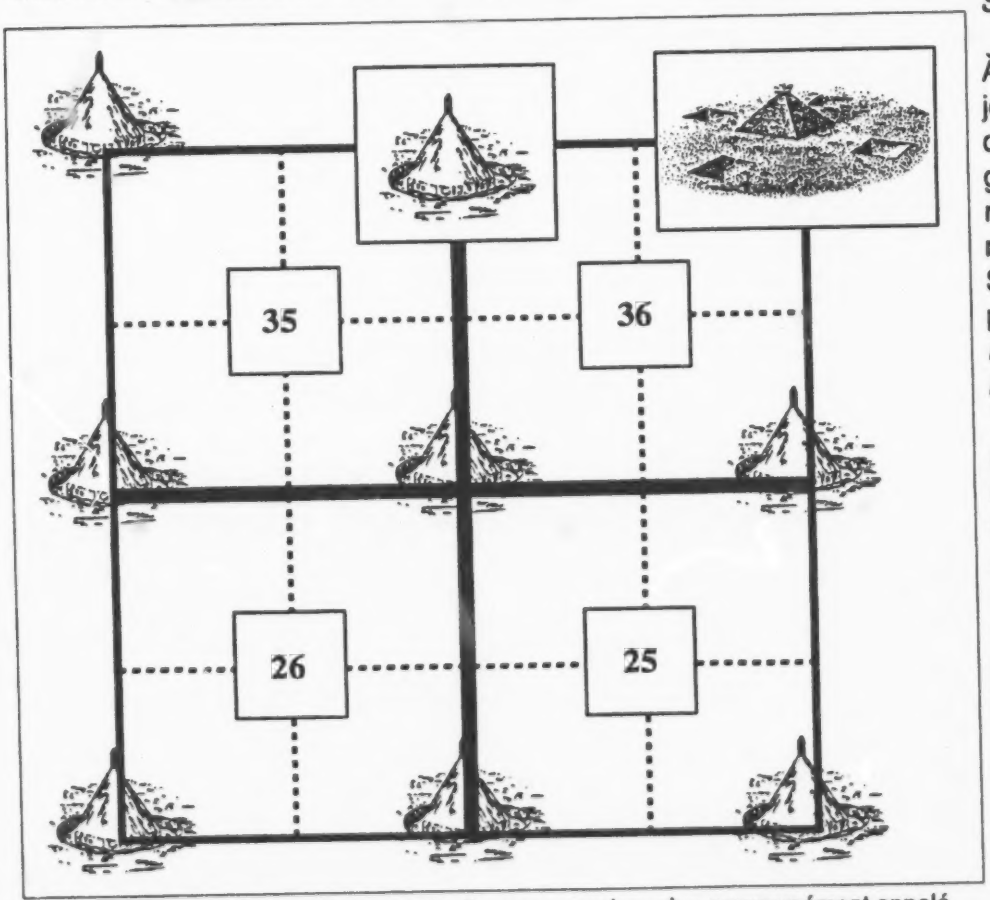
Types de jalons utilisés par les arpenteurs dans le Nord-Ouest entre 1881 et 1892. (Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*, Richard Lapointe et Lucille Tessier)

homestead et 480 $ (3 $ l'acre) pour le deuxième carreau qu'ils réservaient.

Ayant fini leurs transactions à Moose Jaw, les quatre retournent à Milestone et reprennent les travaux des moissons. Quelques jours plus tard, ils aperçoivent trois hommes qui s'avancent vers eux dans le champ. Il s'agit du père de Joseph Chabot, Edmond, de Cyrille Fauchon et de Louis Carbonneau de Sainte-Claire-de-Dorchester. *«Ils ne tardèrent pas à s'enquérir de la situation, et quelques jours plus tard les trois visiteurs devenaient propriétaires eux aussi de terrains dans la même région que les premiers.»*[5]

Jusqu'à présent, aucun des sept hommes ne s'est rendu dans la région qui deviendra plus tard Ferland. Cyrille Fauchon et Edmond Chabot retournent au Québec immédiatement, tandis que Louis Carbonneau se joint aux quatre autres pour finir les battages. Une fois les récoltes dans les *graineries*, le groupe retourne à Sainte-Claire. Que savent-ils de leurs propriétés dans la région de la Montagne de Bois? *«Ce qu'il savait, c'est que l'endroit de leurs terres était à une distance d'environ 150 milles de Moose Jaw. Les moyens de transport étaient très limités. Il n'y avait pas de chemin de fer et les routes étaient inexistantes.»*[6]

La prochaine étape est celle d'envoyer quelqu'un visiter la région. Il faut explorer les terres réservées et déterminer si le terrain sera bon pour la culture des grains. Au début de l'année 1910, il est décidé que ce sera Louis Fournier et Joseph Chabot qui feront le voyage. *«Le 14 février, ils s'embarquaient pour l'Ouest et, quelques jours plus tard, mettaient pied à Swift Current.»*[7]



Les jalons des arpenteurs et une partie d'une concession, plus communément appelé un *township*.

À Swift Current, les deux jeunes hommes découvrent qu'il n'y a pas grand-chose dans cette région sud-ouest de la nouvelle province de la Saskatchewan, même pas de routes. *«Y'avait rien. Y'avait ienque les buffalos qu'ils appelaient. Y'avait seulement pas de chemin. Quand on est monté de [....], y fallait suivre les traces des... des buffalos.»*[8]

Comme bien d'autres colons canadiens-français, Louis Fournier et Joseph Chabot se rendent à Notre-Dame d'Auvergne où ils font la connaissance d'Arthur Thibault, un colon de la région. *«Arthur était bon*

pour s'orienter avec un compas. Y'a été en placer gros du monde sur les homesteads. *Eux autres qui étaient pas capables de trouver leur terrain... parce qu'y avait toujours un poteau avec le numéro. C'est un poteau qui était à peu près ça d'haut* (environ 30 centimètres) *un petit poteau de fer à peu près trois pouces carrés... puis les numéros des terrains étaient dessus ça.»*[9]

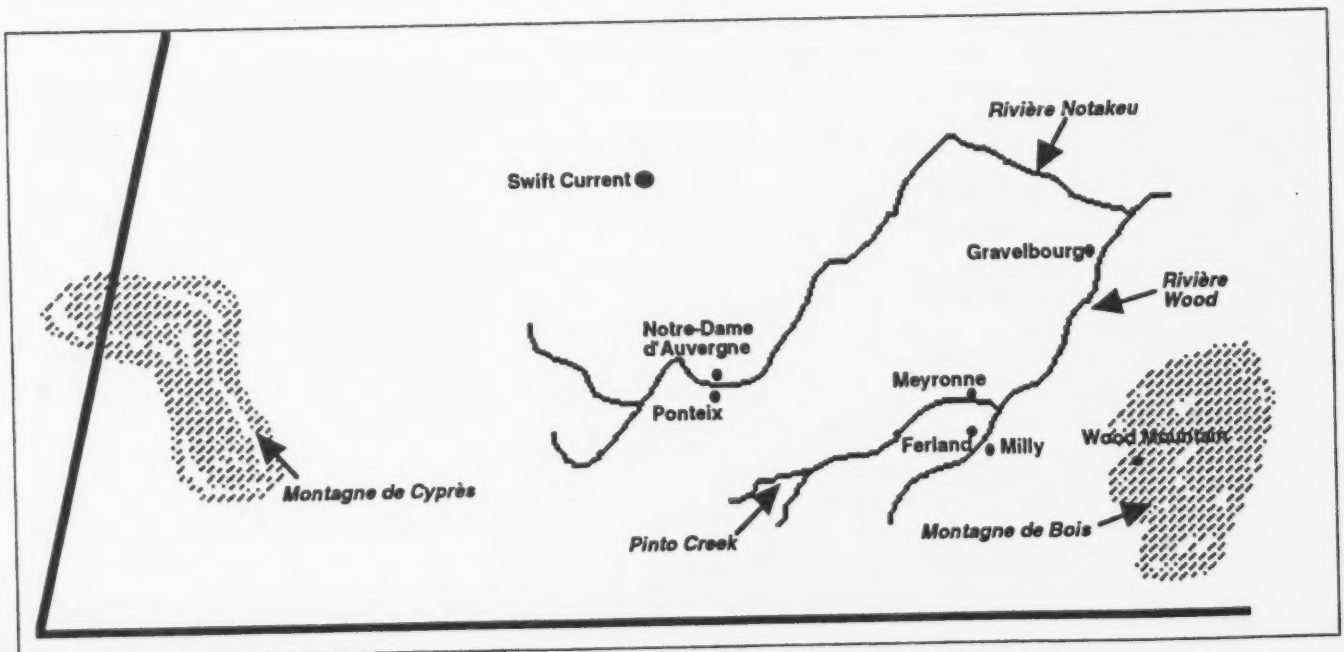
Arthur Thibault accepte d'accompagner Louis Fournier et Joseph Chabot jusqu'à leurs *homesteads*, environ 50 kilomètres au sud-est de Notre-Dame d'Auvergne. Que vont-ils trouver? L'arpenteur Fortier a-t-il été honnête? Les terres sont-elles propres à la culture? Au futur emplacement de Ferland, les deux jeunes Canadiens français découvrent que les terres sont cultivables et, sans être de la même qualité que celles de Milestone où ils ont travaillé l'année précédente, pourront produire de bonnes récoltes.

Ayant exploré la région, Louis Fournier et Joseph Chabot retournent à Notre-Dame d'Auvergne pour envoyer un message à leurs pères restés au Québec.

Lorsque l'information arrive à Sainte-Claire-de-Dorchester, tout le monde se réunit pour décider ce qu'ils vont faire. Joseph Fournier père, Edmond Chabot et Cyrille Fauchon décident d'aller s'installer définitivement dans l'Ouest. Louis Carbonneau n'est pas prêt à quitter le Québec pour s'en aller au loin. Il opte pour rester à Sainte-Claire.

Toutefois, d'autres se joignent au groupe, comme Napoléon Fauchon, frère de Cyrille. Une fois dans l'Ouest, Napoléon Fauchon prendra son *homestead* à Meyronne à une trentaine de kilomètres des autres.

Avant de s'en aller en Saskatchewan, ils doivent vendre leurs terres au Québec. Puis, Joseph Fournier père achète des boeufs et deux chevaux. *«Mon père [...] y a monté un char de boeufs de l'Est et puis y avait un ou deux chevaux aussi avec ça. C'était pour nous autres puis c'était pour les Chabot. C'est avec ça qu'ils*



La région de Notre-Dame d'Auvergne et Ferland lors de l'arrivée des colons en 1910.

pour s'orienter avec un compas. Y'a été en placer gros du monde sur les homesteads. *Eux autres qui étaient pas capables de trouver leur terrain... parce qu'y avait toujours un poteau avec le numéro. C'est un poteau qui était à peu près ça d'haut* (environ 30 centimètres) *un petit poteau de fer à peu près trois pouces carrés... puis les numéros des terrains étaient dessus ça.»*[9]

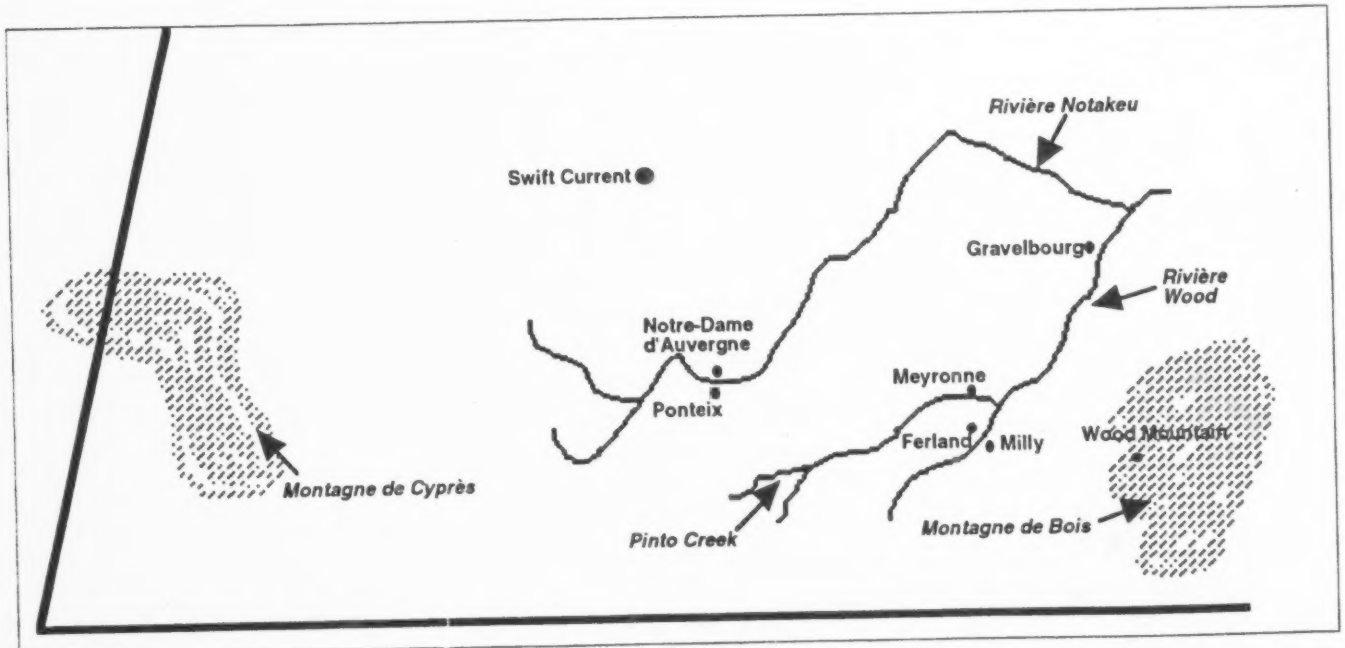
Arthur Thibault accepte d'accompagner Louis Fournier et Joseph Chabot jusqu'à leurs *homesteads*, environ 50 kilomètres au sud-est de Notre-Dame d'Auvergne. Que vont-ils trouver? L'arpenteur Fortier a-t-il été honnête? Les terres sont-elles propres à la culture? Au futur emplacement de Ferland, les deux jeunes Canadiens français découvrent que les terres sont cultivables et, sans être de la même qualité que celles de Milestone où ils ont travaillé l'année précédente, pourront produire de bonnes récoltes.

Ayant exploré la région, Louis Fournier et Joseph Chabot retournent à Notre-Dame d'Auvergne pour envoyer un message à leurs pères restés au Québec.

Lorsque l'information arrive à Sainte-Claire-de-Dorchester, tout le monde se réunit pour décider ce qu'ils vont faire. Joseph Fournier père, Edmond Chabot et Cyrille Fauchon décident d'aller s'installer définitivement dans l'Ouest. Louis Carbonneau n'est pas prêt à quitter le Québec pour s'en aller au loin. Il opte pour rester à Sainte-Claire.

Toutefois, d'autres se joignent au groupe, comme Napoléon Fauchon, frère de Cyrille. Une fois dans l'Ouest, Napoléon Fauchon prendra son *homestead* à Meyronne à une trentaine de kilomètres des autres.

Avant de s'en aller en Saskatchewan, ils doivent vendre leurs terres au Québec. Puis, Joseph Fournier père achète des boeufs et deux chevaux. *«Mon père [...] y a monté un char de boeufs de l'Est et puis y avait un ou deux chevaux aussi avec ça. C'était pour nous autres puis c'était pour les Chabot. C'est avec ça qu'ils*



La région de Notre-Dame d'Auvergne et Ferland lors de l'arrivée des colons en 1910.

ont commencé à casser du terrain... ouvrir le terrain... puis le labourer. Et puis la première année, ils en ont fait 15 acres.»[10]

Ils sont sept qui quittent le Québec en avril 1910; Joseph Fournier père, Edmond Chabot, Cyrille Fauchon, Joseph Fournier fils, Avila Chabot, Léo Fauchon et Napoléon Fauchon. Ils s'en vont rejoindre Louis Fournier et Joseph Chabot à Ferland. Les femmes et les autres enfants suivront plus tard.

Arrivés en Saskatchewan, ils se rendent immédiatement à Ferland où ils érigent leurs tentes sur le terrain de Louis Fournier. Ils explorent la région, trouvent leurs h*omesteads*, font des plans pour ériger des maisons, des étables et des graineries. Et, puisqu'ils doivent respecter les règlements de la *Loi des Terres du Dominion*, ils commencent à casser le terrain. Puis, ils font venir leurs femmes et leurs enfants.

Mme Joseph Fournier[11] et ses enfants, Mme Edmond Chabot et ses enfants et Mme Cyrille Fauchon et ses enfants, vingt-et-un en tout, prennent le train et se dirigent vers l'Ouest. À Swift Current, les trois familles passent la nuit à la «maison des immigrés» en attendant l'arrivée des hommes. Puis le groupe se dirige vers Notre-Dame d'Auvergne où ils doivent rester quelques jours chez Arthur Thibault. En route ils passent la nuit chez un Mennonite.

À Notre-Dame d'Auvergne, Mme Zéphérine Thibault les accueille chez elle: *«Les femmes et les enfants ont resté dix jours de temps dans la maison avec nous autres avant qu'ils aient le bois pour bâtir.»*[12] Bien sûr, Mme Thibault est habituée à accueillir des visiteurs chez elle: *«On n'était pas supposé, quand on a mouvé par icitte, de refuser de loger personne... même y en rentrait qu'on avait même pas connaissance... on barrait jamais les portes... et puis ils se couchaient à terre, à attendre le jour.»*[13]

Le trajet de Notre-Dame d'Auvergne à Ferland ne se fait pas en une journée. Les voyageurs sont en route encore trois jours avant d'arriver enfin sur le *homestead* de Louis Fournier. Au début, les trois familles se regroupent chez Louis Fournier. On doit coucher dans des tentes que Joseph Fournier a obtenues de l'armée avant de quitter le Québec.

Mais les trois familles ne tardent pas à se disperser, chacune sur son h*omestead,* où les maisons seront construites. Les premières maisons sont faites de planches, que les colons doivent transporter de Swift Current ou de Morse.

«L'Ouest canadien compte trois nouvelles familles qui prendront racine dans ce coin de la Saskatchewan.... Ce coin de terre qu'ils fondent n'a pas encore de nom, mais qu'importe. C'est maintenant leur "chez-eux"... Ils sont au nombre de 28.»[14]

Plus tard, d'autres familles comme les Morin et les Couture viendront se joindre aux familles Fournier, Chabot et Fauchon.

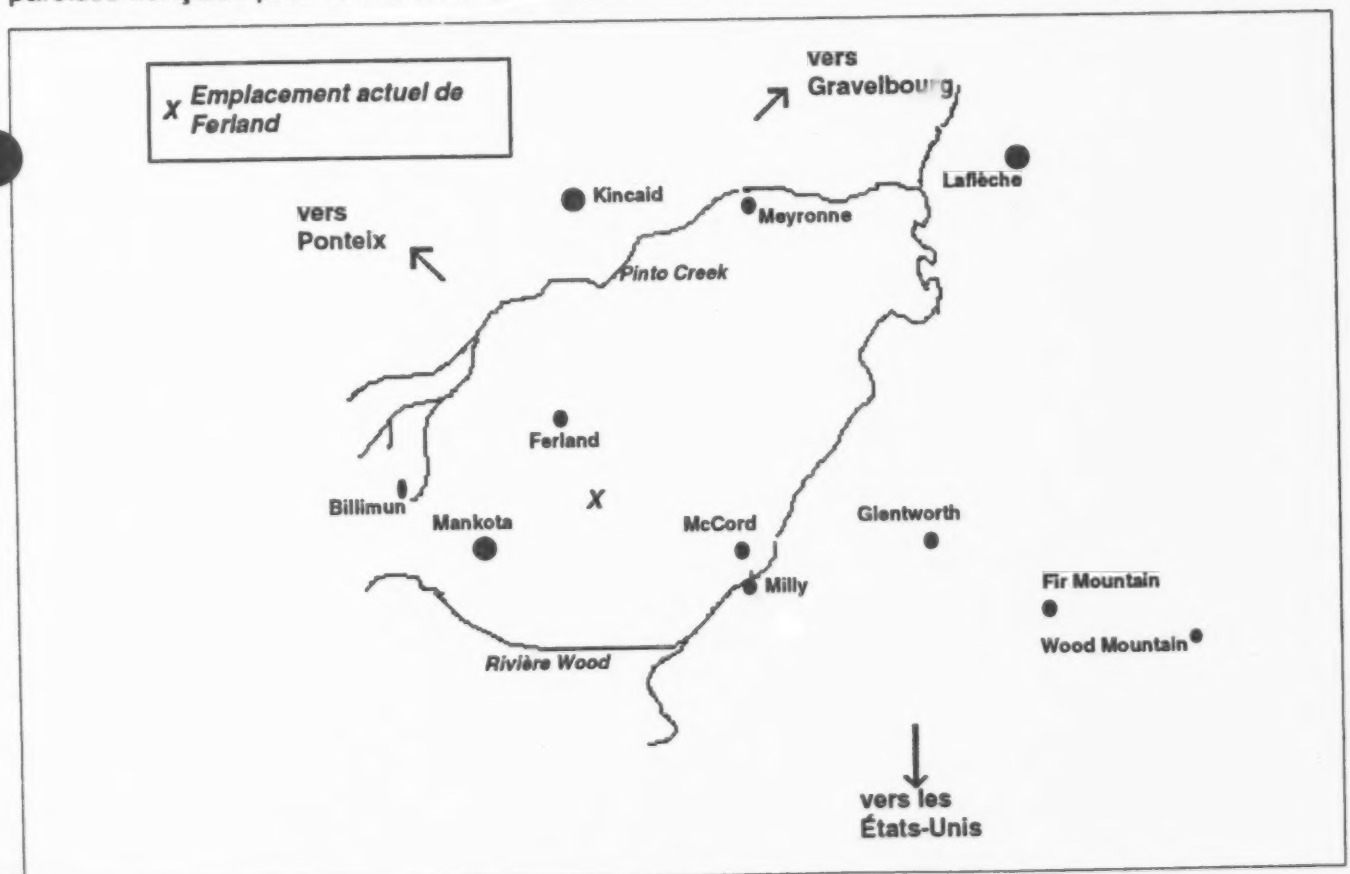
Chapitre deux

Une communauté prend forme

Lorsqu'elles arrivent en Saskatchewan, les trois familles ne trouvent aucune des institutions qu'elles ont connues au Québec. Il n'y a pas de bureau de poste, d'église, d'école. Tout est à faire dans cette prairie du sud de la Saskatchewan.

Avant même de commencer à bâtir leurs maisons, ils font la connaissance de l'abbé Jules Bois. C'est un jeune prêtre français qui est arrivé dans l'Ouest canadien en 1909 pour fonder une paroisse française près de Ferland. En effet, des colons de la France étaient arrivés en 1908 et s'étaient établis à Meyronne. Benjamin Soury-Lavergne était parmi eux. *«Ce dernier était déjà dans cette région depuis avril 1908, arrivé avec MM. Dugas, Roy, De Jaeger, Géraux, Baonville et Hanna, puis en mai, MM. Edmond Loutrel, Lacaze et Hart.»*[15]

Au printemps de 1910, l'abbé Bois et un groupe de colons se dirigent vers la région de Billimum à l'ouest de Ferland où sera érigée la mission de Saint-Martin. *«Conduisant des colons vers la*

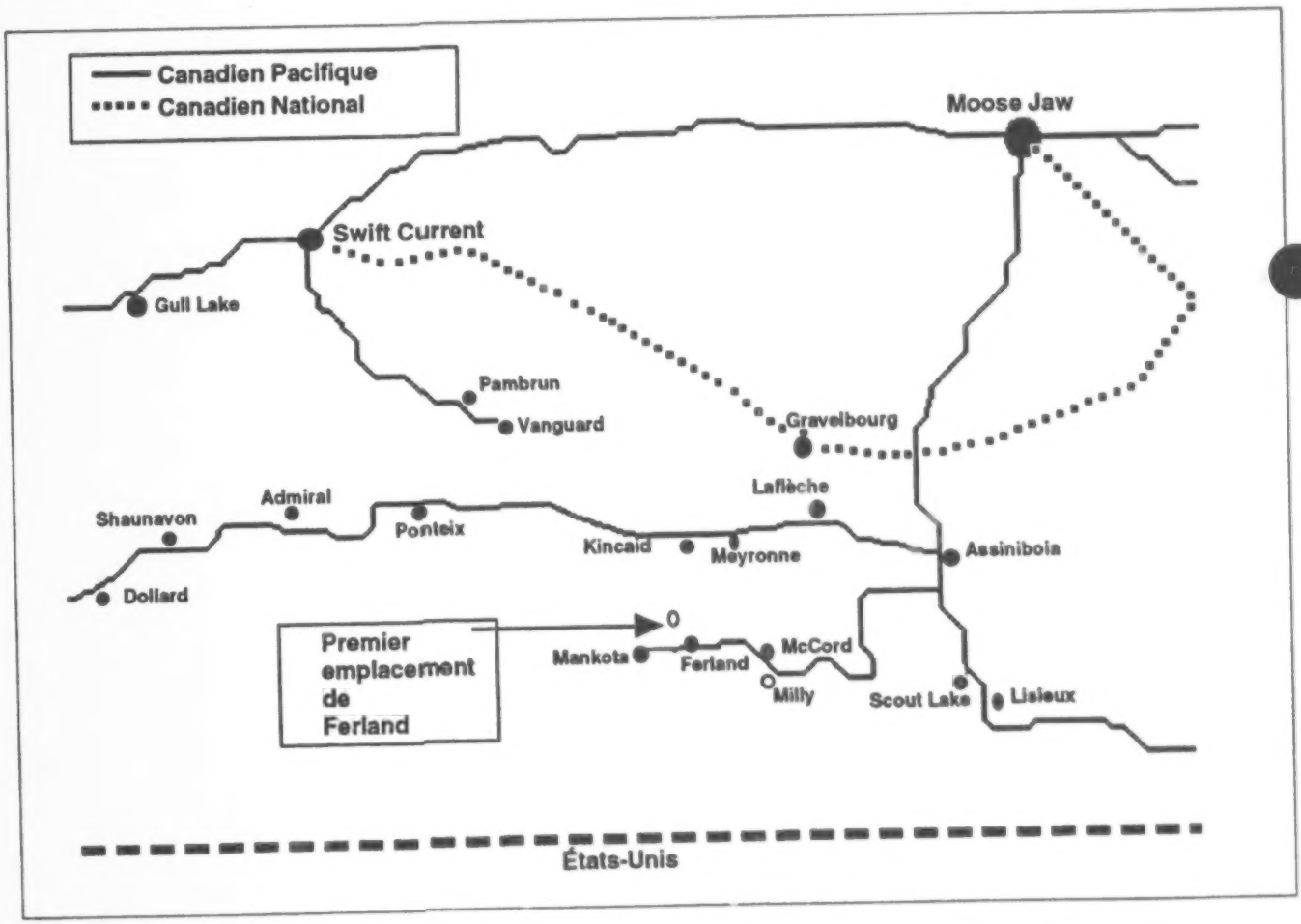


La région de Ferland vers 1915.

région de Billimum, ce prêtre aperçut une tente dans la vallée et, sans hésiter, résolut de s'y arrêter pour faire connaissance avec les nouveaux colons.»[16]

L'abbé Jules Bois allait devenir le premier curé de Ferland. Il s'y rend de temps en temps, disant parfois la messe sous une tente et parfois dans la maison d'un pionnier. *«La première messe célébrée dans la région de Ferland fut par l'abbé Bois, vraisemblablement en mai 1910. Elle eut lieu sous la tente en présence des familles Fournier, Fauchon et Chabot. Le missionnaire continuait ensuite, à tous les mois, de venir dire la messe, soit chez Edmond Chabot, soit chez Joseph Fournier.»*[17] Le jeune missionnaire français continuera de visiter la région jusqu'à la fondation de la paroisse Saint-Jean-Baptiste en 1917.

Puisqu'ils ont un prêtre qui viendra leur chanter la messe une fois par mois, les colons veulent maintenant avoir un bureau de poste. Edmond Chabot est chargé de communiquer avec le ministre des Postes pour lui demander d'établir un bureau de poste. Puisque les pionniers viennent tous de la paroisse de Sainte-Claire-de-Dorchester, ils demandent que le nom de leur nouvelle communauté soit Sainte-Claire-des-Prairies. *«Mais comme il existait déjà un bureau dans la province sous le nom de Vallée-Sainte-Claire, Ottawa l'ouvre quand même le*



Les lignes ferroviaires dans le sud de la Saskatchewan vers 1930. (Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*, Richard Lapointe et Lucille Tessier, p.175.)

premier avril 1911 sous la désignation "Des Prairies" en nommant Edmond Chabot comme titulaire.»[18]

Ainsi commence l'histoire du nom de Ferland. Les gens de la région ne sont pas contents du nom «Des Prairies». Le nom ne veut rien dire! Et, selon les pionniers du coin, ce nom pourrait porter à confusion avec le bureau de poste de «Lac des Prairies».

En mai 1911, le maître de poste, Edmond Chabot, demande au ministre des postes de changer le nom pour Saint-Edmond. Le ministre refuse et décide lui-même que le nouveau nom sera «Ferland», le nom d'un grand historien canadien-français, l'abbé Jean-Baptiste Ferland. La communauté est ainsi baptisée le 1er juillet 1911.

Les résidants de Ferland ne sont pas encore heureux du nouveau nom de leur bureau de poste. En novembre 1911, ils suggèrent le nom de Chabotville. Non! dit le ministre. Sainte-Marie-des-Prairies? Le ministre fait la sourde oreille. Le nom de la communauté restera Ferland.

Église! Bureau de poste! On ouvre des écoles de campagne ou on envoie les enfants en pension au couvent de Ponteix. Et, petit à petit, d'autres colons arrivent de l'Est pour s'établir dans la région, dont les familles Couture et Morin, des anciens amis de Sainte-Claire-de-Dorchester.

Bien que l'abbé Bois s'évertue à apprendre l'anglais et l'allemand pour desservir les colons non francophones, il y a de plus en plus de colons français et canadiens-français dans la région.

Pendant que les familles Fournier, Chabot et Fauchon se réservent du terrain à Ferland en 1909, un autre groupe d'hommes se rend dans l'Ouest pour faire les moissons. Ce groupe, qui comprend Joseph Nogue, Henri Montpetit, Zénophile, Georges et Armand Massé, et Henri Séguin, est engagé pour faire les battages dans la région de Belle Plaine à l'ouest de Regina.

Comme le premier groupe, ils se rendent à Moose Jaw et prennent chacun un *homestead*. *«Désirant s'établir près d'un cours d'eau, ils optèrent pour des terres près de Rivière des Bois au sud de ce qui est McCord aujourd'hui.»*[19] Le bureau de poste dans la région qu'ils ont choisie est nommé Gravesborough, à cause d'un colon nommé Graves, mais à la demande de l'abbé Pierre-Elzéar Gravel, fondateur de Gravelbourg, le nom est changé à Milly, lieu d'origine en France du poète français Lamartine.

L'abbé Bois établit la mission Saint-Joseph de Milly à cet endroit mais en 1928, lorsque le Canadien Pacifique décide de construire une ligne secondaire à quelques kilomètres au nord. Un nouveau village, McCord, est fondé près de la ligne ferroviaire et les gens de Milly demandent que leur église soit déménagée dans ce village. Puisque Milly et McCord se trouvent à mi-chemin entre Glentworth et Ferland, l'évêque du nouveau diocèse de Gravelbourg refuse cette demande et Milly cesse d'exister.

Les gens de Ferland se trouvent dans la même situation lorsque le Canadien Pacifique construit une ligne secondaire dans la région. *«Les édifices paroissiaux furent transportés, sur une distance de sept milles, à leur nouveau site en 1929.»*[20] Un nouveau village prend alors forme à environ 10 kilomètres au sud-est de l'emplacement original sur le terrain de Joseph Fournier.

Chapitre trois

Ferland et les événements nationaux et internationaux

Bien qu'au début du siècle, les pionniers dans l'Ouest canadien soient isolés les uns des autres et loin des grands centres comme Winnipeg, Toronto et Montréal, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas influencés par les événements qui ébranlent le pays ou le monde, tel que les grandes guerres, la crise économique ou les nouvelles inventions. Même sur leurs petits *homesteads* à Ferland et ailleurs, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan ne sont pas à l'abri des grands événements.

La guerre de 1914-1918

Le 2 août 1914, les Français et Canadiens français de Ferland, de Milly et de Meyronne apprennent que la guerre a éclaté en Europe. À Meyronne, plusieurs Français décident qu'ils vont rejoindre les rangs de l'armée française. *«Le 15, quatre Français partent au service de la Patrie. M. Dugas les suivra le 24 août et M. Lavergne le 14 octobre. Pendant cette dure période, les entreprises sont au ralenti.»*[21]

Dans les mois qui suivent, des milliers de jeunes Canadiens sont recrutés pour aller se battre en Europe, pour l'armée française, l'armée britannique et les forces canadiennes.

Toutefois, il faut garder des hommes à la ferme pour produire du grain qui nourrira les soldats. *«Ceux qui avaient du terrain ou bien qui avaient assez de terrain, ils trouvaient que c'était préférable de les laisser récolter du blé, récolter de quoi manger pour aider les autres.»*[22] À Ferland, deux ou trois jeunes hommes seulement s'inscrivent dans l'armée. Les autres travaillent leur terrain.

Mais la communauté ne s'en sort pas sans perdre de ses fils. Plusieurs Français de Meyronne, qui ont choisi de se joindre à l'armée française, ont été tués ou ont décidé de ne pas revenir au Canada à la fin des hostilités en 1918.

La prohibition

Il y a toujours eu des mouvements de tempérance au Canada, même depuis l'arrivée des premiers colons en Nouvelle France. En Saskatchewan, la ville de Saskatoon est née en 1883, comme une colonie de tempérance. Il est interdit de vendre de l'alcool dans les Territoires du Nord-Ouest entre 1882 et 1892. Toutefois, ce mouvement contre la consommation d'alcool ne prend vraiment pas allure de mouvement populaire avant le début de la Grande Guerre en 1914.

«L'entrée du Canada dans la guerre en août 1914 ajoutait le dernier, irrésistible argument en faveur de la prohibition. L'alcool était vu comme le gaspillage d'une ressource précieuse qui affaiblissait les soldats et les ouvriers de guerre. La bière est devenue un symbole de l'infamie des Allemands et la cause de la guerre. Quand le roi George V a promis en 1915 de s'abstenir jusqu'à la fin de la guerre, son geste a aidé à rendre la prohibition patriotique.»[23]

La Saskatchewan est la première province à adopter une *Loi sur la prohibition* en 1915. En 1916, sept des neuf autres provinces[24] ont suivi l'exemple de la Saskatchewan. Le Québec attend jusqu'en 1918 avant de proclamer sa *Loi*

sur la prohibition. En Saskatchewan, la *Loi sur la prohibition* est abolie après la fin de la guerre.

Malgré la prohibition, l'alcool continue d'être disponible, au marché noir, dans la plupart des petites communautés francophones qui avaient voté non au référendum en 1915. *«Il existe plusieurs raisons pour lesquelles les régions rurales de la Saskatchewan ont longtemps été [...] le paradis des bouilleurs d'eau-de-vie, communément appelés "moonshiners". Les fermes étaient généralement situées à quelque distance les unes des autres, quand elles n'étaient pas franchement isolées. [...] On pouvait tirer des champs et du jardin une bonne partie des ingrédients et les autres odeurs de la ferme camouflaient fort efficacement le bouquet bien particulier de l'opération.»*[25]

À Ferland, comme ailleurs, il n'est pas difficile d'obtenir de l'alcool d'un *moonshiner*. *«Y'en avait toujours qui vendaient sur le marché noir.»*[26] Peu importe la loi, si on veut se procurer de l'alcool, on peut le faire facilement à Ferland.

La grippe espagnole

En 1918, avant la fin de la guerre, le Canada, comme le reste du monde, est frappé par une maladie qui fait plus de morts que la guerre elle-même. Entre 30 et 50 millions de personnes à travers le monde décèdent de la grippe espagnole entre 1918 et 1920. Au Canada, le nombre des décès est d'environ 50 000, mais plus de 2 millions de personnes sont atteintes de la maladie.

Les médecins doivent improviser des remèdes, car il n'y a pas de vaccin contre cette grippe. *«Les familles isolées sur leur ferme avaient quelque chance d'échapper à la maladie. Mais dans les villages, à cause de la contagion, la majorité des familles étaient frappées.»*[27]
À Ferland et dans les environs, on n'échappe pas à la grippe espagnole. La plupart des colons sont frappés par la maladie; certains meurent. Il y a un médecin canadien-français à Mankota qui visite régulièrement les gens de Ferland. Ne sachant trop quel remède prescrire à ses clients, le médecin leur recommande de prendre un petit coup, même si la prohibition règne toujours en Saskatchewan. Il leur disait: *«Quand tu vas dehors, prend une bonne gorgée de ça* (alcool) *puis essaie de pas respirer dehors.»*[28]

La rumeur populaire voulait que la maladie puisse s'attraper simplement en respirant. Pour cette raison, le gouvernement de l'Alberta avait ordonné à ses citoyens de porter des masques à l'extérieur.

La technologie

En venant dans l'Ouest canadien, et à Ferland, les colons n'ont pas apporté beaucoup de choses. On se souvient que Joseph Fournier est venu avec un char (un wagon de chemin de fer) chargé de boeufs et deux chevaux. Petit à petit, alors qu'ils s'installent sur leurs fermes, ils commencent à accumuler des choses, des objets qui vont leur faciliter la vie.

C'est au cours de la guerre, en 1917, que le premier petit tracteur à essence, le Fordson, a été commercialisé aux États-Unis. Bientôt, le tracteur allait remplacer les chevaux et les boeufs pour les travaux de la ferme.

C'est immédiatement après la guerre, en 1918, que Guglielmo Marconi établit le premier poste commercial de radiodiffusion à Montréal. Quatre ans plus tard, en 1922, le poste CKCK ouvre ses portes à Regina et les gens de Ferland peuvent acheter un appareil de radio et écouter la musique et les nouvelles comme les autres.

Mais la technologie prend parfois longtemps à percer dans les centres plus petits. L'électricité, par exemple. Avant l'installation de l'électricité à Ferland, à Milly et à Meyronne et avant l'arrivée des réfrigérateurs, les colons doivent trouver d'autres moyens de conserver la nourriture

pendant l'été. «*Ils avaient creusé, dans la terre, et puis ils avaient mis de la paille là-dedans. Puis on gardait de la glace là dedans. Puis on avait une glacière dans maison vous savez. Et ils plaçaient un gros morceau de glace dedans.*»[29] Pour conserver la viande en hiver, elle est placée dans un sac de jute, qu'on recouvre de grain dans une grainerie.

Notes et références

1 Adrien Chabot, abbé. — «Aperçu historique de Ferland, Sask». — Gravelbourg : Cinquante ans de Ferland, Sask., 1910-1960. — P. 7

2 Mme Léophile Chabot de Willow Bunch. — Entretiens avec Claudette Gendron. — Regina : Archives de la Saskatchewan Dans cette entrevue, Mme Chabot, la fille de Joseph Fournier, raconte que son père est venu en Saskatchewan en 1908, puis à nouveau en 1909, date à laquelle il a pris son *homestead*.

3 Adrien Chabot, abbé. — «Aperçu Historique de Ferland, Sask.». — P. 7

4 Ibid., p. 7

5 Ibid., p. 7

6 Ibid., p .7

7 Ibid., p. 7

8 Entrevue avec Mme Zépherine Thibault de Ponteix [enregistrement vidéo]. — Réalisation, Odette Carignan. — [Regina] : ACFC, Projet Zoom, 1980. — Document conservé aux Archives de la Saskatchewan

9 Ibid.

10 Mme Léophile Chabot de Willow Bunch. — Entretiens avec Claudette Gendron

11 Joseph Fournier avait quatre fils qu'il allait installer sur des fermes en Saskatchewan, tandis qu'Edmond Chabot en avait six.

12 Entrevue avec Mme Zépherine Thibault de Ponteix [enregistrement vidéo]. — Réalisation, Odette Carignan

13 Ibid.

14 Adrien Chabot, abbé. — «Aperçu historique de Ferland, Sask.». — P. 9

15 Croquis historiques des paroisses du diocèse de Gravelbourg, Sask., à l'occasion de son Jubilé d'Argent : 1930-1955. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1955. — P. 77

16 Adrien Chabot, abbé. — «Aperçu historique de Ferland, Sask.». — P. 8

17 Ibid., p. 27

18 Ibid., p. 17

19 Ibid., p. 13

20 Croquis historiques des paroisses du diocèse de Gravelbourg, Sask., à l'occasion de son Jubilé d'Argent : 1930-1955. — P. 28

21 Ibid., p. 78

22 Mme Léophile Chabot de Willow Bunch. — Entretiens avec Claudette Gendron

23 Graeme Decarie. — «My Country, Wet or Dry». — Horizon Canada. — Vol. 1, n° 6 (1985). — Traduction. — P.138-139

24 Terre-Neuve ne devint une province canadienne qu'en 1949.

25 Richard Lapointe. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987. — P. 6

26 Mme Léophile Chabot de Willow Bunch. — Entretiens avec Claudette Gendron

27 Richard Lapointe. — La Saskatchewan de A à Z. — P. 115-116

28 Mme Léophile Chabot de Willow Bunch. — Entretiens avec Claudette Gendron

29 Ibid.

Bibliographie

Entrevue avec Mme Zépherine Thibault de Ponteix [enregistrement vidéo]. — Réalisation, Odette Carignan. — [Regina] : ACFC, Projet Zoom, 1980. — Document conservé aux Archives de la Saskatchewan

Chabot, Adrien, abbé. — «Aperçu historique de Ferland, Sask.». — Gravelbourg : Les cinquante ans de Ferland, Sask.,1910-1960

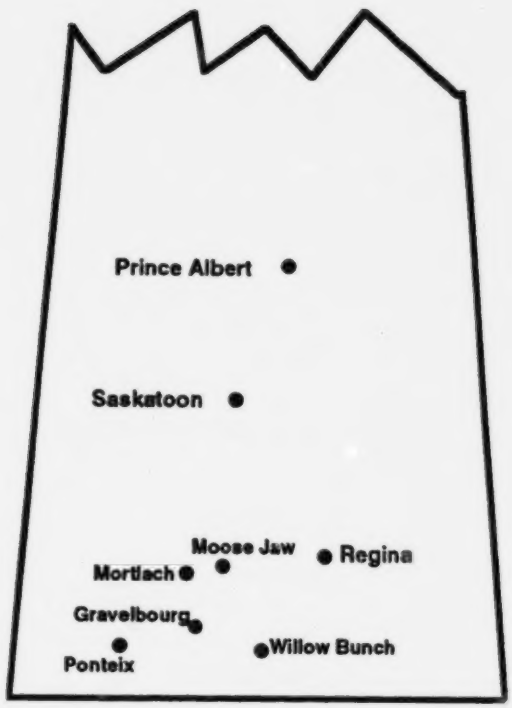
Croquis historiques des paroisses du diocèse de Gravelbourg, Sask., à l'occasion de son Jubilé d'Argent : 1930-1955. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1955

Decarie, Graeme. — «My Country, Wet or Dry». — Horizon Canada. — Vol. 1, n° 6 (1985). — Saint-Laurent : Center for the Teaching of Canada, 1985

Mme Léophile Chabot de Willow Bunch. — Entretiens avec Claudette Gendron. — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987

Gravelbourg



Gravelbourg est un centre culturel, éducatif et religieux important de la Saskatchewan française. Fondée au début du siècle par des colons canadiens-français, Gravelbourg reçut son nom d'un prêtre-colonisateur, l'abbé Louis-Pierre Gravel. Au cours des années, la petite communauté s'est dotée de plusieurs institutions d'éducation: le Collège Mathieu, le Couvent Jésus-Marie, le Jardin de l'enfance. Sa cathédrale est l'une des plus belles de la province et elle a été désignée monument historique.

Chapitre un

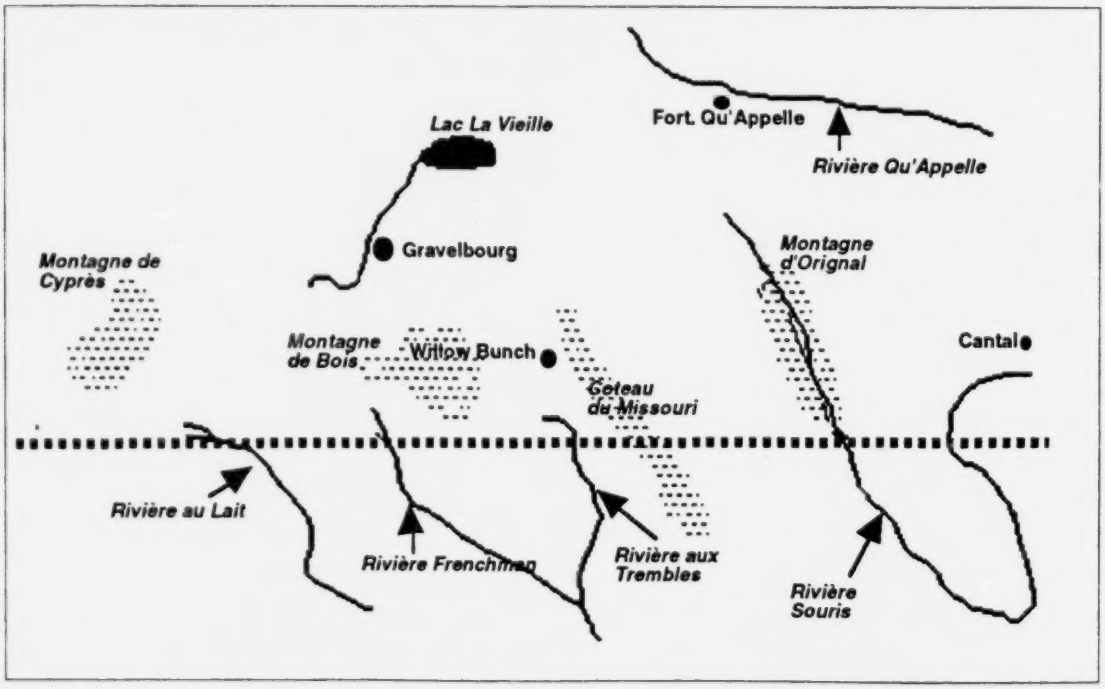
Les premiers pionniers sont venus de Cantal

Le village de Gravelbourg est né en 1906. Mais la région avait accueilli des hommes et des femmes bien avant cette date. Avant l'arrivée des premiers colons et de l'abbé Pierre Gravel, avant la construction de la cathédrale, du Collège Mathieu et même de la première maison, ce coin de la Saskatchewan avait été visité par des Indiens, des Métis et des hommes blancs.

À cette époque, cette plaine était connue sous le nom de La Vieille, le nom donné à la petite rivière qui ondule dans la région du sud au nord.[1] Jean-Louis Légaré était venu dans la région de La Vieille en 1871; les Métis de la Montagne de Bois étaient venus dans cette région pour chasser le bison (voir *Jean-Louis Légaré*). Puisque la chasse était bonne à cet endroit, les Indiens fréquentaient probablement La Vieille depuis des centaines d'années.

Edmond Gauthier et les colons de Cantal

Les premiers colons blancs sont arrivés en 1905. L'abbé Alphonse Lemieux est alors nommé curé de la paroisse de Saint-Ignace-des-Saules (Willow Bunch), à environ 100 kilomètres au sud-est de La Vieille. Depuis plusieurs années, l'abbé Lemieux est curé de



La région de la rivière La Vieille et de la Montagne de Bois vers 1905.

Chapitre un

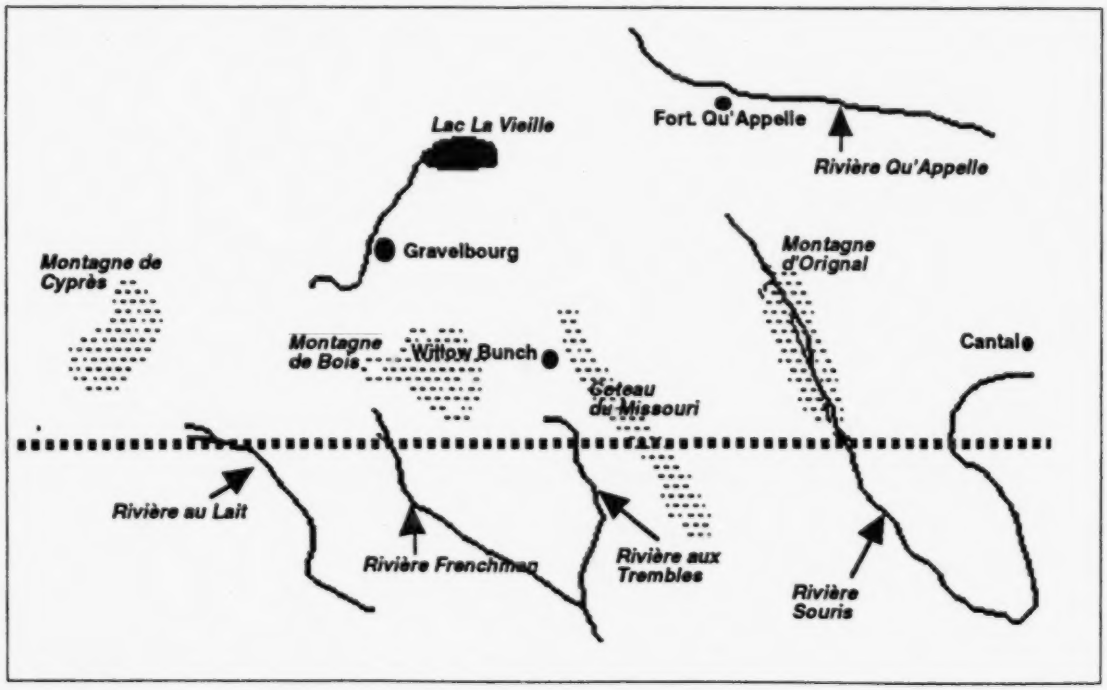
Les premiers pionniers sont venus de Cantal

Le village de Gravelbourg est né en 1906. Mais la région avait accueilli des hommes et des femmes bien avant cette date. Avant l'arrivée des premiers colons et de l'abbé Pierre Gravel, avant la construction de la cathédrale, du Collège Mathieu et même de la première maison, ce coin de la Saskatchewan avait été visité par des Indiens, des Métis et des hommes blancs.

À cette époque, cette plaine était connue sous le nom de La Vieille, le nom donné à la petite rivière qui ondule dans la région du sud au nord.[1] Jean-Louis Légaré était venu dans la région de La Vieille en 1871; les Métis de la Montagne de Bois étaient venus dans cette région pour chasser le bison (voir *Jean-Louis Légaré*). Puisque la chasse était bonne à cet endroit, les Indiens fréquentaient probablement La Vieille depuis des centaines d'années.

Edmond Gauthier et les colons de Cantal

Les premiers colons blancs sont arrivés en 1905. L'abbé Alphonse Lemieux est alors nommé curé de la paroisse de Saint-Ignace-des-Saules (Willow Bunch), à environ 100 kilomètres au sud-est de La Vieille. Depuis plusieurs années, l'abbé Lemieux est curé de



La région de la rivière La Vieille et de la Montagne de Bois vers 1905.

Cantal, une petite communauté française et belge située près de la frontière du Manitoba (voir *Maurice Quennelle*).

À Willow Bunch, l'abbé Lemieux espère trouver du terrain pour certains de ses anciens paroissiens de Cantal. Il sait que plusieurs d'entre eux cherchent des *homesteads* pour des membres de leur famille. D'autres veulent tout simplement s'établir ailleurs qu'à Cantal. Il explore alors la région de Willow Bunch mais elle n'est pas à son goût.

Le dimanche suivant, après la grand-messe, il rencontre Jean-Louis Légaré et plusieurs Métis de la région sur le perron de la petite église de Saint-Ignace-des-Saules. Il leur parle de leur région, admettant qu'il y a de vastes terrains propres à la culture du grain. Mais il y a trop de buttes. Les gens de Cantal préfèrent un terrain plat.

Les Métis lui affirment qu'il y a, du côté ouest, des plaines interminables qui n'attendent que la charrue des laboureurs. Jean-Louis Légaré raconte au curé comment, en 1871, il avait suivi les chasseurs métis jusqu'à la rivière La Vieille.

Quinze jours plus tard, l'abbé Lemieux retourne à Cantal. Lorsqu'il annonce à ses anciens paroissiens qu'on lui a affirmé qu'il y avait de bonnes terres fertiles à l'ouest de Willow Bunch, plusieurs décident d'aller explorer ce nouveau territoire. Ils se rendront à Willow Bunch le printemps suivant.

Ils arrivent au mois d'avril 1906.[2] Edmond Gauthier est chef de l'expédition et il est accompagné d'un nommé Lepage. Puisque l'abbé Lemieux ne peut pas quitter Willow Bunch pour les accompagner jusqu'à la rivière La Vieille, un vieux Métis, Edmond Lespérance, offre de les y conduire.

De Willow Bunch, ils voyagent en chariot jusqu'à la rivière La Vieille. Ils trouvent le terrain à leur goût. Les plaines sont vastes et semblent être fertiles. La rivière fournira de l'eau. Les deux hommes et leur guide passent quelques jours dans la région. Puis, ils retournent à Willow Bunch. Edmond Gauthier annonce au curé qu'ils ont choisi plusieurs endroits pour des *homesteads*. Ils iront immédiatement à Cantal recruter des colons, puis ils reviendront un mois plus tard.

Avant qu'ils ne quittent Willow Bunch, l'abbé Lemieux leur rappelle qu'ils devront s'arrêter à Moose Jaw en revenant pour inscrire leurs

Les pionniers se sont rendus de Cantal en voyageant en chariots et en suivant la ligne Cantal-Willow Bunch. (Carte adapté de *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan, p. 174.)*

homesteads au bureau des Terres du Dominion.

Le 14 mai, Gauthier et Lepage sont de retour à Cantal. Ils convoquent une réunion à l'église pour annoncer à leurs voisins qu'il y a des terres dans la région de La Vieille. Plusieurs acceptent de les accompagner jusqu'à ce nouveau pays.

Cinq familles décident de faire le trajet: Edmond Gauthier, son neveu Napoléon L'Heureux, Damase Gauthier, Ferdinand Gauthier et Gustave Beaubien. Lepage qui a accompagné Edmond Gauthier à La Vieille plus tôt dans l'année fait probablement partie du groupe.

Les colons quittent Cantal le 24 mai pour se rendre à la rivière La Vieille. Il est possible qu'ils aient pris le train jusqu'à Mortlach, situé à l'ouest de Moose Jaw et à 75 kilomètres au nord de La Vieille. Toutefois, dans un article de journal, publié dans le *Patriote de l'Ouest* en 1919, on mentionne que le groupe s'est rendu à Willow Bunch avant de se rendre à La Vieille. Il est alors possible que le groupe ait voyagé directement de Cantal à La Vieille en chariot.

Le 29 mai, les colons sont à Willow Bunch où ils passent la nuit dans des foyers. Le lendemain matin, ils vont saluer leur ancien curé et après une messe basse, ils reprennent le chemin. Ils sont à la rivière La Vieille le 2 juin.

Sans perdre de temps, on règle l'affaire des *homesteads* et les colons se mettent immédiatement au travail. Au cours des semaines suivantes, d'autres familles viennent les rejoindre à La Vieille. Nous connaissons les noms des hommes qui étaient dans ces deux premiers groupes, puisque le 8 juillet 1906 l'abbé Lemieux de Willow Bunch est venu dire la messe. «*Bien qu'éloignés de soixante milles de la paroisse la plus proche, au mois de juillet, ils avaient le bonheur de recevoir la visite du missionnaire.*»[3] Après la messe, les hommes ont tous signé un registre.

Voici leurs noms: Edmond Gauthier, Damase Gauthier, Ferdinand Gauthier, Louis Gauthier, Napoléon L'Heureux, Amédée Beaubien, Gustave Beaubien, Ferdinand Beaubien, Edmond Cardinal, Willy Dion, Urbain Audet, Alex McGillis, Jim Ledoux, J.-P. Beauregard, France Beaudoin et messieurs Hamel, Boutin et Beaubien de l'Abitibi.[4]

Les abbés Royer et Gravel

L'abbé Marie-Albert Royer, un missionnaire français, vient les rejoindre à La Vieille pendant l'été. Son évêque, Mgr Langevin de Saint-Boniface, lui a demandé d'aller établir une paroisse à l'ouest de la Montagne de Bois. Il aime la région de La Vieille et propose d'établir une paroisse dédiée à Notre-Dame. On suggère plusieurs noms pour la région, entre autres *Gauthierville*.

Les colons bâtissent des maisons de tourbe et commencent à casser la terre. Pendant l'été, d'autres colons viennent les rejoindre. Dans ce groupe, on retrouve les familles de Omer Gauthier, Philibert L'Heureux, Jos Gaumond, Antoine Ross, Jos Ross, Pierre Ross, Jean-Baptiste Brousse et messieurs Gallard, Dièse et Lagacé.

À l'automne, l'abbé Royer leur annonce qu'il doit retourner en France pour régler certaines affaires, mais qu'il sera de retour le printemps suivant. Pendant son absence, Mgr Langevin rencontre un jeune prêtre canadien-français qui exerce son ministère à New York.[5]

Mgr Langevin propose à l'abbé Louis-Pierre Gravel de venir dans l'Ouest comme missionnaire-colonisateur. Le curé de New York est un choix idéal pour un tel poste. Ses parents ont toujours été de bons amis du premier ministre canadien, Sir Wilfrid Laurier. D'autre part, il connaît bien la situation dans les villes industrielles des états américains où des millier

de Canadiens français se sont réfugiés; il pourrait en convaincre plusieurs de revenir au Canada, dans l'Ouest plus particulièrement. L'abbé Gravel arrive dans la région de la rivière La Vieille à l'été de 1906. Il est accompagné de son frère Émile.[6] Le missionnaire décide de nommer cette région *Gravelbourg*.

L'abbé Royer revient l'année suivante. À Saint-Boniface, on lui annonce que l'abbé Gravel est maintenant curé de Gravelbourg, quoi qu'il soit très occupé par le travail de colonisation et ne peut demeurer sur place. On suggère à l'abbé Royer d'accepter un poste de vicaire à Gravelbourg ou d'aller fonder une autre paroisse plus loin vers l'ouest. Il demande la permission d'aller rendre visite à ses anciens amis à Gravelbourg avant de prendre sa décision. C'est à ce moment-là qu'il apprendra que l'abbé Gravel a dédié la nouvelle paroisse à Sainte-Philomène et non à Notre-Dame.

Pendant l'été, l'abbé Royer reçoit la nouvelle que l'archevêque viendra visiter Gravelbourg et qu'il doit préparer sa visite. Mais quelques jours avant l'arrivée de Mgr Langevin, un accident le force à aller à l'hôpital de Moose Jaw. C'est Edmond Gauthier qui est obligé d'assumer la responsabilité des préparatifs. *«Il avait préparé de grandes tentes sous lesquelles eurent lieu les cérémonies religieuses, les agapes, etc.»*[7]

La visite de l'archevêque se déroule bien. Il est accompagné de plusieurs prêtres, entre autres l'abbé Lemieux de Willow Bunch et l'abbé Gravel, missionnaire-colonisateur pour le sud de la Saskatchewan (il porte le titre de curé de Gravelbourg mais s'y trouve rarement).

Le lendemain, Mgr Langevin demande à Edmond Gauthier de le conduire à la gare de Moose Jaw. Le voyage se fait en gros chariot, un trajet de 120 kilomètres.

Lorsqu'il sort de l'hôpital, l'abbé Royer apprend qu'un autre prêtre a été nommé curé de Gravelbourg. L'abbé Gravel était tellement occupé par le travail de colonisation qu'il avait demandé à l'archevêque de nommer un jeune curé à Gravelbourg. L'abbé Arthur Magnan devient ainsi le premier curé résidant de Gravelbourg. L'abbé Royer se dirige alors vers l'ouest et va établir une paroisse dédiée à Notre-Dame d'Auvergne à Ponteix.[8]

Au cours des prochaines années, bien d'autres familles françaises et canadiennes-françaises viendront se joindre aux premiers colons de Gravelbourg. Ces nouveaux colons, recrutés par l'abbé Gravel, viendront du Québec, de l'Ontario, des États-Unis et de la France.

Chapitre deux

L'éducation et la communauté de Gravelbourg

L'éducation a toujours été très importante pour les Canadiens français de la Saskatchewan. Puisqu'ils ont toujours été minoritaires dans la province et qu'ils craignaient de perdre leur langue, nos ancêtres ont toujours cherché à offrir le meilleur système d'éducation possible à leurs enfants.

C'est pour cette raison que l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (A.C.F.C.) a décidé d'établir des programmes de français en 1925. C'est aussi l'A.C.F.C. qui allait recruter des enseignants de langue française au Québec. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas connu les examens de français de l'A.C.F.C. ni les petites écoles de campagne où il y avait une seule institutrice pour 25 ou 30 élèves de la première à la septième année.

Gravelbourg a pu se doter d'une série d'institutions d'éducation comme le Collège Mathieu, le Couvent Jésus-Marie et le Jardin de l'enfance. Ce sont ces institutions qui distinguent Gravelbourg des autres communautés de langue française de la Saskatchewan dans le domaine de l'éducation. Mais, en ce qui concerne les petites écoles de campagne, l'histoire fut la même dans toutes les communautés de langue française de notre province.

Les écoles de campagne

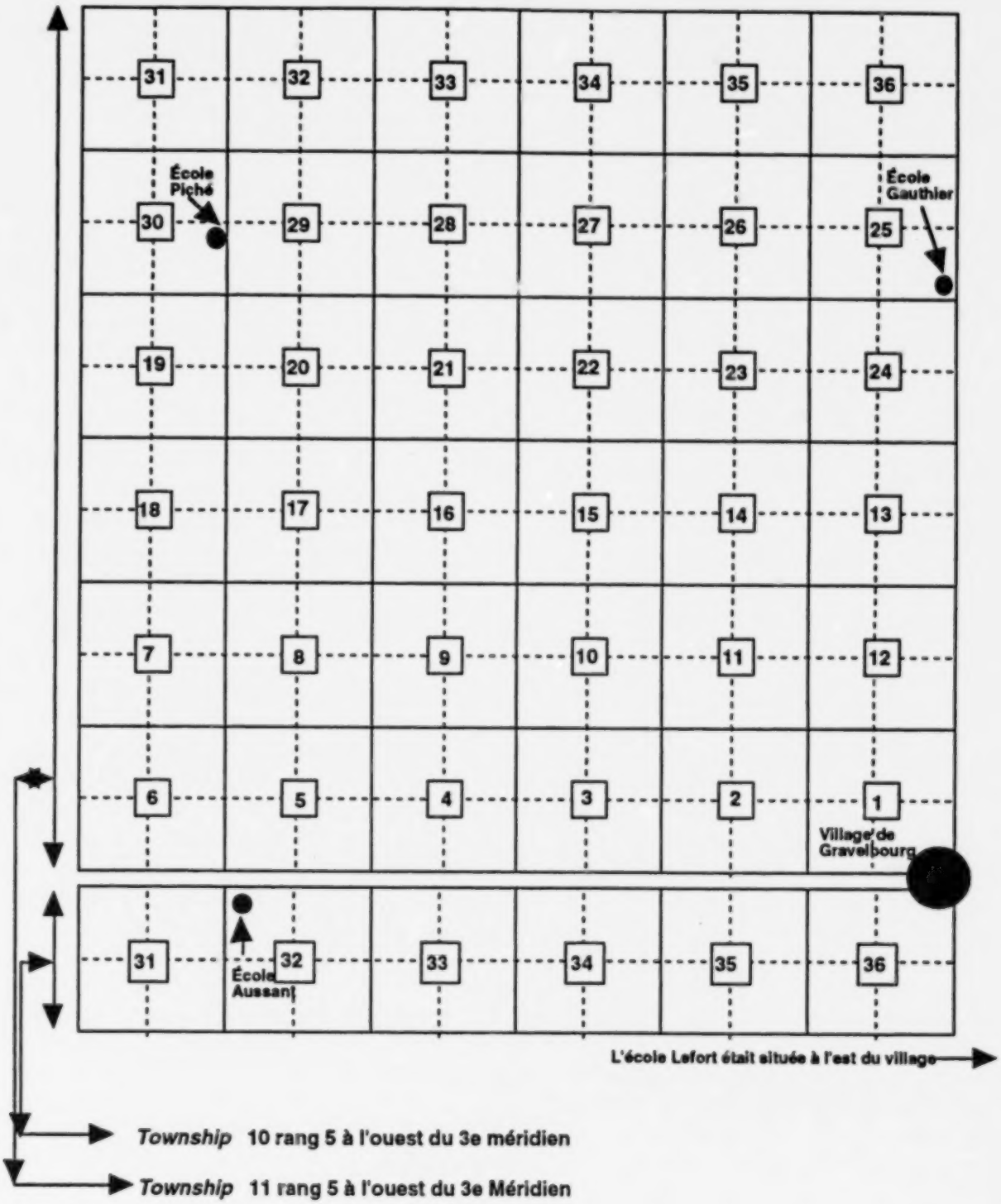
Lorsque les premiers pionniers francophones arrivent à Gravelbourg en 1906 et 1907, ils ne retrouvent aucune des institutions qu'ils ont connues dans leur village natal. Il n'y a pas d'école, pas d'hôpital, pas d'église. Lors de la visite de l'archevêque de Saint-Boniface en 1907, la messe fut célébrée sous une grande tente.

En plus de défricher leurs nouvelles terres et de bâtir des maisons, les colons doivent aussi voir à l'éducation de leurs enfants. Étudions quatre écoles de campagne qui ont été érigées près de Gravelbourg: Piché (1909), Gauthier et Lefort (1910) et Aussant (1911).[9]

À cette époque, il n'y a pas de commissions scolaires qui décident de quand et où une nouvelle école sera construite. Les parents doivent prendre en main la construction de leur école. Ils doivent eux-mêmes payer une bonne partie des dépenses de l'école et trouver une personne pour faire la classe.

L'école Piché est la première à être bâtie dans la région de Gravelbourg. Le District scolaire de Piché comprend les familles vivant dans une région située six kilomètres à l'ouest et six kilomètres au nord du village actuel de Gravelbourg. Durant l'été de 1908, les pionniers se réunissent pour discuter de la possibilité d'établir un district scolaire et de construire une école. Toutefois, il y a d'autres problèmes plus urgents; il faut construire des maisons et se préparer pour l'hiver.

C'est seulement le 10 juin 1909 qu'ils peuvent fonder le District scolaire de Piché. Amédée Piché, Joseph Verville et Moïse Gauthier sont élus commissaires de l'école. La population du district est de 81 personnes: 25 jeunes de cinq à seize ans et 16 enfants de moins de cinq ans. Les commissaires estiment qu'il en coûtera


31
32
33
34
35
36
École Piché
30
29
28
27
26
25
École Gauthier
19
20
21
22
23
24
18
17
16
15
14
13
7
8
9
10
11
12
6
5
4
3
2
1
Village de Gravelbourg
31
École Aussant
32
33
34
35
36
L'école Lefort était située à l'est du village
Township 10 rang 5 à l'ouest du 3e méridien
Township 11 rang 5 à l'ouest du 3e Méridien

1 000 $ pour acheter le terrain, construire l'école et la meubler. Ils demandent alors au gouvernement de la Saskatchewan la permission de construire l'école, ainsi qu'un prêt de mille dollars. À cette époque, il n'y a pas de taxe pour l'éducation. Le gouvernement provincial prête de l'argent à des districts scolaires, mais l'argent doit être remboursé en dix ans.

Le gouvernement accorde la permission de construire et un prêt de 1 000 $ aux commissaires du District scolaire de Piché. La construction commence à l'été de 1909. Jacob Mailhot est embauché pour bâtir l'école. Son salaire est de 140 dollars. Les gens de la région vont chercher les matériaux de construction en chariots à Mortlach, sur la ligne principale du Canadien Pacifique.[10] Ils reçoivent 70 cents pour 100 livres de matériaux transportés.

La construction de l'école prend un an. Le 24 août 1910, les commissaires se réunissent pour fixer une taxe afin de rembourser la dette de mille dollars et pour payer le salaire du maître d'école. Arthur Mailhot a accepté le poste d'enseignant à l'école Piché. Les commissaires décident que la taxe sera de quatre cents par acre. Donc, un fermier avec une terre de 160 acres doit payer 6,40 $ pour le soutien de l'école.

Pendant que les gens du District scolaire de Piché bâtissent leur école, les colons du District scolaire de Lefort poursuivent la même démarche. Le 24 mars 1910, David Gauthier, président du District scolaire 2412, obtient du gouvernement provincial la permission de bâtir l'école Lefort et d'emprunter mille dollars. L'école Lefort n'ouvre pas ses portes avant septembre 1913. La première institutrice en est Marie Doré.

Entre temps, les commissaires du District scolaire 2388, situé à six kilomètres au nord du village de Gravelbourg, vendent une obligation de 1 200 $ à madame G.-M. Annabelle de Moose Jaw pour construire l'école Gauthier. L'intérêt de cette obligation est fixé à cinq et demi pour cent. L'école Gauthier ouvre ses portes en mars 1910. Omer Bélisle est le premier maître d'école. Il reçoit un salaire de 50 $ par mois. Le président des commissaires de l'école Gauthier est Ferdinand Gauthier, un des premiers colons arrivés dans la région en 1906.

Une quatrième école ouvre ses portes en 1912. Les commissaires du District scolaire d'Aussant sont Louis Braconnier et Adolphe Adam. Maria St-Amand est la première maîtresse d'école.

Comme on peut le constater, le système d'enseignement n'était pas aussi bien organisé qu'il l'est de nos jours. Il n'existait pas encore de commissions scolaires. Chaque école formait un district scolaire, avec ses propres commissaires, chargés de fixer et de prélever la taxe pour le soutien de l'école, en plus d'engager et de payer le maître ou la maîtresse d'école.

Le programme d'enseignement pouvait changer d'une école à l'autre, tout comme l'année scolaire elle-même. Aujourd'hui, les jeunes vont à l'école de septembre à juin. Autrefois, l'année scolaire pouvait changer d'une année à l'autre. Afin d'éviter les grands froids de janvier et février, certains districts fixaient l'année scolaire de mars à décembre. Dans d'autres cas, on voulait garder les enfants à la maison pendant le temps des semailles et des moissons. L'année scolaire était alors fixée autour de ces deux périodes de l'année.

En général, on n'offrait pas le cours secondaire dans ces écoles de campagne. Tous les élèves, de la première à la huitième année, étaient dans la même classe avec un seul maître. On accordait beaucoup d'importance à l'enseignement du français et de l'anglais. Il n'y avait pas de sports organisés; les jeunes jouaient à la *tague*, à la marelle[11] et à la balle pendant la récréation.

Souvent, les jeunes ne poursuivaient pas leurs études après la huitième année. C'était surtout le cas des garçons, car leur père avait besoin d'aide à la ferme. À Gravelbourg, toutefois, on pouvait poursuivre des études secondaires au Collège Mathieu et au Couvent Jésus-Marie.

Les commissaires avaient un autre problème sérieux, celui de trouver des maîtres et des maîtresses d'école. Le problème était encore plus sérieux dans les quatre écoles de campagne mentionnées précédemment, puisqu'il fallait trouver des personnes qui pouvaient enseigner en français et en anglais.

Souvent, les enseignants recrutés au Québec ne parlaient pas l'anglais et cela causait des problèmes avec le ministère de l'Instruction publique. Le ministère n'acceptait pas toujours le brevet d'enseignement du Québec et les enseignants étaient appelés à suivre des cours à l'École Normale de la Saskatchewan avant d'entreprendre une carrière dans une école de campagne. D'autres fois, les commissaires devaient se contenter d'un enseignant anglophone et les jeunes ne recevaient pas d'enseignement en français.

C'est pour essayer de résoudre ces problèmes que l'A.C.F.C. encouragea la création de l'Association des commissaires d'écoles franco-canadiens (A.C.E.F.C.) en 1918. Émile Gravel de Gravelbourg fut le premier président de cette association. Avec la création de cet organisme, il était plus facile de trouver des enseignants pour les petites écoles françaises de campagne.

Le Couvent Jésus-Marie

Pendant ce temps, le village de Gravelbourg grandit. L'abbé Gravel reconnaît le besoin d'y établir une école élémentaire et secondaire. En 1915, il demande à la congrégation des Soeurs de Jésus-Marie, de Sillery au Québec, de lui envoyer des religieuses pour ouvrir un couvent à Gravelbourg. Mère Sainte-Émilienne et trois religieuses arrivent en août de la même année.

En 1917, les religieuses décident de faire construire un couvent à Gravelbourg. Le Couvent Jésus-Marie (Collège Thévenet) existe encore aujourd'hui et sert d'école élémentaire. Au Couvent Jésus-Marie, les filles peuvent être pensionnaires et poursuivre leurs études jusqu'à la douzième année, ce qui n'est pas possible ailleurs dans les écoles de campagne (voir *L'enseignement et les congrégations religieuses*).

Le Collège Mathieu

Pendant que les religieuses surveillent la construction de leur couvent, le nouvel archevêque de Regina, Mgr Olivier-Elzéar Mathieu, approche le gouvernement de la Saskatchewan pour obtenir la permission d'établir deux collèges catholiques dans son diocèse, un pour les anglophones à Regina (le Collège Campion) et un pour les francophones à Gravelbourg (le Collège Mathieu).

Le gouvernement accorde les chartes et le «Collège catholique de Gravelbourg» ouvre ses portes le 14 décembre 1918. La première année, il y a 72 garçons venus de tous les coins de la province. En 1920, la congrégation des Oblats de Marie-Immaculée accepte la direction du collège, qui devient le Collège Mathieu.

Au tout début, au Collège Mathieu de Gravelbourg, «*on offre un cours élémentaire, un cours secondaire, un cours commercial et un cours de lettres aussi bien qu'un cours de séminaire.*»[12] Plus tard, on y ajouterait des cours universitaires, des cours en agriculture et des cours en menuiserie, électricité et mécanique automobile.

La devise du Collège Mathieu est *Schola discere vitam* qui veut dire que c'est par l'école

qu'on se prépare à la vie. Aujourd'hui, le Collège Mathieu continue son travail d'éducation des jeunes francophones de la province. Le collège est maintenant devenu une école mixte, c'est-à-dire que garçons et filles suivent les cours ensemble.

Le Jardin de l'enfance

Le réseau d'institutions d'enseignement à Gravelbourg continue à s'étendre. Les soeurs oblates arrivent à Gravelbourg en 1918. Elles viennent donner un coup de main aux pères du Collège Mathieu. Puisqu'on accepte des garçons de l'élémentaire au collège, ce sont les soeurs oblates qui s'occupent de l'éducation des plus jeunes.

En 1920, elles ouvrent le Jardin de l'enfance, une école élémentaire pour les garçons de cinq à treize ans. Parmi les premiers élèves du Jardin, il y a Pierre Lafrance, Joseph Bélisle, Lucien Bourgeois, Armand Lizée, Simon Mailhot, Raymond Michaud et Joe Ross. Ce premier Jardin est situé dans l'édifice qui est aujourd'hui le Pavillon, la résidence des garçons du Collège Mathieu.

En 1929, les religieuses font construire un nouveau Jardin de l'enfance à quelques pas de la cathédrale. Cette école pour jeunes garçons fonctionne à Gravelbourg jusqu'en 1964.

Donc, avec les écoles de campagne, le Jardin de l'enfance, le Couvent Jésus-Marie et le Collège Mathieu, les garçons peuvent faire toutes leurs études élémentaires, secondaires et universitaires à Gravelbourg; les filles, elles, peuvent y faire des études de la 1re à la 12e année.

Pour l'abbé Louis-Pierre Gravel, l'abbé Magnan (le premier curé résidant) et Mgr Mathieu de Regina, l'éducation des jeunes Canadiens français doit être la plus grande priorité de cette nouvelle ville française en Saskatchewan.

À cette époque, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan croient que le maintien de la langue assure le maintien de la foi. Si les Canadiens français peuvent être éduqués dans leur langue, ils ne perdront pas la foi catholique. À cette fin, la communauté de Gravelbourg a été plus loin que les autres communautés fransaskoises. Comme les autres, elle s'est dotée d'un réseau de petites écoles de campagne. Mais, contrairement aux autres, elle a créé toute une infrastructure éducative - le Jardin de l'enfance, le Collège Mathieu et le Couvent Jésus-Marie.

Chapitre trois

La cathédrale des blés

«La cathédrale de Gravelbourg dresse très haut au milieu d'un océan de blé ses deux tours blanches. Elle constitue le témoignage permanent de la volonté de l'épiscopat de former une enclave franco-catholique au sud-ouest de la Saskatchewan.»[13]

Les premiers colons arrivent à Gravelbourg en 1906. La première année, ils reçoivent de temps en temps la visite d'un missionnaire, l'abbé Lemieux de Willow Bunch, qui vient dire la messe. Lors de la visite de l'archevêque pendant l'été, on avait célébré la messe sous une tente.

En 1907, l'abbé Arthur Magnan est nommé curé résidant à Gravelbourg. La nouvelle paroisse de Gravelbourg a été placée sous la protection de Sainte-Philomène. On organise une réunion de tous les colons le 15 septembre pour discuter de la construction d'une chapelle. Les paroissiens discutent de l'endroit où la chapelle devrait être construite.

Des chicanes éclatent entre paroissiens. Les premiers venus, les Gauthier, les L'Heureux et les Beaubien sont établis à dix ou douze kilomètres à l'ouest de l'emplacement actuel de la ville de Gravelbourg. Ils veulent que la chapelle soit construite dans cette région. D'autres veulent que l'église soit construite plus vers l'est. Ces derniers gagnent la bataille. La chapelle est construite sur l'emplacement du Collège Mathieu actuel.

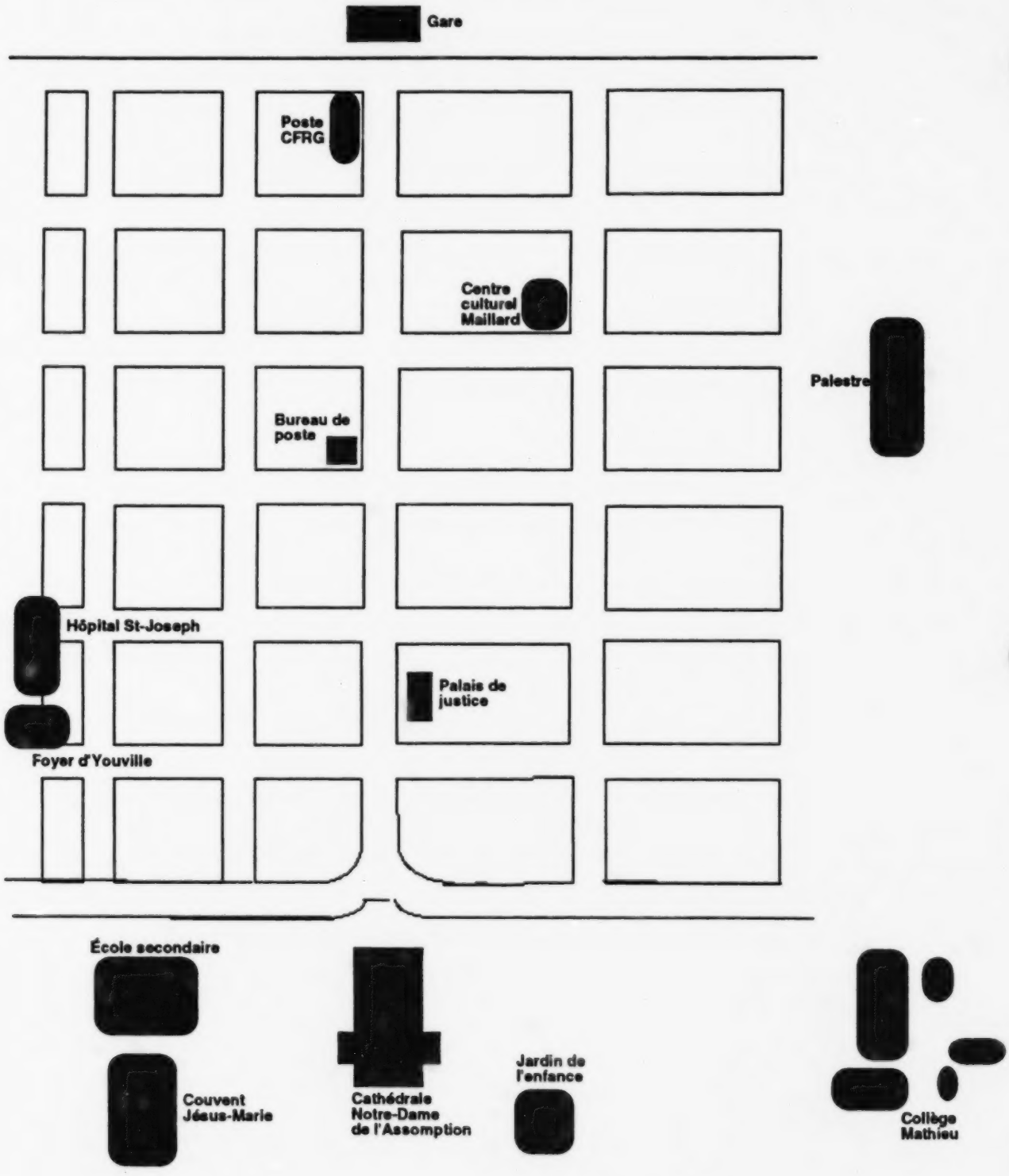
Comme dans le cas des écoles de campagne, il faut transporter les matériaux de construction depuis Mortlach, puisqu'il n'y a pas d'arbres dans la région de Gravelbourg.

Même si ces matériaux de construction sont arrivés à l'automne, la construction de la chapelle ne commence pas avant le printemps de 1908. Au mois de mai, plusieurs paroissiens donnent de leur temps pour creuser les fondations de la future chapelle. La charpente est érigée entre le 8 juin et le 17 juillet. Le curé, qui a passé l'hiver dans la maison d'un paroissien, peut alors s'installer dans sa nouvelle maison-chapelle. Le petit édifice est peint en blanc et on lui donne le nom de «Maison Blanche».

Au cours des années suivantes, la population de Gravelbourg augmente. En 1912, l'abbé Magnan invite ses paroissiens à penser sérieusement à la construction d'une nouvelle église. Le 15 juin 1913, des paroissiens se réunissent pour commencer à creuser les fondations de cette nouvelle église. Les travaux de construction du soubassement de l'église sont terminés pour Noël 1914. Ces travaux ont coûté 8 000 $.

Cependant, avant qu'on puisse reprendre le travail sur l'église même, les Soeurs Jésus-Marie arrivent à Gravelbourg. Les religieuses veulent construire un couvent et la compagnie de chemin de fer, *Canadian Northern* leur offre 30 acres de terre à plusieurs centaines de mètres à l'ouest de la chapelle. Devrait-on construire l'église près du couvent?

Les gens de la campagne, qui ont payé une bonne partie du coût de construction du soubassement, ne veulent pas avoir fait ce travail et cette dépense pour rien. Par contre, les gens du village veulent que la nouvelle église soit construite près de la gare, au nord-ouest de l'emplacement actuel.



Gravelbourg et ses institutions avant l'incendie du Collège Mathieu en 1988.

Mgr Mathieu, maintenant archevêque de Regina, a d'autres problèmes car, en 1917, il a reçu l'autorisation de bâtir un collège catholique et français dans le sud de la Saskatchewan. Où va-t-il le construire?

En octobre, un nouveau prêtre est nommé pour remplacer l'abbé Magnan comme curé de Gravelbourg. Il s'agit de l'abbé Charles Maillard. Le nouveau curé réussit à convaincre ses paroissiens qu'ils devraient faire don du soubassement à l'archevêque pour qu'il y construise un collège.

L'abbé Maillard suggère de bâtir sa nouvelle église au bout de la rue principale, directement au sud et en face de la gare du chemin de fer. De cette façon, l'église dominerait la rue principale. À la gauche, il y aurait le couvent des Soeurs et à la droite, un collège catholique. Le nouveau curé réussit à amadouer les esprits en disant: *«Et puis, sait-on jamais? Avec le temps et l'augmentation de la population, Rome pourrait bien décider de former un nouveau diocèse et alors, Gravelbourg, avec une magnifique église, un beau collège, un couvent imposant...»*[14]

Les gens de Gravelbourg sont invités, par leur curé, à rêver au jour où un autre diocèse serait établi en Saskatchewan. Petit à petit, ils se laissent emporter par le rêve de l'abbé Charles Maillard. L'architecte J.-E. Fortin vient de l'Est pour dresser les plans de la nouvelle église. Les travaux commencent en juin 1918 et il faut seize mois pour compléter la construction. L'église mesure 55 mètres de longueur sur 18 de largeur. À l'endroit qui donne à l'église la forme symbolique d'une croix, le transept, la largeur est de 28 mètres. L'église a 17 mètres de hauteur et ses deux tours s'élèvent à 32 mètres.

Dans la communauté de Gravelbourg, l'année 1918 est une année prospère pour l'industrie de la construction, car en même temps que des charpentiers et des maçons travaillent à la nouvelle église, d'autres sont occupés à bâtir le Collège Mathieu et le Couvent Jésus-Marie.

La nouvelle église est ouverte et bénie par Mgr Mathieu le 5 novembre 1919. L'intérieur de l'église n'offre alors rien d'extraordinaire. Rien ne laisse présager qu'un jour ce bâtiment deviendra un monument historique. Toutefois, dans la paroisse de Gravelbourg, réside une personne qui saura donner un cachet unique à l'église.

Né en France en 1873, Charles Maillard, le curé de la paroisse, a exploité son talent de peintre dans son pays natal avant de se diriger vers la prêtrise. Depuis l'ouverture de son église, l'abbé Maillard s'est occupé à préparer des dessins résumant l'histoire de l'enseignement catholique.

En 1921, il ressort ses pinceaux et se met à l'oeuvre. Il a décidé de recouvrir les murs et le toit de son église d'une série de peintures tirée de ces dessins. Il installe son atelier dans la sacristie et il travaille sur ses peintures à temps perdu. Il consacre presque dix ans à cette oeuvre et les résultats sont spectaculaires.

«L'effet d'ensemble ne manque pas d'impressionner. Tout autour du sanctuaire, sept grands tableaux traitent de questions de dogme: la présentation de Jésus par le précurseur Jean-Baptiste, la promesse d'un Rédempteur faite à Adam et Ève au Paradis terrestre, la transfiguration du Christ, le Christ en croix, sa résurrection, le couronnement de la Sainte Vierge et la révélation à Pierre de sa mission de vicaire du Christ. Surplombant les tableaux, les choeurs des anges, en couleurs douces, s'animent sur les panneaux de la voûte.»[15]

L'abbé Maillard quitte Gravelbourg en 1929 après avoir terminé ses peintures. L'année suivante, un rêve qu'il a semé lors de son arrivée en 1917, celui de voir cette ville devenir le siège d'un nouveau diocèse, se réalise. Mgr

Rodrigue Villeneuve devient le premier évêque de Gravelbourg et l'humble église construite en 1918 devient la cathédrale du nouveau diocèse[16].

Gravelbourg est reconnue partout au pays comme une ville importante de la Saskatchewan française. Grâce aux rêves d'hommes et de femmes comme l'abbé Louis-Pierre Gravel, Mère Sainte-Émilienne, l'abbé Charles Maillard, Mgr Olivier-Elzéar Mathieu et tous les paroissiens depuis 1906, Gravelbourg est devenu un centre culturel, éducatif et religieux pour les francophones de la Saskatchewan.

Notes et références

1 La rivière La Vieille porte aujourd'hui le nom de «ruisseau Notukeu». L'ancien nom a été conservé par la troupe de danse folklorique de Gravelbourg «Les danseurs de la rivière La Vieille».

2 «En marge des fêtes de Gravelbourg». — Le Patriote de l'Ouest. — (31 déc. 1919)

3 Ibid.

4 Certaines de ces personnes, comme Alex McGillis et Jim Ledoux, avaient peut-être accompagné l'abbé Lemieux de Willow Bunch.

5 L'abbé Louis-Pierre Gravel était membre d'une famille d'Arthabaska, au Québec. Deux de ses frères, Sam et Henri, ont été membres de la Police montée, en Saskatchewan. Sam Gravel était même à Regina en novembre 1885 et il a assisté à la pendaison de Louis Riel.

6 Au cours des années suivantes, d'autres frères et soeurs sont venus s'installer à Gravelbourg.

7 «En marge des fêtes de Gravelbourg». — Le Patriote de l'Ouest

8 Cette décision concernant l'abbé Royer n'est pas appuyée par tout le monde à Gravelbourg. Certaines familles suivront l'abbé Royer jusqu'à Ponteix. D'autres iront retrouver l'abbé Lemieux à Willow Bunch.

9 Il y a aussi eu plusieurs écoles anglaises dans la région de Gravelbourg, comme les écoles Arland, Bekker et High Region.

10 C'est la Compagnie de chemin de fer *Canadian Northern* qui a construit la ligne qui passe à Gravelbourg. Cette Compagnie est devenue plus tard le Canadien National.

11 À l'époque, ce terme n'était pas connu. Les francophones appelaient ce jeu *hopscotch.*

12 Gravelbourg Historical Society. — Héritage : Gravelbourg & District, 1906-1985. — Gravelbourg : Gravelbourg Historical Society, 1987. — P. 27

13 Richard Lapointe. — «Cathédrale des blés». — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987. — P. 38

14 Ibid., p. 43

15 Ibid., p. 44

16 Aujourd'hui, il est possible de visiter la cathédrale de Gravelbourg. Si un tel voyage est impossible, un excellent film, *Gravelbourg et sa cathédrale,* réalisé par l'Office national du film, est disponible au Lien à Gravelbourg.

Bibliographie

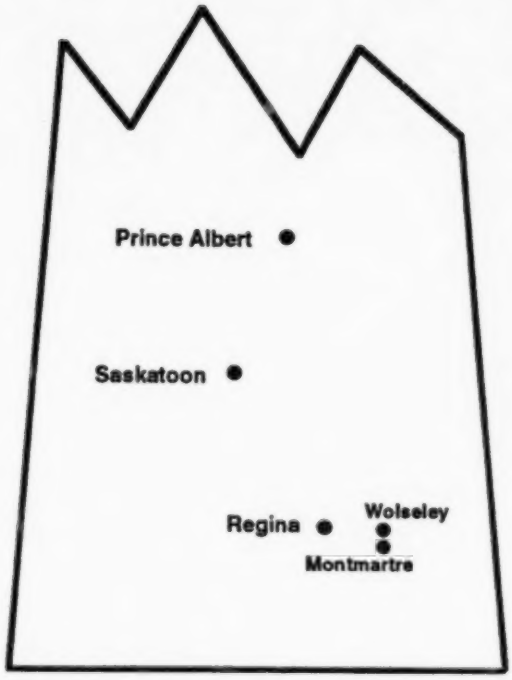
Chabot, Adrien, abbé. — Histoire du Diocèse de Gravelbourg, 1930-1980. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1981

«En marge des fêtes de Gravelbourg». — Le Patriote de l'Ouest. — (31 déc. 1919)

Gravelbourg Historical Society. — Héritage : Gravelbourg & District, 1906-1985. — Gravelbourg : Gravelbourg Historical Society, 1987

Lapointe, Richard. — «Cathédrale des blés». — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987

Montmartre



Vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe, plusieurs compagnies, dites agricoles, furent fondées au Canada et en France dans le but d'attirer des colons français vers les prairies de la Saskatchewan. En 1913, par exemple, Édouard Brunet avait organisé un groupe de capitalistes français pour créer la «Compagnie Agricole et Foncière du lac Wakaw» dont le but serait d'encourager la colonisation dans les régions de Duck Lake et de Prince Albert. Cet article porte sur une autre compagnie française, fondée vingt ans plus tôt, en 1893. La «Société Foncière du Canada» avait comme mission d'établir une colonie à l'est de Regina, sur le territoire d'une ancienne réserve indienne. Cette colonie devient une réalité et la communauté de Montmartre fut établie dans la région de Wolseley.

Chapitre un

Une société française de colonisation en Saskatchewan

En 1918, un article dans le *Patriote de l'Ouest* décrivait la communauté française de Montmartre dans le sud de la Saskatchewan comme suit: «*Tout le monde, ou à peu près, connaît le grand Montmartre de Paris, mais plusieurs peut-être ignorent qu'un autre Montmartre (le petit) existe sur la terre canadienne. Mais oui, dans la province de Saskatchewan, dans le diocèse de Regina, il a été fondé vers le printemps de 1893, par une compagnie française ayant pour président M. R. Foursin, une colonie que l'on baptisa du nom de Montmartre. Un peu plus tard, les autorités religieuses l'ont mise sous la protection du Sacré-Coeur, en lui donnant le vénérable et c'est sous son égide que Montmartre a grandi et prospéré.*»[1]

La Société Foncière du Canada

C'est en 1893 que Pierre Foursin établit la *Société Foncière du Canada*. Il est alors secrétaire d'Hector Fabre, premier haut-commissaire canadien à Paris. Foursin réussit à convaincre un groupe de jeunes Parisiens fortunés d'investir jusqu'à 350 000 francs dans sa société. Ensuite, «*la société s'était portée acquéreur de l'ancienne réserve de Piapot au sud-ouest de Wolseley pour y fonder la colonie de Montmartre.*»[2] Foursin et ses collaborateurs parisiens espèrent faire un profit de cette aventure dans le nord-ouest canadien, mais il y en a qui «*y voyaient là un moyen de soulager la misère dans les régions rurales de leur pays et, de façon plus générale, de contribuer à répandre le génie français à travers le monde.*»[3]

Pierre Foursin est né à Saint-Pair en Normandie en 1850. Durant la guerre franco-prussienne en 1870, Foursin atteint le grade de sergent-major. Après la guerre, il devient secrétaire d'Hector Fabre. Lors de rencontres avec Fabre et d'autres Canadiens, le jeune Français entend parler des vastes prairies de l'Ouest, des projets de construction d'un chemin de fer transcontinental et des intentions du gouvernement canadien d'ouvrir l'Ouest à l'immigration.

Un jour, vers 1890, Foursin rencontre un ministre d'Ottawa qui lui suggère «*de devenir propagandiste et agent de colonisation, en vue d'apporter des colons français dans l'Ouest canadien.*»[4] Cette suggestion intrigue le jeune Foursin. Il en parle avec des amis de Paris; Armand Goupil, un notaire avec une petite fortune et un goût pour l'aventure, les frères Hayman (Auguste et Albert), propriétaires d'une bijouterie, les frères Chartier (Jean et André), deux étudiants dont les parents sont riches, et Louis Gigot, beau-frère des Chartier, un ingénieur.

Pierre Foursin a la parole facile; il n'a pas de difficulté à soutirer 350 000 francs à ses amis. «*En France, à la fin du XIX^e siècle, il n'est pas difficile de trouver des fonds pour établir une entreprise dans un pays lointain, surtout s'il y a possibilité de faire un voyage sur la mer.*»[5] La *Société Foncière du Canada* voit le jour en 1893. Ce groupe de jeunes Français n'a pas l'intention d'inviter le grand public à participer financièrement au projet de colonisation; ils ont les fonds et ils espèrent bien que l'aventure sera profitable. En effet, «*ils espèrent même que dans un avenir rapproché ils dépasseront les buts originaux de la société et établiront non pas seulement une colonie française, mais plusieurs*

villages avec des magasins, des moulins à farine, des fabriques de fromage, etc.» [6]

C'est Hector Fabre lui-même qui les dirige vers la région de Wolseley à l'est de Regina. Le haut-commissaire à Paris connaît un des ingénieurs du Canadien Pacifique, Zéphirin Mailhot, qui a acheté une grande parcelle de terrain dans cette région et qui a encouragé ses frères et ses amis de Bécancourt au Québec à aller s'établir à Wolseley. Fabre souhaite que la région devienne un centre francophone et que les gens de Bécancourt aident les colons de France qui ne sont pas familiers avec les méthodes agricoles canadiennes.

Grâce à l'appui d'Hector Fabre, Pierre Foursin et ses compatriotes parisiens réussissent à obtenir des autorités canadiennes le droit d'établir leur colonie sur des terres au sud de Wolseley et à l'ouest du lac Marguerite et de la réserve indienne Assiniboine.

La *Société Foncière du Canada* avancerait 3 000 francs (environ 600 $) à chaque colon, à un intérêt de 5 pour cent. Si le colon décidait de quitter la colonie sans payer ses dettes, son *homestead* ne pourrait être cédé à un autre fermier que sur paiement de la dette.

Montmartre en France

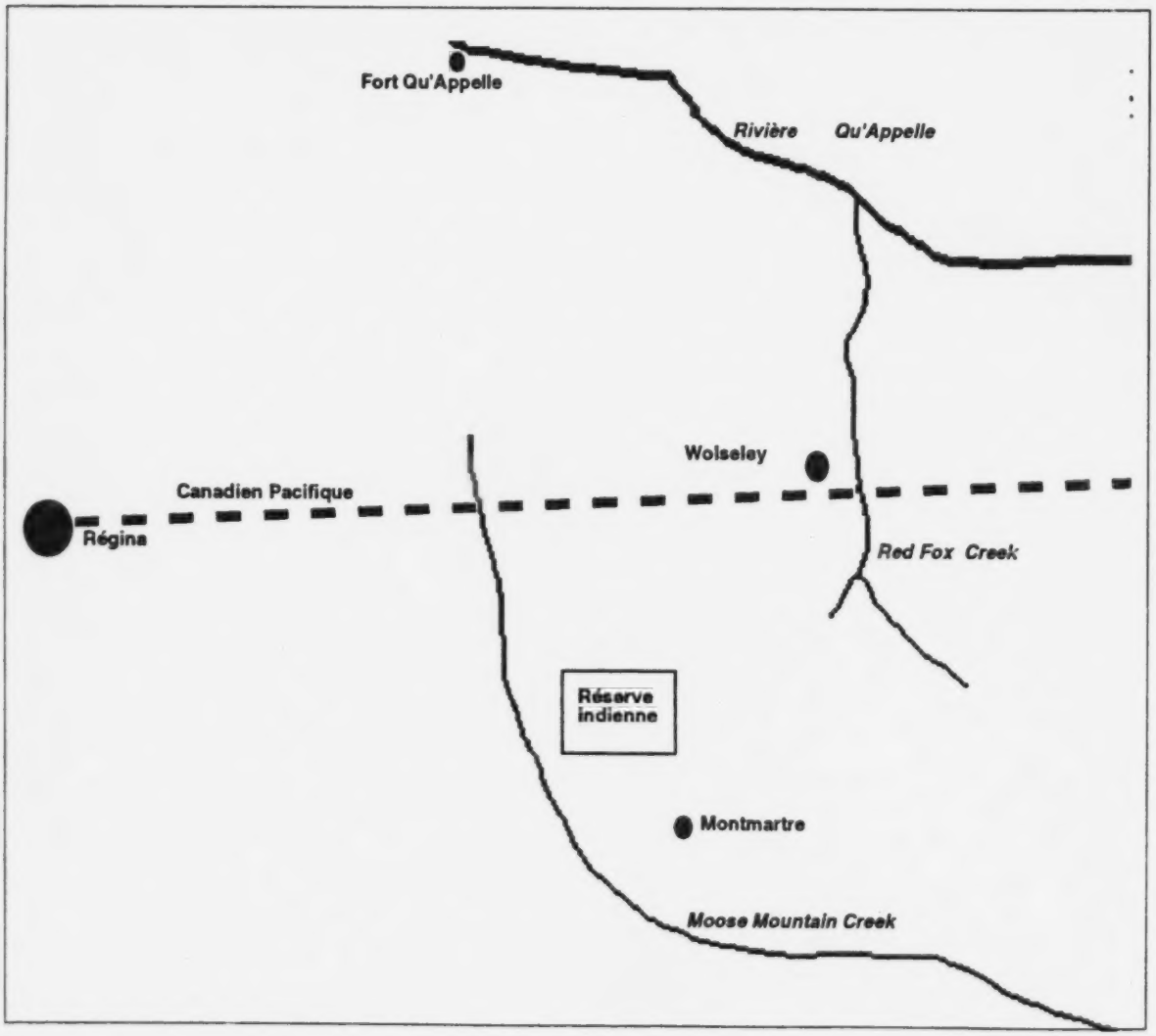
Ayant obtenu du terrain dans l'Ouest canadien, cinq des sept partenaires de la *Société Foncière du Canada* décident de s'y rendre: Pierre Foursin (43 ans), Armand Goupil, Albert Hayman (19 ans), Jean Chartier (24 ans) et André Chartier (20 ans). Ils se proposent de quitter Paris vers le milieu de mars 1893. À la veille de leur départ, Foursin semble être préoccupé et Hector Fabre lui aurait dit: *«Tu regrettes probablement de quitter ton cher Montmartre. Va au loin et choisis-toi un mont de terre et là, bâtis-toi une maison. Tu appelleras la place Montmartre et tu croiras que tu ne l'as jamais quittée.»*[7] Selon l'histoire, Foursin se serait tourné vers ses compagnons et aurait dit: *«Les enfants, prenons notre chemin. Nous nous en allons à Montmartre.»*[8] Cette histoire est racontée par l'abbé Roméo Bédard dans son *History, Montmartre, Sask., 1893 - 1953*, pour montrer que Foursin avait probablement décidé de nommer sa nouvelle colonie Montmartre avant même d'arriver au Canada.

Cinq jeunes hommes quittent Paris au printemps de 1893 pour venir établir une colonie en Saskatchewan. Aujourd'hui, cette colonie porte le nom de Montmartre en Saskatchewan. Le nom qui signifie *«le mont des martyrs»* a une origine noble: *«En 1675, à Paray-le-Monial en France, le Divin Sauveur apparaît à Ste-Marguerite-Marie et lui montre son coeur blessé, causé par l'ingratitude des hommes, et lui demande d'établir une vénération à son Sacré-*

Montmartre en France.

Coeur.»[9] Le Divin Sauveur avait un message pour le Roi de France; qu'il bâtisse un temple dédié à son Sacré-Coeur. Les Rois de France ne font rien pour bâtir ce temple. Cent dix-huit ans plus tard, le Roi Louis XVI est emprisonné pendant la Révolution française. De sa prison, il promet de bâtir le temple si jamais il regagne sa liberté. Dieu ne sourit pas à Louis XVI, qui meurt sur la guillotine en 1793. C'est seulement en 1873 que l'Assemblée Nationale de la France adoptera une proposition pour construire l'église du Sacré-Coeur à Montmartre.

Jusqu'au début du XX^{e} siècle, Montmartre (France) réussit à garder son cachet campagnard, même s'il se trouve dans Paris. Montmartre allait devenir un des endroits favoris d'artistes comme Renoir, Van Gogh et Utrillo. *«Il fut le berceau du cubisme, avec le groupe du Bateau-Lavoir (Picasso, Modigliani, Max Jacob, André Salman). La butte avec ses rues tortueuses, ses jardinets, sa vigne, son musée, son théâtre (l'Atelier), son Moulin de la Galette et aussi ses cabarets, est devenue l'un des pôles touristiques de la capitale.»*[10]



Région de Montmartre et Wolseley vers 1893.

Montmartre en Saskatchewan

Les cinq aventuriers arrivent dans l'Ouest canadien avec la fonte des neiges. Arrivés à Wolseley, ils louent une ferme et une maison à trois milles du village et font la connaissance de trois fermiers canadiens-français originaires de Bécancourt mais établis dans la région depuis 1884. Il s'agit de Luc Tourigny, de son fils Onésime et de son gendre Louis Dureau. *«Les colons de Montmartre arrêtent souvent aux maisons de ces Canadiens français et ils sont toujours accueillis chaudement. Onésime Tourigny devient, plus ou moins, le conseiller des directeurs de la Société en matière d'affaires.»*[11]

Ils demeurent seulement quelques jours dans cette maison à Wolseley, le temps de s'approvisionner en cartes, compas, fusils, etc. Puis, ils partent à la découverte de leur nouveau pays. *«Ils voyagent en démocrate, la limousine des prairies à cette époque, une voiture à deux sièges qui est un compromis entre le buggy et le wagon.»*[12] Le voyage prend cinq ou six heures, mais enfin les Parisiens arrivent sur une butte qui domine la région. Selon les cartes d'arpenteurs, ils sont sur le coin sud-est de la section 16, rang 11 à l'ouest du 2e méridien. Cette butte, ce mont, se trouve sur le terrain de la Société et Foursin décide que ce sera le centre de la colonie de Montmartre.

Selon le récit historique de l'abbé Roméo Bédard, un des cinq, Albert Hayman, aurait suggéré de bâtir la colonie dans la prairie plutôt que sur le mont, suggestion à laquelle aurait rétorqué Foursin: *«Montmartre dans la prairie... ce serait trop humiliant, vraiment.»*[13] Lorsque le *Canadian Northern* construira une ligne secondaire à Montmartre en 1907, le village ira s'établir dans la prairie, à un mille au nord-ouest de la première colonie.

Une colonie française sur une ancienne réserve indienne[14]

Le territoire sur lequel serait érigée la nouvelle colonie avait été la réserve Piapot et, auparavant, un terrain de chasse aux bisons. Près de ce terrain, il y avait une autre réserve, celle du chef Carry the Kettle de la tribu des Stoneys, un sous-clan des Assiniboines. Puisque les deux tribus, celle de Piapot et celle de Carry the Kettle, sont ennemies de longue date, il y a souvent des escarmouches entre les deux et les résultats sont souvent tragiques.

Devant cette situation, les deux chefs demandent au ministère des Affaires indiennes d'être séparés. Le gouvernement invite alors le chef Piapot à aller s'établir dans la région du Fort Qu'Appelle où on leur cède une nouvelle réserve.

Puisque leur ancien territoire est maintenant libre, le Gouvernement du Canada l'ouvre à la colonisation. Pierre Foursin et sa *Société Foncière du Canada* obtiennent la permission d'y installer des colons français.

La prairie de Montmartre est l'une des plus fertiles et des plus riches en Saskatchewan. Au nord de la future colonie de Montmartre, le lac Kleczkowski est la source de deux ruisseaux: le Renard Rouge (Red Fox) qui coule du sud au nord et se jette dans la rivière Qu'Appelle et le ruisseau de la Montagne de l'Orignal qui coule vers le sud-est et se jette dans le lac Chapleau. Ces deux ruisseaux forment les frontières ouest et sud de la colonie, tandis que des buttes renferment la prairie au nord-ouest et au sud-est.

Les premiers colons

Pendant que Foursin et ses quatre compagnons explorent le territoire au sud-ouest de Wolseley,

les deux autres partenaires, Louis Gigot et Auguste Hayman, demeurent en France pour recruter des colons pour le nouveau Montmartre en Amérique. Ils font de la propagande et réussissent à recruter quelques familles qui acceptent de quitter leur pays pour le Canada.

Les deux premières familles recrutées en France sont celles d'Auguste de Trémaudan, un Breton de Saint-Nazaire et un monsieur Berneau de Paris. La famille Berneau (le père, la mère et deux fils) est accoutumée à voyager; originaire de Paris, les Berneau ont vécu en Argentine, pour ensuite revenir en France. Ces deux familles arrivent à Wolseley le 29 mai 1893.

Dans les semaines qui suivent, Louis Gigot et Auguste Hayman recrutent de nouveaux colons: Jean Bureau et sa famille; Corentin Cariou; un jeune Breton, Louis Fombeur et un certain Rollin, et leur famille. D'autres directeurs de la *Société Foncière du Canada*, Mangenot, Ogier et Mouchenotte, viennent rejoindre Foursin à Montmartre.[15]

Comme il a été mentionné plus tôt, les nouveaux colons doivent signer un contrat avec la *Société Foncière du Canada*. Prenons le temps d'étudier ce contrat. Il y a deux articles qui nous intéressent: «*Article 1er: Sur la demande qui lui a été adressée par messieurs de Trémaudan, père et fils, la Société Foncière du Canada s'engage à leur faire les avances nécessaires à leur établissement comme cultivateurs dans la Province du Manitoba ou les Territoires du Nord-Ouest (Canada); c'est-à-dire à leur fournir au fur et à mesure de leurs besoins le transport en chemin de fer et en paquebot à vapeur et leur alimentation, ainsi que celle de leur famille; les frais d'inscription de deux concessions de 65 hectares de terre (environ 160 acres), pour le choix et l'obtention desquelles MM. de Trémaudan, père et fils donnent les pouvoirs nécessaires au représentants de ladite Société; la construction d'une maisonnette* (loghouse) *et la fourniture d'un poêle de cuisine et de chauffage, de planche et madriers propres à l'installation intérieure, des ustensiles de table et de cuisine, les provisions de lard, farine, café ou thé, épicerie, éclairage nécessaires jusqu'à ce que les produits de la ferme calculés d'une façon normale aient pu suffire entièrement à leur alimentation, le tout dans les conditions sommaires en usage au Manitoba parmi les nouveaux colons. Le bétail et les animaux de trait, boeufs ou chevaux, les instruments aratoires et du grain de semence. Les frais d'assurance en cas de décès, contre l'incendie, la mortalité des bestiaux, la grêle et autres que la Société Foncière du Canada aura le droit de contracter à son profit si elle le juge utile convenable afin de garantir sa créance hypothécaire contre MM. de Trémaudan, père et fils.*»[16]

Même si la *Société Foncière du Canada* offre beaucoup de services et de produits aux colons qu'elle recrute, il est évident qu'elle tente de protéger ses investissements. C'est à elle que revient la décision de prendre des assurances et d'en être bénéficiaire. L'article deux stipulait le montant que la Société avancerait à chaque colon (Trois mille francs - 600 $).

Parfois, la signature au bas d'un contrat était ce qui pouvait motiver un colon à contresigner. Désiré de Trémaudan raconte l'histoire suivante au sujet de son père: «*Tant que la correspondance se tint seulement entre A. Hayman et A. de Trémaudan, celui-ci resta toujours sous la conviction que cette Société était une agence pour croquer de l'argent en formant des dupes; mais quand il eût reçu le contrat et qu'il eût vu au bas la signature du premier dignitaire représentant le Canada, Hector Fabre, le frère de l'Archevêque de Montréal, tout scrupule fut levé, et c'est avec une entière confiance qu'il joignit sa signature à*

celles qui déjà étaient apposées au bas du contrat et il envoya le contrat, par la poste, à son fils qui était élève au Collège de Guerande, afin que lui aussi signât.»[17]

Cependant, malgré les précautions que prenait la *Société Foncière du Canada* pour protéger ses investissements et malgré la bénédiction d'Hector Fabre, haut commissaire du Canada à Paris, elle fera banqueroute trois ans plus tard en 1896.

Chapitre deux

La construction d'une colonie française sur le sol canadien

Auguste de Trémaudan et monsieur Berneau et leurs familles furent les premières recrues de la *Société Foncière du Canada* et les premiers, après les directeurs, à arriver dans les Territoires du Nord-Ouest. Dans les semaines qui suivent, Auguste Hayman et Louis Gigot continuent à chercher de nouveaux colons.

Ils recrutent Jean Bureau, père de quatre garçons et une fille (l'aîné des garçons est âgé de 17 ans), Corentin Cariou, un Breton et père de quatre fils (l'aîné est âgé de 18 ans), Louis Fombeur, père de deux filles et deux garçons (15 ans et un an respectivement) et un nommé Rollin, le père de deux filles et trois fils (âgés de 19, 17 et 6 ans). (Il est ici important de noter l'âge des garçons, tout homme de 18 ans ayant droit à un *homestead*. En ce qui concerne les femmes, elles doivent être veuves avant de pouvoir en obtenir un.)

Arrivées dans l'Ouest Canadien, ces quatre nouvelles familles sont installées à Wolseley par la Société; les femmes resteront dans ce village et les hommes se rendront à Montmartre. *«Ayant confortablement installé leurs familles, Bureau, Cariou et Fombeur se dirigent vers Montmartre, à pied bien sûr, sous la surveillance de Berneau et de Trémaudan. Quelle déception lorsqu'ils arrivent à la ferme Bieber et découvrent que l'eau et le lait ont remplacé le bon vin français.»*[18]

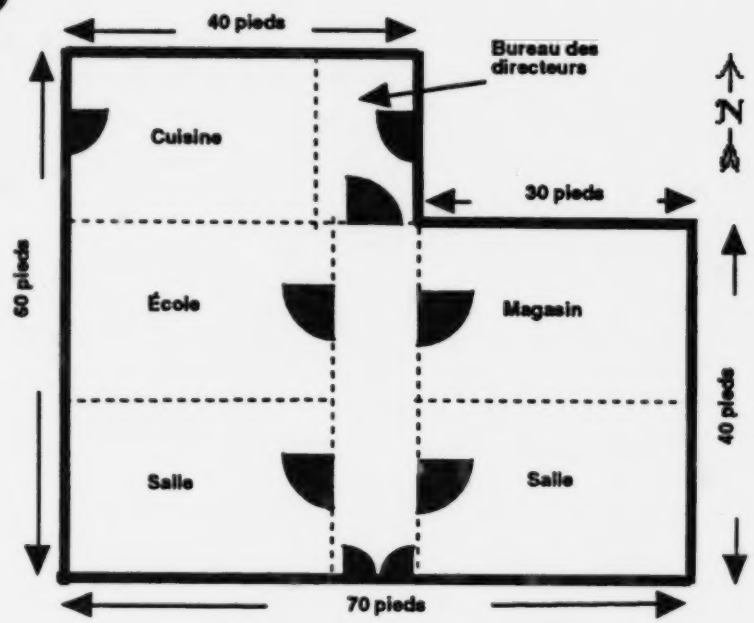
Comme Berneau et de Trémaudan, les nouveaux arrivés doivent être déçus de ne pas voir les forêts, les lacs et les rivières qu'on leur avait promis avant de quitter Paris. Ce qu'ils voient plutôt, c'est deux rangées de sept tentes (tipis) érigées sur la butte. Dès leur arrivée au Canada, les directeurs de la colonie avaient embauché un architecte, Pierre Cuvillier et deux autres hommes, Cyrille Mangenot et Théophile de Decker, pour bâtir des maisons et des étables.

Lorsqu'ils arrivent à Montmartre, les colons doivent aider à la construction des bâtiments de la colonie; il faut creuser des puits pour l'approvisionnement en eau et des caves pour les maisons et les étables. Une des premières maisons à laquelle les colons travaillent est un édifice d'environ 20 pieds sur 30 pieds. *«Cette construction fut bâtie à 100 pieds au nord des "Tepees"*(sic) *et fut surnommée "Le Château Cuvillier".»*[19]

Deux autres bâtiments importants allaient être construits sur la butte; la grande maison et la grande écurie. *«La Société entreprit ensuite la construction de ce qui fut plus tard la Grande Maison. La cave fut creusée à bras d'hommes et brouettes, la plupart des colons y travaillèrent un certain temps, sans rémunération d'aucun genre. Théophile et Constant de Decker creusent leur second puits et, à 30 pieds, ayant rencontré une faible source, avaient cintré le puits avec des planches jusqu'au niveau du sol. Ensuite ils viennent travailler à la cave de la Grande Maison: ces deux hommes n'étant pas venus à la charge de la Société, celle-ci leur payait salaire et nourriture.»*[20]

Le fait que certains se font payer pour leur travail, comme les de Decker, crée des conflits dans la colonie. Jean Bureau, un maçon de métier, refuse de travailler sans rémunération. Bientôt, malgré ces conflits, on voit monter sur la butte deux grands édifices. *«Les dimensions de la Grande Maison ont été données comme une bâtisse carrée de 60 pieds par 60 pieds; ceci ne*

La grande maison



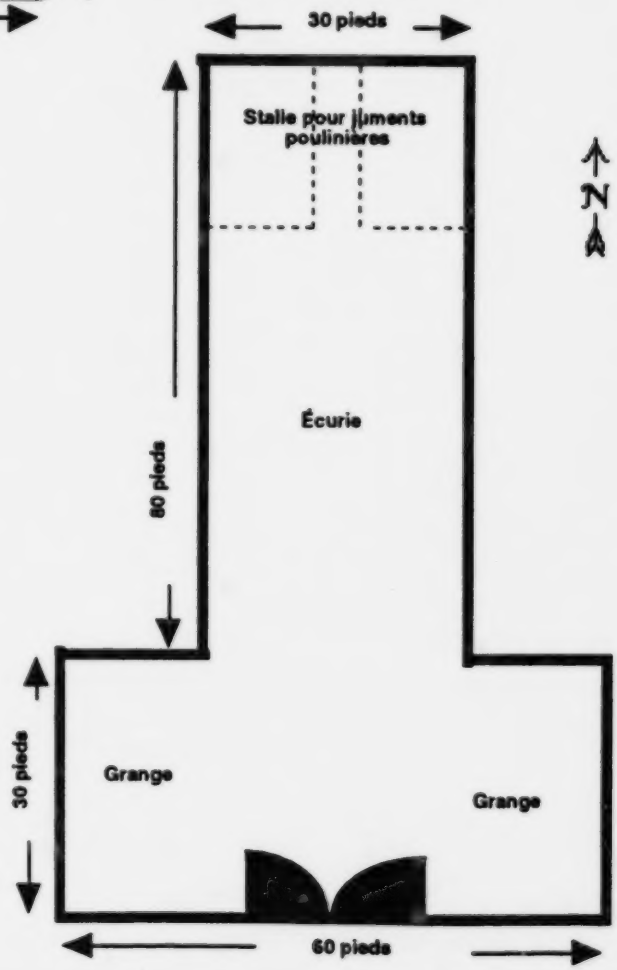
forme de T, la barre du T en direction est-ouest, avait environ 60 pieds de long, 30 de largeur et 30 de hauteur. L'entrée d'environ 16 pieds de large était au centre faisant face au sud; on y entrait avec une charge de foin, les deux côtés de l'entrée servait de Grange; la base du T était l'écurie pouvant contenir 30 têtes d'animaux avec au fond deux grandes stalles, fermées, devant servir aux juments poulinières. Cette partie pouvait avoir 30 pieds de largeur, 80 pieds de long, 30 pieds de haut inclus le grenier à foin.»[22]

peut être exact. Le corps principal contenait quatre grandes salles rectangulaires avec l'entrée principale faisant face au sud; les salles dans leur longueur allaient de l'est à l'ouest et le corridor, formant l'entrée, les divisait dans ce sens. Le corridor n'avait pas moins de 10 pieds de largeur sinon 12 pieds, par conséquent la longueur du rectangle de ces salles devait avoir 30 pieds de long avec 20 pieds de largeur, donnant 40 pieds de largeur au corps principal. Une aile fut ajoutée, sans soubassement; cette aile contenait la cuisine et le bureau de ces Messieurs. La dimension de cette aile, en longueur, formait exactement la longueur d'une salle et le corridor.»[21]

Au deuxième étage de la Grande Maison, il y avait huit grandes chambres au-dessus de la partie principale et deux autres au-dessus de la cuisine. Il y avait également une chambre noire au deuxième étage où Andrée Chartier développait des photographies.

L'autre bâtiment central sur la butte est la Grande Écurie. *«La Grande Écurie bâtie en*

La grande écurie



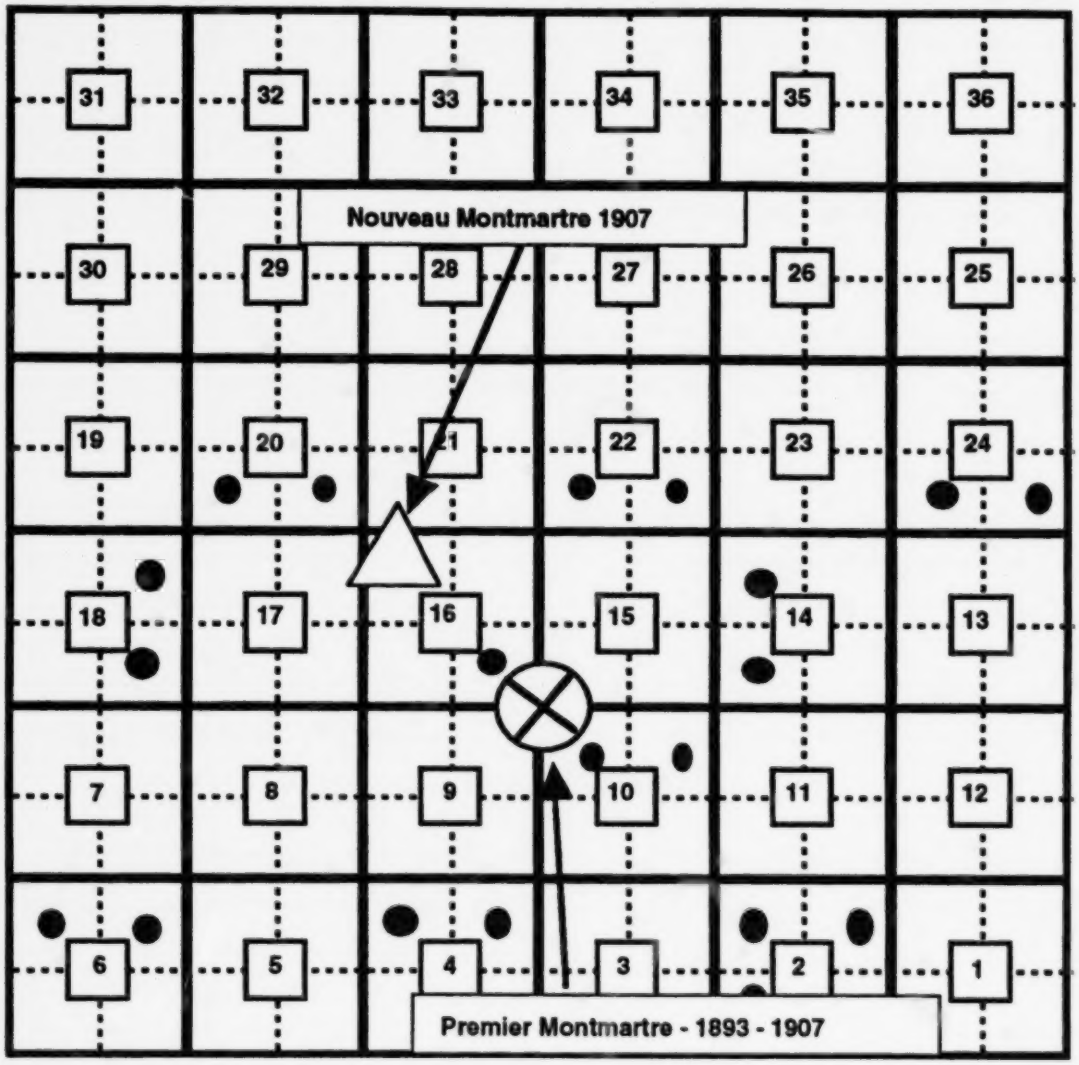
Afin d'aider à finir les travaux sur ces bâtiments, la Société dut embaucher des maçons anglais. *«La maçonnerie fut faite en pierres roulées de la prairie.»*[23]

Jusqu'alors, la Société s'est préoccupée de la construction de bâtiments sur la butte; les colons français n'ont fait aucun travail de défrichage dans les environs. Durant le mois d'août 1893, la Société procède enfin à la distribution des *homesteads*, ou concessions, et les premiers qui reçoivent 160 acres sont Louis Simonin, Louis Fombeur, M. Monchenotte, Pierre Cuvillier, Victor Ogier, M. Berneau et son fils Théophile, Jean Chartier, André Chartier, Pierre Foursin, M. Cariou et son fils, M. Rollin et son fils, Auguste de Trémaudan et son fils, Auguste-Henri, Thomas de Decker et Constant de Decker.

Le centre de la colonie se trouve aux quatre coins des sections 10 et 16. Sur le carreau nord-ouest de la section 10 (la concession d'un des frères Chartier), on bâtit des maisons de tourbe pour les colons suivants: Ogier, Berneau, Fombeur, Simonin et Mouchenotte. Sur le carreau sud-est de la section 16, la concession d'Henri Foursin, on trouve la Grande Maison, la Grande Écurie, le four à pain, les tipis, le château Cuvillier et les maisons de tourbe des familles de Trémaudan, Cariou et Manenot. Enfin, en septembre, la Société fournit l'équipement agricole nécessaire pour commencer le travail de défrichage du terrain. Chaque colon reçoit *«une charrue avec deux oreilles, une pour le cassage de la prairie et l'autre pour les labours ordinaires. Mais il ne fut distribuée qu'une charrue par chef de famille.»*[24] Auguste de Trémaudan doit partager sa charrue avec son fils Auguste-Henri. Berneau doit faire de même avec son fils et ainsi de suite.

Avant la fin septembre, Auguste de Trémaudan réussit à obtenir l'usage du chariot de la Société afin de se rendre à Wolseley pour récolter les pommes de terre qu'il a plantées à son arrivée au printemps dans le jardin du presbytère, un mille à l'ouest du village.

À la fin septembre, chaque chef de famille reçoit un fusil de la Société; puisque le gibier ne manque pas, les familles peuvent s'approvisionner en viande avant l'hiver. Les colons doivent également songer à se procurer du bois de chauffage et puisqu'ils n'ont pas de chariots, ils doivent inventer d'autres moyens de transporter le bois. *«Les de Trémaudan s'étaient fait un* stone-boat *à fond plat, qui glissait assez facilement sur l'herbe de la prairie.»*[25] Il semble y avoir des disputes entre les colons. Selon Désiré de Trémaudan, *«Bureau avait su se procurer un chariot mais ne le prêtait à personne. Bureau savait se tirer d'affaire, c'était un malcommode, mais agitateur.»*[26] Certains, tels la famille Rollin, abandonnent tout et quittent la colonie de Montmartre.



Section 2: Louis Simonin, Louis Fombeur et Mouchenotte
Section 4: Pierre Cuvillier et Victor Ogier
Section 6: Berneau et son fils, Théophile
Section 10: Jean et André Chartier.
Section 14: Jean Bureau et son fils
Section 16: Pierre Foursin
Section 18: Cariou et son fils
Section 20: Rollin et son fils
Section 22: Auguste de Trémaudan et son fils Auguste-Henri
Section 24: Théophile de Decker et Constant de Decker

Distribution des terres à Montmartre par la Société - 1893

Chapitre trois

Des temps difficiles

Les colons français, comme les de Trémaudan et les Berneau, ne croient pas avoir reçu beaucoup d'encouragement des sociétaires de la *Société Foncière du Canada*; on leur a donné des charrues trop tard dans l'année pour commencer à casser la terre et on a refusé de leur donner des chariots pour transporter du bois de chauffage. Pour rendre la situation encore plus difficile, l'hiver approche et les colons se voient ignorés par les employés de la Société et ceux qui travaillaient à la Grande Maison et à la Grande Écurie.

«Les ouvriers qui travaillaient à la Grande Maison et à la Grande Écurie, en grande partie des gens du pays des alentours, ne fréquentaient pas du tout les colons. Pourquoi? Ils étaient de 20 à 25 hommes. En octobre, les soirées sont longues; ils auraient pu visiter les colons. Que ceux de langue anglaise se tinrent à l'écart est compréhensible, mais pourquoi les Canadiens de langue française ne les fréquentaient-ils pas? Ils auraient mis les Français au courant des difficultés du pays.»[27]

Il ne semble pas y avoir d'explication logique pour cette division qui existe entre colons français et canadiens. Toutefois, il est vrai que les Canadiens auraient pu mettre les colons au courant des réalités de la vie dans la Prairie canadienne. Les colons vivront des temps difficiles justement parce qu'ils ne connaîtront pas bien la réalité de la vie dans l'Ouest.

S'il y avait eu plus d'échange entre colons et Canadiens, on aurait mieux pu se préparer pour des crises comme celle qui se produit le 1er novembre 1893. La journée précédente, les nouveaux venus, comme les de Trémaudan, aperçoivent dans la distance *«de longues spirales de fumée montant vers le ciel.»*[28] Entre eux, les Français cherchent des explications pour ces spirales de fumée. *«Il me répondit que ce devait être des fermiers qui brûlaient leurs meules de paille....»*[29] Venant de la France, ils n'ont jamais connu de feu de prairie.

Ils vont le découvrir le lendemain, 1er novembre. Le soir du 31 octobre, lorsqu'ils regardent vers l'horizon, ils peuvent voir dans la distance, du sud-est au nord-ouest de Montmartre, un véritable feu d'artifice. *«Le firmament reflétait des flammes; c'était féerique, saisissant, magnifique.... n'était-ce pas la réflexion du soleil sur les glaces polaires?... ou était-ce les aurores boréales?...un effet de la lune?»*[30] Même s'ils ne connaissent pas l'origine de ces lumières à l'horizon, ils trouvent ça beau.

Le temps n'est pas si beau le lendemain matin alors qu'il y a une épaisse fumée et, lorsque le vent s'élève, le temps devient plus sombre. Vers les 9h00 du matin, un des sociétaires, Albert Hayman, arrive aux maisons des Français en criant: *«Vite! Vite! Prenez vos boeufs et faites des traits de charrue autour de votre maison, le feu de prairie s'en vient.»*[31]

Auguste de Trémaudan envoit son fils et sa fille chercher les boeufs. Plusieurs années plus tard, Désiré de Trémaudan allait raconter ce qu'il avait vu ce matin-là. *«Nous nous trouvions à passer le point culminant des collines environnantes et de là nous pouvions voir toute l'étendue de la plaine entre Montmartre et Moose Mountain Creek. Ce que nous vîmes n'était pas la plaine grise d'herbes sèches, mais l'enfer. En effet, nous ne vîmes que des vagues de feu recoulant comme les vagues de la mer. Nous fûmes effrayés de cette vision; nous étions*

à peine à 200 pas de chez nous. Nous rebroussâmes chemin, mais le feu avait déjà passé entre nous et la maison; un petit slough *plein d'eau, à côté de nous, nous avait protégé.»*[32]

Enfin, le feu passe la petite colonie. Les résidants de Montmartre ont de la chance; personne ne perd de bâtiments ni d'animaux dans le feu. Les meules de foin que les colons ont faites ont été détruites par l'incendie. Après le feu vient la première neige: *«Dans la nuit le vent tourna au nord-est, froid mais sans tempête, et la neige commença à tomber. Cette fois, les plus braves d'entre les colons sentirent un point d'amertume et de regret. La neige s'amoncelait, épaisse, couvrant le sol noirci. C'était l'hiver. Déjà l'hiver.»*[33]

Un problème se présente. Le feu de prairie a détruit tout le fourrage dans les environs. Comment les colons feront-ils pour nourrir leurs boeufs pendant l'hiver? Onésime Tourigny, de Wolseley, offre de les prendre chez lui si les Français acceptent de lui bâtir une nouvelle étable, plus grande que la sienne. Comme nourriture, il faudra leur donner de la paille de blé qu'on peut obtenir au nord de Wolseley.

Les colons n'ont pas beaucoup d'animaux; ils ont obtenu une vache et deux boeufs dans le contrat qu'ils ont signé avec la Société. Puisqu'ils ont besoin de leurs boeufs pour aller chercher du bois de chauffage et de la vache pour le lait, les seuls animaux qui seront logés chez Tourigny seront ceux des sociétaires. La *Société Foncière du Canada* accepte l'offre de Tourigny et veut que chaque colon contribue à la construction de l'étable et à l'achat de la paille. Deux colons avec un peu de capital, de Trémaudan et Mouchette, achètent une meule de foin et refusent de contribuer au projet commun. Cette décision crée des rancunes entre les deux familles et la Société.

Survient ensuite un problème d'approvisionnement en eau. La Société a fait creuser deux puits à Montmartre; le premier est condamné et le deuxième ne donne que peu d'eau. Les colons utilisent l'eau des étangs. Elle n'est pas tellement buvable et avec l'arrivée des grands froids, cette source d'eau disparaît, car les étangs sont gelés jusqu'au fond. La neige est la solution: *«les cuisinières se servaient de neige fondue, salie par la cendre que le vent soulevait de la prairie brûlée; en la laissant reposer quelque temps elle devenait buvable.»*[34]

Comme la température tombe, les colons français réalisent qu'ils ne sont pas habillés pour les hivers canadiens. Un d'entre eux, Louis Bambeur, se fait prendre dans une poudrerie d'hiver en revenant de Wolseley où il était allé chercher de la paille. Lorsqu'il réussit à regagner son domicile à Montmartre, il est obligé de se mettre au lit. *«Pas de médecin proche, mal soigné, la maison tellement froide que l'eau près du fourneau gelait dans le seau, la pneumonie se développa rapidement.»*[35] Un des sociétaires, Jean Chartier, offre de se rendre à Wolseley chercher le curé, mais lorsqu'il revient, Louis Bambeur est décédé.

À la suite de cette première mort dans la colonie, la bataille commence entre les colons et les sociétaires. Les premiers blâment également Onésime Tourigny qui leur a conseillé d'aller acheter de la paille à vingt milles au nord de Wolseley lorsqu'ils auraient pu en obtenir gratuitement d'un fermier à seulement dix milles de Montmartre.

Le beau temps revient en janvier, mais en février c'est à nouveau du temps très froid et des tempêtes de neige. Le château Cuvillier est emporté par le vent et déposé dans un étang. Il fait si froid pendant le mois de février que les hommes ne peuvent pas sortir pour aller chercher du bois. Ils en manquent lorsque le beau temps revient à la fin du mois.

Il y avait tellement de neige dans la région que les contes du coin veulent qu'une des maisons ait été complètement enterrée. *«Chez Simonin,*

enfouissement complet par la neige, ne se levant qu'à l'appel de Mouchenette qui avait localisé le tuyau de poêle, servant de cheminée, et qui demandait à Simonin, par cette ouverture, s'ils étaient encore en vie?»[36]

Une des familles françaises avait dû garder ses poules dans la maison parce qu'il faisait trop froid dans l'écurie. Le premier hiver avait été très difficile pour ces braves immigrants français. Il est surprenant que seule la famille Rollin soit partie.

Au printemps 1894, la petite guerre reprend entre les colons et les directeurs de la *Société Foncière du Canada*. Les colons veulent commencer à travailler le terrain, mais ils ont besoin d'autre équipement en plus des charrues que leur a fournies la Société. *«Il fallait un brise-mottes* (disc-harrow), *une herse, un chariot. Tout cela leur fut promis à l'arrivée de Pierre Foursin qui était attendu sous peu.»*[37] Mentionnons que le fondateur de Montmartre était retourné en France pendant l'hiver.

Foursin arrive à Montmartre au début mai avec trois nouveaux colons. Puisque ceux-ci ne sont pas liés à la Société et qu'ils ont de l'argent, ils procèdent immédiatement à l'achat de chevaux, charrues et autre équipement et défrichent leur terrain avant même les colons qui sont arrivés le printemps précédent. Ces trois nouveaux arrivés sont Amédée et Charles Écarnot et François Bourcet.

Enfin, les chefs de famille reçoivent chacun un chariot, sauf Auguste de Trémaudan qui en avait déjà acheté un. Pierre Foursin repartait souvent, voyageant ici et là dans le but de recruter de nouveaux colons. Au cours des trois années qui suivent, plusieurs des premiers colons quittent Montmartre pour aller s'établir ailleurs. Seules les familles Ogier, Simonin et de Trémaudan restent. D'autres colons viennent remplacer ceux qui partent, mais le rêve de Pierre Foursin de faire fortune dans l'Ouest canadien ne va pas se réaliser. Vers 1896, la *Société Foncière du Canada* allait cesser d'exister.

Chapitre quatre

La vie continue à Montmartre

La première messe avait été chantée à Montmartre en 1894. Mais, puisque l'abbé Roy ne pouvait pas desservir cette nouvelle communauté, les catholiques devaient se rendre à Wolseley chaque dimanche. Généralement, ils grimpaient tous dans deux chariots pour ce trajet.

Entre 1897 et 1902, un nouveau groupe de colons canadiens-français vient s'installer dans la région de Montmartre. Avec l'arrivée de ces nouveaux colons, il est décidé d'établir une paroisse à Montmartre. L'abbé Passaplan, un missionnaire suisse, est nommé premier curé résidant. Il s'installe dans sa nouvelle paroisse en 1900. L'établissement de la paroisse de Montmartre marque la fin de la colonie de la *Société Foncière du Canada* .

La première année avait été difficile pour les colons français, mais il fallait penser à l'avenir. Afin de ne pas perdre l'anglais qu'il avait appris en France, Auguste-Henri de Trémaudan avait commencé, en 1894, à enseigner des cours d'anglais à son frère et à quelques autres jeunes du coin. Ce fut la première école de Montmartre. (Auguste-Henri de Trémaudan allait être connu dans l'histoire de l'Ouest canadien pour sa contribution à la Nation métisse. C'est lui qui allait écrire *L'Histoire de la Nation Métisse dans l'Ouest Canadien*. Il aurait été poussé à entreprendre ce projet par Ambroise Didyme Lépine, l'ancien lieutenant de Louis Riel au Manitoba en 1870. Lépine aurait passé un certain temps dans la région de Forget, à environ 65 kilomètres au sud-est de Montmartre.)

En 1907, le *Canadian Northern* construit un chemin de fer jusqu'à Montmartre. Les rails passent à un mille au nord-ouest de la Grande Maison. C'est à cet endroit que va naître un nouveau village.

Au cours des prochaines années, Montmartre devient un centre commercial important dans la région. À l'époque du transport par chemin de fer, la petite communauté française est le plus important point sur la ligne du Canadien National entre Brandon et Regina. À un moment donné, il y avait deux magasins généraux, un magasin de meubles, deux quincailleries, deux agences d'équipement agricole, deux hôtels, une cour à bois et deux élévateurs à grain. La Banque de Toronto prendrait le local de l'ancienne *Union Bank* en 1910. Il y avait aussi, vers 1910, deux notaires et un médecin.

En 1910, Montmartre devient le siège de la municipalité rurale. C'est également en 1910 que les résidants de Montmartre décident de déménager l'église au centre du nouveau village, la première église ayant été construite près de la Grande Maison.

Petit à petit la communauté prend forme. Des cendres du rêve de Pierre Foursin naît une communauté vibrante et pleine d'énergie, une communauté qui accueille Français, Canadiens français et autres immigrants.

Un Français établi à Dumas en Saskatchewan, Gire Maigueret, écrit un poème au sujet de cette communauté en 1939. En voici un extrait:

Le Petit Montmartre du Canada

Il est un coin de terre, un modeste village
Que l'on aime à revoir quand on l'a déjà vu
Il est si sympathique et si doux son visage
Que l'âme garde son image
Comme les traits d'un disparu.

Ton nom vibre en nos coeurs comme une Marseillaise.
Montmartre canadien! et nous prend tout entiers!
À pleins poumons ici comme on respire à l'aise
Des parfums de brise française
Qui s'exhalent de tes foyers! [38]

Le poème compte vingt-quatre couplets! Ce n'est peut-être pas de la grande poésie, mais l'auteur essayait de décrire la grande beauté de la région.

Notes et références

1 Florian Rioux. — «Fondée par une société de colonisation française ; la paroisse de Montmartre». — Le Patriote de l'Ouest. — (2 janv. 1918). — Publié en oct. 1990 par la Société historique de la Saskatchewan dans la Revue historique
2 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 59
3 Ibid., p. 60
4 Roméo Bédard, abbé. — History, Montmartre, Sask. 1893-1953. — Regina : Diocèse de Regina, 1953. — P. 1
5 Ibid., p. 2
6 Ibid., p. 2
7 Ibid., p. 3
8 Ibid., p. 3
9 Roméo Bédard, abbé. — «Lettre de présentation de l'abbé J.-A. Foisy, curé de Montmartre». — History, Montmartre, Sask. 1893-1953
10 Larousse Encyclopédique en couleurs. — Vol. 15. — Paris : France Loisirs, 1979. — P. 6251
11 Roméo Bédard, abbé. — History, Montmartre, Sask. 1893-1953. — P. 3
12 Ibid., p. 3
13 Ibid., p. 4
14 Ibid., p. 5
15 Lucienne Faubert. — «Montmartre, Saskatchewan, May 1955». — Archives de la Saskatchewan
16 Désiré de Trémaudan. — Chronologie de Montmartre, Saskatchewan Année 1893. — Archives de la Saskatchewan. — P. 1
17 Désiré de Trémaudan. — Les premiers jours de Montmartre, Saskatchewan (1893). — Archives de la Saskatchewan. — P. 1
18 Roméo Bédard, abbé. — History, Montmartre, Sask. 1893-1953. — P. 9
19 Désiré de Trémaudan. — Les premiers jours de Montmartre, Saskatchewan (1893). — P. 9
20 Désiré de Trémaudan. — Chronologie de Montmartre, Saskatchewan Année 1893. — P. 11
21 Ibid., p. 11
22 Ibid., p. 11
23 Ibid., p. 11
24 Désiré de Trémaudan. — Les premiers jours de Montmartre, Saskatchewan (1893). — P. 9
25 Désiré de Trémaudan. — Chronologie de Montmartre, Saskatchewan Année 1893. — P. 11
26 Ibid., p. 11
27 Ibid., p. 11
28 Ibid., p. 11
29 Ibid., p. 11
30 Ibid., p. 11
31 Ibid., p. 11
32 Ibid., p. 11-12
33 Ibid., p. 12
34 Ibid., p. 13
35 Ibid., p. 13
36 Ibid., p. 17
37 Ibid., p. 18
38 Gire Maigueret. — Le Petit Montmartre du Canada. — Archives de la Saskatchewan.

Bibliographies

Bédard, Roméo, abbé. — History, Montmartre, Sask. 1893-1953. — Regina : Diocèse de Regina, 1953

Faubert, Lucienne. — «Montmartre, Saskatchewan, May 1955». — Archives de la Saskatchewan

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Larousse Encyclopédique en couleurs. — Vol. 15. — Paris : France Loisirs, 1979

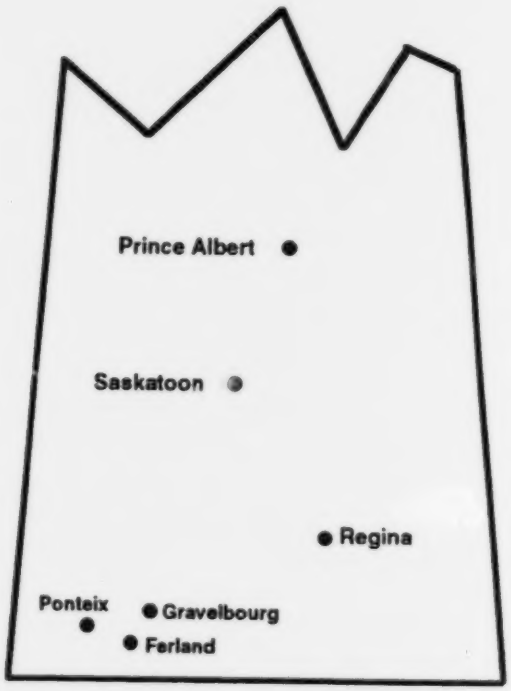
Maigueret, Gire. — Le Petit Montmartre du Canada. — Archives de la Saskatchewan

Rioux, Florian. — «Fondée par une société de colonisation française ; la paroisse de Montmartre». — Le Patriote de l'Ouest. — (2 janv. 1918). — Publié en oct. 1990 par la Société historique de la Saskatchewan dans la Revue historique

de Trémaudan, Désiré. — Chronologie de Montmartre, Saskatchewan Année 1893. — Archives de la Saskatchewan

de Trémaudan, Désiré. — Les premiers jours de Montmartre, Saskatchewan (1893). — Archives de la Saskatchewan

Ponteix



Ponteix est une communauté agricole située dans le sud-ouest de la Saskatchewan, dans la région de la Montagne de Cyprès. C'est en 1908 que l'abbé Marie-Albert Royer fonde la paroisse de Notre-Dame d'Auvergne. Nombreux furent les Français, les Belges et les Canadiens français qui suivirent ce missionnaire à Ponteix. L'abbé Royer essaya au cours des années qui suivirent de faire grandir son nouveau village. Il fit venir des religieuses de la congrégation des Soeurs de Notre-Dame de Chambriac de Clermont-Ferrand en France pour voir à l'enseignement. Il travailla, sans succès, à convaincre une congrégation de frères religieux de venir établir un collège agricole à Ponteix. Enfin, il apporta un trésor dans sa nouvelle paroisse; une statue de Notre-Dame d'Auvergne, qui date du XVe siècle.

Chapitre un

Les voyages d'un missionnaire

Albert-Marie Royer est né à Combronde, en Auvergne, dans le centre-sud de la France. Après son ordination à la prêtrise, il est nommé curé du village de Ponteix en France. Il exerce son métier de prêtre pendant vingt-et-un ans, mais il rêve toujours de quitter son pays natal et d'aller établir une mission à l'étranger, une paroisse qui serait consacrée à Notre-Dame d'Auvergne. Il fait un premier voyage en Algérie mais revient en France désillusionné. En 1905, il lit un article écrit par le fondateur de plusieurs paroisses dans le sud-est de la Saskatchewan, l'abbé Jean Gaire.

L'abbé Royer décide de venir voir l'Ouest canadien. *«Le 20 mars 1906, il laisse sa paroisse, et sur le bateau Philadelphia, se dirige vers New York. Il arrive à l'archevêché de St-Boniface vers la mi-avril, il y rencontre Mgr Langevin. Il fut à ce moment frappé d'une fièvre et conduit à l'hôpital, où il demeura trois semaines.»*[1]

De Saint-Boniface, il explore la région de la Montagne de l'Orignal dans le sud-est de la Saskatchewan, se rend en Alberta où il visite les Rocheuses. Pendant son voyage de retour, il arrête au bureau d'immigration à Moose Jaw où il fait la connaissance d'un agent, Thomas Gelley, qui lui signale qu'un certain Edmond Gauthier se dirige, avec un groupe de colons canadiens-français, vers la région de la rivière La Vieille. (Voir *Gravelbourg.*)

L'abbé Royer décide d'aller retrouver ce groupe à La Vieille. *«La Vieille, en effet, est une intéressante colonie, quoique de formation récente. Son fondateur n'est autre qu'un Métis de Willow Bunch, Alexandre Medelis* (McGillis), *connu et estimé dans la région sous le nom de Katchou.... Katchou donc, au printemps 1906, signala cette place et y conduisit un groupe de Canadiens de Cantal, ayant à leur tête M. le curé de Willow Bunch.»*[2]

C'est à cet endroit que l'abbé Royer se propose de fonder sa paroisse dédiée à la Sainte-Vierge. Il prend un *homestead* et reçoit l'approbation de Mgr Langevin, archevêque de Saint-Boniface pour établir une paroisse. Il devient alors le premier curé résidant de La Vieille ou Gauthierville.[3] Il retourne ensuite en France pour régler ses affaires et pour essayer de convaincre certains Français de venir s'établir dans l'Ouest canadien.

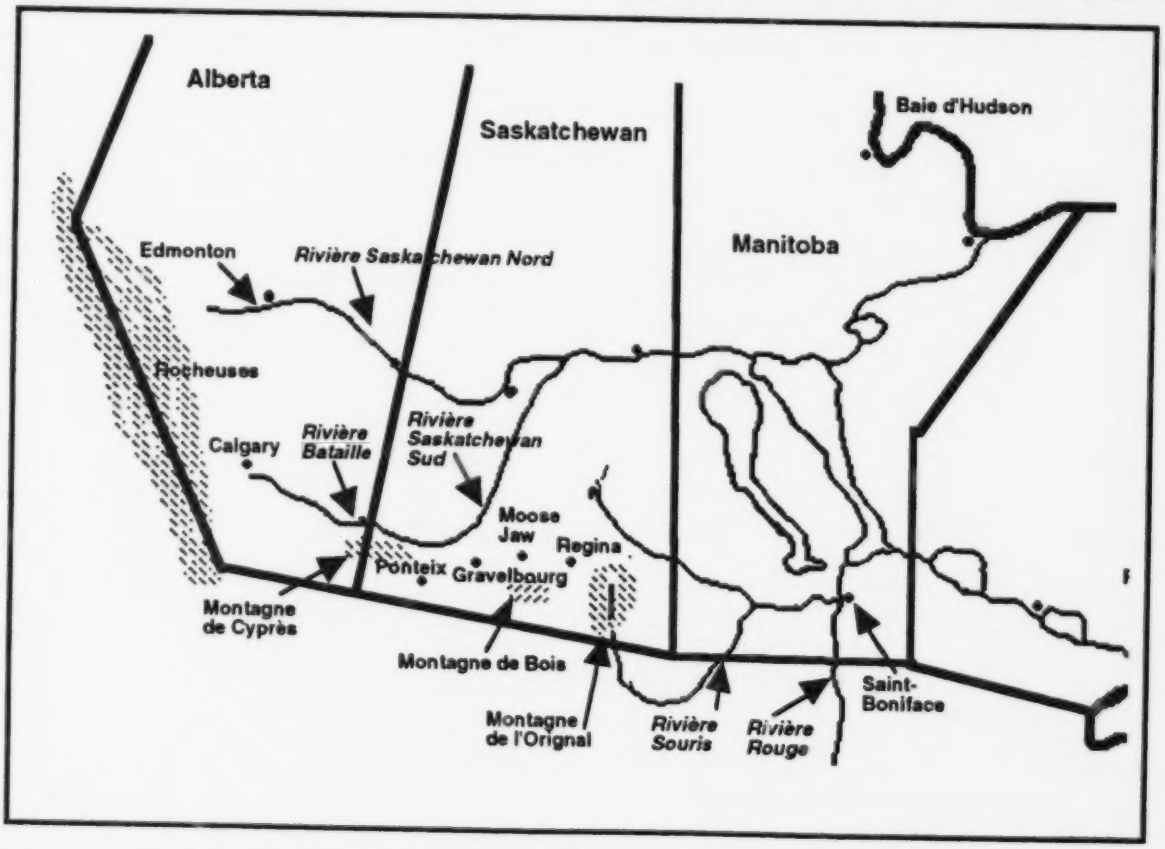
Lorsque l'abbé Royer revient au Canada, il apprend que l'abbé Louis-Pierre Gravel, nouveau missionnaire-colonisateur pour le district, a décidé de fonder sa propre paroisse à La Vieille, de lui donner le nom de Gravelbourg et de la dédier à Sainte-Philomène. Mgr Langevin propose donc à l'abbé Royer d'accepter le poste de vicaire à Gravelbourg. Ceci ne lui plaît pas; il ne veut pas être un simple vicaire et il rêve de fonder une paroisse dédiée à Notre-Dame. À Gravelbourg, *«Ste-Philomène ayant supplanté la Ste-Vierge, il ne voulait pas que les autres saints eussent le pas sur Notre-Dame.»*[4]

Royer revient à Gravelbourg, mais il obtient la permission de l'évêque d'aller voir plus vers l'ouest, dans l'espoir de pouvoir fonder une autre paroisse. Avant de pouvoir commencer ce travail d'exploration, il est surpris par l'hiver. Il passe alors l'hiver de 1906-1907 à Gravelbourg. Le printemps suivant, l'abbé Royer s'éloigne de

Gravelbourg et se dirige vers le sud-ouest. Il se rend jusqu'à l'endroit où on allait établir la paroisse de Villeroy (aujourd'hui Dollard), puis il revient sur ses pas jusqu'au futur emplacement de la communauté de Gouverneur. Il décide que c'est dans cette région qu'il va un jour établir sa paroisse dédiée à la Sainte-Vierge. Des colons commencent à arriver:

«La place fut signalée à quelques familles qui ne trouvaient pas satisfaction à La Vieille; elles y allèrent et restèrent. Brousse, mon compagnon de la première heure y conduisit le chef d'une quarantaine d'Irlandais. En sorte qu'en moins de six semaines, plus de cinquante homesteads *y furent pris par les catholiques. La place n'a pas encore de nom officiel... On l'appelle là-bas Buffalo Head parce que, chose rare aujourd'hui, on a trouvé là sur le bord d'un marais à foin, une prodigieuse quantité de têtes de buffalos.»*[5]
Cette découverte aurait probablement été faite au sud de Ponteix dans la région de Pinto Creek. Mais l'abbé Royer poursuit ses voyages d'exploration. Il visite une colonie de Canadiens français et de Métis qui existe déjà au Lac Pelletier. Il déplore le fait qu'on ait changé le nom du lac, car autrefois le Lac Pelletier s'appelait le *Lac Laplume*. Selon lui, *«ici on modernise comme ailleurs, on va jeter dans l'oubli peut-être les quelques noms qui pourraient conserver à la tradition les intéressantes légendes d'autrefois.»*[6]

Quelle était la légende du Lac Pelletier, autrefois le lac Laplume? L'abbé Royer réussit à la découvrir auprès d'un vieil Indien cri. *«C'était du temps de nos guerres* (indiennes). *Vois-tu là-haut sur la montagne, ce tas de pierres en forme de clocher? Les soldats qui devaient se battre le lendemain étaient réunis là pour offrir un sacrifice à la divinité afin d'obtenir la victoire. Dès que la cérémonie fut commencée, un jeune*

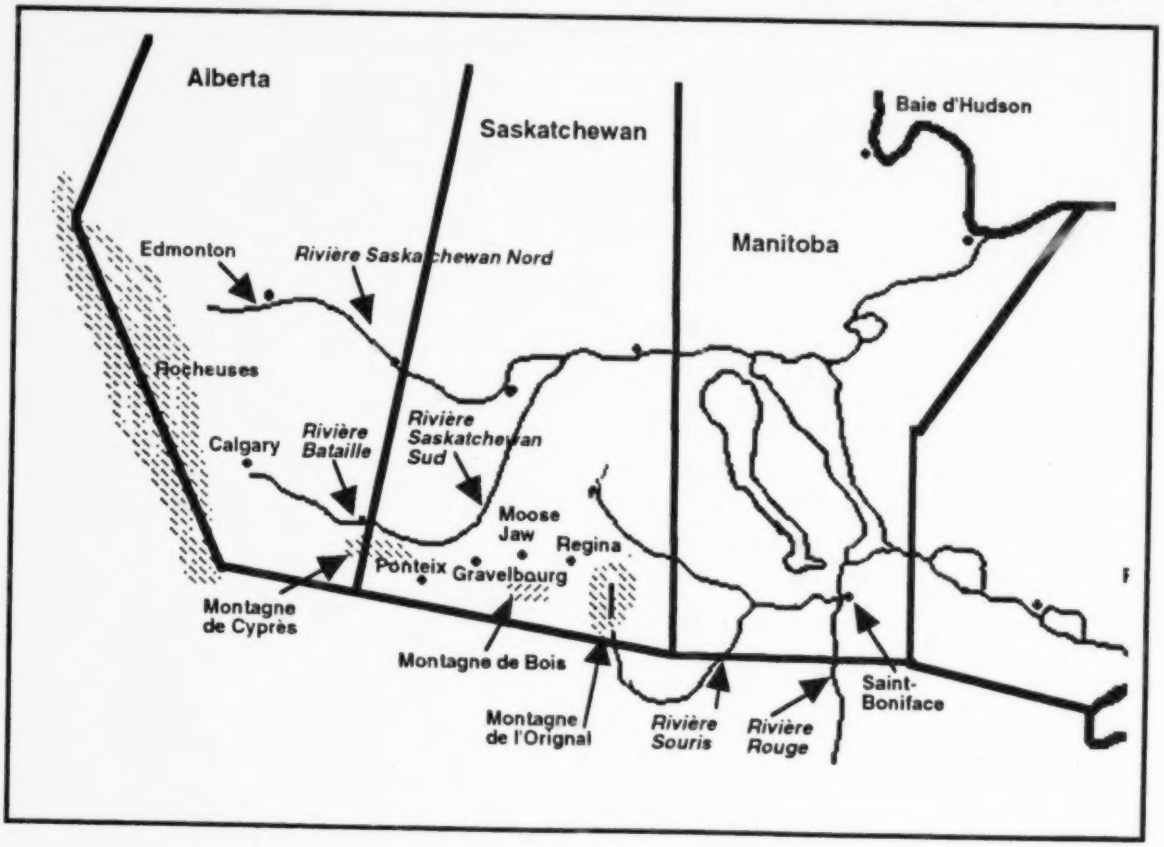


L'Ouest canadien en 1907 comme l'a trouvé l'abbé Royer.

Gravelbourg et se dirige vers le sud-ouest. Il se rend jusqu'à l'endroit où on allait établir la paroisse de Villeroy (aujourd'hui Dollard), puis il revient sur ses pas jusqu'au futur emplacement de la communauté de Gouverneur. Il décide que c'est dans cette région qu'il va un jour établir sa paroisse dédiée à la Sainte-Vierge. Des colons commencent à arriver:

«La place fut signalée à quelques familles qui ne trouvaient pas satisfaction à La Vieille; elles y allèrent et restèrent. Brousse, mon compagnon de la première heure y conduisit le chef d'une quarantaine d'Irlandais. En sorte qu'en moins de six semaines, plus de cinquante homesteads *y furent pris par les catholiques. La place n'a pas encore de nom officiel... On l'appelle là-bas Buffalo Head parce que, chose rare aujourd'hui, on a trouvé là sur le bord d'un marais à foin, une prodigieuse quantité de têtes de buffalos.»*[5]
Cette découverte aurait probablement été faite au sud de Ponteix dans la région de Pinto Creek. Mais l'abbé Royer poursuit ses voyages d'exploration. Il visite une colonie de Canadiens français et de Métis qui existe déjà au Lac Pelletier. Il déplore le fait qu'on ait changé le nom du lac, car autrefois le Lac Pelletier s'appelait le *Lac Laplume*. Selon lui, *«ici on modernise comme ailleurs, on va jeter dans l'oubli peut-être les quelques noms qui pourraient conserver à la tradition les intéressantes légendes d'autrefois.»*[6]

Quelle était la légende du Lac Pelletier, autrefois le lac Laplume? L'abbé Royer réussit à la découvrir auprès d'un vieil Indien cri. *«C'était du temps de nos guerres* (indiennes). *Vois-tu là-haut sur la montagne, ce tas de pierres en forme de clocher? Les soldats qui devaient se battre le lendemain étaient réunis là pour offrir un sacrifice à la divinité afin d'obtenir la victoire. Dès que la cérémonie fut commencée, un jeune*



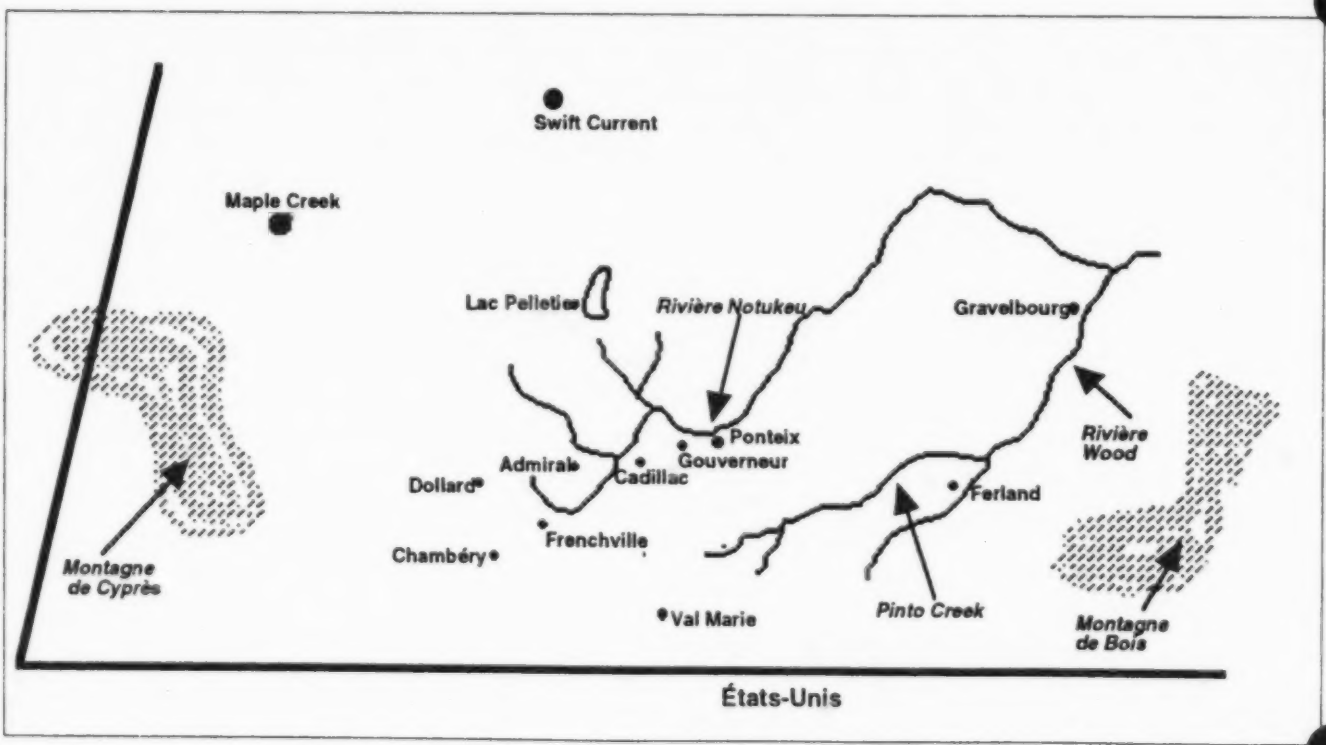
L'Ouest canadien en 1907 comme l'a trouvé l'abbé Royer.

chef s'avança vers l'autel et, prenant ses plumes, les lança vers le Ciel. Et le Ciel accepta le sacrifice, car il envoya immédiatement un vent violent prendre les plumes et les porter dans le lac. Voilà d'où vient ce nom.»[7]

C'est au printemps de 1908 qu'il établit enfin la paroisse de Notre-Dame d'Auvergne et lui donne le nom de sa paroisse natale en France, Ponteix. C'est grâce à l'initiative d'Albert-Marie Royer que plusieurs paroisses francophones ont vu le jour dans la région - Ponteix, Dollard, Gouverneur, Admiral, Frenchville, Val Marie, Lac Pelletier, Cadillac et Quimper.

Puis, les colons français, belges et canadiens arrivent. Mentionnons les familles Alary (Manitoba), Antoine (Belgique), Arsenault, Auger et Beauchamp (Québec), Beauchesne (Minnesota), Beaudoin (Québec), Beaudoing (Manitoba), Bédard, Bégin, Béliveau, Bertrand et Binette (Québec), Blanchard (Belgique), Bonneville et Carignan (Québec), Carlier (Belgique), Carrière (Manitoba), Cavalerie (France), Cossette, Côté et Coulombe (Québec), Coumont (Belgique), Cyrenne, de Montigny, Desautels, Desharnais et Douville (Québec), Dubourt (France), Forget (Ontario), Fournier (Québec), Garella (France), Gauthier, Gauvin, Lacoursière, Levasseur, L'Heureux, Liboiron et Saint-Cyr (Québec) et Stringer (Belgique).[8]

Il est important de noter qu'en 1907, lors des premiers voyages de l'abbé Royer dans les parages de Ponteix, cette partie de la province n'avait même pas encore été arpentée par le gouvernement. En 1908, l'abbé Royer chantait[9] la première messe à Ponteix et selon Adrien Liboiron, *«peu de temps après, les arpenteurs du gouvernement traçaient les différents* townships *et mettaient des bornes indicatrices*



Région de Ponteix dans le sud-ouest de la Saskatchewan vers 1915.

des sections, tandis que les colons, venant d'un peu partout, se choisissaient d'excellentes terres dans ce grand domaine.»[10]

La statue de Notre-Dame d'Auvergne

Puisqu'il a promis d'établir une paroisse dédiée à la Sainte-Vierge, l'abbé Royer fait don d'une statue de Notre-Dame d'Auvergne à la nouvelle paroisse. Elle fut installée dans la première chapelle en 1909. Rachel Lacoursière-Stringer nous raconte l'histoire de ce trésor paroissial: *«Elle date du XVe siècle; faite de chêne, couverte d'or, elle représente la Vierge tenant dans ses bras le corps du Christ à la descente de la croix. Elle aurait été sculptée en 1490 et fut miraculeusement sauvée des vols, des eaux de la mer et enfin d'un incendie.»*[11]

Comment la précieuse statue fut-elle sauvée des vols? Durant la Révolution française (1789 - 1799), l'anticléricalisme se répand en France. On procède à la séparation de l'Église et de l'État. Dans bien des cas, on brûle des églises et on ferme des couvents et des monastères. Plusieurs reliques précieuses sont volées et vendues à qui veut bien payer. Dans le cas de la statue de Notre-Dame d'Auvergne, *«des paysans la prirent et la cachèrent dans un meulon de paille jusqu'au temps où elle serait, de nouveau, en sûreté dans l'église.»*[12]

Comment devient-elle la propriété de l'abbé Royer? La statue finit par tomber entre les mains d'un antiquaire français, le chanoine Feytard, d'Aubière. *«Celui-ci donna la statue à son ami, l'abbé Albert-Marie Royer, lors d'une visite en France où il lui faisait part de ses intentions de fonder une paroisse en l'honneur de la Vierge Marie.»*[13]

Comment la statue fut-elle sauvée des eaux de la mer? Selon Bernard Wilhelm, *«cette statue fut soigneusement emballée et confiée à l'un des futurs colons, M. H. Schoefer, de Clermont-Ferrand, qui devait l'expédier dans ses propres colis.»*[14] À cette époque, le seul moyen de voyager de la France au Canada est par bateau; il faut traverser l'océan Atlantique. Rachel Lacoursière-Stringer poursuit l'histoire de M. Schoefer: *«Les premiers jours n'amenèrent aucun incident, mais bientôt un orage violent s'éleva sur l'océan. Les passagers sont glacés de frayeur et une bande fanatique, ayant appris que ce M. Schoefer amenait avec lui une statue de la Vierge, se rassembla autour de lui voulant le jeter à la mer avec sa statue. Heureusement, le capitaine, responsable des colis confiés à sa compagnie, chargeait deux matelots de veiller continuellement sur M. Schoefer et ses colis.»*[15] Malgré cette protection des matelots, la statue retournera en France et devra être réexpédiée au Canada.

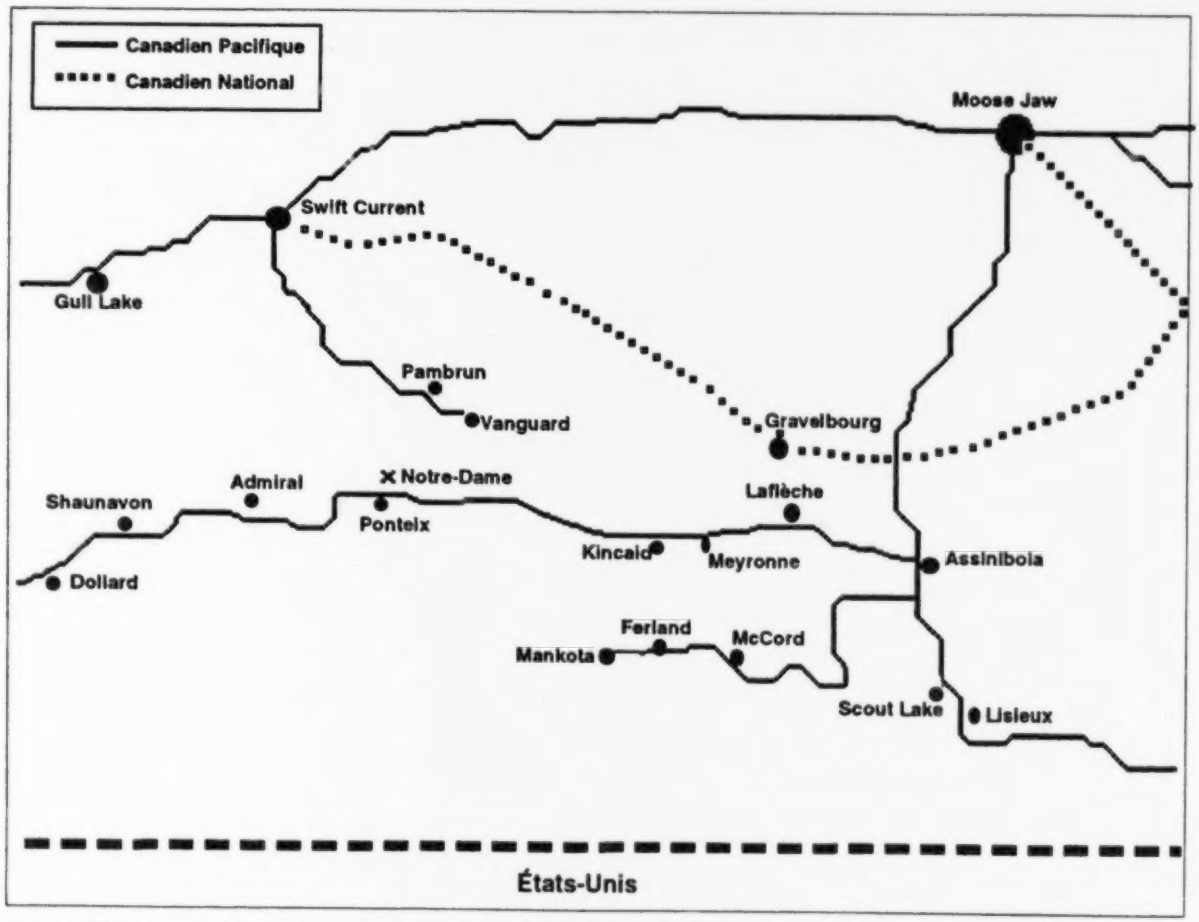
Enfin, comment la statue fut-elle sauvée d'un incendie? La statue fut d'abord placée dans la petite chapelle à Notre-Dame d'Auvergne, puis, en 1916, elle fut transportée dans la nouvelle église de Ponteix. Un incendie allait détruire cette nouvelle église en 1923. *«Grâce aux efforts d'un jeune homme, Wilfrid Liboiron... qui défonça des fenêtres du soubassement et sortit la statue de la crypte qui avait été spécialement construite sous le clocher.»*[16]

En 1934, durant la crise économique, l'évêque du diocèse de Gravelbourg, Mgr J.A. Melanson, demande à ses diocésains de faire un pèlerinage à Ponteix en honneur de Marie, afin d'obtenir ses grâces durant les temps de disette, de sécheresse et de tempête de poussière. Grâce à la statue de Notre-Dame d'Auvergne, Ponteix devient un lieu annuel de pèlerinage.

Déménagement du village

Au début de la colonisation en Saskatchewan, les colons sont souvent arrivés avant la construction des lignes ferroviaires secondaires. La ligne transcontinentale du Canadien Pacifique avait été complétée en 1885, tandis que le Canadien Pacifique et le *Canadian*

Northern avaient bâti quelques lignes secondaires en Saskatchewan dès la fin du XIX^{e} siècle. Mais on n'avait pas encore commencé à construire tout le réseau de lignes secondaires qui sera en place dans les années 1930.
À Ponteix, comme ailleurs dans la province, la ligne du chemin de fer n'a pas encore été construite lorsque les premiers colons arrivent en 1908. Les premiers défricheurs du terrain choisissent alors un emplacement pour leur chapelle et leur presbytère. Le bureau de poste ouvre ses portes près de l'église. *«La première maison du village fut celle de M. Barthelemy Vaury qui allait être bientôt maître de poste. C'est le premier octobre 1908, sous le titre désiré de Notre-Dame d'Auvergne, que s'ouvrit le bureau de poste. Nous avions le courrier une fois par semaine.»*[17] Le magasin de Joseph Lorenzino vient ensuite; puis des lots sont vendus dans le village de Notre-Dame et des maisons sont construites sur une seule rue. En 1910, on construit une première école et Adrien Liboiron en devient le premier enseignant.
Mais, comme nous l'avons mentionné plus tôt, le futur emplacement des villages de la Saskatchewan dépend souvent du tracé de la ligne du chemin de fer. Donc, en 1913, lorsque le Canadien Pacifique décide de construire une ligne qui traversera les communautés d'Assiniboia, Laflèche, Meyronne, Ponteix, Admiral, Shaunavon et Dollard, les résidants du hameau de Notre-Dame s'aperçoivent que leur petit village est situé à un mille et quart de la future gare. Le chemin de fer longe la rive sud

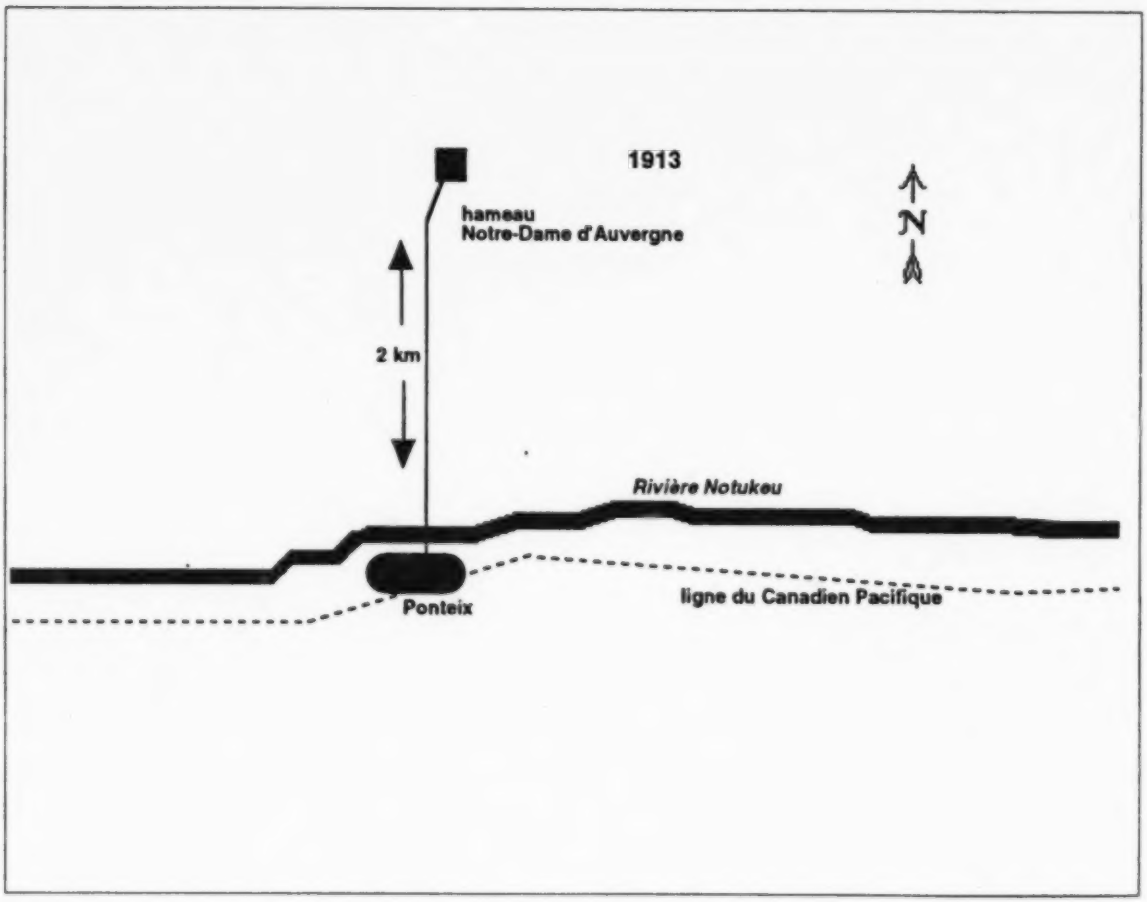


Ligne de chemin de fer dans le sud-ouest vers 1930. (Source: *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*, Richard Lapointe et Lucille Tessier, p. 175.)

de la rivière Notukeu, tandis que le village de Notre-Dame est situé au nord de la rivière.

Les habitants de Notre-Dame démolissent alors leurs bâtiments et reconstruisent à nouveau près de la gare. Ponteix naît des cendres de Notre-Dame. Le nouveau village est situé sur l'ancien terrain de M. Henri Schoefer, qui avait transporté la statue de Notre-Dame d'Auvergne de France jusqu'en Saskatchewan. Il s'agit du carreau SW19-9-11-W3. La compagnie du Canadien Pacifique achète le terrain à M. Schoefer.

Au printemps de 1913, l'abbé Royer est le seul qui reste dans l'ancien hameau de Notre-Dame. Il attend jusqu'en 1916 avant de demander à l'évêque la permission de construire une nouvelle église à Ponteix. Il reçoit la permission et c'est cette église qui sera dévorée par les flammes en 1923. *«Conduit par des hommes d'affaires d'une ardeur inlassable dans le travail d'organisation, secondé par l'esprit de coopération des familles résidantes, Ponteix, dans quelques années, est devenu une petite ville affairée comptant un grand nombre de beaux et coûteux bâtiments.»*[18]



Chapitre deux

L'éducation des enfants

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, la première école ouvre ses portes dans le hameau de Notre Dame en 1910. Dès l'arrivée des colons, Adrien Liboiron était devenu le premier instituteur, enseignant dans la petite chapelle. Au départ, il y a une trentaine d'élèves qui fréquentent les cours à Notre-Dame d'Auvergne. Lorsque l'école est construite, M. H. Coutu remplace Adrien Liboiron comme enseignant.

En 1912, l'abbé Royer décide qu'il doit prendre du repos. Il retournera en France pour quelques mois. Le 15 janvier 1913, il se rend à Chamalières en Auvergne visiter la supérieure des Soeurs de Notre-Dame. *«Durant son séjour il visita les soeurs de la congrégation de Notre-Dame de Chambriac afin de leur faire connaître son désir de trouver, pour sa paroisse, des enseignantes et des infirmières.»*[19]

La supérieure accepte de soumettre la demande du curé de Ponteix à son Conseil et ensuite à l'évêque du diocèse de Clermont-Ferrand. Avant même son départ de France, l'abbé Royer reçoit l'assurance que des religieuses seront en Saskatchewan avant septembre 1913.

Cinq religieuses et une jeune postulante quittent Chamalières le 11 septembre 1913 pour se rendre en Amérique. Elles traversent l'Atlantique sur le *Pomeranian* et arrivent à Montréal le 27 septembre. Puis c'est un voyage en train jusqu'à Swift Current. Deux des religieuses laissent le groupe à Regina. Elles les rejoindront l'été suivant. *«Pendant le parcours, nous voyions continuellement se dérouler les immenses plaines desséchées: pas un brin de verdure, pas un seul arbre, pas même un buisson... De temps en temps des tas de gerbes ou de paille dans les champs défrichés, puis de petites cabanes isolées à des distances considérables les unes des autres... On se demande comment des hommes peuvent vivre dans ces prairies désertes... Quelques troupeaux de vaches, plus souvent de chevaux, paissent je ne sais quelle herbe.»*[20]

Enfin, de Swift Current les religieuses voyagent sur une ligne secondaire du Canadien Pacifique jusqu'à Pambrun, petit village situé à quelques milles au nord de Ponteix. L'abbé Royer avait envoyé une personne rencontrer les religieuses: *«Vers 2h30, les soeurs sont montées en voiture - dans une démocrate*[21] *sans doute - pour s'acheminer, enfin, vers leur destination! Il faisait un soleil brûlant et les chemins étaient si poudreux qu'on voyait à peine les chevaux dans la nuée de poussière.»*[22]

La rentrée des classes a été prévue pour le 5 novembre, mais rien n'est prêt pour accueillir les pensionnaires. La maison n'est pas achevée; les ouvriers sont lents. L'eau n'est pas buvable; il faut en transporter d'un puits à un coût de 25 cents le tonneau. *«Un autre problème, le pain! Pas de boulanger, chaque famille cuisait son pain. Les soeurs n'étaient pas habituées à faire le pain et la maison était si froide que le pâte ne levait pas. Le pain était mal réussi; brûlé ou pas assez cuit!»*[23]

Les religieuses demandent alors à l'abbé Royer de remettre le début des classes, mais trois garçons de Ferland (Noé et Médelger Chabot et Antonio Fournier) arrivent pour le 5 novembre. Ils viennent de trop loin pour être renvoyés chez eux; les soeurs les mettent au travail. C'est seulement vers la fin novembre que le couvent accueille les enfants de la région.

En janvier 1914, on demande aux religieuses d'assumer l'enseignement à l'école publique du village. Puisque les soeurs ne parlent pas encore un bon anglais, et qu'elles n'ont pas encore reçu leurs certificats pour enseigner en Saskatchewan, elles hésitent, avant d'accepter un compromis; deux des religieuses vont enseigner le français à l'école publique le matin, tandis qu'une jeune institutrice, Mlle Thériault, enseignera l'anglais au couvent. Dans l'après-midi, on changera d'écoles.

En novembre 1914, les Soeurs de Notre-Dame de Chambriac se retrouvent dans une situation embarrassante. L'inspecteur du ministère de l'Éducation vient visiter l'école publique et le couvent à Ponteix. Après sa visite, il recommande que les religieuses ne retournent plus à l'école publique; Mlle Thériault détient les diplômes requis pour enseigner dans la province, mais ce n'est pas le cas pour les religieuses. Elles peuvent continuer à enseigner dans leur couvent en le désignant école privée .

En 1916, on décide de construire une nouvelle église ainsi qu'un nouveau couvent à Ponteix. Les religieuses s'installent dans le nouveau couvent en novembre de la même année. Dès la première année dans le nouveau couvent, les Soeurs de Notre-Dame accueillent une soixantaine de pensionnaires et une vingtaine d'externes. Les religieuses commencent à aller suivre des cours à Regina afin d'être reconnues par le ministère de l'Éducation.

En 1920, la commission scolaire revient demander aux religieuses d'assumer l'enseignement à l'école publique. Cette école avait été construite sur un terrain donné par le Canadien Pacifique. «*On déménagea l'école de Notre-Dame...y ajouta deux classes en forme de T et puis on bâtit une quatrième classe. En 1923, un incendie détruisait les deux classes.*»[24] Une nouvelle école en brique est construite, avec sept salles de classe et on la nomme *École Poirier* en honneur du nouveau curé de Ponteix.

Au couvent, le nombre de pensionnaires se maintient durant toutes les années 1920, mais la crise économique des années 1930 apporte des changements. En 1931-32, par exemple, le nombre de pensionnaires baisse à une quinzaine, alors que le nombre d'externes augmente à plus de soixante jeunes. C'est que les parents n'ont pas les moyens de payer la pension pour leurs enfants.

L'année 1934 signale un changement au couvent de Ponteix. L'évêque du diocèse de Gravelbourg, Mgr Melanson, demande aux religieuses de changer leur politique d'accessibilité: «*Jusque-là, on prenait les garçons jusqu'à l'âge de douze ans seulement.*»[25] Après avoir atteint l'âge de douze ans, les garçons allaient poursuivre leurs études au Collège Mathieu de Gravelbourg, ou délaissaient l'école. Puisque les sous sont rares durant la crise économique, les parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs fils au Collège de Gravelbourg. L'évêque demande alors aux religieuses d'accepter garçons et filles sans distinction d'âge. De cette façon les garçons pourraient terminer leurs études secondaires à Ponteix.

Les religieuses acceptent et en 1934 le nombre d'élèves au couvent de Ponteix atteint 117; trente-trois des élèves sont au secondaire. L'année suivante, 133 élèves se présentent au couvent et pour la première fois, les religieuses doivent refuser des élèves; il n'y a pas de place pour accueillir tous ces jeunes.

En 1936, les Soeurs de Notre-Dame offrent un autre service à la population de Ponteix, un cours commercial. L'année suivante, le ministère de l'Éducation accepte que les examens de fin d'année soient donnés au couvent.

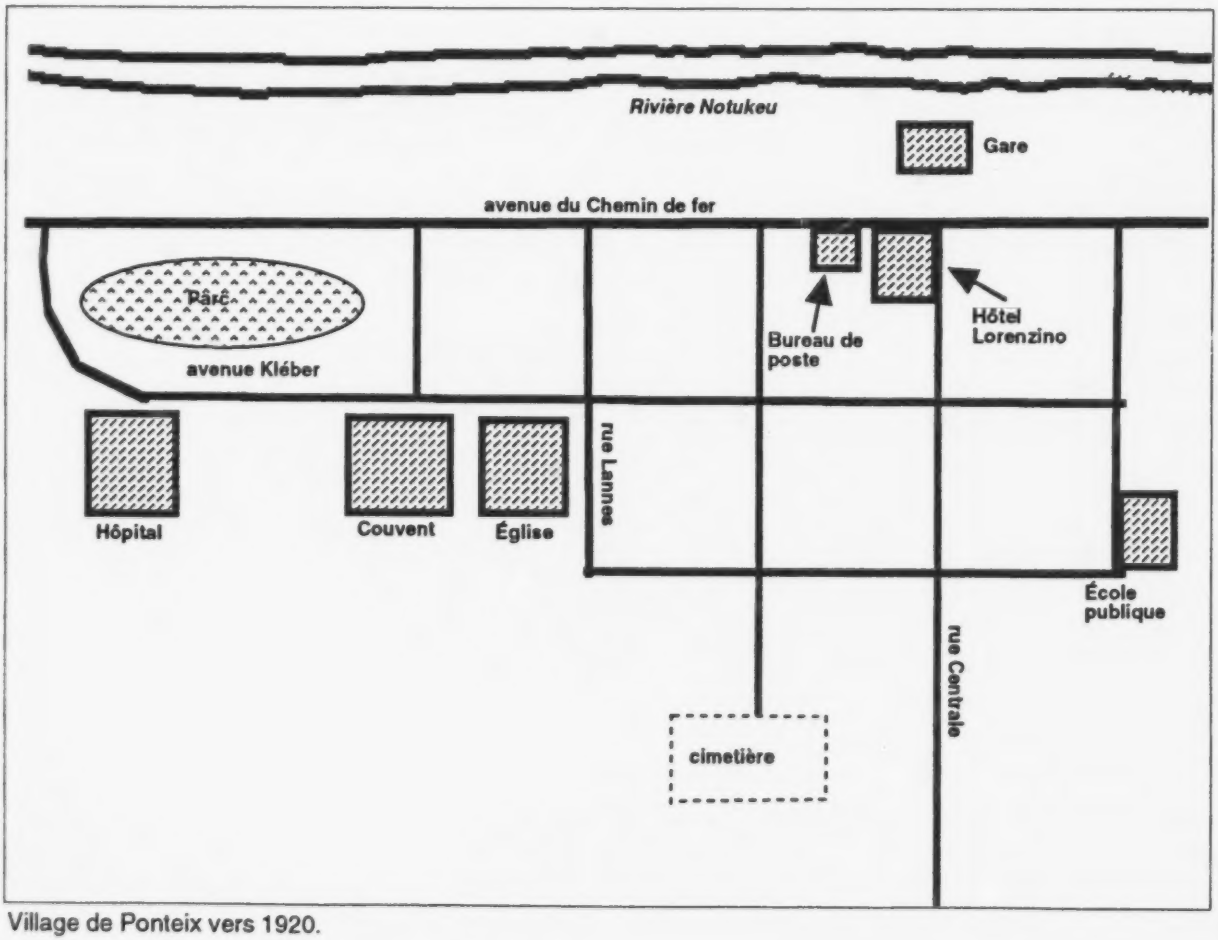
Le nombre d'élèves demeure élevé pendant la Deuxième Guerre mondiale. «Les soeurs sont *courageuses et les élèves ont bonne volonté et*

sont studieux, aussi arrive-t-on à de bons résultats. Mais la guerre continue et devient plus dure; même au Canada il y a des restrictions: sucre, matières grasses, etc.»[26]

Au pensionnat, ce ne sont pas seulement les études qui préoccupent les jeunes. Durant la crise économique *«on prépare avec ardeur le drame "Les chrétiens aux lions" et la séance est jouée le 20 mai devant une salle bien remplie. Le succès des élèves est tel que la population a demandé la répétition de la séance, ce qui fut fait le 10 juin devant Mgr Melanson qui a bien voulu nous honorer de sa présence. Les deux séances ont rapporté au total la somme de $170, très appréciable à cette époque.»*[27] Durant la guerre, on organise des récitals de piano. *«Tous les musiciens en herbe y ont participé, même le tout petit Roger Piché, après un mois seulement de leçons.»*[28]

La guerre voit aussi le nombre de pensionnaires augmenter et les religieuses doivent acheter d'autres lits, car l'évêque leur demande de ne pas refuser d'élèves. *«En dépit du nombre des élèves, les revenus étaient maigres: les prix de pension et de scolarité étaient au rabais, l'hiver long et rigoureux, que d'argent envolé en fumée par la cheminée!»*[29]

Au début des années 1950, le rôle du couvent de Ponteix change. Le ministère de l'Éducation commence à créer les grandes unités scolaires. À Ponteix, l'école publique va être agrandie et on va organiser un système de transport des élèves. *«Le couvent, école privée depuis*



Village de Ponteix vers 1920.

quarante ans, n'avait plus sa raison d'être. L'heure n'était-elle pas propice pour fermer cette école privée et le pensionnat?»[30] Les religieuses annoncent qu'elles vont fermer le couvent à la fin juin 1953. Les commissaires d'école se trouvent dans une position embarrassante; ils ne pourront jamais construire une école assez grande pour accueillir tous les élèves avant le début septembre. Ils demandent aux soeurs de leur louer des classes dans le couvent. De plus, ils demandent aussi aux religieuses d'enseigner à l'école publique.

Les Soeurs de Notre-Dame de Chambriac ont beaucoup contribué au développement de Ponteix. En plus de s'occuper de l'enseignement, elles ont été responsables de l'établissement de l'hôpital de la ville. Et, plusieurs des religieuses ont enseigné dans d'autres communautés environnantes: Ferland, Dollard et Frenchville entre autres.

Si l'établissement du couvent des Soeurs de Notre-Dame a été un atout et une réussite pour l'éducation des jeunes de Ponteix, d'autres projets de l'abbé Royer ont été voués à l'échec. Dans son ardent désir d'améliorer l'éducation de ses paroissiens, l'abbé Royer tente durant la Première Guerre mondiale (1914-1918) d'établir un collège agricole à Ponteix. *«Le Père Royer avait songé aux petits garçons parmi lesquels il remarquait des vocations. Il avait pensé, presqu'au début de la colonie, d'ouvrir un pensionnat par des Frères non enseignants, mais je doute fort, écrit-il, qu'ils puissent venir, pour le moment du moins.»*[31]

En 1916, il commence à faire des démarches pour faire venir la congrégation des Pères du Saint-Esprit. L'abbé Royer avait été élevé par les pères de cette congrégation et il communique toujours avec le supérieur, Mgr LeRoy. Il apprend que les Pères du Saint-Esprit ont reçu des fonds pour établir un Institut agricole au Canada. Les religieux ont déjà tenté d'établir cet institut près d'Ottawa mais n'ont pas réussi parce que *«ce n'était pas un lieu de culture comme l'Ouest.»*[32]

L'abbé Royer les invite à venir dans l'Ouest, où l'agriculture est le principal gagne-pain des colons. Puisque la guerre bat son plein en Europe, il serait peut-être difficile de recruter des pères pour enseigner, comme il serait difficile d'attirer des jeunes garçons et de jeunes hommes comme étudiants. Le curé de Ponteix propose alors au supérieur des Pères du Saint-Esprit d'envoyer un seul enseignant la première année pour offrir quelques cours. L'année suivante, un deuxième père pourrait venir et ainsi de suite.

Pendant qu'il attend des nouvelles de Mgr LeRoy, l'abbé Royer parle de ce projet avec le nouvel archevêque de Regina, Mgr Mathieu. De retour à Regina, Mgr Mathieu écrit au supérieur à Paris pour lui dire qu'il aimerait avoir le Collège agricole à Regina et non pas à Ponteix. Mgr LeRoy lui répond que les Pères du Saint-Esprit ne veulent pas ouvrir leur collège à Regina et que s'ils ne peuvent avoir la permission de l'évêque pour l'établir à Ponteix, ils renonceront donc au projet. Mgr Mathieu ne cède pas et le diocèse perd toute chance d'avoir un institut agricole francophone dans l'Ouest canadien.

N'ayant pas réussi à obtenir l'Institut agricole pour Ponteix, l'abbé Royer essaie maintenant d'obtenir le nouveau collège catholique francophone que propose d'ouvrir Mgr Mathieu en 1917. Nouvel échec! Le collège sera bâti à Gravelbourg.

Chapitre trois

La tragédie de la grande dépression

Ponteix se trouve en plein centre du triangle de Palliser. En 1857, la Grande-Bretagne envoie une expédition, sous la direction du Capitaine John Palliser, pour explorer le territoire qui appartenait à cette époque à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le territoire avait déjà été exploré par des traiteurs de fourrures et des chasseurs de bisons. Le peintre Paul Kane avait même visité le territoire en 1840 pour réaliser des tableaux des Indiens du sud de la Saskatchewan.

L'expédition de Palliser en 1857 n'a donc pas comme objectif de découvrir un nouveau territoire. Plutôt, il a pour mission d'explorer le territoire et de voir si la Terre de Rupert serait propice à l'agriculture.

Entre 1857 et 1859, l'expédition Palliser parcourt les Prairies de l'Ouest. Dans son rapport, il fait état de la fertilité de certaines parties du territoire, surtout la région de la rivière Rouge en allant vers le nord-ouest jusqu'à Edmonton. Toutefois, il décrivait un triangle dans le sud comme étant quasi-désert. Ce triangle a pris le nom de *Triangle de Palliser.* Le capitaine Palliser maintenait que ce triangle ne pourrait jamais être utilisable pour l'agriculture, que le terrain était trop aride pour la culture du grain.

Durant les années 1880, le Gouvernement du Canada espère convaincre des millions d'immigrants de venir s'installer dans les Prairies de l'Ouest. On demande alors au professeur John Macoun d'explorer à nouveau le triangle de Palliser. Lors de ses voyages de 1857 à 1859, Palliser n'avait jamais visité la région même. Il s'était plutôt dirigé de la rivière Rouge vers le nord-ouest, vers Edmonton. Macoun décide qu'il va pénétrer dans le triangle même. Il voyage de Winnipeg au Fort Ellice et ensuite se dirige vers la Montagne de Cyprès et le Fort Walsh. Lorsqu'il a terminé son voyage, Macoun rejette complètement l'idée de Palliser que le triangle est un désert peu propice à l'agriculture.[33]

Le rapport du professeur Macoun incite le gouvernement à augmenter sa campagne de peuplement de la région du sud de la

Saskatchewan. Des milliers et des milliers de colons arrivent pour prendre des *homesteads* entre 1890 et 1925.

Lequel des deux avait raison? Lorsque les précipitations sont suffisantes, le triangle peut être un véritable paradis, comme le maintenait le professeur John Macoun. Par contre, par temps de sécheresse, le triangle devient un désert, comme le soutenait le capitaine John Palliser.

Comme on l'a mentionné, Ponteix se trouve en plein dans le triangle de Palliser. Au début, il y a suffisamment de pluie et les récoltes sont généralement bonnes. Mais les bonnes années prennent fin et sont remplacées par des années de sécheresse. Toutefois, il serait faux de dire que la sécheresse est arrivée tout d'un coup en 1929. En réalité, la région qu'on connaît sous le nom de triangle de Palliser avait été frappée par des sécheresses depuis le début de la colonisation. Entre 1916 et 1926, quelques 6 460 fermes furent abandonnées dans le triangle de Palliser.[34]

À partir de 1929, la sécheresse rend la situation plus difficile pour les fermiers de la Saskatchewan. Mais l'absence de pluie n'est pas le seul problème des agriculteurs durant les années 1930. Pour survivre, les fermiers dépendent des consommateurs qui achètent leurs produits.

Le 24 octobre 1929, il y a un effondrement total de la bourse de New York, qui plonge le monde entier dans une crise économique. Ceci mène à une chute vertigineuse des prix des produits agricoles. En mai 1928, le prix d'un boisseau de blé numéro 1, du blé dur roux du printemps, est de 1,63 $. Quatre ans plus tard, le prix est de 35 cents le boisseau. Les prix des autres produits de la ferme chutent également durant la même période.

Malgré les faibles prix, c'est le temps qui marque le plus les fermiers. L'hiver et l'été de 1931 voient le triangle de Palliser en pleine sécheresse. Les vents de l'ouest causent des tempêtes de poussière; la couche de terre arable est soulevée par le vent et transportée de la Saskatchewan jusqu'au Manitoba. Pendant l'été, le ciel est noir.

Mme Rachel Lacoursière-Stringer, dans son *Histoire de Ponteix*, décrit les tempêtes de poussière comme suit: *«Non seulement est-ce décourageant pour le fermier privé de sa récolte, mais aussi pour la maîtresse de maison qui, après avoir nettoyé sa demeure, voit une poussière gris foncé pénétrer dans chaque coin, chaque armoire, sur le linge, les aliments, etc. Ces tempêtes souvent d'une durée de deux ou trois jours, jouaient un mauvais rôle sur le moral des gens qui y étaient exposés. Rien n'était si décourageant que de voir une trombe de poussière avancer à travers les champs, des tourbillons qui accrochaient des chardons de Russie, ceux-ci roulant, roulant jusqu'à se prendre à une clôture, des arbustes, etc., un nid parfait pour sa reproduction! Les amas de sable atteignait graduellement trois ou quatre pieds de haut, recouvrant les clôtures, remplissant les fossés,...»*[35]

Et, pour empirer les problèmes de la sécheresse, en 1932 il y a une infestation de sauterelles. Les *gophers*[36] causent également des dégâts aux champs de grain. En Saskatchewan et en Alberta, les gouvernements acceptent de payer une prime de quelques cents pour les *gophers*. Les jeunes, pour le plaisir de la chasse et pour les revenus, tuent des millions de *gophers* chaque année, mais ils ne semblent pas avoir sensiblement réduit la population de ces petits animaux.

La région du triangle de Palliser est plus durement touchée que les autres parties des provinces des Prairies par la sécheresse et les infestations de sauterelles et de *gophers*. Le nord de l'Alberta et de la Saskatchewan échappent sensiblement à ces dégâts et certains fermiers abandonnent leur ferme pour aller se réfugier ailleurs. Alexandre Arsenault de

Ponteix, par exemple, va s'établir dans la région de Watson et de Périgord, au nord de Regina, durant la crise économique. Il reviendra à Ponteix en 1955.

«Nous pouvons dire que la sécheresse et le manque de prix furent tous deux à la source de la Crise qui frappa surtout l'industrie du blé. Les mauvais effets de cette période furent nombreux, spécialement dans les campagnes où la moitié de la population avait l'aide gouvernementale pour les semences, le foin, l'approvisionnement. Le tout ajoutait de plus en plus au fardeau financier. Chacun avait ses propres plaies et ses propres épreuves à raconter.»[37]

À Ponteix, comme ailleurs, les agriculteurs ne sont pas les seuls à souffrir à cause de la crise économique. Il n'y a pas d'argent pour payer le salaire des instituteurs et des institutrices; ils acceptent souvent d'être payés en bons sans valeur ou en nature (viande, pommes de terre, légumes, lait et beurre). Gens d'affaires comme fermiers n'ont pas les moyens de payer la taxe sur la propriété. *«En 1937 le gouvernement introduisit une annulation des taxes rurales et un règlement de dette afin de soulager l'acheteur et d'améliorer l'économie presque affaissée.»*[38]

Lorsque la crise économique (qu'on a surnommé «La grande dépression») prend fin vers 1938, les agriculteurs réalisent qu'ils ne peuvent plus continuer à pratiquer l'agriculture comme ils l'ont fait depuis trois décennies. Ils cherchent à trouver des moyens pour éviter l'érosion des sols et éviter les grandes tempêtes de poussière qu'ils ont connues durant la sécheresse. *«C'est alors que fut encouragée la culture par bandes afin d'empêcher la "poudrerie" et la construction de digues pour retenir les eaux du printemps afin que celles-ci ne s'écoulent et se perdent. D'autres initiatives, telle l'érection d'un barrage sur la rivière Notukeu, à Gouverneur, visent à l'irrigation le long de la vallée.»*[39]

Pour aider les agriculteurs à éviter les dégâts d'une sécheresse, comme l'érosion des sols, le gouvernement fédéral établit, vers 1935, l'Administration du rétablissement agricole des Prairies. Cette agence aide les fermiers à entreprendre des projets comme celui du barrage de la rivière Notukeu.

Enfin, Mme Rachel Lacoursière-Stringer parle des *Bennett buggies*, qui ont fait leur apparition durant la crise économique: *«Ce genre de voiture ayant reçu le nom du premier ministre du Canada d'alors était arrangé à même l'automobile que le propriétaire ne pouvait plus faire fonctionner à cause de ce qu'elle lui coûtait. Un timon,*[40] *des brancards fixés au corps de l'auto pouvaient recevoir un attelage, et les chevaux redevenaient le moteur de ce carrosse si populaire durant les années prospères, ayant remplacé la calèche démocrate des premières heures.»*[41]

Heureusement que les chevaux étaient encore nombreux dans les prairies à cette époque. Aujourd'hui, il serait quasiment impossible de trouver suffisamment de chevaux pour transformer toutes nos belles voitures en *Bennett buggies*, si ceci s'avérait nécessaire à cause du prix de l'essence.

Notes et références

1 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — Steinbach : Derkson Printers, 1981. — P.17

2 Albert-Marie Royer. — Excursion d'un missionnaire en 1907, Fondation de plusieurs Paroisses dans le S.-O. de la Saskatchewan. — Clermont-Ferrand : Imprimerie Moderne, 1908. — P. 3

3 C'est seulement après l'arrivée de l'abbé Louis-Pierre Gravel que cet endroit deviendra la communauté de Gravelbourg.

4 Adrien Liboiron. — «Chronique de la petite histoire de Ponteix». — L'Eau Vive. — (1er oct. 1980). — P. 50

5 Albert-Marie Royer. — Excursion d'un missionnaire en 1907, Fondation de plusieurs paroisses dans le S.-O. de la Saskatchewan. — P. 6

6 Ibid., p. 8

7 Ibid., p. 8

8 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 15

9 Avant le Concile oecuménique II, en 1964, la messe était dite en latin. Il y avait deux types de messes: la messe chantée ou messe haute où le prêtre chantait presque toutes les parties de la messe, et la messe basse où il lisait tout simplement les passages. La messe basse durait généralement moins longtemps que la messe haute.

10 Adrien Liboiron. — «Chronique de la petite histoire de Ponteix». — P. 51

11 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 15

12 Ibid., p. 15

13 Ibid., p. 15

14 Bernard Wilhelm. — «Le pot de terre contre le pot de fer». — Colloque du CEFCO (10e, 18-19 oct. 1990, Saskatoon). — P. 3

15 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 15

16 Ibid., p. 15

17 Adrien Liboiron. — «Chronique de la petite histoire de Ponteix». — P. 60

18 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 19-20

19 Ibid., p. 18

20 Léa Robert, soeur. — «Soeurs de Notre-Dame d'Auvergne dans l'Ouest canadien, 1913 à 1979». — Histoire de Ponteix. — Rachel Lacoursière-Stringer. — P. 50

21 *Démocrate* : voiture généralement tirée par deux chevaux. La démocrate se distingue du «buggy» par ses deux sièges.

22 Léa Robert, soeur. — «Soeurs de Notre-Dame d'Auvergne dans l'Ouest canadien, 1913 à 1979. — P. 50

23 Ibid., p. 51

24 «Profil de Ponteix». — L' Eau vive : Clin d'oeil Jeune-Saskois. — (26 avr. 1990). — P. 8

25 Léa Robert, soeur. — «Soeurs de Notre-Dame d'Auvergne dans l'Ouest canadien, 1913 à 1979». — P. 55

26 Ibid., p. 56

27 Ibid., p. 55

28 Ibid., p. 57

29 Ibid., p. 57

30 Ibid., p. 58

31 Adrien Liboiron. — «25e anniversaire de la fondation de la paroisse de Notre-Dame d'Auvergne». — Archives de la Saskatchewan

32 Ibid

33 Douglas Owram. — «Wasteland or Wonderland». — Horizon Canada. — Vol. 4, n° 43 (1985). — Saint-Laurent : Center for the teaching of Canada,1985. — P. 1010-1015

34 David C.Jones. — «Blown Away». — Horizon Canada. — Vol. 8, n° 96 (1985). — Saint-Laurent : Center for the teaching of Canada, 1985. — P. 2281-2287

35 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 27

36 *Gopher*: nom communément utilisé dans les

Prairies pour parler des spermophiles.

37 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 27

38 Ibid., p. 27

39 Ibid., p. 27

40 *Timon* : longue pièce de bois disposée à l'avant d'une voiture ou d'une charrue et de chaque côté de laquelle on attelle une bête de trait (chevaux ou boeufs).

41 Rachel Lacoursière-Stringer. — Histoire de Ponteix. — P. 28

Bibliographie

Jones, David C. — «Blown Away». — Horizon Canada. — Vol. 8, n° 96. — Saint-Laurent : Center for the teaching of Canada, 1985

Lacoursière-Stringer, Rachel. — Histoire de Ponteix. — Steinbach : Derkson Printers, 1981

«Profil de Ponteix». — L'Eau vive : Clin d'oeil Jeune-Saskois. — (26 avr. 1990)

Liboiron, Adrien. — «Chronique de la petite histoire de Ponteix». — L'Eau Vive. — (1er oct. 1980)

Owram, Douglas. — «Wasteland or Wonderland». — Horizon Canada. — Vol. 4, n° 43 (1985). — Saint-Laurent : Center for the teaching of Canada,1985

Royer, Albert-Marie. — Excursion d'un missionnaire en 1907, Fondation de plusieurs Paroisses dans le S.-O. de la Saskatchewan. — Clermont-Ferrand : Imprimerie Moderne, 1908

Wilhelm, Bernard. — «Le pot de terre contre le pot de fer». — Colloque du CEFCO (10e, 18 et 19 oct. 1990, Saskatoon)

Liboiron, Adrien. — «25e anniversaire de la fondation de la paroisse de Notre-Dame d'Auvergne». — Archives de la Saskatchewan

Prince Albert, la porte du Nord

Dans la ville de Prince Albert, les francophones ont pu survivre, comme ceux des plus petites communautés rurales, car cette ville du nord de la Saskatchewan a toujours gardé son caractère de village agricole où les gens se connaissent bien, plutôt que d'adopter une allure cosmopolite. Prince Albert est une des plus vieilles communautés de la Saskatchewan, ayant même connu l'époque de la traite des fourrures.

Chapitre un

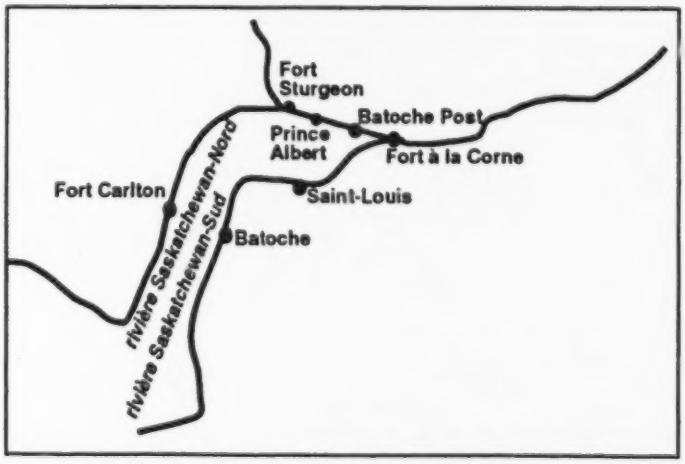
Les débuts

Le 30 juillet 1866, le révérend James Nisbet monte la rivière Saskatchewan-Nord et s'arrête à l'emplacement de la future ville de Prince Albert. Il fonde une mission presbytérienne et, aujourd'hui, il est reconnu comme le fondateur de Prince Albert. Toutefois, d'autres s'étaient déjà arrêtés à cet endroit et il y avait même eu des postes de traite dans les environs.

Le grand explorateur anglais, Henry Kelsey, a été le premier homme blanc à visiter la région de Prince Albert, c'est-à-dire qu'il a été le premier à laisser des preuves écrites de son passage dans la région. Des coureurs de bois avaient certainement voyagé sur la rivière Saskatchewan-Nord avant la visite de Kelsey et ils s'étaient, possiblement, arrêtés à l'emplacement du futur Prince Albert. C'est en 1692 que Henry Kelsey voyage dans la vallée de la rivière Carotte et se rend jusqu'à la rivière Saskatchewan-Sud, alors connue sous le nom de la Fourche des Gros Ventres. Il traverse la rivière et se dirige vers le nord jusqu'à la rivière Saskatchewan-Nord, probablement à l'emplacement du futur Prince Albert, pour ensuite poursuivre son voyage vers l'ouest.

Quelque 80 années plus tard, en 1776, Peter Pond construit le Fort Sturgeon à l'embouchure de la rivière du même nom, quelques kilomètres à l'ouest de Prince Albert. Le fort est abandonné en 1780 et incendié par les Indiens. L'année suivante, les «Pedleurs», un groupe de traiteurs de fourrures de Montréal, construisent un autre fort environ à un kilomètre à l'est du pont actuel du chemin de fer, soit en face de l'île Bett. Comme le fort construit par Peter Pond, celui-ci n'existe que pendant quelques années. Un autre aventurier fonde un poste de traite dans la région: il s'agit de David Grant qui construit un fort pour la Compagnie du Nord-Ouest en 1793. Ce dernier fort est à l'endroit où avait été celui de Peter Pond.

Il y a même eu un Fort Batoche (ou magasin Batoche) dans la région. Ce poste de traite a été fondé par Jean-Baptiste Letendre, le grand-père de Xavier Letendre, dit Batoche, le fondateur de Batoche en Saskatchewan. *«La présence des Letendre, dits Batoche, dans le district des rivières Saskatchewan date du milieu du XVIIIe siècle... En 1804, Jean-Baptiste Letendre, le grand-père de Xavier, est nommé interprète au Fort-des-Prairies (Edmonton)... Traiteur indépendant, ou homme libre, employé de temps à autre par la Compagnie du Nord-Ouest ou par les Pedleurs, il est arrivé très tôt, ainsi que d'autres Batoche, dans la région du Fort St-Louis et du Fort à la Corne sur la rivière*



Les forts dans la région de Prince Albert.

Saskatchewan. David Thompson signale la présence d'un Fort Batoche sur la rivière Saskatchewan-Nord à l'ouest du Fort à la Corne vers 1790.»[1] Étant situé à l'ouest du Fort à la Corne, ce poste de traite aurait été dans la région même de Prince Albert.

James Isbister, un trappeur métis, est le premier à s'installer à Prince Albert pour cultiver la terre. Il s'installe sur le lot de rivière N° 62, le 3 juin 1862. Isbister est probablement le premier à semer du blé dans la région. Toutefois, il n'est pas reconnu pour avoir fondé la ville de Prince Albert. Cet honneur revient au révérend James Nisbet qui arrive en 1866. Le missionnaire presbytérien fonde sa mission à l'angle de l'actuelle avenue Central et de la rue River. À cet endroit, il construit une maison, une étable et une école, et il nomme sa mission Prince Albert en honneur du mari de la reine Victoria.

Le but de la mission est de convertir les Indiens de la région, et Nisbet se consacre à leur formation; il enseigne comment élever du bétail, comment construire des maisons, ainsi que d'autres métiers, tout en s'occupant des vieux et des malades. Malgré son travail, James Nisbet ne réussit à convaincre que huit familles indiennes de s'établir définitivement à la mission, en 1872.

La période entre 1872 et 1884 est une des plus prospères de l'histoire de la communauté de Prince Albert. Puisqu'il y a de nombreuses rumeurs laissant entendre que la ligne transcontinentale du Canadien Pacifique serait construite dans la région, plusieurs entrepreneurs viennent s'établir à Prince Albert pour y fonder des commerces. Henry Stewart Moore construit un moulin à farine en 1875. Charles Mair, qui s'était opposé à Louis Riel au Manitoba en 1870, ouvre les portes d'un magasin général en 1877. Thomas Osborne Davis s'installe comme fréteur entre Prince Albert et le Fort Ellice, se rendant même jusqu'à Qu'Appelle. En 1882, il ouvre une taverne dans la rue River avec deux tables de billards. Au début du XXe siècle, Davis est élu député fédéral dans la circonscription de Prince Albert. Plus tard, on le nomme sénateur. Davis fonde également le village de Hoey, environ 40 kilomètres au sud de Prince Albert. John D. Maveety et Thomas Spink fondent le premier journal de Prince Albert en 1882, le *Prince Albert Times and Saskatchewan Review*. Prince Albert a même une librairie dirigée par Thomas N. Campbell, à compter de 1879.

Pour encourager la colonisation dans la région, un bureau des Terres du Dominion ouvre ses portes à Prince Albert en 1878. Louis Schmidt, l'ancien secrétaire de Louis Riel lors de la résistance des Métis au Manitoba en 1869-1870, est l'agent des Terres pendant plusieurs années. En 1879, la compagnie Stobart, Eden and Co. déménage ses quartiers généraux de Duck Lake à Prince Albert et en 1882, la Compagnie de la Baie d'Hudson agrandit son magasin de Prince Albert, construit trois entrepôts et se prépare à abandonner le Fort Carlton qui fournissait jusqu'alors les postes de traite du Nord.

La ville devient même le siège de la première Université de la Saskatchewan. Le Diocèse anglican de la Saskatchewan est fondé en 1873 et son siège épiscopal est situé à Prince Albert. Le premier évêque anglican est le révérend John McLean. Un des rêves de l'évêque est de fonder un collège pour former des missionnaires indiens et métis. En 1879, il ouvre le premier collège à Prince Albert. *«Emmanuel College ouvre ses portes le 1er novembre 1879 dans des quartiers temporaires. Onze élèves sont inscrits cette année-là: quatre Cris, deux Métis, un Sioux et les autres sont des Blancs. Le programme d'enseignement comprend la grammaire et la composition en anglais et en langue indienne, ainsi que la théologie.»*[2] Toutefois le révérend McLean n'est pas encore satisfait. Il veut que son collège soit reconnu comme université avec le droit d'accorder des diplômes. Une pétition est envoyée au Parlement, à Ottawa, et une charte est accordée pour la création de l'Université de la Saskatchewan à Prince Albert en avril 1883. Après la mort de McLean en 1886, son successeur abandonne l'idée de conférer des

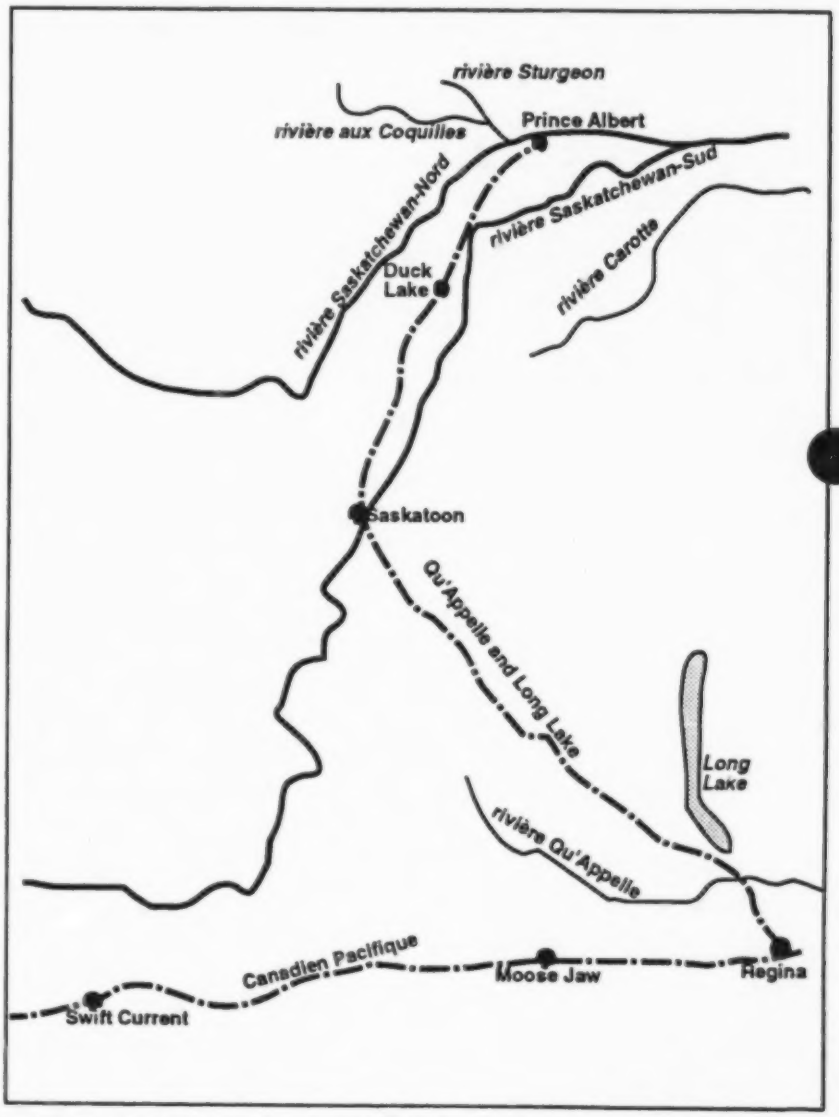
diplômes aux élèves du collège Emmanuel et la première université cesse d'exister.

En 1882, Prince Albert est donc devenu le centre commercial de la vallée de la Saskatchewan. C'est durant cette période de prospérité que le clergé catholique vient s'établir à Prince Albert. Il est dans la région depuis déjà plusieurs années, oeuvrant auprès des Métis à la Petite Ville, au Fort Carlton, à Saint-Laurent de Grandin, à Duck Lake et à Batoche. Des missionnaires comme le père Julien Moulin, o.m.i., font même la navette entre Saint-Laurent et les missions du Nord: au lac La Ronge, à l'Île-à-la-Crosse et au lac Vert.

L'évêque de Saint-Albert, Mgr Vital Grandin, avait visité la région en 1876 et avait écrit au sujet de cette visite: *«Prince Albert est magnifique et les récoltes sont belles.... Il y a déjà trois églises protestantes.»*[3] Mais c'est seulement en octobre 1882 que le père Alexis André, o.m.i., vient fonder la première mission catholique. *«Une mission catholique a été fondée par le père André dans la vieille bâtisse de bois ronds sur le lot de rivière 75 qui avait été autrefois la propriété de Joseph Finlayson maintenant agent indien à la réserve Mistawasis.»*[4]

La congrégation compte de 50 à 60 personnes, la plupart sont des Indiens et des Métis. Mais lors de la messe de minuit du 25 décembre 1882, la foule est si nombreuse que plusieurs ne peuvent pas entrer dans la petite église. *«Il n'y avait plus que des places debout et plusieurs furent obligés de retourner chez eux. Un bon nombre d'Anglais y étaient et assistèrent des plus pieusement à l'office.»*[5]

La présence des catholiques s'impose très vite à Prince Albert. *«En effet, plusieurs des premiers colons de la paroisse du Sacré-Coeur étaient de souche française et ont participé à son développement. L'un de ceux-ci était le Sieur DeLagorgendière, venu en 1887 de St-Joseph de Beauce, P.Q., s'établir à Prince Albert... À signaler aussi est le célèbre Louis Schmidt, ancien secrétaire de Louis Riel, qui dédia une grande partie de sa vie à favoriser l'éducation catholique à Prince Albert et à y soutenir les*



Le tracé de la ligne du chemin de fer Qu'Appelle and Long Lake Railway.

oeuvres de l'église.»[6] D'autres colons d'origine française et métisse à Prince Albert, en 1888, sont les Généreux, Gerrond, Landry, St-Louis, Thériaux, Vallée, Venette, Ashby et Beaudry.

En 1883, les Fidèles Compagnes de Jésus ouvrent un couvent près de la mission du père André. *«Le 10 mai 1883, huit membres de la congrégation ont quitté Liverpool à bord du Péruvien pour se rendre jusqu'aux colonies de Saint-Laurent et de Prince Albert dans les Territoires du Nord-Ouest. Elles répondaient ainsi à l'appel de Mgr Grandin qui cherchait des religieuses pour les écoles des missions.»*[7] Quatre religieuses se rendent à Saint-Laurent et les quatre autres à Prince Albert. Ces dernières fondent l'Académie Sainte-Anne. *«Leur première résidence est une pauvre maison de bois rond à deux étages et demi avec un petit clocher.»*[8] Le couvent ouvre ses portes le 1er septembre 1883 et une des premières élèves de l'Académie Sainte-Anne est Mary Darmour, la petite fille adoptée par Mlle Onésime Dorval, institutrice à Saint-Laurent.

En 1886, le père André quitte la mission de Prince Albert et il est remplacé par le père Pierre Dommeau, o.m.i. Ce missionnaire aide à créer le premier district scolaire catholique de Prince Albert en 1887 et l'école Saint-Patrick de Goshen en 1889. Goshen était un poste de traite situé à environ deux kilomètres à l'est de l'ancienne mission presbytérienne établie par le révérend James Nisbet.

Au début des années 1880, Prince Albert avait connu une importante croissance économique alors que beaucoup croyaient que le Canadien Pacifique bâtirait sa ligne transcontinentale dans la région. *«Le retour au pouvoir du gouvernement Macdonald en 1878, avec sa promesse de construire le chemin de fer jusqu'au Pacifique, accélère l'immigration vers l'Ouest. La plupart des colons se dirigent vers la vallée de la rivière Saskatchewan-Nord où l'on prévoit que le chemin de fer sera construit. Être à proximité de la ligne du chemin de fer n'est pas seulement commode; il s'agit de la différence entre une subsistance marginale et la prospérité. Le recensement de 1881 indique que la plupart des habitants non-indiens des Territoires sont installés le long de la rivière et que Prince Albert est le plus grand centre.»*[9]

Toutefois, la Compagnie du Canadien Pacifique va trahir les rêves de ces colons et commerçants de Prince Albert. Les dirigeants de la compagnie décident que le tracé du chemin de fer passera dans le sud des Territoires du Nord-Ouest, le long de la frontière américaine, dans le lointain district d'Assiniboia. Plusieurs commerçants abandonnent la petite communauté de Prince Albert pour aller s'établir dans les nouveaux villages qui surgissent le long du chemin de fer, à Moosomin, Qu'Appelle, Regina, Moose Jaw ou Swift Current. Mais beaucoup d'autres choisissent de rester et ceux-ci accueillent avec joie l'arrivée du chemin de fer de la Compagnie *Qu'Appelle and Long Lake Railway* en août 1890.

La construction du chemin de fer jusqu'à Prince Albert, terminée en 1890, influence certainement le choix de cette jeune ville comme siège épiscopal du nouveau diocèse de Prince Albert. *«La décision d'établir un Vicariat apostolique de la Saskatchewan se fait en 1890 et le 19 avril 1891, le père Albert Pascal, o.m.i., est nommé évêque.»*[10] À cette époque, le diocèse de Mgr Pascal comprend tout le territoire du district de la Saskatchewan jusqu'à l'océan Arctique.

La création du diocèse de Prince Albert et la nomination de Mgr Pascal, évêque Français, attirent des centaines de francophones dans la ville.

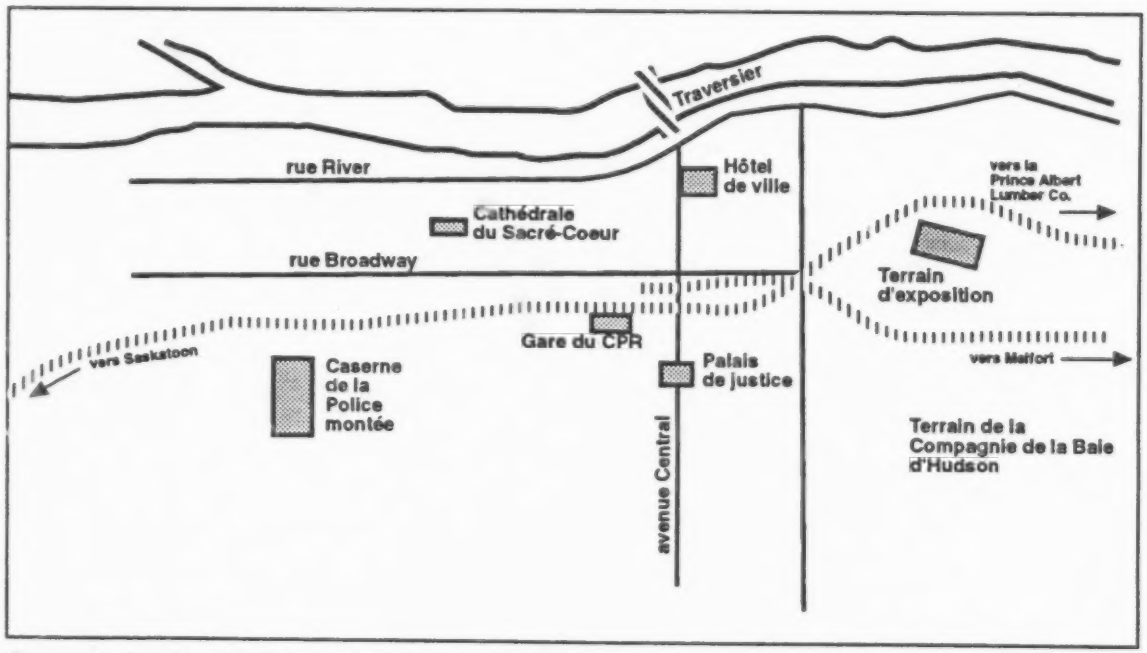
Chapitre deux

La vie catholique et française à Prince Albert au début du siècle

Le 19 avril 1891, un jeune oblat français, Albert Pascal, est nommé Vicaire Apostolique de la Saskatchewan. Cette nomination transforme l'administration catholique de l'Ouest canadien; l'ancien et énorme diocèse de Saint-Albert, toujours administré en 1891 par Mgr Vital Grandin, est alors divisé en deux et un vicariat apostolique est créé dans le district de la Saskatchewan.

Si le nouveau diocèse de Prince Albert ne couvre pas un territoire aussi étendu que celui de Saint-Albert, il n'empêche que le nouvel évêque a des milliers de kilomètres à parcourir à pied, à cheval ou en bateau pour visiter toutes les missions de son domaine. «*Le Vicariat Apostolique de la Saskatchewan s'étendait alors jusqu'au pôle glacial et comprenait à peu près tout le Vicariat Apostolique actuel du Keewatin.*»[11] Ce n'est qu'en 1910 que le Vicariat du Keewatin (le nord et l'est de la Saskatchewan et du Manitoba et une bonne partie de l'actuel Territoire du Nord-Ouest) est créé et Mgr Ovide Charlebois, o.m.i., en est le premier Vicaire Apostolique. De plus, le futur diocèse de Prince Albert comprend aussi, en 1891, tout le territoire qui forme aujourd'hui le diocèse de Saskatoon, créé en 1933.

À son arrivée à Prince Albert en 1891, Albert Pascal retrouve une situation semblable à celle



Carte de la ville de Prince Albert vers 1905.

qu'il a connue dans les missions du lac Athabaska. *«Lorsque Monseigneur Pascal fut appelé par la volonté du Saint-Siège et de ses supérieurs religieux à venir fonder le diocèse de Prince Albert, il ne trouva en arrivant qu'une remise pour palais épiscopal et une misérable cabane pour cathédrale.»*[12]

Tout est à bâtir, mais ayant passé tellement d'années dans les missions du grand Nord, Albert Pascal n'est pas autrement troublé par cette situation. Au cours des vingt-neuf années suivantes, il va se consacrer à bâtir un diocèse. *«On lui doit, en particulier, la fondation du Patriote de l'Ouest, la construction de la cathédrale de Prince Albert, des efforts en vue de l'établissement d'un collège catholique auprès de l'Université de la Saskatchewan (1919) et la fondation d'une école indienne à Duck Lake, Saskatchewan, en 1894.»*[13]

La première tâche d'Albert Pascal est de faire construire une cathédrale. Mais dans tout son immense vicariat, il n'y a que 20 000 personnes environ, 17 pères oblats et six frères. Il n'a donc pas beaucoup d'argent à sa disposition. Malgré cela, les travaux de construction commencent en mai 1892. Les coûts sont exorbitants. *«Notre église devait coûter 4,800 $ mais le père Dommeau m'informe que les accessoires et les travaux supplémentaires vont porter les coûts à 6 000 $.»*[14] Afin d'aider à les défrayer, Mgr Pascal doit quêter dans le Bas-Canada et en France. *«Deux voyages en France en 1893 et en 1898 fournissent les fonds nécessaires pour ériger une cathédrale et un modeste palais épiscopal pour l'évêque.»*[15] Un évêché remplace la vieille remise en 1898, et une nouvelle cathédrale est construite en 1914.

C'est autour de ces deux bâtiments que se regroupent au début du siècle la plupart des Franco-Canadiens de Prince Albert.

En 1910, trois hommes de la région de Duck Lake, le père Ovide Charlebois, o.m.i., et les abbés Pierre-Elzéar Myre de Bellevue et Constant Bourdel de Prud'homme, prennent l'initiative de fonder un premier journal de langue française en Saskatchewan. Cette année-là, le journal de Duck Lake, le *Chronicle*, est au bord de la faillite. Le propriétaire du *Chronicle*, W.H. Cross, accepte de vendre son équipement à une compagnie d'actionnaires canadiens-français. La compagnie *La Bonne Presse Limitée* est fondée et elle lance le journal *Le Patriote de l'Ouest* à Duck Lake.

Avant de constituer une société, le groupe avait décidé d'organiser une vente d'actions dans les centres francophones de la province. *«Enfin, la décision de fonder une compagnie pour publier un journal français est prise lors d'une rencontre à l'évêché de Prince Albert, le 31 janvier 1910. Il est convenu que la compagnie aura un capital social de 10 000 $, réparti en 400 actions. Les initiateurs ont lancé le projet en souscrivant 2 450 $, répartis de la façon suivante: Mgr Pascal, 1 000 $; le père Charlebois, 400 $; et W.H. Cross, 500 $. Avant de demander l'incorporation légale de la compagnie, les fondateurs lancèrent une campagne de souscription de 5 000 $ dans les centres canadiens-français de la province.»*[16]

Trois ans plus tard, le 12 décembre 1912, l'abbé Constant Bourdel de Prud'homme propose le déménagement du journal à Prince Albert. La proposition est presque adoptée à l'unanimité par les actionnaires. *«La première assemblée des directeurs de "La Bonne Presse Ltée" eut lieu ensuite à Prince Albert, en date du 17 décembre 1912. La plupart des directeurs qui habitaient dans la région de Duck Lake démissionnèrent et furent remplacés par des directeurs de la région de Prince Albert qui pouvaient se réunir plus fréquemment.»*[17] Le déménagement se fait au début de l'année 1913 dans un beau et grand bâtiment près de l'évêché.

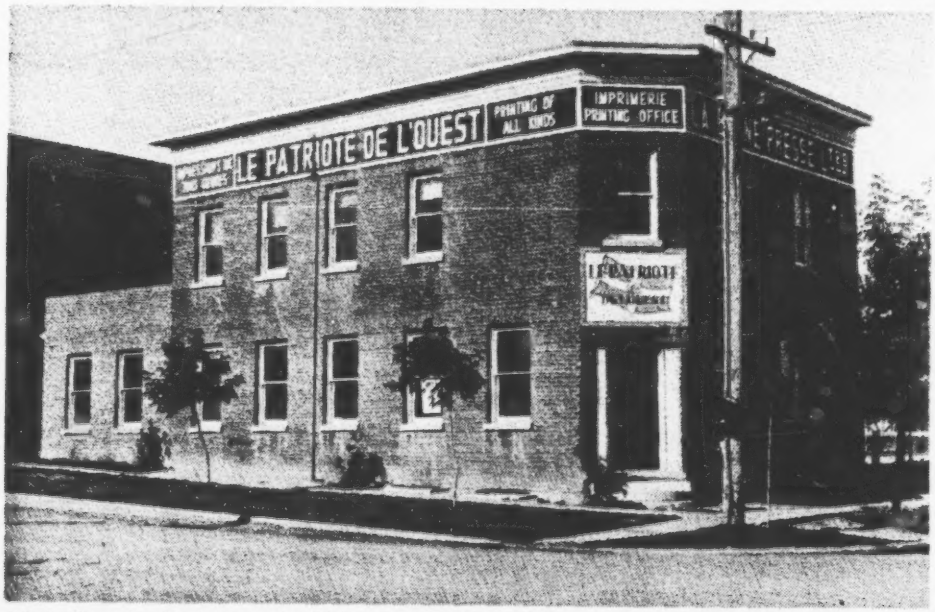
Il est facile de comprendre les raisons qui ont motivé le transfert du journal de Duck Lake à Prince Albert en 1913: c'est une plus grande ville avec un plus grand nombre de commerçants et c'est aussi le siège de l'évêché.

D'autres Canadiens français sont venus s'établir dans la ville au début du XXe siècle. Ferdinand-Alphonse Turgeon arrive en 1902. Il vient de terminer ses études de droit. Son père, Onésiphore, est journaliste au Nouveau-Brunswick avec une certaine influence auprès de Sir Charles Fitzpatrick, solliciteur général dans le cabinet de Sir Wilfrid Laurier. *«Sir Charles accorde au jeune avocat toutes les recommandations utiles pour lui permettre d'ouvrir une étude à Prince Albert, dans les Territoires du Nord-Ouest.»*[18] Peu après son arrivée dans l'Ouest, Alphonse Turgeon s'associe à l'avocat John Henderson Lamont et il est vite propulsé en politique. En septembre 1907, Turgeon est nommé procureur général de la Saskatchewan, dix-huit jours avant son élection à l'Assemblée législative. Il est, en 1912, un de ceux qui oeuvrent à l'établissement d'une association francophone en Saskatchewan.

J. Émile Lussier, un ami de Charles Turgeon, le jeune frère d'Alphonse, passe une bonne partie de sa vie à Prince Albert. *«J'arrivai donc à Prince Albert en 1908, avec 7,35 $ en poche; il me fallait trouver un emploi sans tarder. On m'offrit d'abord un poste dans le cabinet de Franck Halliday, mais à très petit salaire.»*[19] Il est ensuite secrétaire de Turgeon. En 1912, il est admis au Barreau de la Saskatchewan. Il ouvre un cabinet à Rosthern avant de s'établir définitivement à Prince Albert en 1919.

Jean Cuelenaere, fils de l'ancien hôtelier de Duck Lake, est un autre francophone qui s'établit à Prince Albert. Il sera maire de la ville et plus tard, député à l'Assemblée législative.

Le *Patriote* quitte donc un village bien français en 1913 pour venir s'établir dans un nouveau milieu bien francophone, celui de la paroisse du Sacré-Coeur de Prince Albert. En 1913, il y a plus de 400 foyers francophones à Prince Albert. *«L'almanach des adresses (Directory) de Prince Albert qui vient d'être publié contient 462 noms et adresses de Franco-Canadiens. Ce chiffre représente déjà une population de langue française fort appréciable qui serait environ de 1600 à 2000 âmes si l'on tient compte du fait que le bottin ne mentionne guère que les chefs de familles et les adultes.»*[20] Certains déplorent le traitement qu'on fait subir aux noms français dans l'almanach des adresses: *«Plusieurs noms français d'ailleurs sont assez gauchement estropiés par le compilateur d'adresses.»*[21]



L'atelier du *Patriote de l'Ouest* à Prince Albert vers 1920. C'est en 1913 que le journal quitte Duck Lake pour emménager dans cet édifice en ville.

Plusieurs Canadiens français jouent un rôle actif dans le développement économique de la ville et donc, en tant que commerçants, ils sont considérés comme des clients par le *Patriote de l'Ouest*. *«M.J.A. Potvin, autrefois d'Estevan, a fait l'acquisition du magasin Grant & Frères sur l'avenue Centrale. M. Potvin a vingt-deux années d'expérience*

dans l'Ouest. Nous lui souhaitons ici bienvenue et prospérité.»[22] J.A. Potvin ne met pas longtemps à changer le nom du magasin en Potvin et Beattie. Quelques semaines à peine après l'acquisition du magasin, il s'associe avec un nouveau partenaire canadien-français. *«M. Eugène Baril, de la maison Russell Bros. vient d'acheter les intérêts de M. Beattie de la société commerciale Potvin et Beattie successeurs de Grant Bros. Le magasin portera désormais le nom de Potvin et Baril.»*[23]

Potvin et Baril ne sont pas les seuls commerçants francophones de Prince Albert à cette époque. Frank L'Heureux est vendeur d'alcool en gros, L. E. Valade est propriétaire d'un magasin d'articles pour hommes, M. Bachand est hôtelier, C.A. Fournier est propriétaire d'une salle de billard, L.J. Belanger est horloger-bijoutier, Ben Bouchard est barbier-coiffeur et S.G. Mandville est entrepreneur général. Tous ont des annonces dans les pages du *Patriote* à partir de 1913. Il y a aussi des professions libérales qui sont représentées dans la ville: deux médecins (les docteurs F.P. Moreau et A. Montreuil, ex-interne de l'Hôtel-Dieu de Québec et ex-élève des hôpitaux de Paris, spécialiste en chirurgie et en maladies des femmes) et des avocats et notaires comme A.E. Philion et P.A. Gaudet. *«M. P.A. Gaudet, un jeune avocat distingué de Joliette, P.Q., récemment arrivé à Prince Albert exercera sa profession aux bureaux de M. l'avocat A.-E. Philion sur l'avenue Centrale.»*[24]

Puisque les francophones de Prince Albert se groupent autour de l'atelier du *Patriote de l'Ouest* et de la paroisse du Sacré-Coeur, c'est donc à la cathédrale qu'ont lieu la plupart des activités françaises de la ville au début du siècle. *«Durant les premières années de la paroisse du Sacré-Coeur, qui était alors la seule paroisse catholique de Prince Albert, un groupe culturel très actif s'était formé sous la personnalité de Madame Morrier (née Gravel), une musicienne de renom et une femme exceptionnelle, à ce qu'on raconte. Elle était aussi une artiste.»*[25]

Emma Gravel est née à Ottawa en 1873. Durant sa jeunesse, elle étudie en Europe: la musique avec Mme Forbes-Brégnac et la peinture avec Louis Maréchal. De retour au Canada, elle poursuit ses études en peinture avec Arthur Arcand qu'elle épouse. Il meurt lorsqu'elle est encore jeune et elle épouse Joseph-Eldège Morrier.

J.-E. Morrier est né à Montréal le 19 août 1874. Il devient arpenteur et passe de longues années dans l'Ouest à faire du travail d'arpentage pour le ministère de l'Intérieur. Établi à Prince Albert, J.-E. Morrier est élu président de l'ACFC en 1914 pour de deux ans. L'année suivante, il devient président de la Compagnie la Bonne Presse. Enfin, il devient le premier chef du secrétariat permanent de l'ACFC entre 1925 et 1928.

Mme Morrier n'est pas aussi engagée que son mari dans les causes françaises, mais elle participe activement à la vie culturelle des francophones de Prince Albert. Son mari est président du cercle local de l'ACFC, et elle s'occupe des activités musicales et théâtrales. *«Un petit groupe élite s'était donc formé sous son patronage. Ce groupe comprenait plusieurs artistes tels le Docteur Montreuil, les DeLagorgendière, les Gravel, les Jutras, les Turgeon, Madame Carrier, les Casgrain, etc. On organisait à la salle de la cathédrale, des concerts, des tableaux, des pièces de théâtre, des séances de musique et le tout en français.»*[26]

Il a déjà été fait mention de la fondation d'un couvent à Prince Albert en 1883 par les Fidèles Compagnes de Jésus. D'autres religieuses viennent aussi enseigner aux jeunes filles. En 1904, la congrégation des Soeurs de Notre-Dame de Sion arrive à Prince Albert et inaugure, dès l'automne suivant, son premier couvent en Saskatchewan. *«Il était appelé l'Académie de Notre-Dame de Sion, un endroit de culture durant ce temps des pionniers où on enseignait aux enfants le français, le piano et le travail à l'aiguille en plus des cours réguliers.»*[27] L'Académie de Notre-Dame de Sion est un couvent bilingue

pour filles et les religieuses acceptent des francophones et des anglophones.

Plusieurs activités culturelles sont organisées par les filles du couvent, comme ce concert qui a lieu à la fin mai 1913. «*Lundi dernier, l'Académie de Sion de Prince Albert donnait une séance semi-officielle de fin d'année devant un public assez nombreux d'invités, de parents et d'amis. Monseigneur l'évêque présidait, ayant à ses côtés M. A.H. Woodman, M.A. Morin, le R.P. Bruck, O.M.I. directeur de l'Orphelinat et M. l'abbé Perquis, aumônier de l'institution.*»[28] Parmi les filles qui participent à ce spectacle, mentionnons quelques-unes des jeunes Canadiennes françaises: Gabrielle Nadeau, Joséphine et Liliane Charlebois, Édith, Bibianne et Gisèle Richard, Annie Colleaux et Jeanne Bergot.

Toutes ces personnes et ces activités permettent à Prince Albert de garder un caractère français et catholique pendant de nombreuses années.

Chapitre trois

La communauté francophone de Prince Albert depuis la deuxième guerre mondiale

La présence du *Patriote de l'Ouest* joue un rôle important dans la vie française de Prince Albert pendant de nombreuses années. Hélas, en 1941, la congrégation des Oblats de Marie Immaculée, propriétaire du journal, décide qu'elle ne peut plus essuyer les pertes financières de l'entreprise et propose l'amalgamation de l'hebdomadaire avec *La Liberté* du Manitoba. Il y aura encore un rédacteur à Prince Albert pendant quelques années, le père Joseph Valois, o.m.i., mais l'atelier du *Patriote de l'Ouest* ferme ses portes. Le départ du journal est une dure perte pour la communauté francophone de Prince Albert.

Toutefois, Prince Albert est toujours le siège du diocèse et c'est, bien sûr, toujours à la Cathédrale qu'ont lieu la plupart des activités françaises. La fin de la guerre, en 1945, permet aux Canadiens français de reprendre le développement de leur communauté.

L'éducation est un des éléments importants du développement de cette communauté. À cette époque, en Saskatchewan, les écoles secondaires catholiques sont privées. À la campagne, les petites écoles n'enseignent que les cours de la 1re à la 9e année. Plusieurs congrégations religieuses sont venues fonder des couvents pour les filles, ici et là, dans la province. Pour les garçons, il y a le Collège catholique de Gravelbourg et les collèges classiques d'Edmonton et de Saint-Boniface.

À la fin de la guerre en 1945, il existe un couvent pour l'éducation des jeunes filles à Prince Albert: en 1904 les Soeurs de Sion avaient ouvert l'Académie de Notre-Dame de Sion, un couvent bilingue pour filles. Lorsque les Soeurs de Sion quittent Prince Albert en 1951, les Soeurs de la Présentation de Marie achètent le vieux couvent pour continuer l'oeuvre d'enseignement dans la nouvelle Académie Rivier. Des religieuses de la Présentation de Marie enseignaient déjà à Prince Albert depuis 1925. Cette année-là, elles avaient accepté la direction de l'école Saint-Paul. *«Six religieuses arrivaient à Prince Albert le 23 août et s'installaient dans une humble résidence ayant servi de domicile aux Pères Oblats. Soeur Théresa-de-Jésus, soeur du Premier Ministre Louis St-Laurent, était la directrice de l'école. Le premier jour, elle enregistra 191 jeunes de 14 nationalités différentes.»*[29]

Durant les années 1950, les Filles de la Providence viennent aussi ouvrir un couvent à Prince Albert; en 1957, elles font construire l'Institut de Notre-Dame de la Providence, une école secondaire privée pour jeunes filles. C'est aussi un noviciat pour la congrégation religieuse. Les Filles de la Providence étaient associées à la ville de Prince Albert depuis 1897 quand elles avaient accepté l'entretien de l'évêché. Trois ans plus tard, les religieuses s'étaient associées à l'orphelinat Saint-Patrick.

Mgr Albert Pascal, évêque de Prince Albert, avait décidé en 1899 d'acheter l'ancien couvent des

Fidèles Compagnes de Jésus, vide depuis quatre ans, et d'en faire un orphelinat. *«Nous avons fait l'acquisition et Dieu aidant par l'intercession du Saint Patron de l'orphelinat et aussi grâce au zèle prudent et distingué du R. P. W. Brueck, chapelain, et de l'intelligente direction du bon Frère E. Courbis nous avons ouvert cet humble orphelinat le dix-huit avril 1900.»*[30] Toutefois, il semble y avoir eu des frictions entre les religieuses françaises et certains orphelins anglais. En 1906, le père Brueck avait donc demandé à une congrégation de religieuses anglophones, les Soeurs de la Charité de l'Immaculée-Conception, de prendre la relève des Soeurs de la Providence.

L'Institut de Notre-Dame de la Providence ferme ses portes en 1974 et devient l'école Mgr Boucher.

En 1953, le diocèse de Prince Albert vient ajouter un autre élément à l'éducation des jeunes catholiques. Cette année-là voit l'ouverture du Collège Notre-Dame. En 1927, Mgr Joseph Prud'homme avait souligné le besoin d'un collège catholique à Prince Albert. *«Depuis longtemps, nos compatriotes demandent un Collège dans le Nord.»*[31] Après le départ de Mgr Prud'homme, les prêtres du diocèse avaient continué à demander un collège au nouvel évêque, Mgr Réginald Dupras. Ce n'est toutefois qu'avec l'arrivée dans le diocèse de Mgr Léo Blais en 1952 que le collège devient une réalité. *«Le Collège Notre-Dame de Prince Albert fut commencé sous le patronage de la Très Sainte-Vierge, grâce à une souscription diocésaine et au concours de plusieurs autres diocèses de l'Ouest et de l'Est et de la Société des Missions Étrangères de Montréal.»*[32] Avant même son arrivée dans le diocèse, Mgr Blais avait demandé aux Prêtres des Missions Étrangères d'envoyer des prêtres dans le diocèse de Prince Albert. Plusieurs Prêtres des Missions Étrangères enseigneront au Collège Notre-Dame.

En 1958, le Collège Notre-Dame s'affilie à l'Université de Sudbury pour offrir le cours classique. Plusieurs Fransaskois de marque font leurs études au Collège de Prince Albert dont Florent Bilodeau, Gustave Dubois, Robert Cousin et l'abbé Raymond Carignan. En 1967, le Collège Notre-Dame déménage à Saint-Louis. Il ferme ses portes au milieu des années 1970.

Au début des années 1980, la communauté fransaskoise de Prince Albert saluera la fondation de l'école Valois qui aujourd'hui continue d'être la seule école fransaskoise de la ville.

Durant les années 1950, la communauté francophone de Prince Albert commence aussi à se préoccuper de son avenir économique. L'établissement d'une caisse populaire devient donc une nécessité. *«La Caisse Populaire St-Jean-Baptiste Limitée a été fondée le 7 juin 1957. M. Léon Lamontagne en est le président. M. J.-B. Gaudet est le secrétaire-trésorier. Son bureau est situé à la bijouterie Strohan, 1107, Centrale, téléphone 3059.»*[33] Jean-Berchmans Gaudet est alors employé à la bijouterie Strohan. Ceci explique la présence de la caisse dans la bijouterie. Quelques années plus tard, M. Gaudet devient copropriétaire de l'entreprise. Les buts de la nouvelle caisse sont ceux des autres caisses populaires françaises qui ouvrent leurs portes ici et là en province à cette époque: *«La nouvelle Caisse se propose d'aider les Canadiens français de la ville et des alentours, en encourageant l'épargne, et en même temps la vertu chrétienne de tempérance, en constituant une source de crédit à bon compte pour fins de production et de prévoyance.»*[34]

Les Canadiens français de Prince Albert continuent de travailler au développement de la cathédrale du Sacré-Coeur. Plusieurs d'entre eux s'engagent dans la grande campagne de prélèvement de fonds organisée en 1961 pour aider les oeuvres de la paroisse. Jean M. Cuelenaere et Edmour Gaudet sont coprésidents du comité de la campagne. Jean Gaudet, Léon Lamontagne, Vic Regnier, Walter Charpentier, Wilfred Dubois, Léonard Houle, Armand Laliberté, Yvon Ménard, Gérard Pagé, Georges

Pellegrini et Robert Pellerin sont parmi les chefs de l'organisation. Plusieurs femmes francophones, dont Thérèse Gaudet et Yvette Pagé, s'occupent aussi de cette oeuvre de prélèvement de fonds pour la paroisse.

Parmi les autres familles canadiennes-françaises qui fréquentent la paroisse du Sacré-Coeur au début des années 1960, mentionnons les familles de Georges Ayotte, E.J. Beaudreau, Émile Blanchard, Lorraine Boucher, Émery Boudreau, Gus Carrier, Maurice Casgrain, A. Cantin, Robert et Joseph Chenier, Jérémie Crépeau, Angeline Colleaux, André Comeau, Hercule et Paul Dansereau, Joe Despins, Arthur Detilleux, Albert Dupuis, Joe Duval, Albert Fournier, S.A. Gaboriau, Alphonse Gareau, Adonias et Fernand Gaudet, Marie-Rose Gauthier, Alphège et Léo Godin, Edmond Guillet, Antoinette Houle, Lucien Joubert, Joe Kusch, Georges Lavoie, Joe Lecomte, Léonard, Adolph et Benoit Lemieux, Antoine Nadeau, Armand Neider, Eugène Pourbaix, L. Prince, Charles Receveur, David et Oscar Regnier, Hudor Roy, Henri et Philip Samson, Alex. St. Pierre, Agenor Tourond, Arcandi Trudeau, Paul Vézeau et H. Voisin.

La cathédrale du Sacré-Coeur à Prince Albert vers 1925.
Photo: Université d'Ottawa (Collection Georges E. Michaud)

La communauté francophone de la paroisse du Sacré-Coeur est alors très nombreuse et très active. On a même établi un Club Canadien pour regrouper les Canadiens français et pour organiser des activités socio-culturelles. En 1957, ce club est très actif: *«Le dimanche 17 novembre, le Club Canadien donnera une veillée récréative à la salle. Il y aura parties de cartes, bingo, quadrilles, musique et goûter... Le Club Canadien organise une grande soirée familiale à l'occasion de la Ste-Catherine. Il y aura, comme par le passé, parties de cartes et de bingo, un goûter, la tire traditionnelle et quadrilles avec orchestre.»*[35]

La vie française des années 1950 et 1960 à Prince Albert est aussi marquée par des concours oratoires, le Festival de la chanson française et la traditionnelle cabane à sucre. *«Dans l'après-midi du dimanche 27 mars eut lieu, au théâtre Orpheum, l'éclatant Festival de la Chanson française, sous la direction du président, M. l'abbé L. Ricard, professeur au Collège Notre-Dame... Après le programme du festival, les jeunes gens, ainsi que les quelques adultes, se précipitèrent vers l'armurerie sur le terrain de l'exposition où avait lieu la veillée de la cabane à sucre.»*[36] En 1968, le Festival de la chanson française attire plus de 750 personnes à Prince Albert. Onze ans plus tard, en 1979, 750 Fransaskois se réunissent encore à Prince Albert pour le «Super Fransaskois Show» organisé par l'Association jeunesse fransaskoise.

Le regroupement des jeunes francophones de la ville devient une priorité vers la fin des années 1960; Joseph et Alma Jeanneau ouvrent alors les portes de leur sous-sol au club de jeunes «Chez La Vigne».

Joseph Jeanneau sera président de l'ACFC en 1972.

C'est à Prince Albert qu'a lieu, les 9, 10 et 11 mars 1973, le rallye des jeunes francophones du nord, RAME. *«Les buts d'un tel rallie sont de promouvoir la langue et la culture françaises; d'unir les jeunes puisqu'ensemble nous sommes forts; de montrer la valeur de la culture française; d'organiser une association provinciale de jeunes; de rencontrer d'autres jeunes francophones; d'étudier les perspectives d'avenir pour les jeunes francophones en Saskatchewan et d'inspirer la fierté et l'indépendance du Canadien français.»*[37] Parmi les premiers leaders du mouvement jeunesse dans le nord mentionnons, Jeannine Poulin, Marilyn Boudreau, Réjeanne Blais, Joanne Blain et Monique Bézaire. Le rallye RAME regroupe plus de 450 jeunes francophones du nord et mène à la fondation de l'Association des jeunes francophones du Nord (AJFN) qui devient l'AJF en 1977.

En 1979, le club «Chez La Vigne» a cédé la place au «Club des Patriotes». *«Le Super Fransaskois Show, tel est le défi que se sont lancés les Patriotes de Prince Albert, un organisme qui n'existe que depuis septembre 1978. Avec un budget d'environ $15,000, les jeunes membres des Patriotes ont mis le paquet sur cette manifestation en présentant sur scène quelques 125 artistes fransaskois parmi les plus connus.»*[38] Ginette Blain est alors présidente des Patriotes et Michel Gervais est agent de développement communautaire à Prince Albert pour l'ACFC et l'AJF.

Aujourd'hui, la communauté fransaskoise de Prince Albert continue d'être très active. Le Club Canadien a disparu mais il a été remplacé par la Société canadienne-française de Prince Albert. Il y a aussi le Club de l'Amitié, un groupe de personnes âgées qui se rencontrent chaque semaine pour jouer aux cartes, faire du théâtre et de la musique. Le groupe des Scouts français est un des plus actifs de la province. La troupe de théâtre de l'Épinette et la chorale Entr'Amis offrent régulièrement des spectacles au public fransaskois. La Librairie l'Épinette offre un bel éventail de livres et de cassettes en français, tandis que CREPE est au service des prématernelles et des parents de jeunes enfants.

Le Collège Notre-Dame et l'Institut Notre-Dame de la Providence ont fermé leurs portes mais l'Académie Rivier offre toujours une éducation de qualité pour les jeunes filles de la région de Prince Albert. Il y a, depuis 1981 une école fransaskoise: l'école Valois, mais certains parents fransaskois choisissent encore d'envoyer leurs enfants aux écoles Holy Cross, Sainte-Anne et King George dans le programme d'immersion à l'élémentaire. Au secondaire, il y a l'école Saint Mary, mais plusieurs parents choisissent le Collège Mathieu pour leurs enfants.

La ville de Prince Albert a beaucoup changé depuis le début du siècle, mais les traditions canadiennes-françaises survivent. *«Comme dans les premières années des pionniers, les Français de Prince Albert ont à coeur de garder aussi intact que possible leur foi catholique, leurs traditions, leur culture, leur langue et leurs droits.»*[39] L'activité socio-culturelle printanière des années 1950 et 1960, l'ancienne cabane à sucre, a été remplacée par la Cave à vin où on peut encore chanter, danser et s'amuser en français sous la vigilante surveillance des «moines» fransaskois de Prince Albert.

Notes et références

1 Diane Payment. — «Monsieur Batoche». — Saskatchewan History. — Vol. 32, n° 3 (1979). — Saskatoon : Saskatchewan Archives Board, 1979. — Traduction. — P. 81

2 Brock V. Silversides. — Gateway to the North : A Pictorial History of Prince Albert. — Saskatoon : Western Producer Prairie Books, 1989. — Traduction. — P. 8

3 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — Traduction. — P. 48

4 Ibid., p. 48

5 Ibid., p. 50

6 Ibid., p. 61

7 Ibid., p. 399

8 Ibid., p. 400

9 Bob Beal ; Rod MacLeod. — Prairie Fire, The 1885 North-West Rebellion. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1984. — Traduction.— P. 31

10 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 50

11 «Mgr Pascal est mort en France». — Le Patriote de l'Ouest. — (21 juill. 1920). — P. 1

12 Ibid., p. 1

13 Gaston Carrière. — Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada. — Vol. 3. — Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 1979. — P. 48.

14 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 10

15 Ibid., p. 11

16 Albert O. Dubé. — Fais ce que tu peux avec ce que tu as... Petite histoire de la presse fransaskoise. — Regina : Coopérative des publications fransaskoises, 1990. — P. 5

17 Raymond Denis. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Archives de la Saskatchewan. — P. 50

18 Richard Lapointe. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 397

19 Ibid., p. 255

20 «La population franco-canadienne de Prince Albert». — Le Patriote de l'Ouest . — (22 mai 1913)

21 Ibid.

22 Le Patriote de l'Ouest. — (17 avr. 1913)

23 Le Patriote de l'Ouest. — (30 avr. 1913)

24 Le Patriote de l'Ouest. — (22 mai 1913)

25 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 63

26 Ibid., p. 63

27 Ibid., p. 425

28 Le Patriote de l'Ouest. — (5 juin 1913)

29 Solange Lavigne. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — P. 422

30 Ibid., p. 483

31 Collège Notre Dame College, Prince Albert Sask. — 1962. — Dépliant. — P. 4

32 Ibid., p. 4

33 «Une Caisse Populaire est fondée à Prince Albert». — Le Patriote de l'Ouest. — (15 nov. 1957)

34 Ibid.

35 Ibid.

36 «Festival de la chanson française et cabane à sucre à Prince Albert». — Le Patriote de l'Ouest. — (7 avr. 1965)

37 «Rallie à Saskatoon pour les jeunes». — L'Eau Vive. — (16 nov. 1972). — P. 4

38 «Le Super Fransaskois Show : un défi...». — L'Eau Vive. — (18 avr. 1979). — P. 1

39 Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures — P. 67

Bibliographie

Abrams, Gary W.D. — Prince Albert : The First Century, 1866-1966. — Saskatoon : Modern Press, 1976

Beal, Bob ; MacLeod, Rod. — Prairie Fire, The 1885 North-West Rebellion. — Edmonton : Hurtig Publishers, 1984

Carrière, Gaston. — Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada. — Vol. 3. — Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 1979

Collège Notre Dame College, Prince Albert Sask. — 1962. — Dépliant

Denis, Raymond. — [Mes mémoires]. — Vol. 1. — Manuscrit. — Archives de la Saskatchewan

Dubé, Albert O. — Fais ce que tu peux avec ce que tu as... Petite histoire de la presse fransaskoise. — Regina : Coopérative des publications fransaskoises, 1990

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lavigne, Solange. — Kaleidoscope, Many Cultures : One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

Payment, Diane. — «Monsieur Batoche». — Saskatchewan History. — Vol. 32, n° 3 (1979). — Saskatoon : Saskatchewan Archives Board, 1979

Silversides, Brock V. — Gateway to the North, A Pictorial History of Prince Albert. — Saskatoon : Western Producer Prairie Books, 1989

Regina, la ville reine

Les francophones ont fondé de nombreuses communautés en Saskatchewan et ils ont joué un rôle dans le développement des grandes villes de la province, mais ce rôle n'a pas été aussi grand qu'il l'a été dans les plus petites communautés comme Debden, Bellevue, Prud'homme, Gravelbourg et Ferland. Étant minoritaires dans les villes de Regina, Saskatoon, North Battleford et Prince Albert, les francophones ont plus de difficulté à survivre que dans les communautés rurales.

Chapitre un

Une nouvelle capitale dans la prairie canadienne

Au début des années 1880, la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique décide de bâtir sa ligne transcontinentale dans le sud des Territoires du Nord-Ouest pour ainsi longer la frontière américaine. Cette décision oblige donc le gouvernement canadien à déménager la capitale des Territoires du Nord-Ouest de Telegraph Flat, ou Plaine du Télégraphe (Battleford), vers le sud. Le choix d'un nouvel emplacement pour la capitale est laissé au nouveau lieutenant-gouverneur en fonction depuis le 3 février 1881, l'honorable Edgar Dewdney.

Le lieu idéal pour la nouvelle capitale des Territoires du Nord-Ouest semblerait être la vallée Qu'Appelle. *«La vallée Qu'Appelle se prêtait admirablement à cette vocation d'abriter la nouvelle capitale du Nord-Ouest; cette vallée magnifique offrait la protection de ses collines escarpées contre le vent, de l'eau douce à profusion, du bois de chauffage, si rare dans le sud des Prairies, la proximité immédiate de terres agricoles considérées parmi les plus productives de l'Ouest, et, ce qui ne gâtait rien, une suite de paysages enchanteurs dans le cadre d'une nature dont le charme et les fantaisies faisaient un peu rêver au paradis terrestre.»*[1] Edgar Dewdney aurait également pu tourner son attention vers l'ouest, vers Moose Jaw qui deviendra plus tard le carrefour des lignes de chemins de fer en Saskatchewan.

Cependant, le nouveau lieutenant-gouverneur semble plus intéressé par la spéculation sur le terrain qu'il ne l'est par la beauté de la vallée Qu'Appelle. *«Il entra même en pourparler avec le propriétaire d'une terre près de Fort Qu'Appelle, mais "n'ayant pu s'entendre avec lui sur le prix de cet immeuble, (de cette terre) il dut penser à la grande prairie.»*[2] La grande prairie, c'est la région de Regina où deux compagnies de citoyens, dont Dewdney est un des membres, ont déjà acheté 28 sections de terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Une de ces terres, la section nº. 26 du *township* nº. 17, rang nº. 20 à l'ouest du 2e méridien deviendra l'École de la GRC à Regina.

Avant l'arrivée d'Edgar Dewdney et du Canadien Pacifique en 1882, l'emplacement de la future capitale aurait été souvent visité par les Indiens et les Métis. Il aurait même été, en 1881, le lieu de la dernière grande chasse au bison des Territoires du Nord-Ouest. *«Ce lieu était connu sous divers vocables: Pile O'Bones, Manybones, ou encore Bone Creek, pour les Anglais; Tas d'Os pour les Français; Oskana Kasasteki, ou Oskunah-Kasa-Take, dans la langue des Cris, ou encore Oskana, ou Wascana, du nom du ruisseau qui a donné son nom au lac artificiel qui baigne maintenant la capitale provinciale.»*[3]

Lorsque le tracé du futur chemin de fer est finalement annoncé en 1882, Edgar Dewdney et ses collaborateurs voient leurs plans déjoués par le Canadien Pacifique qui décide de bâtir la gare deux milles à l'est de la section nº. 26. Dewdney et sa compagnie ont de la difficulté, en 1883, à se débarrasser de leur terrain, et pourtant cette même terre a une valeur inestimable aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit, le ruisseau Wascana abritera bientôt les bureaux du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Il reste maintenant à trouver un nom pour la nouvelle capitale. *«Celui de Wascana, qui collait bien à la réalité des lieux*

et présentait le mérite d'honorer les autochtones, ne fut pas jugé assez "digne" pour une capitale, non plus que le nom Assiniboia qui fut aussi rejeté.»[4] C'est au Gouverneur général du Canada, le marquis de Lorne, que revient alors la tâche de trouver un nom pour la lointaine capitale des Territoires du Nord-Ouest. Son épouse, Louise, suggère le nom latin de reine, Regina, en l'honneur de son illustre mère, la reine Victoria. C'est le 23 août 1882 que Tas d'os est officiellement rebaptisé Regina par le directeur général du Canadien Pacifique, William C. Van Horne.

Quelques Canadiens français se trouvent parmi les premiers habitants de la nouvelle capitale. Il y a même eu une présence française dans la région longtemps avant l'arrivée d'Edgar Dewdney. *«Le premier enfant blanc né dans les plaines de Régina, Julia Flameau, en automne 1859, était, dit-on la fille d'un marchand français de fourrures.»*[5]

Un des premiers Canadiens français de la région est Pascal Bonneau. Il est né à Sainte-Brigitte dans le comté d'Iberville au temps de la rébellion de 1837-1838. Sa fille, Albina Hamilton, raconte dans le livre *These Are The Prairies* que son grand-père, Étienne Bonneau, avait été un des Patriotes de 1837: *«Mon grand-père portait un des fusils à Papineau en 1837, et il y avait presque laissé sa vie.»*[6]

Bonneau épouse Célina Messier à Sainte-Brigitte, et ils seront les parents d'une grande famille canadienne-française de dix enfants. Les Bonneau arrivent dans la nouvelle capitale des Territoires l'été 1882. Pascal Bonneau a obtenu des sous-contrats pour la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique entre Winnipeg et Regina. *«Vers la fin juin, mon père avait une équipe d'hommes au travail à l'extrémité ouest de la construction. Fermier compétent, il commence à admirer la plaine riche et fertile dans la région de* Pile of Bones Creek, *un ruisseau peu profond qui coulait lentement sans plan pour soixante-dix milles dans la prairie. Lorsque la nouvelle circule que la capitale sera située à cet endroit, il décide de jeter son sort avec la nouvelle ville. Il fait venir sa famille de St-Boniface et s'apprête à se lancer dans les affaires.»*[7]

Sa famille vient le rejoindre à Regina. Elle passe le premier hiver sous une tente. *«Lorsque la voie du C.P.R. atteignit le Tas d'Os à l'automne 1881, Pascal Bonneau décida de s'y établir et y construisit une maisonnette de 18 pieds par 14, puis tout auprès, il éleva une tente qui lui servit de magasin.»*[8] Il devient ainsi un des premiers commerçants de Regina. *«Mon père réussit à obtenir un approvisionnement de produits de consommation et ouvre un magasin sous une tente dans ce qui est maintenant le district commercial de Regina. Lorsque le transport par chemin de fer est accessible, il fait venir du bois et commence à bâtir un magasin et une maison sur la rue Broad, qui devait devenir une des principales rue.»*[9] Son magasin est situé à l'angle de la rue Broad et de la 12e Avenue.

En plus de gérer un magasin et de surveiller les travaux de son équipe de construction travaillant à la ligne du chemin de fer, Pascal Bonneau prend aussi un contrat pour le nivelage des rues de Regina. *«Il prit aussi un contrat pour le nivelage des rues et il appela les Métis de Willow Bunch pour exécuter ces travaux.»*[10]

Un autre Canadien français qui s'établit à Regina, parmi les premiers, est Henri LeJeune. Il arrive en mai 1882 pour gérer la première banque de la nouvelle capitale, la banque Lafferty and Smith. En 1885, Henri LeJeune aura l'honneur d'être juge adjoint avec le lieutenant-colonel Hugh Richardson pour le procès de Louis Riel à Regina. LeJeune était un jeune juge de paix né au Québec.

En plus d'être la capitale des Territoires du Nord-Ouest, Regina est aussi le quartier général de la «Police montée». On trouve ainsi quelques Canadiens français parmi les membres de cette force policière, entre autres les frères Gravel,

Sam et Henri. Les Gravel étaient d'Arthabaska au Québec. (Dans la communauté fransaskoise, on parle de la «Police montée», mais ce n'était pas le nom officiel de ce corps policier. De 1873 à 1896, il portait le nom de «Police à cheval du Nord-Ouest»; de 1896 à 1904 de «Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest»; de 1904 à 1920 de «Royale Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest»; de 1920 à 1949 de «Royale Gendarmerie à cheval du Canada»; et depuis 1949 de «Gendarmerie Royale du Canada». Dans cet ouvrage nous utilisons le nom populaire de «Police montée».)

Au début de novembre 1885, quelques semaines seulement avant la pendaison de Louis Riel à Regina, Sam Gravel, le frère aîné des Gravel qui viendront s'établir à Gravelbourg au début du XXe siècle, s'enrôle dans la Gendarmerie des Territoires du Nord-Ouest. En 1885, le quartier général de la Police montée est déjà à Regina et Gravel écrit à ses parents qu'il a vu le fameux chef métis. *«J'ai vu Riel deux ou trois fois. C'est un homme aussi blanc que n'importe quel Canayen. Il est bien habillé; ses deux mains ou poignets sont enchaînés et il traîne toujours un poids d'une quinzaine de livres à son pied droit.»*[11]

Après un séjour de quelques années à Medecine Hat, Sam revient au centre d'entraînement, à Regina, en 1888, l'année où son frère Henri s'enrôle à son tour dans la Police montée. À Regina, Sam fait partie de la fanfare de la police; il en est même le chef d'orchestre. En janvier 1890, il écrit à son frère Piétro (Louis-Pierre) et lui demande une faveur concernant la fanfare. *«J'ai essayé de trouver chez tous les marchands de musique "Vive la Canadienne" pour la fanfare... Il y a quelques Canadiens à Regina (dont le lieutenant-gouverneur Royal) et je suis certain qu'ils apprécieraient si je faisais jouer cet air canadien avant "God Save The Queen". Les marchands me disent que ce n'est pas publié. Pourrais-tu me faire copier cela à Nicolet pour flûte, trois clarinettes, deux altos, deux barytons, deux trombones, trois cornets et les basses?...»*[12]

Sam Gravel chante aussi à l'église St. Mary's à Regina. En 1888, il écrit à sa mère qu'il a chanté la grand-messe. *«Je vais chanter à l'église tous les dimanches et Henri vient aussi, mais ne chante pas. Vous connaissez peut-être Mr. A Forget. Eh bien, j'ai chanté la messe avec sa femme le jour de l'Immaculée Conception; nous étions seuls à l'harmonium... J'ai joué (l'harmonium) et chanté au mariage de Delle Emma Royal. Elle s'est mariée au Cap't Gagnon de la Police.»*[13] Cette année-là, Amédée Forget est secrétaire du lieutenant-gouverneur, Joseph Royal. Il sera lui-même lieutenant-gouverneur des Territoires (1898-1905) et de la Saskatchewan (1905-1910).

À la fin du XIXe siècle, la vie sociale de la jeune capitale des Territoires du Nord-Ouest tourne souvent autour de la résidence officielle du lieutenant-gouverneur. Joseph Royal et Amédée Forget, deux Canadiens français, sont très engagés dans cette vie sociale.

Joseph Royal n'est pas un inconnu lorsqu'il est nommé lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, en 1888, pour succéder à Edgar Dewdney. Avocat et journaliste de Montréal, Royal avait été député fédéral de Provencher au Manitoba et fondateur du journal *Le Métis*. *«Comme le parti conservateur, depuis la Rébellion du Nord-Ouest et l'exécution de Riel, continuait à perdre l'appui du Québec, la nomination d'un Canadien français comme lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest était vu comme étant un beau geste de la part de Sir John A. Macdonald.»*[14]

Bien sûr, la nomination d'un Canadien français au poste de lieutenant-gouverneur n'est pas bien vue de la population anglaise des Territoires, un groupe qui vient enfin de se débarrasser de Riel. Toutefois, Joseph Royal est un fin politicien et diplomate et il réussit à surmonter l'opposition des Anglo-Canadiens.

C'est à cette époque que l'on fait bâtir Government House, rue Dewdney à Regina. La première résidence du lieutenant-gouverneur était une pauvre bâtisse située à l'ouest de la maison actuelle. C'est en 1891 que Joseph Royal déménage dans sa nouvelle résidence. *«En 1891, le nouveau Government House à Regina était un focus impressionnant et somptueux pour la petite capitale territoriale de 1 200 personnes. Une grande salle à dîner, une salle de réception, une salle de billard et une bibliothèque entouraient un vaste hall d'entrée au rez-de-chaussée. Au deuxième étage, il y avait six chambres à coucher, quatre salles de bain et un boudoir.»*[15] Cet édifice devient vite le centre social de la capitale. On y organise de grands bals, des réceptions officielles, et des jeux dans le parc de la résidence.

Ces activités socio-culturelles vont se poursuivre à la résidence du lieutenant-gouverneur lorsque Amédée Emmanuel Forget devient lieutenant-gouverneur en 1898. Comme Joseph Royal, Forget est avocat et journaliste au Québec lorsqu'il accepte, en 1876, le poste de secrétaire du lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest. Amédée Forget et son épouse Henriette accompagnent le premier lieutenant-gouverneur, David Laird, à Battleford. Plus tard, la famille Forget suit Edgar Dewdney pour s'établir à Regina. Amédée Forget sera secrétaire de cinq lieutenants-gouverneurs (Laird, Dewdney, Royal, Charles Mackintosh et Malcolm Cameron) pendant 22 ans avant d'accéder lui-même au poste en 1898. Il garde le poste pendant 12 ans, soit sept comme lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest et cinq comme lieutenant-gouverneur de la province de la Saskatchewan.

Amédée et Henriette Forget accueillent plusieurs dignitaires à Regina, comme le futur roi George V, et ils organisent souvent de grands bals à la résidence officielle de l'avenue Dewdney. *«La grâce avec laquelle Madame Forget accueille ses hôtes ne manque pas d'être favorablement notée par la presse locale. On se souvient particulièrement d'un grand bal en avril 1902, le plus élégant qu'on ait jamais donné à la résidence des lieutenants-gouverneurs.»*[16]

En plus d'aider son mari dans ses fonctions de lieutenant-gouverneur, Henriette Forget participe aussi aux activités locales. Rappelons qu'elle avait chanté la messe avec Sam Gravel à l'église St. Mary's de Regina en 1888. Elle est aussi membre de plusieurs sociétés et clubs sociaux de Regina. Enfin, lorsque les Soeurs Grises arrivent dans la capitale en 1907, Mme Forget est membre fondatrice des Dames Patronnesses de l'Hôpital des Soeurs Grises, aujourd'hui l'hôpital Pasqua.

Enfin, Henriette Forget encourage, à sa façon, le suffrage féminin. *«Elle s'intéresse surtout au National Council of Women, un organisme qui veut encourager les femmes à s'informer sur un grand nombre de domaines et à jouer un rôle de plus en plus actif dans la société.»*[17]

Même s'ils ne forment pas le groupe le plus important de Regina, les Canadiens français jouent quand même un rôle important dans son développement.

Chapitre deux

Une communauté francophone autour de la paroisse

Au début, la ville de Regina est surtout protestante quoiqu'il y ait un groupe important de catholiques. Pascal Bonneau est un de ceux qui travaillent activement à l'établissement d'une paroisse catholique à Regina. Dès 1882, il demande au père Joseph Hugonard, o.m.i., de la mission de Qu'Appelle de venir chanter une messe dans la capitale. *«Une tente servit de chapelle.»*[18] Le père Hugonard viendra dire la messe aux fidèles de Regina jusqu'en 1884. La messe est dite soit dans la maison de Pascal Bonneau, soit dans la salle McCusker (le grenier de la forge de Charles McCusker).

En 1884, l'abbé L.-N. Larche arrive comme premier prêtre résidant. *«Il n'y a pas de prêtre résident, ni d'église avant que deux commerçants fervents et énergétiques, Pascal Bonneau et Charles McCusker, prélèvent plus de mille dollars de toute la communauté envers une église. Au printemps de 1884, peu de temps après l'arrivée du père Larche, le premier curé, une belle petite église fut dédiée par Mgr Taché.»*[19] La première paroisse catholique de Regina est St. Mary's et elle a pour mission de desservir toute la population catholique de la ville, anglophone comme francophone.

En 1912, la capitale est choisie comme siège épiscopal de l'archidiocèse de Regina et Olivier-Elzéar Mathieu est nommé premier archevêque. L'ancien recteur de l'Université Laval s'assure que les francophones de la ville reine auront une messe en français. *«Au temps de Mgr Mathieu, les Canadiens français catholiques de Régina avaient une messe spéciale avec sermon (en français) le dimanche à la cathédrale.»*[20]

Toutefois, comme c'est généralement le cas dans toutes les villes de l'Ouest canadien, sauf à Saint-Boniface, les francophones de Regina sont éparpillés ici et là et il est très difficile de les regrouper. Même s'il y a une messe en français à la cathédrale, plusieurs continuent à fréquenter la paroisse St. Mary's. En 1932, après la mort de Mgr Mathieu, certains Canadiens français demandent au nouvel évêque, Mgr McGuigan, de nommer un Franciscain, le père Célestin Demers, o.f.m., comme chancelier auprès du groupe français. *«Le 3 février, l'Archevêque me remit un document officiel me priant de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour regrouper les Canadiens français de la ville à la cathédrale du Sacré-Coeur, où à la chapelle des Franciscains, rue McIntyre.»*[21]

Ainsi commencent les démarches pour établir la paroisse canadienne-française de Regina, la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Pendant 21 ans, les francophones sont invités à se rendre à la chapelle des Franciscains pour entendre une messe en français. *«Toutefois, les services religieux en français procurés par les Franciscains de Régina étaient absolument insuffisants, en raison de l'étroitesse de leur chapelle.»*[22] Pour cette raison, la majorité des Canadiens français est toujours obligée d'assister à des messes en anglais à la cathédrale ou à la paroisse St. Mary's.

En 1944, Mgr McGuigan promet que les francophones pourront avoir leur propre paroisse s'ils en font la demande, mais le groupe français doit attendre encore plusieurs années avant que cette promesse ne devienne réalité. En 1950, un nouvel archevêque, Mgr O'Neill, donne la permis-

sion au père Sylvestre Beaudet, o.f.m., de chanter deux messes en français chaque dimanche. Cette permission permet d'augmenter sensiblement le nombre de francophones qui assistent aux messes en français.

En août de la même année, les francophones décident que le temps est venu de demander la création d'une paroisse nationale canadienne-française dans la capitale. Une lettre, signée par Jos Girardin, Paul Bouthillier et Avila Letourneau, et accompagnée d'une pétition de 250 signatures, est envoyée à Mgr O'Neill *«lui exprimant le désir de la grande majorité des Canadiens français de Régina d'obtenir "une paroisse Franco-Canadienne pour le groupe français de Régina et des environs."»*[23]

La première requête des francophones est refusée par un comité diocésain. Le groupe franco-catholique revient à la charge l'année suivante. Ils adressent une nouvelle lettre à Mgr O'Neill qui conduit cette fois à une rencontre entre l'archevêque et Avila Letourneau. *«L'archevêque déclara à son interlocuteur qu'il était prêt à accorder une paroisse nationale aux Franco-catholiques de Régina, moyennant deux conditions: 1) il était essentiel de disposer de fonds suffisants, et, 2) il fallait un nombre suffisant de paroissiens.»*[24]

C'est grâce à l'appui des frères Béchard de Sedley, au sud-est de Regina, que le groupe Franco-Canadien réussit à obtenir sa paroisse française à Regina. Les frères Wilfrid et Séverin Béchard avaient prêté plus de 6 000 $ à la Corporation Épiscopale Catholique Romaine de Regina en 1917 pour la construction de l'église de Sedley. N'ayant jamais été remboursés, et étant les oncles de Jos Girardin, président du comité de la paroisse canadienne-française de Regina, les frères Béchard demandent à l'archevêque d'engager la somme de 5 000 $ pour la nouvelle paroisse. De plus, les frères Béchard avaient prêté de l'argent à la Corporation épiscopale et aux Franciscains durant la crise économique des années 1930 *«à la condition expresse que ces fonds soient éventuellement employés pour la construction d'une église ou une école française à Régina.»*[25] Les Franciscains acceptent ainsi de verser 3 000 $ à la nouvelle paroisse canadienne-française de Regina.

Petit à petit, le groupe français prélève suffisamment de fonds pour acheter un site qui servira à la construction ou à l'aménagement d'une église. En juillet 1953, le comité de la paroisse décide d'acheter la salle Odd Fellows située au coin de la rue Lorne et de la 15e Avenue, soit au centre de la ville, pour la somme de 15 000 $. C'est ainsi que la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Regina fut fondée. C'est seulement en 1962 que la nouvelle église Saint-Jean-Baptiste sera construite 25e Avenue.

Parmi les premiers paroissiens de Saint-Jean-Baptiste de Regina, mentionnons les familles d'Avila Letourneau, Rock Poissant, Paul Bouthillier, Napoléon Gilbert, Raoul Langlais, Jos Girardin et Jean LeNabat. Leur curé est toujours le père Sylvestre Beaudet, o.f.m.

Cependant, la migration des francophones de la campagne vers la grande ville crée un problème pour les dirigeants de la nouvelle paroisse française de Regina. *«Le problème semble se résumer au fait que nos compatriotes laissent de plus en plus les campagnes pour s'établir dans les villes. Pour la plupart d'entre eux, ils quittent des centres ou noyaux de vie française pour venir s'engouffrer dans la masse anglaise et aussi anglicisante de nos villes et par le fait même finissent par perdre l'héritage précieux de leur culture française et même parfois hélas leur foi catholique.»*[26]

Les francophones de la capitale voient la nécessité de maintenir la langue et la culture françaises pour assurer la foi catholique. Alors, tandis que les démarches se poursuivent pour la création de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, les francophones commencent à s'organiser dans d'autres secteurs. Vers le début des années

1950, un cercle local de l'ACFC est mis sur pied à Regina. *«Par la suite, un cercle local de l'A.C.F.C. avait été fondé sous la présidence de M. Rock Poissant, et avec M. Joseph Girardin comme vice-président, et Mlle Marie-Anne Morin comme secrétaire-trésorière.»*[27]

Le premier comité local de l'ACFC n'est fondé qu'en 1952, alors que les francophones de la capitale tentent d'établir leur paroisse française sur une base solide. *«Grâce aux efforts inouïs et au dévouement héroïque d'une poignée de compatriotes convaincus, la paroisse commença à se bâtir les cadres nécessaires à une vie commune intense et capable d'en assurer la survivance permanente. Le Conseil Langevin N° 4280 des Chevaliers de Colomb en devint pour ainsi dire la pierre angulaire. Ensuite la société des Dames de l'Autel puis l'école Mathieu, la chorale paroissiale, les Clercs Servants, le Bulletin Paroissiale, le Conseil des Syndics et Sénat de la paroisse, etc.»*[28] Donc, c'est au début des années 1950 que les francophones de Regina se donnent les outils paroissiaux que s'étaient donnés les francophones des milieux ruraux au début du siècle.

L'école Mathieu est un exemple qui montre comme il a été difficile pour les francophones de Regina de se donner des services qui existaient déjà au début du siècle dans les plus petits centres français. Au début des années 1950, dans la plupart des communautés francophones, il y a au moins une école où on enseigne le français de l'ACFC. À Regina, ce n'est qu'en 1956 qu'on obtient enfin des classes de français. *«À l'automne de cette année 1956, Mme H.J. Coyle (née Thérèse Desautels) inaugura une école maternelle dans sa résidence privée au numéro 2340 rue Cameron, à Régina, pour enseigner le français à ses propres enfants ainsi que ceux de Messieurs Alexis Daoust, Léo Lirette, Jean Deaust et une couple d'anglophones. Ce fut en réalité la naissance de l'école Mathieu.»*[29] Lorsqu'on construira une nouvelle église 25e Avenue, une salle sera aménagée dans l'église pour les classes de français.

Durant les années 1960, une fois l'église Saint-Jean-Baptiste solidement établie 25e Avenue, on commence à se tourner de plus en plus vers l'établissement d'organismes français comme le cercle local de l'ACFC et la Caisse populaire. Une personne qui joue un rôle important dans le développement de la communauté francophone de Regina durant cette période est Albert Dubé. M. Dubé est un des fondateurs de l'Association canadienne-française de Regina (ACFR) ainsi que de la Caisse populaire française de Regina. Mais il n'est pas seul; d'autres travaillent étroitement avec lui: Paul Rousseau, Joseph et Béatrice Braconnier, Pierre Kerviche, Jacques Perreault, Raoul Langlais, le Dr. A.L. Lizaire, Phyllis Begrand, le R.P. I. Riopel, o.f.m. travaillent à la Caisse populaire française de Regina; Guy Duppereault, Robert Cousin, Béatrice Braconnier, Robert Revet, Florent Bilodeau, E. Decorby, Irénée Collette, Pierre Léveillée, Phyllis Begrand, Anita Dubé, L. Chartier et Claude Béchard travaillent à l'ACFR.

La Caisse populaire française de Regina voit le jour le 18 novembre 1965. Mme Béatrice Braconnier est nommée secrétaire provisoire de la future caisse lors de son incorporation, mais c'est Raoul Langlais qui sera longtemps gérant de la caisse située dans l'église Saint-Jean-Baptiste. Le premier conseil d'administration est composé de Jacques Perreault, président, d'Albert Dubé, vice-président, de Raoul Langlais, secrétaire-trésorier, et de A.L. Lizaire, Phyllis Begrand et Jos Braconnier, conseillers.

C'est lorsque le père Benoit Paris, o.m.i., devient curé de la paroisse Saint-Jean-Baptiste en 1965 qu'on décide d'établir à nouveau un cercle paroissial de l'ACFC. Rappelons qu'un premier cercle local avait été fondé vers le début des années 1950, mais il avait cessé d'exister depuis longtemps. Le père Benoit Paris, comme la plupart des Oblats de Marie Immaculée a longtemps été impliqué dans le mouvement de l'ACFC. De plus, Albert Dubé, employé du gouvernement provincial, est membre de l'exécutif de l'ACFC provinciale depuis 1964. La

réunion de fondation de l'ACFR a lieu le 14 mars 1965 et le premier exécutif est composé de E. Decorby, président, d'Irénée Collette et de Pierre Éveillée, vice-présidents, de Béatrice Braconnier, secrétaire-trésorière et de Phyllis Begrand, Anita Dubé, L. Chartier et Claude Béchard, conseillers.
Enfin, pour venir appuyer les efforts de l'école Mathieu et pour encourager les Canadiens français de Regina à lire, le cercle local de l'ACFC organise une bibliothèque française à la paroisse Saint-Jean-Baptiste. *«Dans ce secteur-là encore, M. Dubé ne ménagea pas ses efforts. Dans une lettre datée du 14 juin 1965 il sollicitait un don de livres à M. Guy Frégault, sous-ministre au ministère des Affaires culturelles du Québec. Le 30 juin, M. Lucien Ferland, Conseiller technique au Service des Lettres, annonçait par lettre à M. Dubé l'envoi d'une centaine de volumes, qui furent reçus à Régina le 17 juillet suivant.»*[30]

Durant les années 1960, le cercle local de l'ACFC compte une trentaine de familles canadiennes-françaises. Lorsqu'on organise des activités en français, il ne faut pas compter sur des centaines de participants. Un incident se produit en 1965. Le cercle local de l'ACFC a mis sur pied un comité d'accueil qui doit organiser des activités culturelles. En 1965, on organise donc deux spectacles à la paroisse Saint-Jean-Baptiste, un avec les Petits chanteurs de Montréal et l'autre avec l'interprète Jean-Pierre Ferland. Aucun problème ne survient avec les Petits chanteurs de Montréal, mais tel n'est pas le cas avec la vedette Jean-Pierre Ferland. *«Ce récital restera d'ailleurs mémorable dans les annales du cercle local de l'A.C.F.C. de Régina. C'est que "Monsieur Ferland" qui effectuait une tournée grâce à une subvention qui lui avait été accordée par le Ministère des Affaires culturelles du Québec, avait décidé de ne pas chanter s'il y avait moins de 400 personnes au spectacle.»*[31] Quelle communauté fransaskoise peut garantir 400 personnes à un spectacle? À Regina, le 30 octobre 1965, il y en a 70. Jean-Pierre Ferland refuse de donner son spectacle! L'ACFC locale de Regina ne tarde pas à se plaindre au ministère des Affaires culturelles du Québec dont le représentant *«entre à son tour dans une sainte colère face à l'attitude méprisante de Jean-Pierre Ferland envers la minorité française du pays.»*[32]

La situation a bien peu changé depuis 1965. Aujourd'hui, l'ACFR a toujours de la difficulté à attirer une clientèle fransaskoise à ses activités. Mais, ce n'était pas le cas vers la fin des années 1970.

Chapitre trois

Une communauté fransaskoise croissante

Plusieurs facteurs font que Regina deviendra une des communautés fransaskoises des plus actives durant les années 1970. Un des plus importants facteurs est l'élection, en 1968, de Pierre-Elliot Trudeau comme premier ministre du Canada. Cette élection mène à l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* la même année. Pour assurer la promotion des deux langues officielles, Ottawa commence à verser des fonds aux organisations francophones en milieu minoritaire. Regina bénéficie pleinement de cette nouvelle politique fédérale.

L'Université de Regina

L'année précédente, en 1967, les Oblats de Marie Immaculée ont décidé de cesser d'offrir le cours classique au Collège Mathieu de Gravelbourg. À partir de l'automne 1968, ils offrent seulement les cours du secondaire; les élèves de rhétorique et de philosophie doivent aller ailleurs. Puisqu'on vient d'ouvrir le Centre d'études bilingues à l'Université de Regina, les Oblats établissent une résidence pour jeunes hommes à Regina.

En 1983, l'Université de Regina établit un programme de formation d'enseignants pour l'immersion et pour les futures écoles fransaskoises. Enfin, en 1988, le Centre d'études bilingues devient l'Institut de formation linguistique. Il est installé dans un nouveau bâtiment conçu pour une multitude d'activités éducatives, sociales et culturelles.

Comme la paroisse Saint-Jean-Baptiste, l'Université de Regina devient un centre important pour la communauté fransaskoise.

La Société Radio-Canada

Suite à l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1968, des pressions sont exercées sur la Société Radio-Canada pour qu'elle établisse des stations de radio dans toutes les provinces canadiennes et qu'elle offre des services de télévision en français dans les provinces qui en n'ont pas encore, comme la Saskatchewan.

En 1971, les directeurs des stations de radio CKSB, Saint-Boniface, CFRG, Gravelbourg (Dumont Lepage), CFNS, Saskatoon (Raymond Marcotte) et CHFA, Edmonton sont informés par la direction de Radio-Canada que la Société d'État a l'intention d'établir ses propres stations dans l'Ouest. *«La Société est prête à acheter les installations des quatre sociétés privées. Cependant, puisque ses postes doivent être situés dans les capitales provinciales, il faudra fermer les postes à Gravelbourg et à Saskatoon pour s'installer à Regina.»*[33]

Le 1er septembre 1973, les stations CFNS et CFRG ferment leurs portes et la Société Radio-Canada inaugure une nouvelle station radiophonique, CBKF, dans la capitale provinciale. Une vingtaine d'employés et leur famille, viennent ainsi s'établir à Regina. Pendant les années 1970, plusieurs employés de Radio-Canada ne craignent pas de s'impliquer corps et âme dans les activités francophones de Regina.

La Gendarmerie Royale du Canada

L'adoption de la *Loi sur les langues officielles* en 1968 crée un grand besoin de policiers bilingues dans tout le pays. Et puisque l'École d'entraînement de la Gendarmerie Royale du Canada est à Regina, des centaines de recrues francophones séjournent dans la capitale saskatchewanaise chaque année. Ces jeunes recrues cherchent des activités socio-culturelles en français et certains instructeurs participent même à l'organisation d'activités à l'ACFR.

Les associations provinciales

Jusqu'au début des années 1970, l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan a joué un rôle politique dans le développement de la communauté fransaskoise; elle a surtout été responsable des cours de français et des examens annuels et du «lobbying» pour obtenir les stations CFNS et CFRG en 1952.

Avec l'adoption de la *Loi sur les langues officielles*, l'ACFC voit son rôle devenir de plus en plus politique. Son siège social était passé de Vonda à Saskatoon au début des années 60. Mais au début des années 1970, la direction de l'organisme décide qu'elle doit se rapprocher des instances gouvernementales et des médias (Radio-Canada). Il est alors décidé de déménager à Regina.

Au cours des années suivantes, d'autres organismes suivront l'exemple de l'ACFC. Le Conseil de la coopération de la Saskatchewan ouvrira un bureau à Regina vers 1975. Lorsque la Commission culturelle fransaskoise obtiendra enfin de l'argent pour embaucher un directeur général, elle établira ses bureaux à Regina. Bientôt, la plupart des associations fransaskoises auront leurs bureaux dans la capitale. Peu importe qu'on soit rarement en communication avec les politiciens, il faut être près des instances gouvernementales.

Le Centre Culturel de Regina

Durant les années 1970, plusieurs organisations offrent des services en français à la population de langue française de la capitale; il y a l'ACFR, l'Alliance Française de Regina, le Centre d'études bilingues, les Chevaliers de Colomb, les Dames de l'autel, les Syndics, le Comité de parents pour les classes bilingues, la Caisse Populaire, le Théâtre Amateur de Regina, France-Canada et le Comité de loisirs.

En 1972, on commence à ressentir un véritable besoin de coordonner toutes les activités qui se déroulent en français à Regina. L'ACFR est l'organisme qui se charge d'organiser la rencontre des organismes francophones de la capitale. *«Cette rencontre a pour but d'établir une coordination et une collaboration entre les organismes au niveau des activités et viser un partage des tâches en vue d'un objectif global commun à partir des objectifs propres de chaque organisme.»*[34] Le résultat de cette concertation est la fondation le 4 octobre 1972 du Centre Culturel de Regina.

Le Centre Culturel de Regina n'a jamais eu pour mission d'établir un centre culturel physique dans la ville de Regina. Il avait plutôt comme rôle celui d'organisme parapluie comme la Fédération des francophones de Saskatoon ou la Société canadienne-française de Prince Albert. De plus, à part coordonner les activités des divers groupes, le Centre Culturel de Regina n'a jamais eu comme but l'organisation d'activités en français.

Son seul travail dans ce secteur fut l'organisation des premiers pavillons fransaskois pour Mosaïc en 1977, 1978 et 1979. La première participation des Fransaskois de Regina à la foire multiculturelle Mosaïc avait été orchestrée par M. Bernard Wilhelm, alors président du Centre Culturel de Regina en 1977. Le succès des premiers pavillons fransaskois est en grande partie dû à l'esprit de coopération de tous les organismes francophones de la ville.

Association canadienne-française de Regina

Comme on l'a déjà mentionné, le cercle local de l'ACFC est, dès sa fondation en 1965, très engagé dans le domaine socio-culturel comme le prouvent le spectacle des Petits chanteurs de Montréal et la création d'une bibliothèque.

Durant les années 1970, avec l'arrivée des employés de Radio-Canada à Regina, l'ACFR va devenir l'organisme le plus actif de la province. Pendant bien des années, c'est l'animateur de radio, Roger Lavallée, qui en est le président. Sous sa direction, l'ACFR organise des rencontres sociales régulières à la paroisse. Les Disco-Bars de l'ACFR deviennent tellement populaires que la paroisse est obligée d'ajouter une porte de sécurité dans son sous-sol.

En plus des Disco-Bars réguliers, l'ACFR est connue pour son Carnaval d'hiver annuel. Chaque année, au mois de mars, l'ACFR invite la population fransaskoise de la province à venir fêter dans la capitale. Une année, l'invitée d'honneur est la chanteuse acadienne, Édith Butler. L'année suivante, c'est au tour du duo comique, Tu Gus et Ti-Mousse.

Il y a un concours du Roi et de la Reine du Carnaval, des spectacles, des danses, etc. Et c'est à l'occasion du Carnaval d'hiver que l'élan est donné à la ligue de ballon-balai de Regina.

Le Théâtre Amateur de Regina

Un autre groupe de Regina qui a beaucoup de succès durant les années 1970 est le Théâtre Amateur de Regina. Fondée vers 1972, la troupe présente plusieurs classiques comme *Dona Rosita ou le langage des fleurs* de Federico Garcia Lorca en 1974 et met en vedette des francophones de la ville comme René Piché, Liliane Austin, Françoise Stoppa, Alain Clermont, Jacqueline et Roger Lavallée, Lise Lundlie, Roger Lepage, Rosalie Carrière, Solange Fournier et Pierre Wilhelm.

Puis c'est l'arrivée à Regina de Laurier Gareau qui écrit trois pièces pour le Théâtre Amateur de Regina, *Pas d'problèmes* (1976), *Les maudites femmes* (1977) et *Un Monologue, un dialogue, un triologue et un catalogue* (1978). Les trois furent présentées dans une douzaine de centres francophones de la province par le Théâtre Amateur de Regina.

Toutes ces activités socio-culturelles connaissent un grand succès dans la capitale. Le Carnaval d'hiver attire facilement 800 personnes au spectacle d'Édith Butler. Les pièces du Théâtre Amateur de Regina attirent régulièrement 120 à 150 spectateurs. Les premiers pavillons fransaskois attirent des foules de 5 000 à 10 000 personnes.

Et aujourd'hui?

Même si la ville de Regina compte encore quelque 2 000 francophones, il est parfois difficile d'attirer 50 ou 60 personnes aux activités en français. Ce n'est pas qu'il y ait moins d'activités socio-culturelles que durant les années 1970, mais il semblerait qu'il est plus difficile d'attirer les Fransaskois et les francophiles.

Aujourd'hui, on voit rarement ceux qui étaient si importants dans la vie française de Regina durant les années 1970. Les employés de Radio-Canada ne semblent plus être les leaders de la francophonie réginoise. Les étudiants de l'Université de Regina ne semblent jamais sortir du campus. Les employés des associations provinciales sont rarement présents aux activités de l'ACFR ou du Centre d'études bilingues. Enfin, la GRC ne semble plus avoir besoin d'un nombre illimité de policiers bilingues.

Il semble qu'il est de plus en plus difficile de bâtir un groupe français fort dans la capitale. Récemment, l'ACFR a même dû dire non à la Fête fransaskoise. La situation à Regina semble être la même que celle qu'on retrouve dans toutes les grandes villes. Il est de plus en plus difficile de vivre sa francophonie en milieu urbain.

Notes et références

1 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — l'Eau Vive. — (8 sept. 1982). — P. 8
2 Ibid., p. 8
3 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (15 sept. 1982)
4 Ibid.
5 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (8 sept. 1982)
6 Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — Toronto : School Aids and Text Book Publishing Co. — Traduction. — P. 13
7 Ibid., p. 15
8 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970. — P. 115
9 Zachary MacCaulay Hamilton ; Marie Albina Hamilton. — These Are The Prairies. — P. 22
10 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — P. 115
11 Lucienne Gravel. — Les Gravel. — Montréal : Boréal Express, 1979. — P. 27
12 Ibid., p. 56
13 Ibid., p. 43
14 J.F.C. Wright. — Saskatchewan The History of a Province. — Toronto : McClelland and Stewart, 1955. — Traduction. — P. 107
15 Government House Provincial Heritage Property. — Regina : Government House Provincial Heritage Property. — Dépliant. — Traduction
16 Richard Lapointe. — 100 Noms. — «Henriette Forget». — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 158
17 Ibid., p. 157
18 Clovis Rondeau, abbé ; Adrien Chabot, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — P. 117
19 Earl Drake. — Regina, The Queen City. — Toronto : McClelland & Stewart, 1955. — Traduction. — P. 27
20 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (12 janv. 1983)
21 Ibid.
22 Ibid.
23 Ibid.
24 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (19 janv. 1983)
25 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (2 févr. 1983)
26 J.L. Lirette. — «Problèmes de la migration de nos compatriotes de la campagne en ville». — La Relève. — (9 oct. 1964)
27 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (2 févr. 1983)
28 J.L. Lirette. — «Problèmes de la migration de nos compatriotes de la campagne en ville»
29 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (9 mars 1983)
30 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (24 août 1983)
31 Ibid.
32 Ibid.
33 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. 159
34 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — (1er févr. 1984)

Bibliographie

Government House Provincial Heritage Property. — Regina : Government House Provincial Heritage Property. — Dépliant

Drake, Earl. — Regina, The Queen City. — Toronto : McClelland & Stewart, 1955

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Gravel, Lucienne. — Les Gravel. — Montréal : Boréal Express, 1979

Hamilton, Zachary MacCaulay ; Hamilton, Marie Albina. — These Are The Prairies. — Toronto : School Aids and Text Book Publishing Co.

Lapointe, Richard. — «Henriette Forget». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lirette, J.L. — «Problèmes de la migration de nos compatriotes de la campagne en ville». — La Relève . — (9 oct. 1964)

Rondeau, Clovis, abbé ; Chabot, Adrien, abbé. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970

Rottiers, René. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — L'Eau Vive. — (8 sept. 1982)

Wright, J.F.C. — Saskatchewan The History of a Province. — Toronto : McClelland and Stewart, 1955

Saint-Brieux

La communauté de Saint-Brieux fut fondée en 1904 par l'abbé Paul Le Floc'h. La plupart des premiers colons sont arrivés de la Bretagne à bord du navire «Le Malou». Aujourd'hui, la communauté de Saint-Brieux est considérée comme un des villages les plus progressifs de la Saskatchewan rurale et ce à cause de l'établissement d'industries dans la région, comme les «Industries Bourgault».

Chapitre un

Un voyage difficile de Saint-Malo à Saint-Brieux

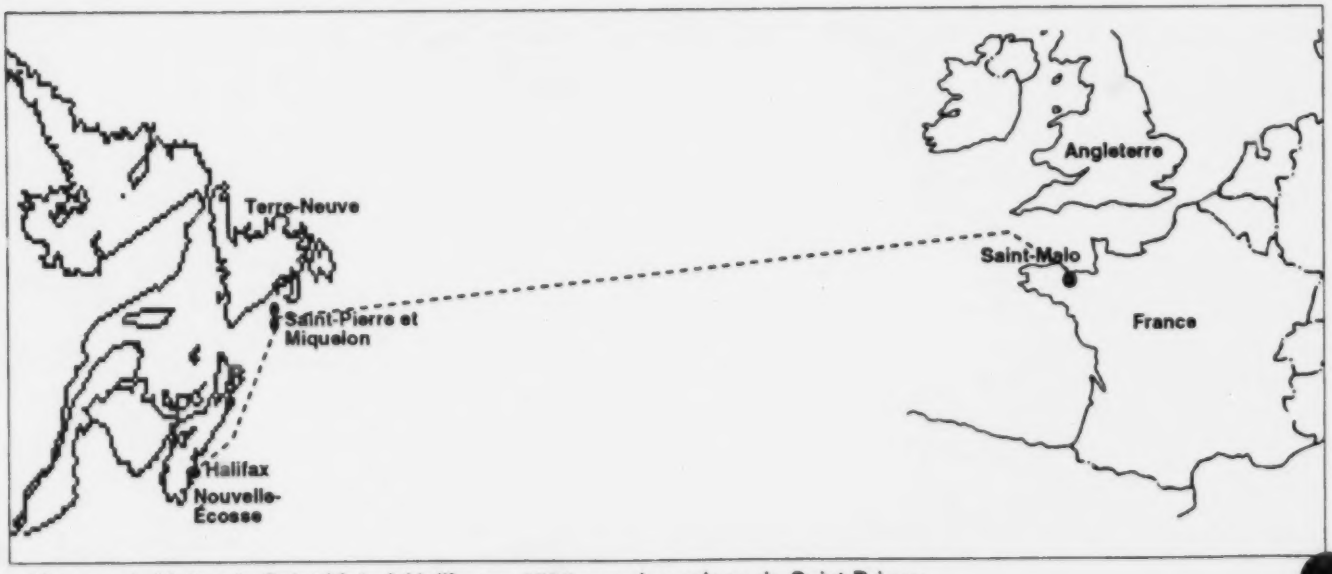
Originaire de la Côte-du-Nord en France, l'abbé Paul Le Floc'h était venu au Canada en 1903. Descendu du train à Prince Albert, il fait la connaissance de Mgr Albert Pascal, évêque du diocèse de Prince Albert, qui lui demande s'il ne serait pas intéressé à retourner dans son pays natal pour recruter des Bretons pour le peuplement de l'Ouest canadien.

L'abbé Le Floc'h visite la région de Prince Albert. Il se rend jusqu'au lac Lenore, à Flett's Spring, où le père Adrien Maisonneuve a établi une petite mission. Les deux hommes explorent la région au nord du lac et l'abbé Le Floc'h constate que cet endroit serait favorable à l'agriculture. Il retourne alors en France, en Bretagne, et passe l'hiver à donner des conférences ici et là. Le printemps suivant, il a recruté 300 personnes intéressées à recommencer leur vie au Canada.

Première étape: un voyage en navire

Refrain:
À Saint-Malo, beau port de mer;
À Saint-Malo, beau port de mer,
Trois gros navires sont arrivés,
Nous irons sur l'eau, nous irons nous promener,
Nous irons jouer dans l'île.

Saint-Malo! Port de mer situé à l'entrée de l'estuaire de la Rance dans le nord-ouest de la France. À partir de 1491, la navigation malouine[1] a connu une grande renommée. Le célèbre navigateur français, Jacques Cartier, avait quitté le port de Saint-Malo le 20 avril 1534. Son voyage lui avait permis de découvrir le golfe du St-Laurent et de prendre possession du Canada au nom de la France.



Voyage du Malou de Saint-Malo à Halifax en 1904 avec les colons de Saint-Brieux.

Trois cent soixante-dix ans plus tard, le 1er avril 1904, un autre navire, le Malou, quitte le port de Saint-Malo. À bord ce navire il y a trois cents Bretons qui viennent s'établir dans les prairies des Territoires du Nord-Ouest. Beaucoup d'entre eux vont se rendre à un endroit au sud de Prince Albert dans la région du lac Lenore et y fonder la paroisse de Saint-Brieux. Ils ont été recrutés par l'abbé Paul Le Floc'h.

Les colons grimpent dans le paquebot, le Malou, le 1er avril 1904. Ils sont accompagnés d'environ 1 200 pêcheurs malouins que l'on a appelés des «Terre Neuvas» et qui viennent à Saint-Pierre-et-Miquelon[2] pour faire la pêche à la morue.[3]

Un des colons a décrit la traversée de l'océan Atlantique dans une lettre à ses parents: *«Je ne suis partis de Saint-Malo le premier Avril, à 7 heures du matin. On a pas eu du beau temps pour aller jusqua Saint-Pierre, mais malgré cela je ne suis pas été malade, ni les autres non plus, excepté Anne a eu un peu le mal de mer et les plus grands des enfants la petite n'a pas eut le mal de mer. On a mis quinze jours pour aller jusqua Saint-Pierre à cause de la brume parce que les navires quand il y a de la brume ne marche pas vite. On était rendue à Saint-Pierre le 11, ont appercevait la terre à cinq heures du matin, ont était rentré au port à neufs heures, ont était resté jusqua le 21.»*[4]

Cet extrait est tiré d'une lettre d'un colon nommé François (Le Briqueur), écrite lorsque le groupe est arrivé à Qu'Appelle dans les Territoires du Nord-Ouest en mai 1904. Selon ces renseignements, la traversée de l'océan aurait pris onze jours et les colons bretons auraient passé dix jours sur l'île de Saint-Pierre avant de continuer leur voyage jusqu'au Canada. D'autres témoignages affirment que le Malou est arrivé à Saint-Pierre le 15 avril et que les colons n'auraient attendu que six jours avant de continuer leur trajet.

Alors que François (Le Briqueur) ne semble pas avoir trouvé le voyage de Saint-Malo à Saint-Pierre-et-Miquelon trop difficile, d'autres avaient recueilli des impressions différentes de la traversée. Un d'entre eux écrivait 25 ans plus tard: *«Nous sommes en pleine mer depuis cinq jours déjà; la tempête commence et le roulis se fait sentir. La nuit précédente il a été impossible de dormir car les plats en fer blanc qui servent aux repas ont été laissés sur le plancher et, avec les roulis, ils valsent d'un bord à l'autre faisant un vacarme épouvantable. La mer devient de plus en plus grosse; les passagers mal à l'aise sont sans appétit. La brume commence et la sirène fait entendre ses sons lugubres à des intervalles de plus en plus rapprochés; je veux monter sur le pont, mais, à cause du danger, je suis invité à l'évacuer. Tout naturellement les vers de Botrel me viennent à la mémoire...Ohé, matelot, connais-tu la brume? C'est la cheminée de l'enfer qui fume.»*[5]

Les plats en fer blanc que cet auteur décrit dans ce passage servaient à nourrir les passagers, qui étaient traités comme du bétail. *«Les repas étaient servis dans des plats pour dix personnes. Comme il n'y avait ni table ni banc, les plats étaient posés à même le plancher et chacun venait se servir tant bien que mal, comme il le pouvait.»*[6]

Durant les années 1960, Soeur Germaine Gareau est enseignante à l'école de Saint-Brieux. Pour célébrer le 60e anniversaire de fondation de la communauté, elle écrit une pièce de théâtre au sujet de l'histoire des colons bretons. En voici un extrait:

«La famille est à l'écart. Il y a le père, la mère, le fils (Jean) et deux fillettes (Anne et Yvonne)
***Anne:** Je n'aime pas être en mer, moi. Est-ce que le Canada est bien loin?*
***Jean:** Oh oui, ça va prendre des jours et des jours pour s'y rendre, au Canada. C'est parce que le bateau n'est pas confortable que tu n'aimes pas ça. Vraiment le Malou n'offre aucune commodité.*
***Yvonne:** Et puis, cette façon qu'ils ont de servir les repas ici: on prend un plat en fer blanc et on*

puise à même dans le grand plat posé à terre. C'est dégoûtant!
***Père:** Je suis déconcerté. C'est à croire que l'émigrant n'est plus considéré comme un être humain!»*[7]

Trop peu souvent allons-nous penser à la misère qu'ont dû endurer les premiers colons pour se rendre dans l'Ouest canadien. À cette époque, il n'était pas question de monter dans un avion confortable et d'être rendu à sa destination le même jour. La pire chose du voyage c'est encore la monotonie. Sur le bateau, il n'y a rien à faire, sauf attendre; attendre d'être arrivé au prochain port.

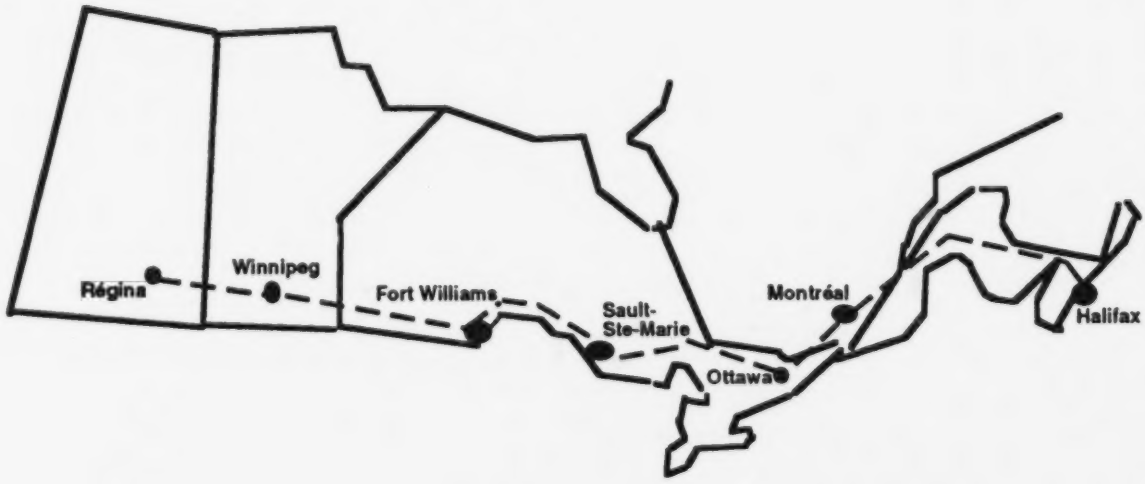
À Saint-Pierre, les Bretons doivent attendre encore six jours avant de poursuivre le voyage jusqu'à Halifax en Nouvelle-Écosse. C'est le printemps, et la glace bloque le port de mer. Afin de distraire les jeunes, on organise des danses; les vieux entonnent de vieilles chansons et les jeunes dansent les rondes de leur pays.[8] Un pionnier s'empresse d'ajouter à propos de cette activité: *«Voilà des danses certes que l'Église aurait approuvées; ce n'est pas le Fox Trot.»*[9]

À cette époque, le clergé parle ouvertement contre la danse. *«Ceux qui se livrent à la danse sont des victimes engraissées pour l'enfer. La danse et les bals sont le moyen dont le démon se sert pour enlever l'innocence au moins aux trois-quarts des jeunes filles qui à la suite de la danse ont perdu leur réputation, leur âme, le Ciel, leur Dieu. Le démon entoure une danse comme un mur entoure un jardin. La danse est la corde par laquelle il traîne plus d'âme en enfer. Les personnes qui entrent dans un bal laissent leur ange gardien à la porte et c'est un démon qui le remplace, en sorte qu'il y a bientôt dans la salle autant de démons que de danseurs.»*[10]

Enfin, le 21 avril, le Malou peut poursuivre son voyage jusqu'à Halifax. Les colons bretons mettront enfin pied sur le sol canadien le 23 avril.

Deuxième étape: un voyage en train

À Halifax, les nouveaux immigrants transfèrent leurs effets personnels du Malou à la gare où ils



Route du Canadien Pacifique, de Halifax à Regina en 1904.

vont continuer leur voyage à bord d'un wagon de la Compagnie du Chemin de fer réservé aux colons. Ces *chars* n'ont aucun confort à offrir aux nouveaux immigrants.

Le train doit transporter les colons jusqu'à Prince Albert, dans le district de la Saskatchewan, Territoires du Nord-Ouest. Les immigrants bretons mettent quatre jours à voyager de Halifax jusqu'à Winnipeg. Comme le voyage sur le Malou, le trajet en train est monotone et les colons doivent trouver leur propre source d'amusement; ils conversent, chantent et dorment. Puisque la compagnie de chemin de fer ne prévoit pas de repas pour les passagers, on doit s'occuper d'acheter de quoi nourrir tout le monde. Cette nourriture est achetée dans les gares en cours de route.

Une fois arrivé à Winnipeg, le groupe de 300 se sépare en deux; une trentaine de familles vont continuer jusqu'à Prince Albert et les autres vont descendre à Winnipeg pour aller s'établir à Sainte-Rose du Lac au Manitoba.

Ceux qui poursuivent le voyage jusqu'à Prince Albert espèrent qu'ils en ont fini avec la misère, mais tel ne sera pas le cas. François (Le Briqueur), dans sa lettre à ses parents, nous explique les nouveaux problèmes que rencontrent les Bretons.

«Alors après quattre jours de chemin de fer on est arretter à Winépec et on est arretté 24 heures. Ensuite on a encore repris le train le jeudi soir et le lendemain vendredi matin on est arrivé ici à Qu'appelle par conséquent on est ici depuis le 29. Et on ne s'est pas encore quand nous partiron à cause d'une inondation d'eau qui a fait dégringoler un pont un peu plus loin que Regina.»[11]

À Regina, les immigrants doivent transférer du train du Canadien Pacifique à une locomotive de la compagnie *Qu'Appelle, Long Lake and Saskatchewan Railway.* La ligne de cette compagnie ferroviaire traverse la vallée Qu'Appelle à Lumsden et c'est à cet endroit qu'un pont a été enlevé par une inondation. Le groupe doit attendre douze jours à Qu'Appelle avant de continuer son voyage jusqu'à Prince Albert.

Dans cette petite communauté du district d'Assiniboia des Territoires du Nord-Ouest, la compagnie de chemin de fer doit assumer les coûts d'hébergement des immigrants. Chaque matin, l'abbé Le Floc'h dit la messe et ensuite, puisqu'ils n'ont rien d'autre à faire, les hommes vont à la chasse. François (Le Briqueur) rapporte qu'il *«ne retourne jamais bredouille*[12] *car le gibier abondent et le temps est superbe pour promener.»*[13]

Lorsque le pont à Lumsden est finalement réparé et qu'ils peuvent enfin poursuivre leur voyage, ils se rendent à Regina où ils changent de train. Puis c'est le voyage de Regina à Saskatoon. Arrivé au sud de cette dernière ville, on apprend que le pont qui traverse la rivière Saskatchewan Sud a été endommagé par une inondation et qu'il faudra traverser la rivière en bateau.

En 1904, Saskatoon est loin d'avoir l'allure de la grande ville qu'elle est devenue de nos jours. À cette époque, il y a une petite colonie de tempérance[14] sur la rive sud-est de la rivière, colonie fondée en 1883. De l'autre côté de la rivière, il y a un autre village comprenant quelques maisons et commerces, une église de bois et un hôtel. Sur le côté ouest de la rivière, il est permis de vendre de l'alcool.

Un des pionniers a laissé ce souvenir de Saskatoon: *«Nous ne nous arrêtons pas, car le train à destination de Prince Albert est en gare; toutefois en passant devant la buvette de l'hôtel, mon ami le «Chasseur» ne peut résister à la tentation de se rafraîchir; il entre donc, mais s'attarde un peu trop et il arrive à la gare pour apercevoir le train qui s'éloigne déjà à toute vitesse.»*[15] Ce consommateur solitaire a dû, bien sûr, attendre le prochain train. Ce n'est pas

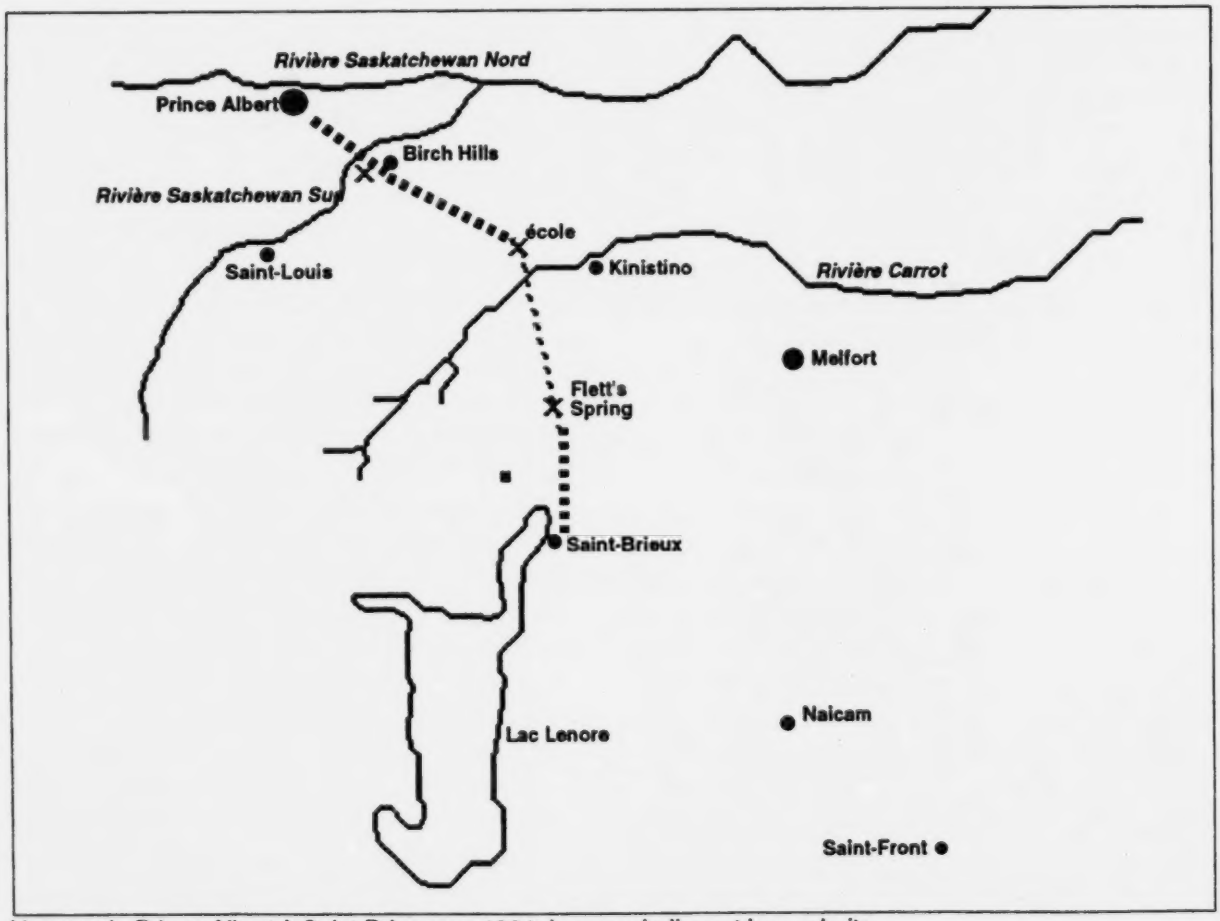
seulement les dangers de la route qui peuvent retarder un voyageur.

C'est le 12 mai que les nouveaux colons arrivent à Prince Albert. Un voyage qui aurait dû prendre au maximum vingt et un jours en a pris quarante-deux. Les Bretons sont fatigués et découragés lorsqu'ils descendent enfin du train à Prince Albert. Une pluie et un ciel sombre et nuageux ne font rien pour améliorer l'humeur des voyageurs. Mgr Albert Pascal, évêque de Prince Albert, les accueille chez lui. Ils passent une semaine à Prince Albert avant d'entreprendre la dernière étape de leur voyage, qui les mènera dans la région du lac Lenore, environ quatre-vingt kilomètres au sud-est de cette ville.

Troisième étape: un voyage en chariot

Durant leur séjour à Prince Albert, les nouveaux immigrants achètent des chariots et des chevaux, ainsi que des provisions, car un an s'écoulera peut-être avant qu'ils puissent revenir en ville. Le père Maisonneuve, o.m.i., missionnaire à Flett's Spring dans la région du lac Lenore, est venu les rejoindre à Prince Albert. Durant le trajet, il leur servira de guide.

Le 20 mai, la petite caravane se met en route. Un de ces pionniers a écrit: *«Les Soeurs qui s'occupaient à l'évêché de la cuisine et des travaux durent être contentes de notre départ; celle qui était chargée du poulailler se plaignait*



Voyage de Prince Albert à Saint-Brieux, en 1904. Les «x» indiquent les endroits où les colons ont passé la nuit.

que depuis notre arrivée les poules ne pondaient plus.»[16]

Au départ, hommes, femmes et enfants trouvent agréable le voyage en chariot. Mais, les choses changent vite. Bientôt, on arrive à des pistes qui sont défoncées à la suite des pluies récentes. Pour ne pas s'embourber, les pionniers doivent quitter la piste et se tracer un nouveau chemin dans le bois; les femmes conduisent les chevaux tandis que les hommes sortent leur hache pour *clairer* ou ouvrir une nouvelle route.

À la fin de la première journée, la caravane arrive à la rivière Saskatchewan Sud à quelque vingt kilomètres de Prince Albert. Ils passent la nuit près de la rivière et le lendemain matin, ils traversent la rivière sur un bac, puis reprennent leur chemin. La piste les conduit jusqu'à Birch Hills où ils aperçoivent des champs ensemencés et quelques maisons.

Le deuxième soir, ils s'arrêtent près d'un petit lac entre Birch Hills et Kinistino. À cet endroit, il y a une petite école de campagne et puisque plusieurs des colons n'ont pas de tente, ils trouvent refuge dans l'école.

Le troisième jour, la caravane traverse la petite rivière Carotte. Près de la rivière, il y a un magasin où ils espèrent pouvoir acheter certaines provisions. *«Mais quand nous arrivons toute la provision a été enlevée par ceux qui nous précèdent, et force nous est de chercher ailleurs.»*[17] Puisqu'ils ne peuvent pas acheter de provisions, ils doivent dépendre des résultats de la chasse pour se nourrir. Le gibier, la perdrix surtout, est en abondance dans la prairie et les Bretons peuvent manger à leur faim.

C'est le printemps et la pluie a été remplacée par le soleil et la percée d'une multitude de fleurs de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. *«La prairie est émaillée de fleurs aux riches couleurs et aux nuances les plus variées: anémones, roses sauvages, clochettes bleues et pâquerettes jaunes se marient pour former un ensemble harmonieux.»*[18]

Enfin, la caravane arrive à Flett's Spring. Les Bretons pensaient retrouver le même type de village dans le district de la Saskatchewan qu'ils avaient laissé deux mois plus tôt en Bretagne; une agglomération de maisons autour de l'église et des magasins. *«Quelle n'est pas notre surprise de constater que Flett's Spring est tout simplement le nom donné à un bureau de poste; tout comme dans le pays que nous venons de traverser, les habitations sont à une grande distance les unes des autres.»*[19] À part le bureau de poste et le magasin, il y a aussi la mission du père Maisonneuve à Flett's Spring.

Environ cinq jours après leur départ de Prince Albert, le groupe arrive à un endroit, environ 12 milles au sud de Flett's Spring, qu'il surnomme *«la Plaine»*, futur emplacement de la communauté de Saint-Brieux.

Chapitre deux

Les colons et la prise de *homesteads*

Parmi le premier groupe de colons venus de la Bretagne avec l'abbé Paul Le Floc'h en 1904, nous reconnaissons les noms de Pierre Rocher, Denys Bergot, Joseph Briand, Jean-Marie Gallais, Mathias Buzit, Jean Lucas, Yves Olivier, Jacques Larmet, Marie Creurer[20], Joseph Creurer, Jules Daubenfeld, François et Michel Fagnou, Joseph Le Jan, Jean Leray, Augustin Male, Yves Mazévet, François Rouault, Alexis Albert, Pierre Froc, Pierre et Alain Mao, Yves Rallon[21], Victor Quiniou, Théophile Rudulier Jean-Pierre Thébaud, François Tinevez et Yves Le Floc'h[22].

Ayant atteint leur destination, les nouveaux colons explorent la région. Au cours des jours qui suivent, ils visitent les terres des *townships* 41 et 42 des rangs 20 et 21. Ces visites de la région de «*la Plaine*» ne se font pas sans difficultés. «*Mais cette visite est une tâche difficile: comment en effet, à travers le bois épais, savoir exactement où s'arrêtent les limites de chaque concession? Comment avoir une idée bien nette de la nature et de la disposition du terrain? Il faut employer souvent la hache pour se frayer un passage sous bois; quand la piste que nous suivons est coupée par quelque cours d'eau, il faut, à l'aide de quelques troncs d'arbre, improviser un pont.*»[23]

À cause du bois épais, les colons ont de la difficulté à trouver les jalons posés par les arpenteurs pour indiquer les coins de sections. Et lorsqu'on réussit à trouver les jalons dans le bois, il est souvent impossible de savoir si le terrain sera bon pour l'agriculture.

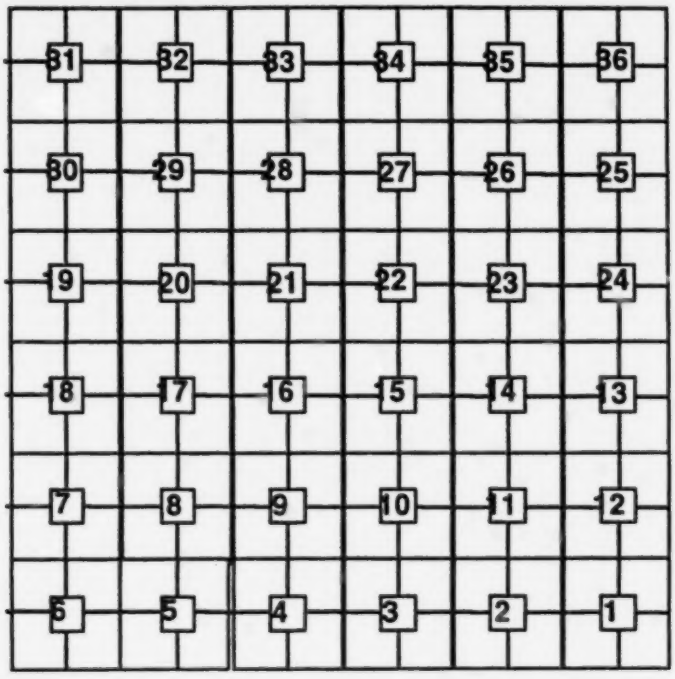
C'est souvent pour cette raison que des terres furent enregistrées au Bureau des Terres du Dominion et ensuite abandonnées par le premier colon. Alors qu'il commençait à défricher son *homestead*, le colon découvrait parfois que la terre était marécageuse ou qu'il y avait énormément de roches sur le terrain. Devant cette situation, le colon abandonnait son *homestead* et allait se prendre un terrain ailleurs, soit dans la même région soit dans une autre. Dans d'autres cas, la personne abandonnait le tout et retournait à son pays d'origine. En étudiant la carte du *township* 42, rang 20, il est possible de voir combien des colons ont abandonné leur *homestead* avant d'en recevoir les titres de propriété.

Ayant exploré la région en groupe, les colons doivent maintenant décider qui pourra s'inscrire sur tel et tel *homestead*. «*Il est bien à craindre que cette attribution ne soit la source de mécontentements et de récriminations: aussi pour y remédier dans la mesure du possible est-il décidé que le sort réglera l'ordre dans lequel chacun devra se présenter au Bureau des Terres du gouvernement.*»[24] L'abbé Paul Le Floc'h se réserve le carreau NW24-42-21-W2. C'est sur cette terre qu'il a l'intention de bâtir une petite maison-chapelle qui servira d'église et de résidence.

Jean Lucas, Théophile Rudulier, Jean-Marie Gallais et Pierre Froc accompagnent l'abbé Le Floc'h jusqu'à Prince Albert pour inscrire leurs *homesteads* auprès de l'agent des Terres du Dominion.

Les autres attendent à «*la Plaine* ». On a érigé une tente pour accommoder les colons en attendant qu'ils puissent se construire des maisons sur leur *homestead*. Avant de construire quoi que ce soit, il faut bâtir un chemin pour relier «*la Plaine*» et la section 24

Township 42 - rang 20



*** un octroi de deux quarts de section donné à tout homme qui avait combattu dans la guerre des Boers.**

abandon signifie que le colon n'a jamais reçu son titre de «homestead».

Section 1:
NO et SO François Le Berre 1910 *
Section 2:
NE Paul Valmont 1906
SE A Josse (abandon)
Gabriel Valmont 1906
SO Jean Ferré (fils) 1905
Section 3:
NE Pierre Blandin 1909
NO Clément Boissière 1909
SE Jérémie Aubin 1909
SO Pierre Boissière (fils) 1908
Section 4:
NE P.-M. Thébaud 1905
NO J.-J. Daubenfeld 1906
SE Pierre Boissière (père) 1906
SO Joseph Thomas 1906
Section 5:
NE et SE J.-J. Daubenfeld 1910 *
Section 6:
NE Yves Cozien 1907 (abandon)
SO Paul Cozien 1907 (abandon)
Section 7:
NE Joseph Lefebvre 1908 (abandon)
SE Joseph Belleguie 1909
SO Eugène Ronceray 1910
Section 8:
Terre de la Compagnie de la Baie d'Hudson
Section 9:
NE Joseph Bandin 1908 (abandon)
NO Elsworth Buttery 1910
SO Daniel Lefebvre 1908
Section 10:
NW J.-M. Thébaud 1905
SE Joseph Guillaume 1907 (abandon)
SO J.-P. Thébaud 1905

Section 11, 12, 13 et 14:
rien avant 1910
Section 15:
NE Henri Noël 1909
NO Michel Besanger 1909 (abandon)
SO Jean Doualan 1909
Section 16:
NE Joseph Ronvel 1906
NO Athanase Ronvel 1906
SE François Thébaud 1905
SO François Le Berre 1906
Section 17:
NE Charles Kay 1909 (abandon)
NO Aloin P. June 1909
SE Armand Corbeil 1909
SO George June 1909
Section 18:
NE Henry Oliver 1906 (abandon)
NO Jean Lucas 1904
SE Ursin Bercier 1905
SO Victor Quiniou 1905 (abandon)
Section 19:
rien avant 1910
Section 20:
SE Michel Besanger 1908 (abandon)
SO Marie LeGars 1907 (abandon)
Section 21:
SE et SO Joseph Ronvel 1910 *
Section 22:
SO Pierre Boissière (fils) 1906 (abandon)
Section 23:
SE Gandias Carbonneau 1910 (abandon)
Section 24:
SO Joseph Houle 1910 (abandon)
Sections 25, 27 et 28:
rien avant 1910

Section 26:
Baie d'Hudson
Section 29:
terre pour l'école
Section 30:
NE Louis Cherel 1906 (abandon)
NO Joseph Briand 1904
SE François Hamon 1904 (abandon)
SO J.-M. Rocher (père) 1904
Section 31:
NE Honoré Gallays 1908
NO Alexandre Carfantan 1909
SE Yves Le Derout 1909 (abandon)
Section 32:
NE J.-M. Toullelan 1906 (abandon)
NO Jacques Larmet 1905
Section 33:
NO et SE J.-M. Kerdraon
Section 34:
NE Léon Roulot 1905 (abandon)
NO Gustave Roulot 1905 (abandon)
SE C.-A. Webster 1907 (abandon)
Section 35:
SE Frederick Warner 1910
Section 36:
rien avant 1910

du *township* 42, rang 21. Joseph Le Jan, Pierre Rocher et Denys Bergot se mettent au travail et après quelques jours ils ont réussi à ouvrir une route praticable jusqu'à la section 24.

Le premier bâtiment de la nouvelle communauté est la maison-chapelle: *«Il était juste et convenable en effet que la première construction de la colonie fût celle qui devait être consacrée à Dieu et à la prière.»*[25] La maison-chapelle est bâtie sur les bords du lac Lenore. C'est une bâtisse à deux étages, 30 pieds de longueur sur 20 pieds de largeur. Au premier étage il y a la résidence de l'abbé Le Floc'h tandis que la chapelle se trouve au deuxième étage.

Ayant terminé le travail sur la chapelle, les familles se séparent en deux camps; un groupe retournera à Prince Albert pour trouver du travail pour l'hiver et l'autre restera dans la région et commencera à défricher le terrain et à construire des maisons.

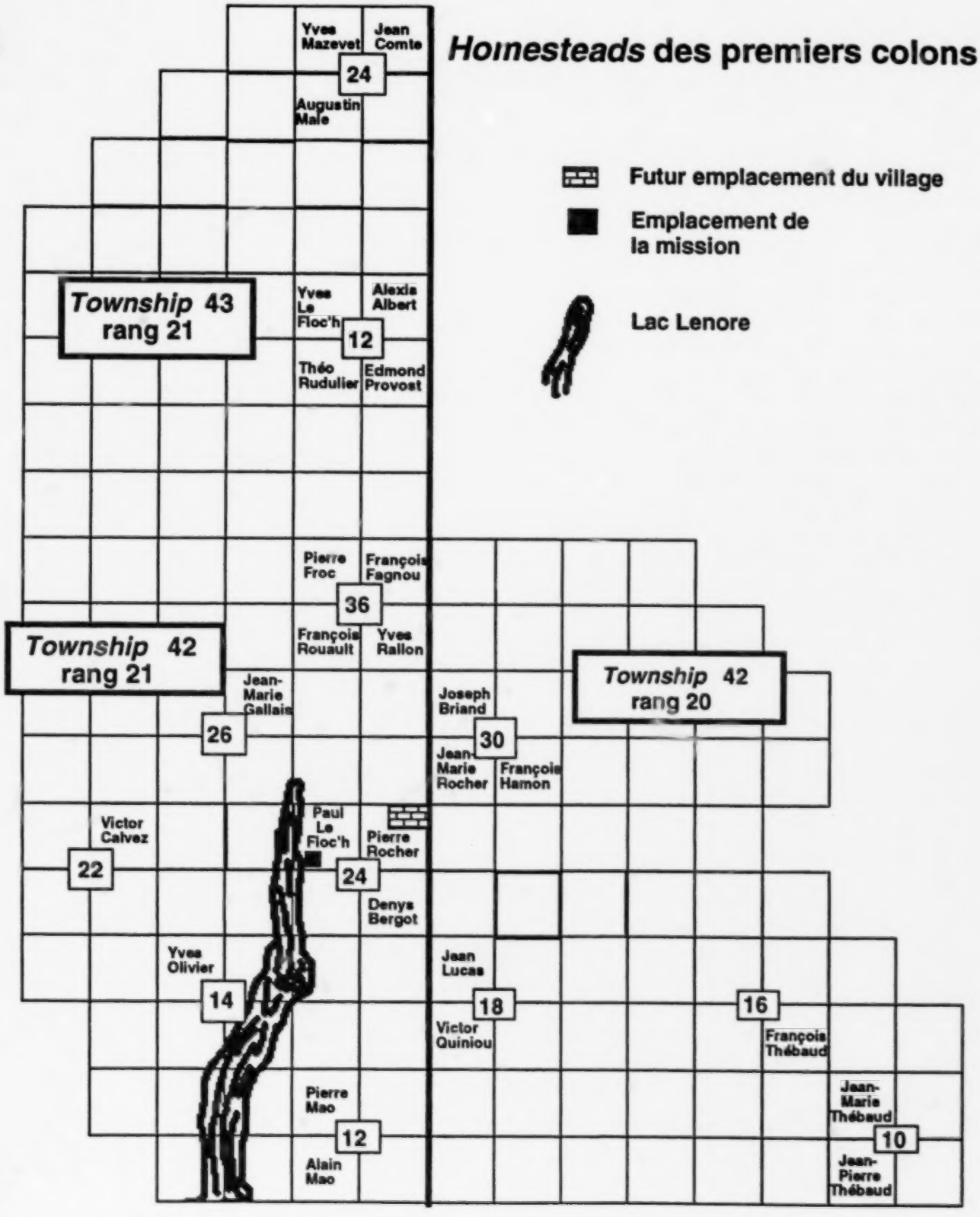
Petit à petit, le campement à *«la Plaine»* est abandonné. Jour après jour, les colons commencent à s'habituer à leur nouveau pays.

«C'est un fait d'expérience que du jour où il s'établit sur sa concession de terre, commence pour l'émigrant une vie de travail ardu, de privations pénibles et de déceptions amères; et comment pourrait-il en être autrement quand le nouvel arrivé n'a aucune expérience du climat ni des usages du pays où il s'installe? Isolé, il éprouvera par moments des pensées de profond découragement, et pour le surmonter, il devra faire appel à toutes les énergies de sa volonté.»[26]

C'est surtout parce que les Bretons de Saint-Brieux étaient tous venus du même coin de la vieille France, qu'ils pouvaient échanger avec amis et parents des nouvelles des vieux pays, qu'ils ont pu oublier leurs misères et se tailler une nouvelle communauté dans le Nord-Ouest canadien.

Les colons les plus hardis n'ont pas abandonné; ils ont reçu les lettres patentes de leurs *homesteads* et ils ont laissé à Saint-Brieux une longue descendance. D'autres n'ont jamais pu s'adapter au nouveau pays et sont retournés en France.

Homesteads des premiers colons



Chapitre trois

Les fils de Saint-Brieux et les guerres d'Europe

Une fois que la petite communauté de Saint-Brieux commence à s'établir, elle reçoit un nouveau type de colons. En 1910 et en 1911, le gouvernement canadien accorde des concessions d'une demi-section de terre aux anciens combattants de la Guerre des Boers en Afrique du Sud. Plusieurs Français à Saint-Brieux se prévalent de ce droit à 320 acres de terre. François Rouault est arrivé dans la région avec le premier groupe en 1904. En 1906 un deuxième groupe, formé de François Le Berre, Jules Daubenfeld, Joseph Ronvel, Guillaume Jezequel et Pierre-Mathurin Coquet, vient les rejoindre. Enfin, en 1910, deux autres anciens combattants de la Guerre des Boers arrivent à Saint-Brieux. Il s'agit de Henri Massé et Louis Reinier.

Ces huit anciens soldats français inscrivent leur demi-section auprès de l'agent des Terres du Dominion en 1910 et en 1911.

Quelques années plus tard, entre 1914 et 1918, plusieurs autres jeunes hommes de Saint-Brieux seront appelés à aller prendre les armes pour la défense de la France.

Lorsque la guerre éclate en Europe en 1914, plusieurs colons d'origine française vivant en Saskatchewan décident qu'ils doivent retourner pour aider avec la défense de leur ancienne patrie. Plusieurs de ces jeunes hommes s'inscrivent dans l'armée canadienne. D'autres, par contre, optent de regagner le pays de leur origine et de faire leur service militaire avec l'armée de la France.

Clément Boissière, Jean Briens, Pierre et René Kernaleguen, Émile Leray, Alfred Petit, Étienne Pérault, Ferdinand Ranger et Stanislas Rohel sont neuf des pionniers de Saint-Brieux qui ont servi dans l'armée française entre 1914 et 1918. Il y en a eu d'autres.

Pourquoi aller rejoindre l'armée française au lieu de celle de leur nouveau pays d'adoption? *«Les plus jeunes appartiennent à la réserve de l'armée française et en temps de guerre ils doivent rejoindre au plus tôt leur régiment; bien qu'ayant quitté la France depuis dix ans, le sentiment de l'amour de la patrie vibre toujours au fond de nos coeurs; la patrie est en danger: sans hésiter et n'écoutant que l'appel du devoir... partent pour la France dès la première semaine de la mobilisation.»*[27] En effet, c'est l'amour qui les pousse à aller défendre leur ancienne patrie. Plusieurs ne reviendront pas; certains seront tués sur les champs de bataille, tandis que d'autres opteront de rester en France après la guerre.

D'autres jeunes hommes de Saint-Brieux se voient obligés de s'inscrire dans l'armée canadienne. François Bergot, François Buzit, Rémi Buan, Jules Daubenfeld, Julien Kernaleguen, Adrien et Louis Legars, Eugène Pérault, Arthur Pilon, Pierre Fau, François Suignard et Jean-Marie Rocher sont envoyés en Angleterre avant de se rendre au front.

Ceux qui restent à Saint-Brieux font aussi leur part pour l'effort de guerre. *«Et pendant ce temps ceux qui, pour une raison ou une autre, n'ont pu partir, travaillent sans relâche à produire le blé si nécessaire au ravitaillement des armées alliées; dames et demoiselles organisent un cercle de la Croix-Rouge et s'ingénient à expédier au front des colis qui rendront tant de service aux blessés et aux malades.»*[28]

C'est ainsi que tout le monde a été touché par la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1918. Le même scénario se reproduira une vingtaine d'années plus tard (1939-1945). Nombreux seront les anciens combattants de Saint-Brieux qui reviendront de la guerre en 1945.

La même situation se sera produite dans toutes les autres communautés francophones de la Saskatchewan.

Venus de la Bretagne, les premiers colons ont donné à leur nouvelle communauté sur le sol canadien le nom d'une ville de leur pays natal, Saint-Brieuc. Au Canada, le nom était écrit Saint-Brieux. Lorsque les premiers colons sont arrivés en 1904, il y en avait seulement deux ou trois qui avaient été fermiers en Bretagne. Les autres avaient été boulanger, commis de magasin, gendarme, etc. Mais tous venaient dans le nouveau pays pour une seule raison; le gouvernement du Canada offrait 160 acres de terre pour 10,00 $.

Ils sont venus et ils ont appris à manier la hache pour défricher leur terrain. Ils n'ont pas eu la vie facile, mais ils ont conquis le pays du lac Lenore. Aujourd'hui, leurs descendants sont de fiers agriculteurs, commerçants et entrepreneurs.

Notes et références

1 *Malouine:* Les Malouins est le nom qu'on donne aux habitants de Saint-Malo.
2 *Saint-Pierre-et-Miquelon*: deux îles situées près de Terre-Neuve. Ces îles appartiennent toujours à la France.
3 Comité historique de Saint-Brieux. — Historique de Saint-Brieux 1904-1979. — Saint-Boniface : Maison Avant-Garde/ Graphiques, 1981. — P. 11
4 Ibid., p. 227
Dans cette lettre de François (Le Briqueur) du 6 mai 1904, les nombreuses erreurs de français ont été conservées.
5 Denys Bergot. — Réminiscences d'un pionnier, 1904-1979. — Archives de la Saskatchewan. — P. 8-10
6 Ibid., p. 8-10
7 Germaine Gareau, soeur. — Les débuts de Saint-Brieux. — Archives de la Saskatchewan. — Théâtre. — P. 1
8 À cette époque, l'Église catholique voyait la danse d'un mauvais oeil. Les curés essayaient, par tous les moyens, d'empêcher les jeunes de danser.
9 Denys Bergot. — Réminiscences d'un pionnier, 1904-1979. — P. 12
10 «Ce que le curé d'Ars pensait de la danse». — Le Patriote de l'Ouest. — (11 sept. 1913)
11 Comité historique de Saint-Brieux. — Historique de Saint-Brieux 1904-1979. — P. 227
12 *Bredouille:* revenir de la chasse sans avoir rien pris. Revenir les mains vides.
13 Comité historique de Saint-Brieux. — Historique de Saint-Brieux 1904-1979. — P. 227
14 Tempérance antialcoolique. À la fin du XIXe siècle, on voit au Canada et aux États-Unis la naissance de plusieurs mouvements de tempérance. Ces mouvements mèneront, au début du XXe siècle, à l'adoption de lois de prohibition au Canada et aux États-Unis.
15 Bergot, Denys. — Réminiscences d'un pionnier 1904-1979. — P. 18
16 Ibid., p, 22
17 Ibid., p. 24
18 Ibid., p. 26
19 Ibid., p. 26
20 Marie Creurer était la fille de Marie Gauthier et de Joseph Creurer. Veuve, Marie Gauthier épouse Jacques Larmet. Son frère Joseph Creurer était aussi du voyage du Malou en 1904. Mme Larmet est arrivée au Canada en 1905 avec ses autres enfants. Marie Creurer allait épouser Paul Sénécal à Saint-Brieux.
21 Yves Rallon et sa femme étaient arrivés au Canada en 1903. Ils avaient passé l'hiver à Prince Albert et s'étaient joints au groupe du Malou au printemps 1904 à Prince Albert.
22 Yves Le Floc'h est le frère de l'abbé Paul Le Floc'h. Il obtient le titre de sa terre vers 1907 et retourne en France.
23 Denys Bergot. — Réminiscences d'un pionnier, 1904-1929. — P. 30
24 Ibid., p. 30
25 Ibid., p. 34
26 Ibid., p. 34
27 Ibid., p. 60
28 Ibid., p. 60

Bibliographie

Bergot, Denys. — Réminiscences d'un pionnier, 1904-1929. — Archives de la Saskatchewan

Comité historique de Saint-Brieux. — Historique de Saint-Brieux 1904-1979. — Saint-Boniface : Maison Avant-Garde/Graphiques, 1981

Gareau, Germaine, soeur. — Les débuts de Saint-Brieux. — Archives de la Saskatchewan. — Théâtre

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Saskatoon
la ville des ponts

La ville de Saskatoon, connue sous le nom de «ville des ponts» à cause des nombreux ponts qui traversent la rivière Saskatchewan-Sud, a été fondée en 1882 comme colonie de tempérance. En 1905, cette ville a travaillé, sans succès, pour être choisie capitale de la nouvelle province de la Saskatchewan. C'est grâce à l'absence d'eau potable à Warman, quelques kilomètres au nord, que cette humble petite colonie est devenue une grande ville au XXe siècle.

Chapitre un

Une colonie de tempérance

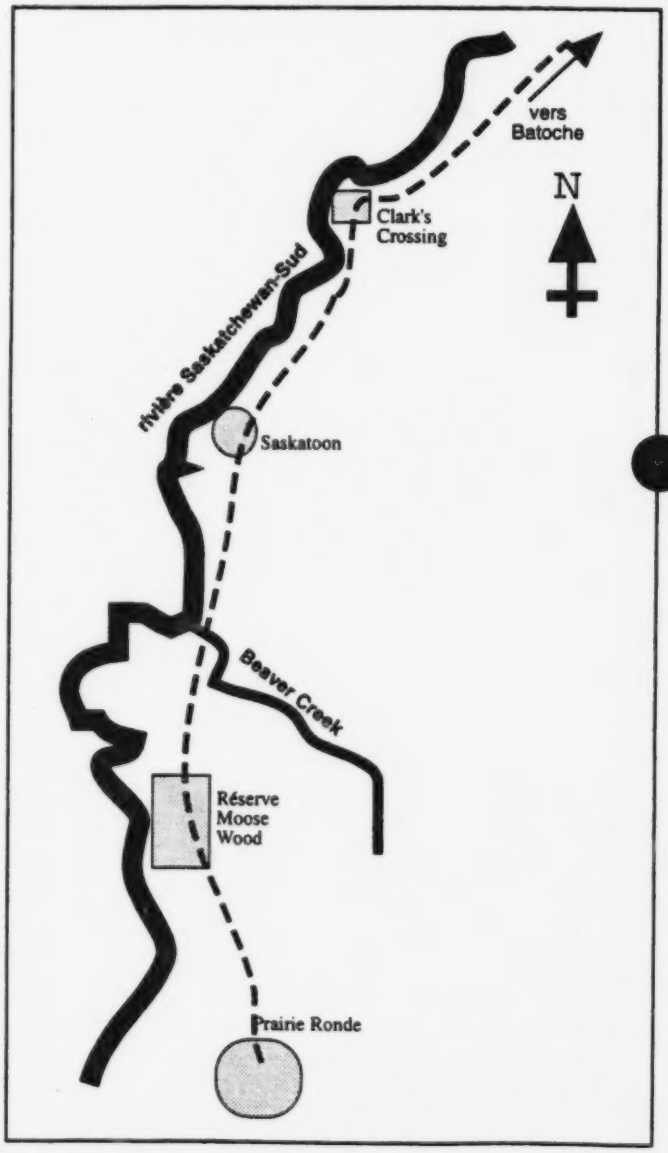
À la fin du XIXe siècle, les mouvements de tempérance, dont le but est la prohibition de la vente et de la consommation d'alcool, commencent à se multiplier ici et là dans l'Est du pays, principalement en Ontario et dans les Maritimes. Au Québec, les mouvements de tempérance n'ont pas autant de succès que dans les provinces voisines.

En 1882, un de ces mouvements, la *Temperance Colonization Society*, obtient du ministère de l'Intérieur une concession d'environ 500 000 acres dans le district de la Saskatchewan dans les Territoires du Nord-Ouest. Cette concession le long de la rivière Saskatchewan-Sud comprend 21 *townships* allant de la réserve Moose Wood (près de Dundurn) jusqu'à Clark's Crossing au nord de la future ville de Saskatoon.

White Cap, ou Wapahaska, était originaire du Minnesota, aux États-Unis. Il était venu s'établir au Canada avec sa tribu en 1862, au lendemain de l'insurrection des Sioux au Minnesota. Au début, il s'était établi dans la région de Fort Ellice et de Fort Qu'Appelle, mais au début des années 1870, il s'était fixé définitivement le long de la rivière Saskatchewan-Sud dans la réserve Moose Wood. En 1885, les guerriers de White Cap participent aux batailles de l'Anse-aux-Poissons (Fish Creek) et de Batoche.

Dans cette même région, près de la réserve de White Cap, un groupe de Métis dirigé par Charles Trottier a établi un campement d'hiver appelé la Prairie Ronde à la fin des années 1860. Ce Trottier était un ancêtre de l'ancien joueur de hockey, Bryan Trottier, de Val Marie en Saskatchewan.

Au milieu des années 1870, le gouvernement fédéral fait construire une ligne télégraphique allant de Winnipeg jusqu'au Fort Edmonton.

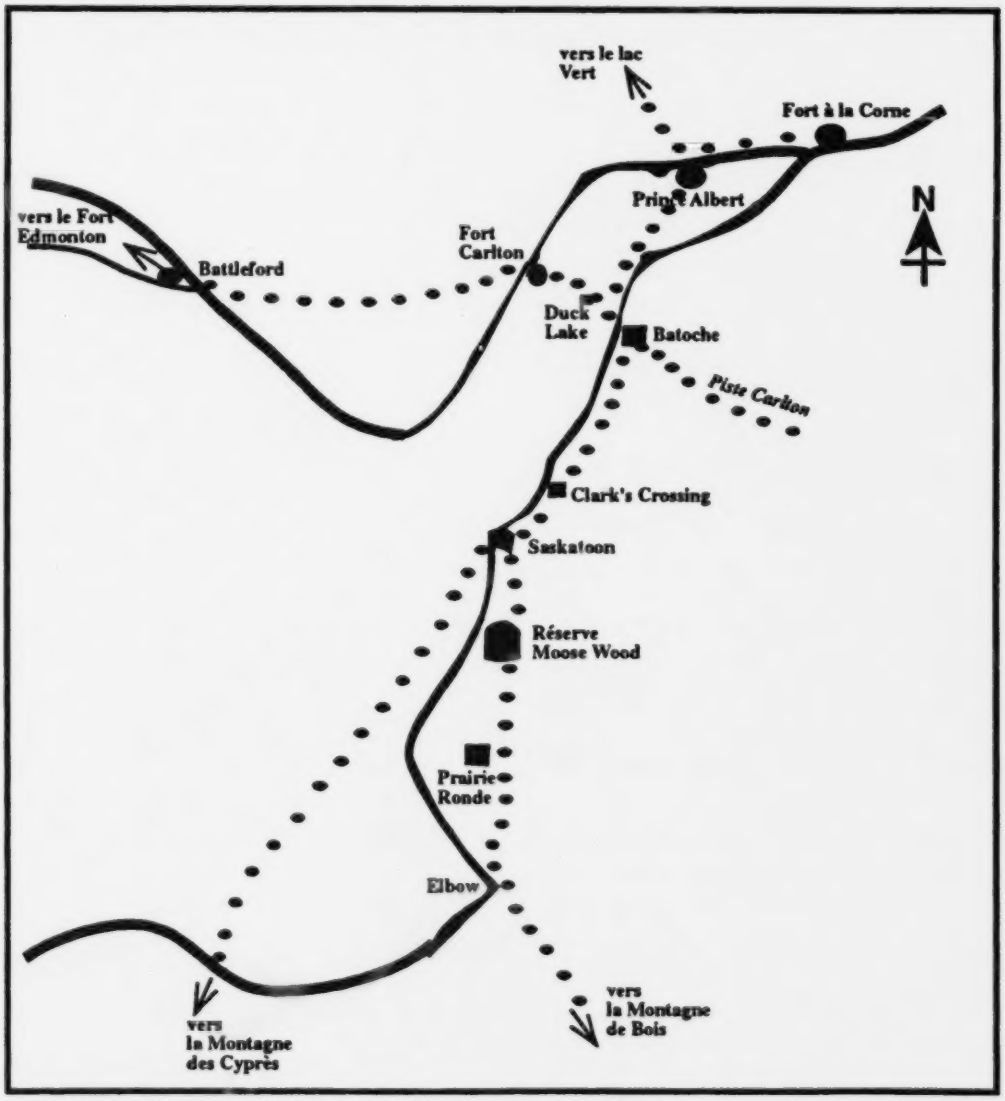


Région de Saskatoon en 1882.

Cette ligne télégraphique traverse la rivière Saskatchewan-Sud quelques kilomètres au nord de la future ville de Saskatoon à un endroit appelé Clark's Crossing.

S'il y a de l'activité à la Prairie Ronde et à Clark's Crossing dès 1875, il ne semble pas y avoir d'activité dans la région de Saskatoon avant 1882 date à laquelle John Neilson Lake de la *Temperance Colonization Society* quitte Toronto et se rend dans l'Ouest avec un groupe d'arpenteurs pour choisir le site de la future colonie de tempérance. *«Le groupe voyage par train de Toronto à Moosomin, le terminus du CPR à cette époque, et ensuite en wagon, arrivant à Clark's Crossing le 28 juillet. Là, ils établissent leur base d'opération.»*[1] Une partie du trajet du groupe doit se faire aux États-Unis car la Compagnie du Canadien Pacifique n'a pas encore construit la ligne de chemin de fer entre Sault-Sainte-Marie et Winnipeg.

Au début, Lake pense à Clark's Crossing comme site de sa colonie de tempérance, mais le traversier est situé à l'extrême nord de la concession de la compagnie. Le groupe se rend ensuite à la réserve du chef White Cap et lors de son retour à Clark's Crossing, après une visite peu



Les pistes dans la région de Saskatoon vers 1883.

productive avec le chef sioux, ils s'arrêtent pour la nuit sur les bords de la rivière Saskatchewan-Sud dans la région de la future avenue Broadway. C'est cet endroit qu'on choisit comme site de la colonie. *«Il s'agissait d'un choix délibéré; non seulement était-il reconnu que la rivière serait une bonne source d'eau pour la consommation domestique et pour l'irrigation dans ce pays dépourvu de sources d'eau, mais on croyait aussi que la rivière fournirait un moyen de transport vers le lac Winnipeg.»*[2]

Fin août 1882, le groupe a installé son campement à cet endroit et a même choisi un nom pour la colonie. *«Le nom "Minnetonka" avait été suggéré mais le 20 août, un membre du groupe apporte une branche couverte de baies rouges. Lake, apprenant que les Indiens appellent ces baies saskatoons, (Mis-sask-quah-too-min) un tapis de fleurs, choisit immédiatement "Saskatoon" comme nom de la colonie.»*[3]

Ayant donné un nom à la colonie, John N. Lake retourne à Toronto pour recruter des colons, tandis que certains membres du groupe choisissent de passer l'hiver à Prince Albert plutôt que de refaire le long trajet.

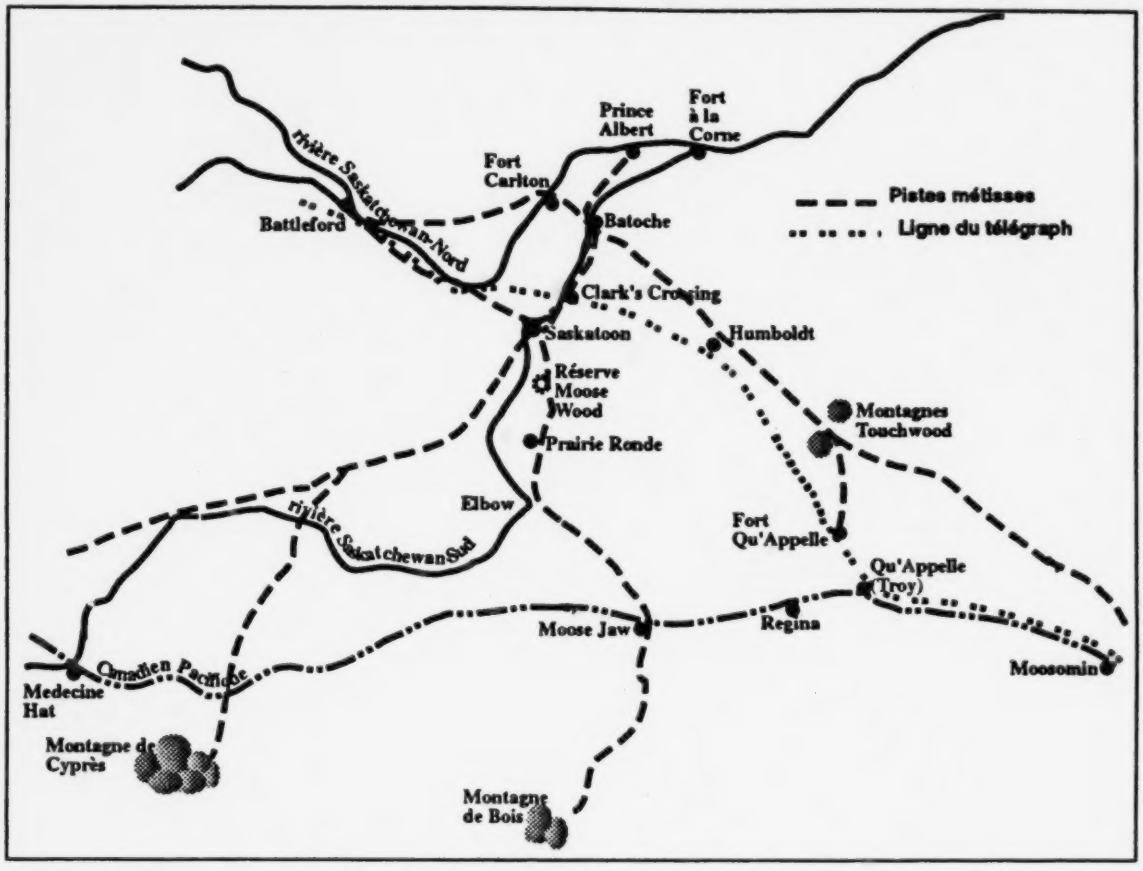
Lake revient au printemps suivant avec un groupe d'environ 35 colons. Cette fois, le groupe peut se rendre en train jusqu'à Moose Jaw, le nouveau terminus du Canadien Pacifique, avant d'entreprendre le long voyage en «wagon» jusqu'à Saskatoon. On y trace les premières rues. La colonie longe le côté est de la rivière et comprend des rues bien connues aujourd'hui: Broadway, Victoria, Main et Lansdowne. Les dirigeants de la *Temperance Colonization Society* demandent aux arpenteurs d'abandonner le plan des rues utilisé dans toutes les villes de cette époque. On demande que les rues et les avenues soient très larges permettant ainsi de bâtir des terre-pleins centraux.

Au nord-est de la colonie, les arpenteurs abandonnent les rues qui se croisent à angle droit nord-sud, est-ouest, préférant longer la rivière. L'avenue Broadway se dirige alors vers le nord-est. Une des raisons avancées pour cette courbe dans la rue est que l'avenue Broadway suivait la piste reliant le campement de la Prairie Ronde et Batoche.

Le premier bâtiment de Saskatoon est construit à l'automne de 1882 par James Hamilton et son fils, Robert. Leur maison est dans le sud-ouest de la colonie, dans la région du terrain d'exposition de Saskatoon. Le deuxième édifice de Saskatoon abrite le magasin et les bureaux de la compagnie de tempérance. Ce bâtiment est érigé à l'angle de l'avenue Broadway et de la rue Main et devient le centre commercial de la colonie. En 1883, on fait venir du bois de Medecine Hat pour la construction des maisons. Le bois est transporté sur la rivière Saskatchewan-Sud par bateau à vapeur.

Un bac est construit en 1884 et la plupart des voyageurs allant de Regina à Battleford ont maintenant la possibilité de traverser la rivière à Saskatoon plutôt qu'à Clark's Crossing, réduisant ainsi le nombre de kilomètres entre les deux villages. Le traversier attire de nouveaux colons. Dès 1884, les colons de Saskatoon ont créé la *Temperance Colony Pioneer Society* dont le but est d'établir une école, une association coopérative et un journal, le *Saskatoon Sentinel*. L'année suivante, la petite communauté de Saskatoon compte un forgeron, un ferblantier, un hôtel, un bureau de poste, environ 20 résidences et une scierie.

Toutefois, un conflit armé dans le Nord-Ouest au printemps de 1885 nuit au développement de Saskatoon. Lorsque les Métis de Batoche décident de prendre les armes, en mars 1885, la petite colonie de Saskatoon est en danger, car on craint que les Métis de la Prairie Ronde et les Sioux de la réserve Moose Wood traversent le village pour se joindre aux forces de Dumont à Batoche. Les citoyens organisent une petite armée pour se protéger, mais les Sioux et les Métis ayant décidé de se rendre à Batoche traversent la colonie sans incident.



Le Nord-Ouest au temps de la résistance des Métis en 1885.

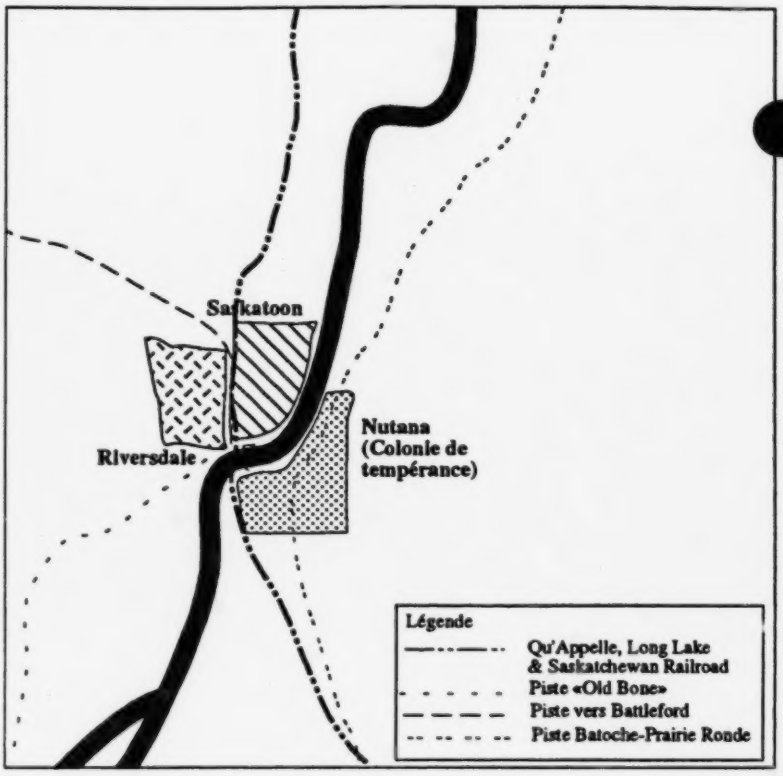
Lorsque la milice canadienne arrive dans le Nord-Ouest au mois d'avril, le général Middleton envoie un médecin créer un petit hôpital à Saskatoon. À la suite de la bataille de Fish Creek, les blessés et les morts de l'armée sont retournés dans l'Est, via Saskatoon. Durant le conflit, le bateau à vapeur «Northcote» fait plusieurs voyages entre les champs de bataille et Saskatoon pour y transporter des provisions et des blessés. Plusieurs maisons du village servent d'hôpitaux durant la résistance.

Si les batailles de Fish Creek et de Batoche donnent à Saskatoon beaucoup de visibilité, le conflit menace aussi la survivance de la colonie car les colons de l'Est hésitent de venir s'établir dans l'Ouest à cette époque. Quelques soldats choisiront toutefois de s'établir dans la région à la fin des troubles.

Après la résistance de 1885, l'arrivée de nouveaux colons est lente jusqu'en 1890. Cette année-là, une compagnie britannique construit une ligne de chemin de fer, la Qu'Appelle, Long Lake & Saskatchewan Railroad, reliant Regina à Prince Albert en passant par Saskatoon. La Compagnie de chemin de fer, toutefois, comme ce sera le cas dans plusieurs petites communautés francophones au début du XXe siècle, décide de construire la gare et la rotonde sur le côté ouest de la rivière. Durant les années suivantes, plusieurs des nouveaux colons, surtout des commerçants, choisissent de s'établir près de la gare. Un nouveau village surgit à l'ouest de la rivière. En 1903, 1 500 colons anglais s'arrêtent à Saskatoon alors qu'ils se dirigent vers la colonie Barr, aujourd'hui Lloydminster. Ils passent quelques jours à Saskatoon, dans un village de tentes situé au

sud de la gare. Bientôt, d'autres colons s'établissent à cet endroit.

En 1903, il y a trois petits villages qui se touchent, l'un contre l'autre: l'ancienne colonie de tempérance sur le côté est de la rivière porte maintenant le nom de Nutana; l'ancien campement des colons Barr est devenu le village de Riversdale; le village où sont situées la gare et la rotonde de la Compagnie *Qu'Appelle, Long Lake & Saskatchewan Railroad* porte le nom de Saskatoon.



En 1905, on apprend que le gouvernement fédéral a l'intention d'établir deux nouvelles provinces dans le Nord-Ouest. Les chefs des trois villages décident de s'amalgamer en une ville dans l'espoir de former une ville assez importante pour être choisie comme capitale de la nouvelle province de la Saskatchewan. Hélas, ce sera Regina la capitale. Malgré cela, Saskatoon est incorporée comme ville le 1er juillet 1906.

Toutefois, l'avenir de la petite ville est encore loin d'être assuré. En 1905, la Compagnie de la *Canadian Northern* décide que sa ligne allant de Humboldt à North Battleford ne traversera pas Saskatoon, mais passera quelque vingt kilomètres au nord. La rotonde est construite à Warman, mais l'absence d'eau à cet endroit oblige la *Canadian Northern* à bâtir une ligne secondaire jusqu'à Saskatoon. Au début des années 1910, la plupart des bâtiments de la *Canadian Northern* sont transférés de Warman à Saskatoon.

Chapitre deux

L'établissement de l'église catholique à Saskatoon

Comme ils l'ont fait ailleurs en Saskatchewan, les francophones de Saskatoon se sont rassemblés autour de l'église catholique et, en 1929, ils ont obtenu leur propre paroisse française dans la ville, la paroisse de l'Immaculée-Conception devenue en 1931 la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens.

L'histoire de l'église catholique à Saskatoon commence vers 1885, quoiqu'il soit tout à fait possible que des missionnaires oblats aient célébré la messe à cet endroit avant l'arrivée des colons de la colonie de tempérance en 1883. Les Métis de la Prairie Ronde, de Saint-Laurent de Grandin et des Montagnes Touchwood voyageaient souvent dans la région et ils étaient souvent accompagnés par des missionnaires. L'un d'eux aurait possiblement chanté une messe sur les bords de la rivière Saskatchewan-Sud à l'endroit qui deviendra plus tard la ville de Saskatoon.

La plupart des premiers colons qui suivent John Lake à Saskatoon en 1883 sont des méthodistes: il n'y a qu'une seule famille catholique dans le groupe, celle de Karl Kusch. Ce fermier d'origine polonaise prend son *homestead*, en 1883, au nord de la colonie, à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'Université de la Saskatchewan. Deux ans plus tard, d'autres catholiques viennent s'établir à Saskatoon, entre autres, une famille française, les Gougeon. *«Selon un témoignage, la première messe a été célébrée dans la colonie en 1885 dans la maison des Gougeon.»*[4]

Malgré cette visite en 1885, Saskatoon n'a pas de prêtre résidant avant le début du XXe siècle. Les catholiques de la colonie se contentent des visites des missionnaires de Prince Albert, comme les pères oblats: Moïse Blais, Pierre Lecoq et Hercule Émard. Lors des visites des missionnaires, la messe est chantée dans les maisons des catholiques: chez les Gougeon et chez les Kusch. Entre 1890 et 1900, la messe est célébrée dans la salle Dulmage sur la 1re Avenue.

Toutefois, le territoire des missionnaires est immense et les visites sont peu fréquentes. Lorsqu'un missionnaire visite Saskatoon, il profite souvent de l'occasion pour se rendre jusqu'à la ferme de Maxime Colleaux, un colon francophone établi au ruisseau de l'Aigle (Eagle Creek) quelque 30 kilomètres à l'ouest de la colonie. Puisque les visites du missionnaire sont rares, les résidants catholiques de Saskatoon s'empilent parfois dans des «wagons» pour faire un long trajet jusqu'à Batoche ou Duck Lake pour assister à la messe. Il s'agit d'un voyage d'une semaine.

Au début du XXe siècle, la famille Kusch fait don au père Émard, pour la construction d'une église, d'une parcelle de terre dans le village de Saskatoon. En 1902, le père Paul M. Guérin, o.m.i., est nommé curé de la petite paroisse Saint-Paul de Saskatoon. Il prélève des fonds et en 1903, Frank Kusch et deux frères oblats construisent la première église de Saskatoon. Cette petite église de bois était située entre le presbytère et l'actuelle cathédrale Saint-Paul.

Entre 1903 et 1906, la paroisse Saint-Paul de Saskatoon sert de base aux missionnaires français et allemands qui desservent les nombreuses missions à l'ouest, au sud et à l'est de Saskatoon. Parmi ces missionnaires oblats français, mentionnons les pères Joseph Paillé

(1905-1907), J. Arthur Lajeunesse (1905-1912), Charles Caron (1907-1910), Alphonse Jan (1916-1926) et Henri Lacoste (1912-1916).

Le père Paillé est celui qui fait venir les Soeurs Grises de Montréal pour fonder un hôpital catholique à Saskatoon. Il est curé de la paroisse entre 1903 et 1906, puis il est remplacé par le père Léandre Vachon, o.m.i. Entre 1902 et 1906, le père Vachon était missionnaire-colonisateur pour le gouvernement canadien et il habitait à Prince Albert. *«Durant cette période, le père fut l'instrument de la fondation des paroisses de Marcelin, de Bellevue, de Saint-Hippolyte, de Jack Fish, de Cut Knife, etc.»*[5] Le père Vachon est curé de la paroisse Saint-Paul de 1906 à 1912. Il s'intéresse à l'oeuvre de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan, et au congrès de 1913, à Regina, il est élu directeur de l'association.

Lorsque Saskatoon est incorporée comme ville en 1906, la paroisse Saint-Paul ne compte que 25 familles catholiques. Toutefois, quatre ans plus tard, le nombre de catholiques dépasse 500 et l'église construite en 1903 est maintenant trop petite. Le père Vachon entreprend alors une campagne de prélèvement de fonds et, en 1911, Mgr Adélard Langevin, archevêque de Saint-Boniface, bénit la nouvelle église qui deviendra une cathédrale lors de la création du diocèse de Saskatoon en 1933.

Les curés de la paroisse Saint-Paul participent à la vie sociale et politique de la ville de Saskatoon. Un exemple est la participation du père Alphonse Jan, o.m.i., au référendum sur la prohibition en 1920. Rappelons que la ville de Saskatoon avait été fondée en 1883 par une colonie de tempérance. Durant la Première Guerre mondiale, le gouvernement fédéral avait ordonné la fin du trafic d'alcool au Canada, mais avec la fin de la guerre, cette ordonnance prenait fin. *«Pourtant, une fois que les règlements du temps de guerre cessèrent d'être officiellement en vigueur à la fin de 1919, rien n'empêchait la reprise du commerce de l'alcool. Ottawa modifia donc sa Loi sur la Tempérance, donnant aux provinces la possibilité d'organiser un nouveau référendum pour mettre un terme, une fois pour toutes, à l'importation de l'alcool. En Saskatchewan, le référendum fut fixé au 25 octobre 1920.»*[6] Immédiatement après l'abolition de l'ordonnance contre l'importation d'alcool, en décembre 1919, la Busy Bee Wine and Spirits Company avait ouvert un magasin dans la ville de Saskatoon. Le référendum du 25 octobre doit déterminer si Saskatoon sera une ville «sèche» ou «trempe».

En 1916 et 1917, durant la guerre, les prohibitionnistes en avaient fait une question de patriotisme et pour cette raison plusieurs Canadiens français avaient voté pour la prohibition. Ce n'est plus le cas en 1920. Le père Jan est un de ceux qui s'oppose à la prohibition. Selon lui, *«il y a de plus grands démons que l'ivrognerie vers laquelle les réformateurs pourraient mieux tourner leur attention — le divorce, le contrôle des naissances et l'immoralité sur la scène, dans les livres et au cinéma.»*[7]

En 1920, la majorité des Canadiens français de la province votent donc contre la prohibition, mais ceux qui sont en faveur remportent la victoire avec une faible majorité. Même dans l'ancienne colonie de tempérance, 1 880 des 5 000 citoyens votent en faveur d'une ville «trempe».

Le père Jan est curé de Saint-Paul de 1916 à 1926. En 1925, en plus d'être curé de la paroisse, il est prêté à l'ACFC par le diocèse de Prince Albert pour être un des deux premiers visiteurs d'écoles avec le père Achille-Félix Auclair, o.m.i.

À cette époque, les francophones de la ville participent avec enthousiasme aux affaires de la paroisse Saint-Paul. C'est peut-être à cause de la présence d'oblats de langue française, comme les pères Vachon, Paillé, Lacoste et Jan. Toutefois, certains anglophones se plaignent de la piètre qualité de l'anglais des curés. Ils

demandent à l'évêque de Prince Albert, Mgr Joseph Prud'homme, de leur envoyer un curé de langue anglaise.

Les Canadiens français, inquiets de perdre leur pasteur français, rêvent de voir la création d'une paroisse canadienne-française dans la ville des ponts. En 1919 et en 1920, deux nouvelles paroisses sont créées dans la ville de Saskatoon, Saint Mary dans l'ancien village de Riversdale et Saint Joseph dans l'ancien village de Nutana. Le rêve des Canadiens français se réalise en 1929 avec la création de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens.

Cette paroisse est différente des trois autres paroisses de Saskatoon. Elle regroupe les francophones de toute la ville et n'a pas les frontières des autres paroisses catholiques. De plus, alors que les autres paroisses ont été créées par l'évêque, la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens a été créée par un décret de Rome. *«Le document papal datant du 29 décembre 1928 fait état d'une décision prise à Rome le 17 novembre d'ériger une telle paroisse. Un document diocésain établissant la paroisse sous le nom de L'Immaculée-Conception est daté le 4 juin 1929.»*[8] Le père Louis Simard, o.m.i., est le premier curé de la paroisse. Il installe la nouvelle paroisse française dans le sous-sol de l'église Saint-Paul.

En 1931, le nom de la paroisse est changé de l'Immaculée-Conception à Saints-Martyrs-Canadiens. Puisque le nombre de paroissiens est trop élevé pour le sous-sol de l'église Saint-Paul, les francophones voient leur paroisse transférée dans le sous-sol de l'église Saint-Mary sur l'Avenue O Sud. Toutefois cette église n'est pas centrale et, à cette époque, les déplacements en ville se font difficilement. Petit à petit, les Canadiens français commencent à délaisser leur paroisse pour assister à la messe en anglais à Saint-Paul.

Après la création du diocèse de Saskatoon en 1933, la paroisse est réorganisée sous la direction de l'abbé Lucien Demers. En 1935, l'abbé Demers se rend au Québec pour prélever des fonds. Sa campagne est une réussite et les Canadiens français font l'achat d'une église en face de l'Hôtel Bessborough sur le croissant Spadina (aujourd'hui, on trouve l'Hôtel Sheraton à la place de cette église). La paroisse devient le centre du culte à la mémoire des Saints-Martyrs-Canadiens en 1936. Une grotte est construite en 1939 dans la petite église et jusqu'en 1954, les paroissiens organisent un pèlerinage annuel à cette grotte.

La croissance de la paroisse et l'amélioration des moyens de transport mèneront, en 1959, au départ de la paroisse du centre ville de Saskatoon. Une propriété est achetée rue Windsor et on procède à la construction d'une nouvelle église.

Plusieurs hommes d'affaires (J.A. Blain), d'autres ayant des professions libérales (Dr J.T.O. Saucier) et des fonctionnaires (Gustave Fournier) francophones viennent s'établir à Saskatoon entre les deux guerres mondiales.

J.A. Blain est commerçant à Saskatoon dès le début des années 1910. Il fait construire un bâtiment sur la 3e Avenue entre la 20e et la 21e Rue. En 1912, il est un des membres fondateurs de *l'Industrial League* dont le but est d'acheter des actions des industries qui pourraient venir s'établir à Saskatoon. Le succès de ce groupe est limité parce que les membres ne peuvent pas s'accorder sur le site d'un parc industriel. J.A. Blain est aussi conseiller municipal de la ville de Saskatoon pendant de nombreuses années.

Le docteur J.T.O. Saucier était originaire de Maskinongé au Québec. Après avoir fait des études à l'Université Laval (dans son collège à Montréal), il s'établit dans l'état du Wisconsin aux États-Unis. En 1916, il arrive à Saskatoon, où il crée son cabinet médical. En 1921, il se rend à Chicago, où il se spécialise dans les maladies des oreilles, du nez et de la gorge. De retour à Saskatoon, il est le principal oto-rhino-

laryngologiste du nord de la Saskatchewan durant les années 1920 et 1930. Le docteur Saucier avait aussi une passion pour l'écriture et nombreux ont été ses poèmes publiés dans *Le Patriote de l'Ouest*.

Un autre Canadien français de cette époque qui mérite d'être mentionné est Gustave Fournier, traiteur de fourrure, entrepreneur et fonctionnaire. Il est né à Rigaud au Québec en 1870. À l'âge de 15 ans, Gustave Fournier quitte sa province natale et se dirige vers l'Ouest. Il arrive au Fort Qu'Appelle le 8 décembre 1885. Il se dirige ensuite vers Batoche qui a été le théâtre de la résistance des Métis le printemps précédent, et il y fait la connaissance d'un cousin qu'il n'avait jamais rencontré. À son arrivée dans l'Ouest, Gustave Fournier ne parle pas un mot d'anglais. Il passe trois mois avec son cousin, puis il prend un emploi chez le commerçant Xavier Letendre, dit Batoche. Batoche Letendre lui confie la responsabilité de s'occuper de son poste de traite au Fort-à-la-Corne. Il y passe l'hiver et au printemps suivant, il revient à Batoche. «*Durant les mois d'été, il était responsable de la salle de billard de monsieur Batoche à Batoche, tout en travaillant dans son magasin et en s'occupant des quatre chevaux, des vaches, etc.. du commerçants*»[9] L'hiver suivant, il retourne au Fort-à-la-Corne.

Six mois plus tard, Gustave Fournier est endetté et il décide que la vie de traiteur n'est pas pour lui. Il se rend alors à Prince Albert où il trouve un emploi chez un pharmacien francophone. Là, il commence à étudier l'anglais. Il est ensuite un des employés du sénateur T.O. Davis pendant quelques années avant d'aboutir à Duck Lake comme agent de la compagnie Massey-Harris. En 1906, il est gérant d'un magasin de Duck Lake pendant quelques mois avant d'être embauché par le gouvernement de la Saskatchewan comme agent des Terres. En 1917, il arrive à Saskatoon où il devient l'adjoint du bureau des Terres du gouvernement provincial, un poste qu'il occupe pendant de nombreuses années.

J.A. Blain, J.T.O. Saucier et Gustave Fournier ne sont que quelques-uns des francophones qui ont marqué l'histoire de Saskatoon avant la seconde Guerre mondiale. Il ne faudrait pas oublier le rôle joué par les Soeurs Grises de Montréal qui ont fondé l'hôpital Saint-Paul de Saskatoon en 1907.

Trop peu a malheureusement été écrit au sujet de ces pionniers canadiens-français qui ont contribué au développement de la ville de Saskatoon.

Chapitre trois

La communauté fransaskoise de Saskatoon depuis la Seconde Guerre mondiale

La nomination de l'abbé Lucien Demers, en 1934, comme curé de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens mène à un regain de vie dans la communauté franco-canadienne de Saskatoon. L'aménagement d'une église au centre-ville mène à l'établissement de groupes comme les Dames de Sainte-Anne et le Club Canadien.

Le Club Canadien est un groupe dont le but est d'organiser des activités sociales pour les francophones de la ville tout en prélevant des fonds pour éliminer la dette de l'église. Au cours des années, le Club Canadien change de nom; il est le Club Alouette durant les années 1960 et devient ensuite l'Association canadienne-française de Saskatoon (ACFS) durant les années 1970. En 1982, un regroupement des différents groupes français de la ville, comme l'ACFS, les Chevaliers de Colomb, etc., donne la Fédération des francophones de Saskatoon.

Avant sa mort en 1949, l'abbé Demers travaille à l'établissement de la Caisse populaire française de Saskatoon. La petite caisse de Saskatoon demeure une caisse paroissiale jusqu'au début des années 1980, date à laquelle elle devient La Fransaskoise.

Le début des années 1950 est une autre période importante du développement de la communauté francophone de Saskatchewan. En 1951, les travaux de construction du bâtiment de Radio-Prairie-Nord commencent pour abriter la nouvelle station radiophonique, CFNS. Cet édifice devient un lieu de regroupement pour les Canadiens français de la ville. Située au 1902 de l'avenue Broadway, la station CFNS attire un bon nombre de francophones qui s'établissent dans la région Nutana de Saskatoon.

Les employés de CFNS sont fortement encouragés à participer à la vie sociale, religieuse et économique de la communauté française de Saskatoon. On dit même que les jeunes employés de CFNS étaient obligés de faire affaire plutôt avec la caisse populaire française qu'avec une banque anglaise.

D'autre part, les francophones de la ville sont encouragés à participer aux émissions de CFNS. Michel Gariépy, un des premiers employés de la station CFNS, en 1952, aide à organiser des activités avec les gens de la ville. «*On a commencé à faire des dramatiques, très peu, on faisait des quarts d'heure, et je faisais ça avec des employés de la station, ou il y avait aussi beaucoup d'Européens qui habitaient à l'époque Saskatoon.*»[10]

Lorsqu'Antonio de Margerie démissionne de son poste de chef du secrétariat de l'ACFC, en 1961, l'Association quitte sa maison à Vonda et emménage dans l'édifice de Radio-Prairie-Nord, ajoutant ainsi de la vitalité à la communauté francophone de Saskatoon. D'autres organismes francophones ouvrent des bureaux à Saskatoon à la fin des années 50 et au début des années 60, comme le Conseil de la coopération de la Saskatchewan qui s'établit 22e Rue Est.

À cette époque, les associations franco-canadiennes de la Saskatchewan ne peuvent pas compter sur les subventions du

gouvernement fédéral pour survivre et doivent parfois avoir recours à des projets ambitieux de prélèvement de fonds.

Raymond Marcotte, gérant du poste CFNS, entreprend un tel projet en 1967. En 1951, Radio-Prairie-Nord avait acheté un lopin de terre au carrefour de la rue Broadway et de l'avenue Taylor à Saskatoon pour y construire l'édifice de CFNS. Dès 1961, les directeurs donnent à Raymond Marcotte le mandat d'étudier la possibilité de vendre ce terrain. On est persuadé que le terrain, avec la bâtisse, a une valeur d'au moins 250 000 $. Le raisonnement était qu'en achetant un lot moins dispendieux ailleurs en ville, il serait possible de continuer à faire fonctionner la station pendant plusieurs années.

Le gérant de CFNS trouve un acheteur en 1967. Texaco est intéressé et accepte de faire l'acquisition du terrain pour la somme de 125 000 $. Toutefois, la compagnie de pétrole n'est pas prête à acheter la bâtisse, construite en 1951 à un coût de 90 000 $. Radio-Prairie-Nord accepte l'offre de Texaco et achète un lot rue Alexandra, près du nouvel emplacement de l'église des Saints-Martyrs-Canadiens. CFNS déménage, avec son bâtiment, au nouvel emplacement à la fin de l'automne 1967.

La fin des années 1960 et le début des années 1970 voient aussi une explosion culturelle à Saskatoon. La chorale «Les Voix du Printemps», sous la direction de Louise Haudegand, connaît un succès fou à la fin des années 1960. On organise même des rallyes chorales, invitant les chorales de Zénon Park, Gravelbourg et même d'Edmonton à Saskatoon pour une fin de semaine de chants chorals. Le groupe «Les Shenandos» offre des spectacles ici et là en province. Enfin, en 1969, une troupe de théâtre français voit le jour à l'Université de la Saskatchewan. «Unithéâtre» permet à un excellent metteur en scène, Ian C. Nelson, de se faire connaître de la communauté fransaskoise. Ian Nelson a travaillé avec «Unithéâtre» depuis sa fondation. Fondée comme troupe universitaire en 1969, «Unithéâtre» devient une troupe communautaire au début des années 1980 pour ensuite redevenir troupe collégiale lorsque «La Troupe du Jour» est fondée en 1985.

La vente de la station CFNS à la Société Radio-Canada en 1973, et son déménagement à Regina, crée un vide dans la communauté fransaskoise de Saskatoon. Le départ des employés est bientôt suivi par celui des employés de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan et du Conseil de la coopération de la Saskatchewan. Les deux organismes décident de s'établir à Regina pour se rapprocher du gouvernement.

La vigueur de la communauté fransaskoise de Saskatoon se renouvellera à la fin des années 1970 lorsque l'Association jeunesse fransaskoise viendra s'établir dans la ville des ponts et lorsque la caisse populaire française abandonnera la paroisse pour devenir La Fransaskoise avec pignon sur la 4e Avenue Nord.

Durant les années 1980, on voit naître l'école Canadienne-française de Saskatoon, La Troupe du Jour et La Ribambelle. Viennent aussi s'ajouter quelques associations provinciales comme l'Association provinciale des parents fransaskois et la Fédération des aînés fransaskois.

La communauté fransaskoise de Saskatoon célèbre sa vitalité chaque été dans le cadre de la fête multiculturelle de Saskatoon «Folkfest». Le pavillon fransaskois de la Fédération des francophones de Saskatoon est toujours un des plus populaires.

Notes et références

1 John H. Archer. — Historic Saskatoon, A Concise Illustrated History of Saskatoon 1882-1947. — Saskatoon : Junior Chamber of Commerce, 1947. — Traduction. — P. 6

2 William P. Delainey ; A.S. Sarjeant. — Saskatoon, The Growth of a City, Part 1 : The Formative Years 1882-1960. — Saskatoon : Saskatoon Environmental Society, 1975. — Traduction. — P. 2

3 John H. Archer. — Historic Saskatoon, A Concise Illustrated History of Saskatoon 1882-1947. — P. 6

4 J.H. Grant Maxwell. — The Diocese of Saskatoon, An Historical Sketch of its Beginnings and Development. — Saskatoon : Diocese of Saskatoon. — Traduction. — P. 17

5 Gaston Carrière. — Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada. — Vol. 3. — Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 1979. — P. 250.

6 Richard Lapointe. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987. — P. 179

7 Don Kerr ; Stan Hanson. — Saskatoon : The First Half-Century. — Edmonton : NeWest Publishers, 1982. — Traduction. — P. 170

8 D.F. Robertson. — The Sword of Saint Paul, A History of the Diocese of Saskatoon, 1933-1983. — Saskatoon : Episcopal Corporation of Saskatoon, 1982. — Traduction. — P. 149

9 John Hawkes. — The Story of Saskatchewan and its People. — Vol. 3. — Chicago : S.J. Clarke Publishing Company, 1924. — Traduction. — P. 2074

10 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. 155

Bibliographie

Archer, John H. — Historic Saskatoon, A Concise Illustrated History of Saskatoon 1882-1947. — Saskatoon : Junior Chamber of Commerce, 1947

Carrière, Gaston. — Dictionnaire biographique des Oblats de Marie Immaculée au Canada. — Vol. 3. — Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 1979

Delainey, William P. ; Sarjeant, A.S. — Saskatoon, The Growth of a City, Part 1: The Formative Years 1882-1960. — Saskatoon : Saskatoon Environmental Society, 1975

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Hawkes, John. — The Story of Saskatchewan and its People. — Vol. 3. — Chicago : S.J. Clarke Publishing Company, 1924

Kerr, Don ; Hanson, Stan. — Saskatoon : The First Half-Century. — Edmonton : NeWest Publishers, 1982

Lapointe, Richard. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987

Maxwell, J.H. Grant. — The Diocese of Saskatoon, An Historical Sketch of its Beginnings and Development. — Saskatoon : Diocese of Saskatoon

Robertson, D.F. — The Sword of Saint Paul, A History of the Diocese of Saskatoon. — Saskatoon : Episcopal Corporation of Saskatoon, 1982

La Trinité
Prud'homme, Saint-Denis et Vonda

Généralement, lorsqu'on parle de la communauté francophone en Saskatchewan, on l'utilise dans son sens large (un ensemble de villages francophones). Par exemple, la communauté de Bellegarde va comprendre Alida, Antler, Cantal, Redvers, Storthoaks et Wauchope. Quand on parle de Ponteix, on parle aussi de Dollard, Cadillac, Val Marie, Lac Pelletier, Gouverneur, Frenchville et Admiral. Les Canadiens français de Prud'homme, Saint-Denis et Vonda ont bien compris ce concept et ils se sont donné le nom de «La Trinité». En ce qui concerne la francophonie de la Saskatchewan, la Trinité revêt une importance capitale. Pendant plus de trente ans, le secrétariat permanent de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan (A.C.F.C.) a été dirigé de la maison d'Antonio de Margerie à Vonda. La lutte pour obtenir des licences pour opérer deux postes de radio privés français en Saskatchewan a été menée depuis le presbytère de l'abbé Maurice Baudoux à Prud'homme. Quant à Saint-Denis, cette région nous a donné trois générations de la famille Denis qui sont d'ardents défenseurs des droits des Fransaskois.

Chapitre un

L'arpentage des terres du Nord-Ouest

L'immigration vers la région de Prud'homme, Saint-Denis et Vonda ne commence vraiment pas avant le début du XXe siècle. Toutefois, c'est le premier ministre, John A. Macdonald, et son gouvernement, qui adoptent, dès 1871, un système d'arpentage pour le Nord-Ouest. Ce système permettra éventuellement à des milliers de colons de venir se réfugier ici.

Lorsque Macdonald et son gouvernement ont adopté le système américain de *townships* pour la subdivision de la province du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest, le Nord-Ouest canadien est devenu un énorme échiquier. Chaque case de cet échiquier représentant un *township* ou canton, d'une dimension d'environ 10 kilomètres carrés (6 milles par 6 milles) divisé en 36 sections de 640 acres chacune. Chaque section était à nouveau subdivisée en quatre carreaux de 160 acres.

Dans chaque *township*, une section trois quarts (1 120 acres) était réservée à la Compagnie de la Baie d'Hudson (en 1870 la compagnie a cédé tout le territoire au jeune pays canadien). Deux sections (1 280 acres) de chaque *township* étaient réservées pour les districts scolaires. Seize sections (10 240 acres) devenaient la propriété des compagnies de chemin de fer[1] et seize sections et quart (10 400 acres) du gouvernement fédéral, qui offrirait ces terres comme *homesteads*.

En 1872, le gouvernement canadien adopte la Loi des Terres du Dominion (*Dominion Land Act*) qui permettait à un colon d'obtenir gratuitement un *homestead* de 160 acres de terre dans le Nord-Ouest. Le colon n'avait qu'à payer le coût d'inscription, fixé à 10,00 $. Au bout de trois ans, si le colon avait répondu à toutes les exigences de la Loi des Terres du Dominion, c'est-à-dire s'il avait défriché un certain nombre d'acres et s'était construit une maison sur son *homestead*, il recevait les *lettres patentes*, ou titre, de sa propriété.

Les méridiens et les lignes de correction

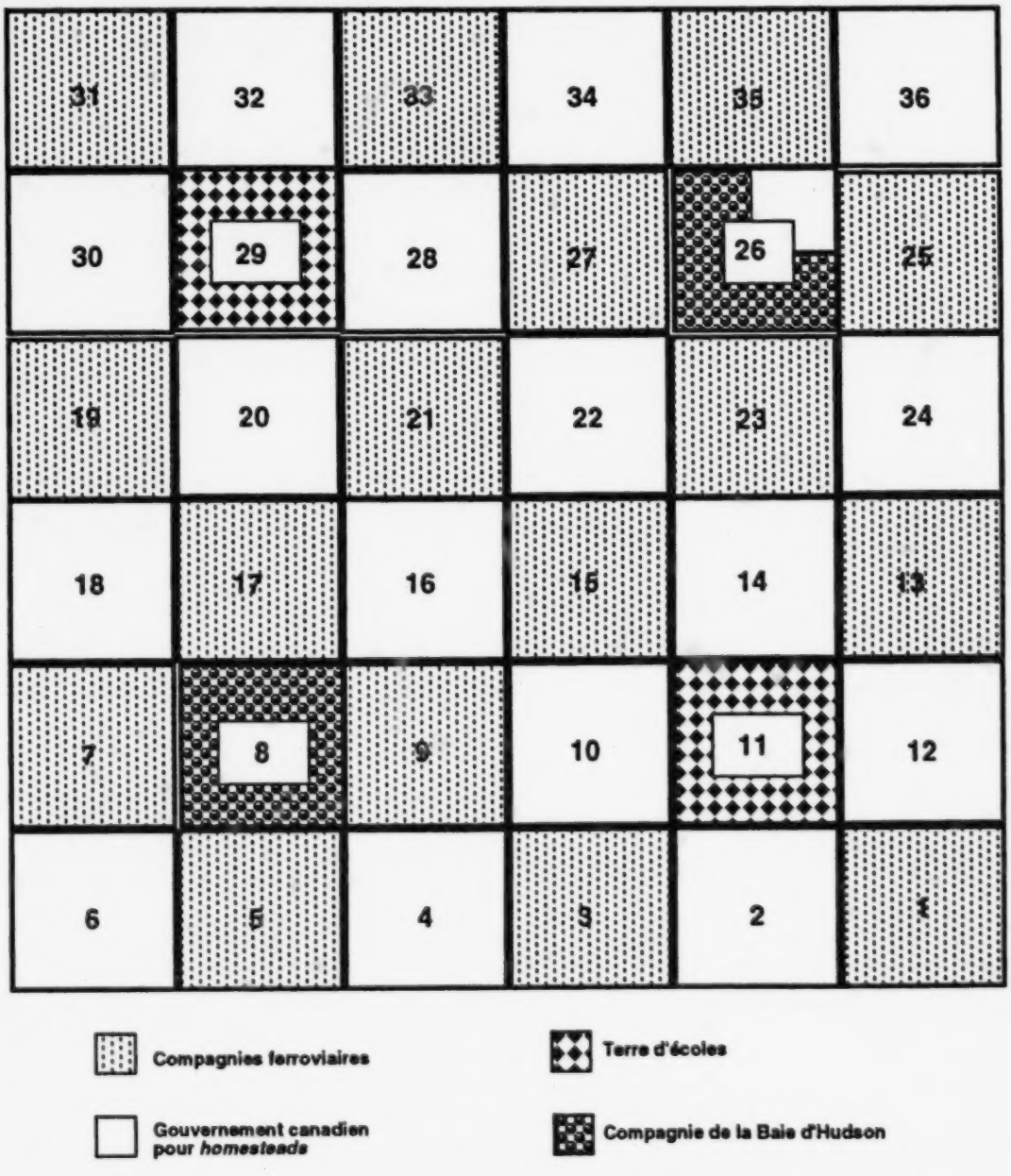
Toutefois, avant d'envoyer des colons dans l'Ouest, il faut faire arpenter le terrain. Le travail avait été entrepris dès 1871; des équipes d'arpenteurs se dirigeaient vers l'ouest en partant de la frontière américaine (le 49e parallèle) et du 1er méridien situé au 97° 27' 28,4" de longitude ouest. Ce premier méridien se trouve à quelques kilomètres à l'ouest de Winnipeg. *«Pourquoi avoir choisi une telle longitude plutôt qu'un chiffre rond, comme 97 ou 98 degrés? Tout simplement parce qu'elle représente à cette époque la limite des terres cultivées par les Métis et les quelques Blancs de la Rivière-Rouge. Les arpenteurs établissent ensuite un deuxième méridien de référence à 102° de longitude ouest, un troisième à 106°, un quatrième à 110°, la frontière ouest de la Saskatchewan actuelle, et d'autres en Alberta.»*[2]

Le 2e méridien passe à quelques kilomètres à l'ouest de Wauchope dans le sud-est de la province. En ce qui concerne le 3e méridien, il passe entre Vonda et Prud'homme.

Toutefois, parce que la terre est ronde, les points de longitude se rapprochent lorsqu'on monte vers le nord. *«Cela veut dire que le haut de chaque section de terrain est un petit peu moins large que le bas. En fait, la différence e*

d'environ 20 pieds; c'est très peu, trop peu en tout cas pour qu'un agriculteur puisse déceler la différence sans instruments précis de mesure.»[3] Si les arpenteurs n'avaient rien fait pour corriger la situation, une section dans le nord de la province aurait été plus petite qu'une section dans le sud.

Pour corriger cette situation, les arpenteurs créent des *lignes de correction*; au nord de ces *lignes de correction*, on repousse un peu vers l'ouest la limite des terres. De cette façon, la superficie de chaque section demeure d'environ 640 acres. «*La première ligne de correction est située à la hauteur du deuxième canton au nord du 49e parallèle, et les autres sont tracées à tous les quatre cantons.*»[4] Au méridien, les arpenteurs recommençaient à zéro; les terres juste à l'est du méridien pouvaient donc être de moins de 640 acres. Et les sections à l'ouest du



méridien étaient à quelques pieds plus vers le nord.

Chaque terre de 160 acres était identifiée comme suit: **SE22-19-15-W2**. *«La notation... signifiait que le terrain en question était le carreau sud-est (South-East) de la section n° 22 dans le canton qui était en même temps le 19e au nord de la frontière et le 15e à l'ouest (West) du 2e méridien.»*[5]

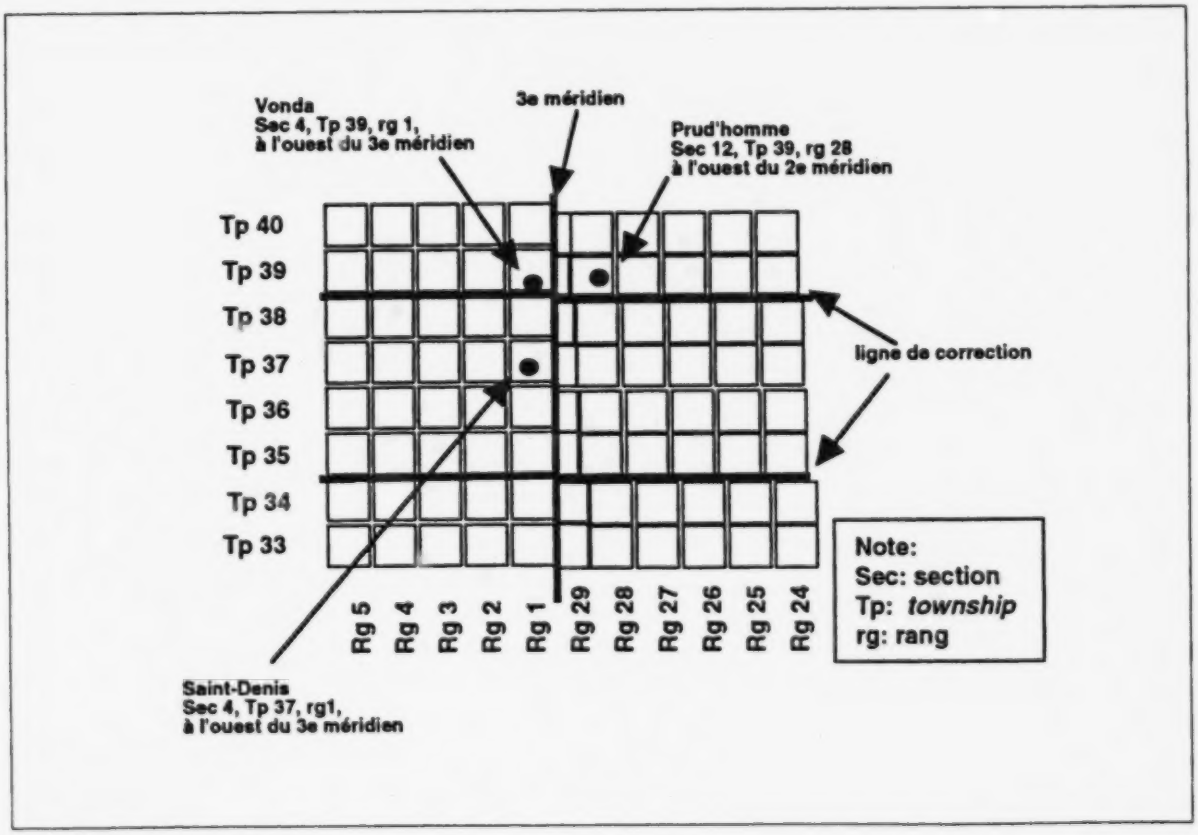
L'immigration vers le Nord-Ouest

Même si c'est le gouvernement de John A. Macdonald qui adopte le système d'arpentage utilisé dans l'Ouest canadien, ainsi que la Loi des Terres du Dominion, peu de travail se fait pour encourager des colons à venir s'y installer.

Une crise économique au début des années 1890 nuit également au peuplement de l'Ouest. C'est seulement avec l'élection du gouvernement de Wilfrid Laurier en 1896 et la nomination de Clifford Sifton comme ministre de l'Intérieur qu'une politique agressive d'immigration est mise en place.

«Coïncidant avec la victoire des libéraux, la crise économique prend fin et l'Europe de l'Ouest augmente ses achats de produits agricoles. Cela amène une hausse du prix du blé dur roux et le prix des terres agricoles dans l'Ouest des États-Unis augmente rapidement.»[6]

Natif du Manitoba, Clifford Sifton voit le potentiel de l'Ouest. Il libère alors des milliers d'acres de terre qui avaient été réservés en 1872 pour les compagnies ferroviaires et il les offre aux colons



Les lignes de correction et le système d'arpentage dans l'Ouest canadien.

comme *homesteads*. Il augmente le nombre d'agents d'immigration en Europe et lance de grandes campagnes de publicité. Et il encourage les compagnies ferroviaires à offrir des tarifs spéciaux pour le transport des colons qui veulent venir s'établir dans l'Ouest.

À cette époque, les gens sont plus disposés à songer à venir s'établir dans l'Ouest canadien.

Dans l'Est, il y a de moins en moins de terres cultivables. Des milliers de jeunes Canadiens français, ne pouvant suivre les traces de leurs ancêtres et devenir cultivateurs, ont déjà quitté le Québec pour aller travailler dans les villes industrielles des États-Unis. Puisqu'il n'y a vraiment plus de bonnes terres au Québec, d'autres seront obligés de suivre leur exemple et de s'exiler vers les États-Unis. Pourquoi n'iraient-ils pas prendre des *homesteads* en Saskatchewan?

L'Europe connaît une croissance rapide de sa population. Et, en plus de traverser une crise économique, elle est dotée d'un système qui ne permet pas aux fermiers (paysans) d'être propriétaires de leur ferme. Presque tout le terrain cultivable est entre les mains de grands seigneurs. S'ils peuvent être propriétaires de terrain, les paysans ne peuvent en posséder que quelques acres. Ils doivent payer de lourdes taxes et la plupart ont des dettes. Dans l'Ouest canadien, par contre, on leur offre 160 acres de terre gratuitement.

Entre 1896 et 1920, des milliers de colons viennent s'établir dans l'Ouest canadien. En 1896, 16 835 immigrants arrivent dans l'Ouest, tandis qu'en 1913 le total s'élève à 400 870.[7] La plupart d'entre eux prennent des *homesteads* en Saskatchewan.

C'est durant cette période que les premiers colons arrivent dans la région de La Trinité.

Chapitre deux

L'immigration dans la région de La Trinité

Avant la fin du XIXe siècle, seul des Cris et autres bandes indiennes venaient dans la région de Prud'homme, Vonda et Saint-Denis. Ils venaient pour chasser le bison qui s'y trouvait.

Avec la viande du bison, les Indiens préparaient le *pemmican*: *«La viande est cuite, fumée ou séchée mais le plus souvent transformée en "taureau" ou pemmican. Louis Schmidt décrit ainsi la préparation du "taureau": "Avec le maigre on fait ce qu'on appelle le taureau ou le pemmikan des anglais, corruption du mot cri pimihkan (mélange où il entre de la graisse)[...] On étend par terre une peau de batterie. On fait un fléau comme pour battre le blé, et on tape sur cette viande pour la réduire presque en poussière. On l'appelle alors «viande pilée». Ensuite on la mélange avec de la graisse chaude dans de grands vaisseaux et le taureau est fait. On le met dans des sacs de cuir bien cousus et il est prêt pour le transport et le marché." On ajoute souvent des fruits secs ou pilés à cette viande.»*[8]

Après que le «taureau» avait été préparé, les Indiens le plaçaient sur la plus haute butte dans la région pour le faire sécher au soleil. Une de ces buttes se trouve au sud-est de Prud'homme à Sagehill, lieu de l'ancienne station de radar. Une autre, «la butte à viande sèche», se trouve au sud-ouest de Prud'homme.

Prud'homme

En 1897, un jeune Canadien français arrive des États-Unis avec un troupeau de vaches et de chevaux. Joseph Marcotte, de Saint-Félix-de-Kinsey au Québec, établit son ranch sur le *township* 38, rang 28 à l'ouest du 2e méridien. *«Son ranch prend le nom Blue Bell Ranch, à cause des petites fleurs bleues qu'on trouve en abondance dans la région.»*[9] À son arrivée dans l'Ouest, la région de Prud'homme fait toujours partie du District de la Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Au début du XXe siècle, le *Canadian Northern* commence à construire une ligne de chemin de fer qui doit rejoindre Canora, Humboldt, Warman et North Battleford. Cette ligne doit traverser le ranch de Joseph Marcotte. On change alors le nom de la région, qui devient *Marcotte's Crossing*.

Les arpenteurs du *Canadian Northern* sont dans la région en 1902. *«En 1902, le premier arpenteur, M. McKenna, nomme les lacs; Buffer's Lake à cause du muskeg et Muskiki Lake à cause du sel. Muskiki est le nom indien pour médecine. Ce dernier était connu comme le lac Vermillion par les gens de la région à cause de sa couleur rouge.»*[10] Le lac Muskiki est situé à l'est et au nord de Prud'homme; en voyageant vers le nord sur la route No 2, les automobilistes longent ce lac salé. Le lac Buffer est situé au nord-ouest de Prud'homme.

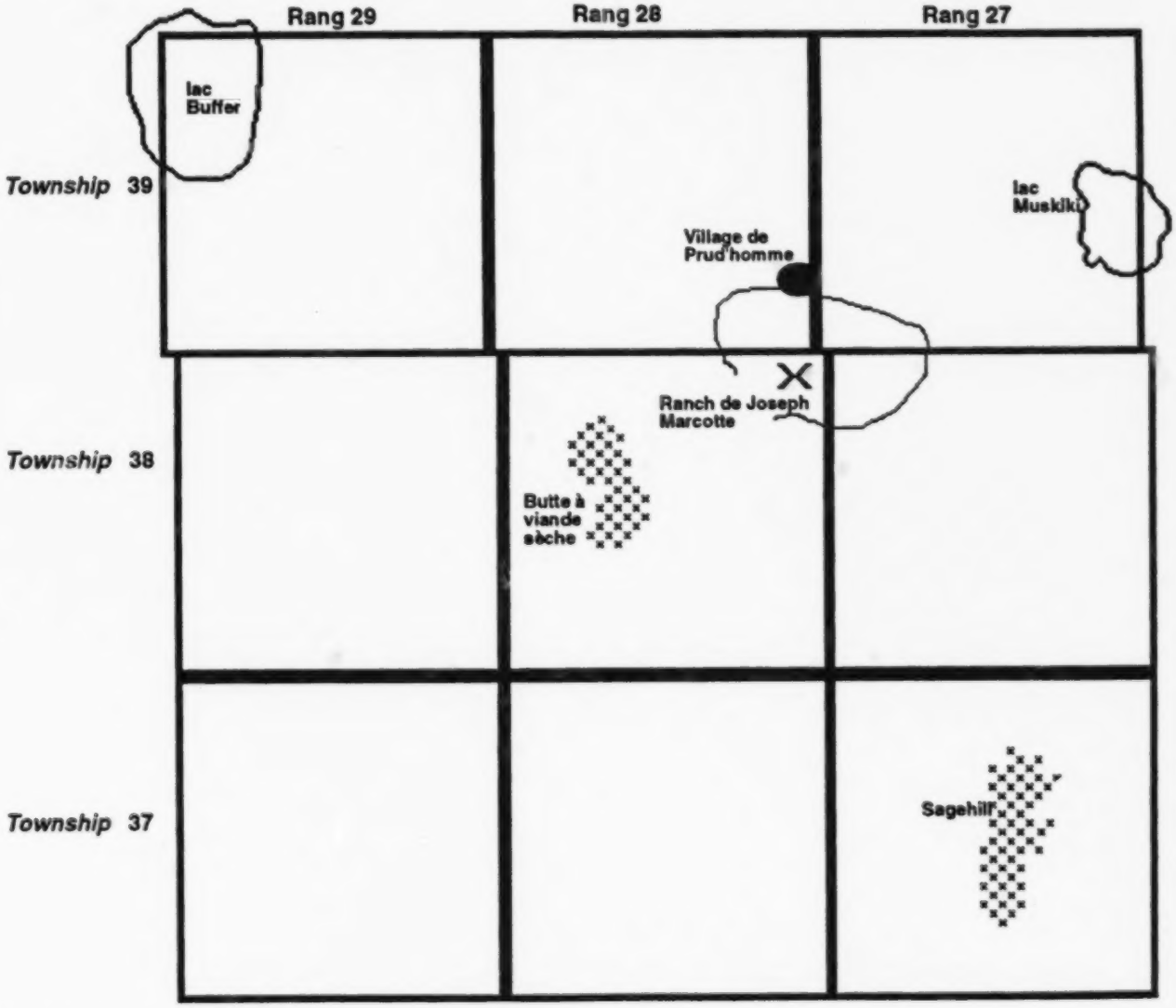
Il n'y a pas encore de village dans la région, ni d'église. En 1900, lorsque Joseph Marcotte épouse une jeune autrichienne, Anielka Belinski, ils doivent se rendre à Fish Creek, à environ 40 kilomètres au nord-ouest, pour le mariage. Une fille naît de ce mariage en 1903. Les Marcotte doivent à nouveau se rendre à Fish Creek pour faire baptiser leur petite fille, qu'ils nomment Lally. Puisqu'elle est le premier bébé blanc à naître dans la région, on décide vers 1904 que

la gare du Canadien Northern ne portera plus le nom de *Marcotte's Crossing* mais plutôt celui de *Lally's Siding*.

Puis d'autres colons commencent à arriver. Plusieurs des frères de Joseph Marcotte le suivent et s'établissent dans la région. Alcide Marcotte devient forgeron et c'est dans la maison de son frère Georges que les premières messes sont dites à *Lally's Siding*.

En effet, l'abbé Constant Jean-Baptiste Bourdel arrive à *Lally's Siding* le 15 août 1904 et établit la paroisse des Saints-Donatien-et-Rogatien. *«Pour un temps, une tente sert de presbytère et la messe est dite dans la maison de Georges Marcotte. Toutefois, une maison est construite pour l'abbé Bourdel et son neveu Joseph Poilièvre par le mois d'octobre.»*[11] L'église est construite en 1907 au coût de 6 000 $.

En 1905, Louis Lafrenière arrive dans la région et ouvre un bureau de poste et un magasin. Quel nom doit-il soumettre à Ottawa comme nom du bureau de poste? Alcide Marcotte, le frère du rancheur Joseph, suggère le nom de



La région de Prud'homme au début du siècle et le ranch de Joseph Marcotte

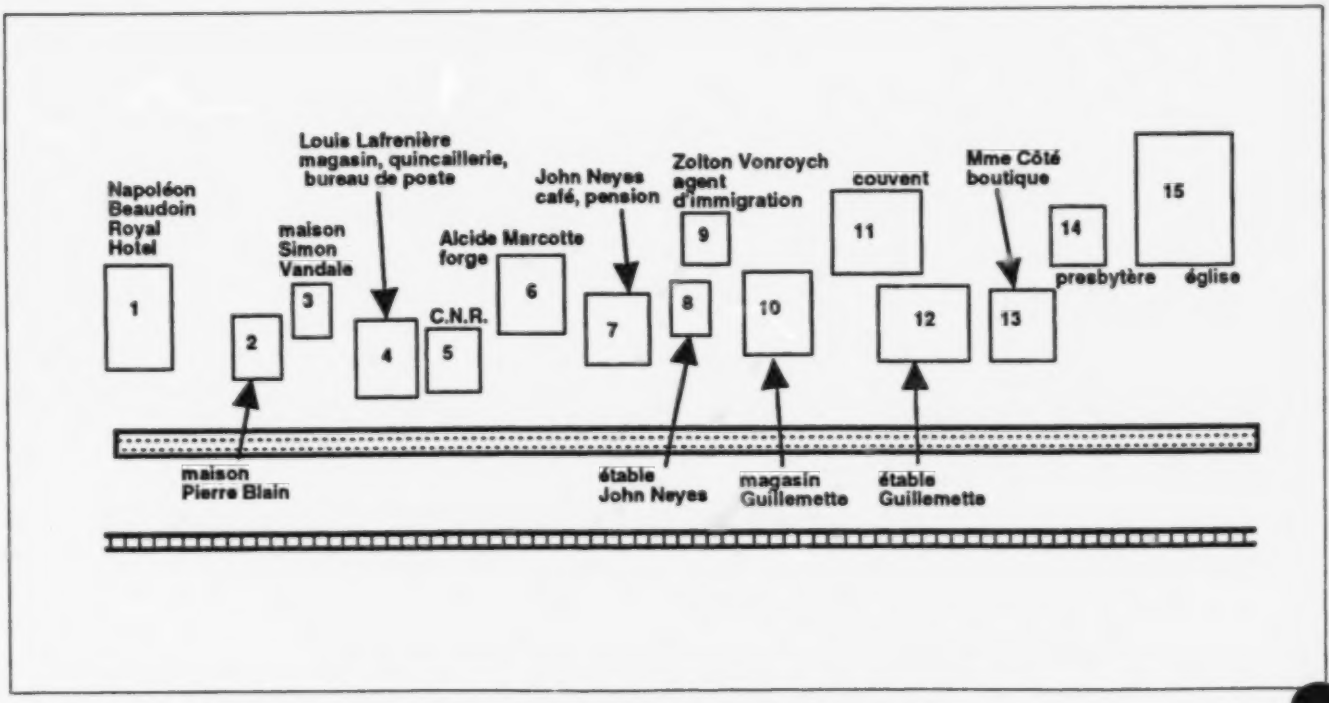
son avocat de Winnipeg, M. Howell. Le 1er février 1906, *Lally's Siding* change de nom pour une quatrième fois, et devient *Howell.*

Plusieurs autres commerces s'établissent à Howell en 1907. La rue principale est située au nord de la ligne ferroviaire. Napoléon Beaudoin a fait bâtir l'Hôtel Royal à l'ouest de la rue principale. Le forgeron, Alcide Marcotte, s'est construit un atelier. John Neyes a un bâtiment à deux étages qui lui sert de restaurant et de pension de famille. Un nommé Guillemette tient un magasin. Un couvent, une église et un presbytère ont été construits. Enfin, il y a d'autres résidants, comme Pierre Blain et sa mère, Simon Vandale et Mme Côté.

En 1908, Howell est incorporé comme village. Vers 1910, le *Canadian Northern* construit une nouvelle gare dans le village de Howell. En 1910, Thomas Lévesque achète l'atelier d'Alcide Marcotte et le transforme en salle de billard et en salon de coiffure pour hommes.

Vers 1916, le docteur Martial Lavoie arrive à Howell et ouvre un bureau et une pharmacie en collaboration avec son beau-frère, Élie Tardiff.

En 1922, il est question de changer le nom du village pour une cinquième fois. Une pionnière raconte ce qui s'est produit: *«Il y avait des rencontres tous les soirs, les discussions étaient vives. M. l'abbé Bourdel et certains paroissiens voulaient que le nouveau nom soit Hélène ou Sainte-Hélène en honneur de mademoiselle Dejoie.*[12] *D'autres voulaient garder le nom de Howell et certains autres suggéraient des noms comme Marcotteville, etc. Apparemment le docteur Lavoie, voulant arrêter toute la chicane, mais sans avoir consulté qui que ce soit, écrit à Ottawa pour dire que le nouveau nom était Prud'homme.»*[13] La pionnière termine son histoire en disant que le bon docteur Lavoie a quitté le village peu de temps après qu'Ottawa ait officiellement confirmé le nouveau nom du village.



Le village de Prud'homme en 1907 et la ligne de chemin de fer du *Canadian Northern.*

Prud'homme venait ainsi honorer le nouvel évêque de Prince Albert, Mgr Joseph Prud'homme (évêque de 1921 à 1937). À cette époque, Prud'homme est dans le diocèse de Prince Albert et ce n'est qu'en 1933 qu'on divisera le territoire de Mgr Prud'homme pour créer le diocèse de Saskatoon.

Vonda

Le village de Vonda est situé à environ 20 kilomètres à l'ouest de Prud'homme. En 1902, lorsque le *Canadian Northern* bâtit la ligne Canora-Humboldt-Warman, la compagnie de chemin de fer choisit la Section 4-39-1-W3 comme endroit pour sa prochaine gare après celle de *Marcotte's Crossing*. Le *Canadian Northern* choisit le nom de Vonda, le nom de la fille de Cy Warman, un des officiers de la compagnie.

Puis, des spéculateurs et des gens d'affaires commencent à porter leur attention vers ce nouvel endroit aussitôt que les premiers trains du *Canadian Northern* voyagent sur la nouvelle ligne le 31 mai 1905.

Le *Morning Leader* de Regina du 2 juillet 1906 donnait cette description du nouveau village: *«Vonda est soutenu par un grand pays au nord et au sud et aucun chemin de fer pour 60 milles au nord et 100 milles au sud et les colons se rendent à Vonda pour faire leurs achats et naturellement Vonda est devenu un petit village confortable. Il y a plus d'activité de construction, pour un village de cette grandeur, qu'ailleurs entre Dauphin et Edmonton. Messieurs Dufour et Beaudoin construisent une magnifique maison de 35 chambres. [...] Le C.N.R. a bâti un superbe parc à bétail. Trois autres élévateurs à grain seront construits cet été et la "Duck Lake Milling Co." déménagera son moulin à farine ici grâce au travail énergique des commerçants de Vonda qui travaillent pour avoir un moulin à farine depuis la création du village l'an dernier.»*[14]

Au cours des prochaines années, des centaines de familles canadiennes-françaises viennent s'établir dans la région de Vonda. Aujourd'hui, on y trouve encore les descendants de plusieurs de ces premières familles. On peut en dresser une liste partielle en lisant les noms des élèves de l'école catholique de Vonda en 1923: Binette, Bussière, Caillé, Chaput, Dansereau, Desmarais, Denis, Détilleux, Dubuc, Dupuis, Fournier, Lefrançois, Lescelleur, Lepage, Loiselle, Perreault, Rivard, Roberge, Roy.[15]

En 1905, les colons et commerçants de Vonda avaient établi le District scolaire public de *Vaunder*. Lorsqu'un incendie détruit l'école en 1908, les parents catholiques décident qu'ils vont demander la permission au gouvernement d'ériger un district scolaire catholique. En mai 1909, le District scolaire séparé de Vonda est créé par le gouvernement de la Saskatchewan et en août, le nouveau district scolaire est autorisé à emprunter 5 500 $ pour l'achat d'un terrain et pour la construction de l'école.

Cette nouvelle école est située près de l'église de Vonda. Elle accueille, dans deux classes, les élèves de la première à la huitième année. Si les jeunes veulent poursuivre leurs études après la huitième année, ils peuvent s'inscrire à l'école publique de Vonda ou dans une institution privée, comme le Couvent de Prud'homme ou le Collège Mathieu de Gravelbourg.

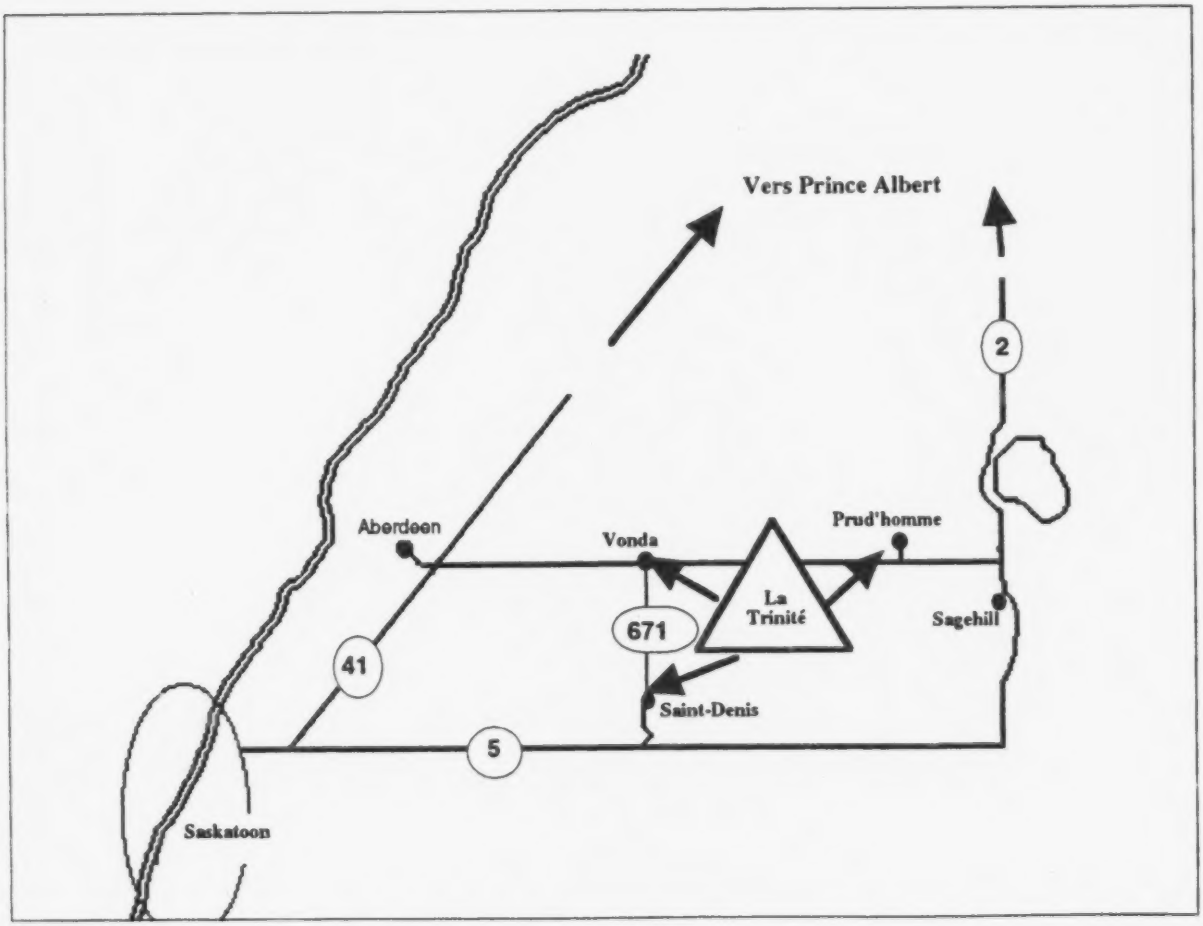
L'école catholique de Vonda brûle en 1921, mais on reconstruit. En 1936, on ajoute la neuvième année, et la dixième en 1939. En 1970, une école désignée est établie, et regroupe des jeunes de l'élémentaire des communautés de Vonda, Prud'homme et Saint-Denis. En 1980, une nouvelle école catholique est construite à Vonda pour accueillir les jeunes du programme d'immersion. L'école porte le nom d'École Providence.

Saint-Denis

Les premiers colons viennent de la France et arrivent à Saint-Denis vers 1905. Parmi les noms de ces premiers immigrants français à Saint-Denis, on reconnaît celui de Clotaire Denis, père. Il est accompagné de Jean Mével, Jacques Chevalier et des trois frères Naour (Jean-Marie, Laurent et Pierre). Jean Mével et Jacques Chevalier iront s'établir à Saint-Brieux, mais d'autres viendront les remplacer à Saint-Denis. Quatre frères Hounjet (Pierre, Joseph, François et Henri) arrivent de la Belgique en 1905 pour prendre des *homesteads* dans la région. L'année suivante, c'est au tour des familles Haudegand, Hubert et Dellezay.[16]

En 1907, l'abbé Philippe-Antoine Bérubé est nommé missionnaire-colonisateur pour le nord de la Saskatchewan. Il décide d'établir son quartier-général à Vonda. L'année suivante, il quitte Vonda pour aller faire du recrutement dans l'est du pays et aux États-Unis. L'abbé Bérubé réussit à attirer plusieurs familles canadiennes-françaises dans la région de Saint-Denis: les Chalifour, Dinelle, Dufour, Lepage, Labrecque, Pelletier, Pion, Raymond et Rouillard.

Saint-Denis n'atteint jamais l'importance des deux autres communautés de La Trinité. Cette petite communauté canadienne-française n'est pas sur la ligne du chemin de fer et n'a donc



La région et les principales routes de La Trinité.

jamais attiré les gros commerces, comme les communautés de Vonda et de Prud'homme ont réussi à le faire. *«Les débuts de la colonie sont très pénibles. Les distances à parcourir pour aller à la Messe, pour trouver un médecin, pour se procurer du chauffage, pour acheter quelques provisions sont très grandes.»*[17] Puisqu'il n'y a pas de ligne de chemin de fer, impossible de prendre le train jusqu'à Saskatoon, à moins d'aller à Vonda: *«Les parcours se font lentement à l'aide de boeufs ou quelquefois de chevaux.»*[18]

En 1907, on ouvre un bureau de poste et on lui donne le nom de Saint-Denis. Le même nom est donné à la paroisse qui est fondée en 1910. L'église est bâtie la même année, mais elle est détruite par un incendie cinq ans plus tard en 1915. Les paroissiens de Saint-Denis doivent attendre trois ans avant de pouvoir reconstruire.

Aujourd'hui, si vous avez l'occasion de visiter Saint-Denis, en plus de l'église, vous pourrez y trouver le magasin coopératif de Saint-Denis et le Centre communautaire.

Chapitre trois

La Trinité et la cause française en Saskatchewan

Lorsqu'on parle de la cause française en Saskatchewan, trois noms de famille reviennent souvent: Baudoux, de Margerie et Denis.

Lorsqu'on parle de la radio française et de la lutte pour obtenir des licences d'exploitation des postes, on dit souvent que la bataille a été menée depuis le presbytère de l'abbé Maurice Baudoux à Prud'homme.

Pendant plus de trente ans, les francophones de la Saskatchewan avaient leur ministère de l'Éducation française dans la maison d'Antonio de Margerie à Vonda, puisque c'est l'A.C.F.C. qui s'occupait des programmes de français. La maison d'Antonio de Margerie est en effet le bureau de l'A.C.F.C. et les membres de sa famille en sont les employés.

Il n'y a probablement pas d'autres familles qui aient autant contribué à la cause française que la famille Denis de Saint-Denis, que ce soit l'agent d'assurance Raymond, le fermier Clotaire, père, ou les deux générations de Denis qui les suivront.

L'abbé Maurice Baudoux

Maurice Baudoux n'était pas un petit homme; il mesurait plus de 6 pieds 4 pouces (1 m 94). Mais il est surtout connu comme un géant pour sa contribution à la cause des francophones de la Saskatchewan. *«Non point, car géant il l'était, [...] pour son zèle pour l'éducation chrétienne, pour le développement du beau chant, mais aussi, et cela à un haut degré, sur le plan de la francophonie.»*[19]

Il est né à La Louvière en Belgique le 10 juillet 1902, fils du propriétaire d'une brasserie. Lorsqu'il a neuf ans, la famille Baudoux quitte la Belgique pour venir s'établir dans l'Ouest canadien, à Hague, près de Rosthern.

Puisque ses parents veulent qu'il reçoive une bonne éducation, française et catholique, on décide de l'inscrire au couvent des Filles de la Providence à Howell. *«Mais comme les religieuses refusent d'accepter les adolescents, il faut d'abord convaincre la Mère Supérieure que le garçon qu'on lui présente un beau matin n'a pas treize ou quatorze ans comme sa taille le laisse supposer, mais tout juste dix.»*[20] Le jeune belge est déjà très grand pour son âge.

Après avoir pris pension chez l'abbé Bourdel pendant trois ans pour continuer ses études, Maurice Baudoux se rend en 1919 au Petit Séminaire et au Collège de Saint-Boniface. Dix ans plus tard, le 17 juillet 1929, il est ordonné prêtre à Prud'homme par Mgr Joseph Prud'homme de Prince Albert.

Il est aussitôt nommé vicaire de cet endroit et se lance immédiatement dans les affaires de la francophonie. Il est vice-président de l'A.C.F.C. de 1931 à 1935, président de 1935 à 1936 et secrétaire-trésorier de 1936 à 1943.

Entre 1936 et 1948, année où il est nommé premier évêque du diocèse de Saint-Paul en Alberta, Maurice Baudoux mène une campagne sans relâche pour obtenir, premièrement, des émissions en français sur les ondes de CBK à Watrous (le poste de la Société Radio-Canada en Saskatchewan) et ensuite des licences qui

permettraient aux francophones de la province d'exploiter leurs propres postes. C'est seulement trois ans après son départ que le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada accordera les licences. Les deux postes privés, CFNS à Saskatoon et CFRG à Gravelbourg, ouvrent leurs portes en 1952 et ils fonctionnent sans relâche jusqu'en 1973, date à laquelle ils sont vendus à la Société Radio-Canada.[21]

Maurice Baudoux est souvent appelé «le père de la radio française en Saskatchewan».

Antonio de Margerie

Venu du Manitoba en 1925 pour enseigner à Hoey, Antonio de Margerie est nommé chef du secrétariat permanent de l'A.C.F.C. quatre ans plus tard. Il déménage à Vonda où il s'achète une maison. Cette maison allait devenir le siège social de l'A.C.F.C. pendant plus de trente ans.

Puisque l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan[22] n'a pas les moyens de payer de salaire de secrétaire,[23] ce sont les membres de la famille de Margerie qui s'occupent de ce travail. Un des fils d'Antonio de Margerie, l'abbé Bernard de Margerie, de Saskatoon, raconte les souvenirs suivants: «*Je me rappelle avoir travaillé au Gestetner, au miméographe, mais un ancien modèle, aussi jeune que je peux me rappeler. Je pense bien que je devais tourner des copies au miméographe quand j'avais six ans ou sept ans.*»[24]

Alors que pour les familles du milieu agricole de la région, le temps de l'année où on est le plus occupé est la période des battages à l'automne, tel n'est pas le cas pour la famille de Margerie. Pour eux, c'est au temps des examens de français de l'A.C.F.C. que la maison se retrouve sens dessus-dessous. «*Tout le travail se faisait chez nous: le travail d'impression des questionnaires, la mise sous scellé de ces questionnaires-là, dans des enveloppes brunes avec tous les timbres de caoutchouc que tu peux imaginer, avec toutes les mentions, "secret", "ne pas ouvrir avant telle heure"... Le matin où on envoyait tout ça, tout le monde y travaillait... tous ceux qui avaient l'âge de raison... même maman...*»[25] Et il faut croire que les membres de la famille de Margerie atteignaient l'âge de raison très tôt.

Après la journée des examens, tous les documents revenaient chez les de Margerie et toute la famille devait donner un nouveau coup de coeur pour séparer les documents et les envoyer aux correcteurs.

La famille Denis

Ils sont venus de la France, de Courcelles près de Saint-Jean-d'Angély dans la province de la Charente-Maritime. Avant de venir au Canada, la famille de Léon Denis se rend en Nouvelle-Calédonie, une île dans le sud du Pacifique, près de l'Australie. Ensuite, ils retournent en France. Ils sont cinq dans la famille: Raymond, Clotaire, Clodomir, Marie et Maria (voir *Raymond Denis*).

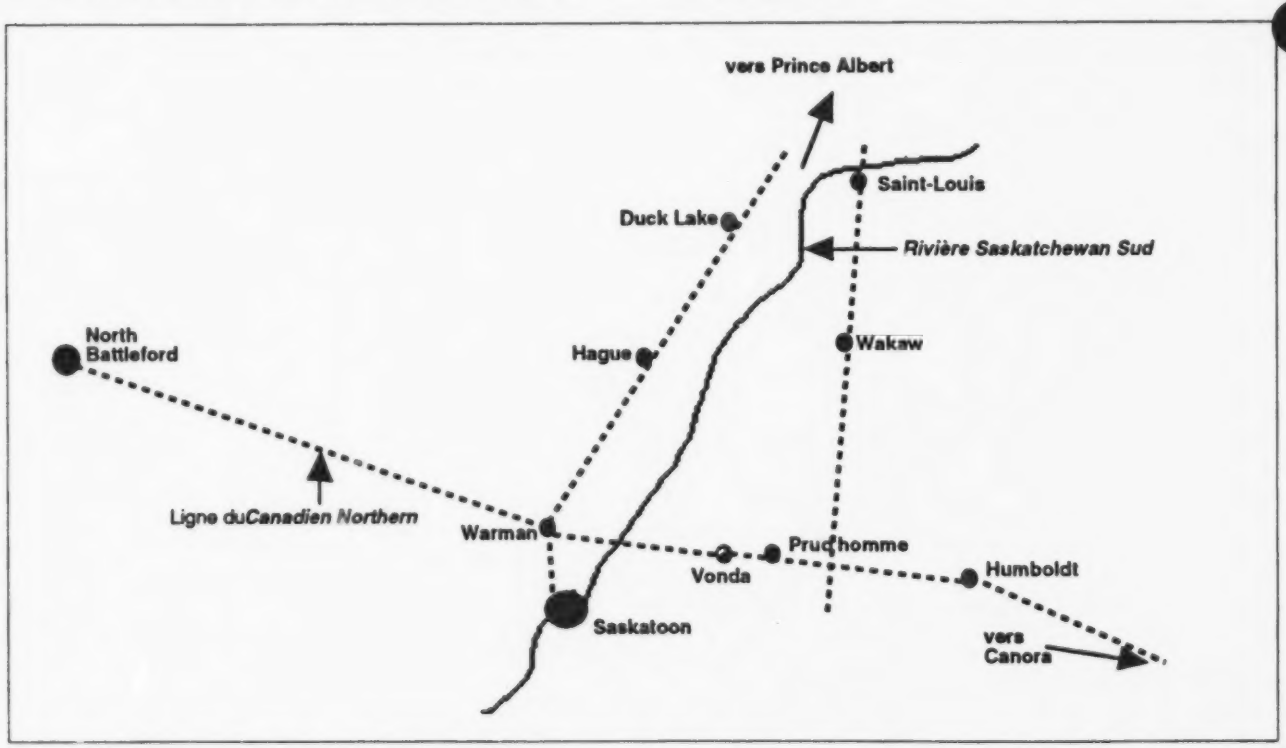
Raymond Denis est le premier à émigrer au Canada. Il quitte la France en 1904 et le même été, il est engagé sur une ferme au Manitoba. Ensuite, il est co-propriétaire d'un magasin en Alberta, avant de retourner travailler à Montréal. En 1906, il arrive en Saskatchewan où son frère, Clotaire, a pris un *homestead* dans la région de Saint-Denis.

Clotaire est arrivé au Canada, et en Saskatchewan, en 1905, à l'âge de 18 ans. Il arrive à Prince Albert et commence à se chercher du terrain: «*De là, il partit à la recherche de terrain, en wagon jusqu'à St-Louis; il marcha ensuite à Duck Lake, Wakaw, Bonne Madone, St-Brieux, Vonda, Howell. Durant ses explorations, il arrêtait chez des étrangers hospitaliers qui lui offraient nourriture et lit. Il a aussi couché au couvent de Prud'homme même*

avant que la construction en soit terminée.» [26] Mentionnons qu'en 1905, la gare de Prud'homme est encore connue sous le nom de *Lally's Siding*. Après avoir exploré ici et là, Clotaire Denis choisit un *homestead* au sud-ouest de *Lally's Siding*, le carreau NW24-37-1-W3. Le *homestead* de Clotaire Denis père est donc à environ cinq kilomètres au nord et cinq kilomètres à l'est du village actuel de Saint-Denis. L'année suivante, son père, Léon, son frère, Clodomir, et ses deux soeurs, Marie et Maria, viennent le rejoindre à Saint-Denis. Raymond vient aussi s'établir dans la région.

Au cours des années, les membres de la famille Denis s'impliquent dans la cause de la francophonie. Raymond Denis est président de l'A.C.F.C. de 1925 à 1935, et président de l'Association des commissaires d'écoles canadiens français de 1923 à 1935. Il est membre du bureau de direction de la Bonne Presse Limitée, la compagnie qui publiait le journal *Le Patriote de l'Ouest*. Un de ses fils, Maurice, est président de l'A.C.F.C. de 1959 à 1963. Clotaire Denis, père, est impliqué dans la mise sur pied du poste de radio CFNS à Saskatoon et siège longtemps au bureau de direction du poste. Clotaire, fils, siège longtemps au bureau de direction de CFNS et il est président de l'A.C.F.C. de 1975 à 1977. Enfin, la troisième génération a déjà commencé à s'impliquer dans la cause française. Par exemple, Arthur, garçon de Clotaire Denis, fils, a été président de la Commission culturelle fransaskoise de 1981 à 1989.

Raymond Denis, Antonio de Margerie et Maurice Baudoux sont souvent appelés à se rendre au Québec ou à Ottawa pour des réunions ayant trait à l'A.C.F.C. ou la radio. À cette époque, avant 1960, la plupart de ces voyages se font par train. C'était donc à leur avantage d'avoir un bon système de train à Vonda et à Prud'homme. Il est intéressant de noter que les trains à vapeur ont été remplacés par le diesel en 1960 et seulement trois ans plus tard, Vonda et Prud'homme perdaient leur train de voyageurs.



Lignes de chemin de fer du *Canadian Northern* dans la région de La Trinité.

Notes et références

1 John A. Macdonald voulait encourager des entrepreneurs à construire une ligne de chemin de fer transcontinentale pour relier la Colombie-Britannique à l'est du pays.

2 Richard Lapointe. — «Ligne de correction». — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987. — P. 181-182

3 Ibid., p. 182

4 Ibid., p. 182

5 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 16
En consultant une carte routière du système de quadrillage *(Grid Road Map)*, on découvre que le carreau S.E. 22-19-15-W2 est situé dans un triangle Balgonie, Qu'Appelle et Fort Qu'Appelle, à l'est de Regina.

6 Vonda & District History Book. — Voyage Through Vonda and Vicinity. — Vonda : Vonda & District History Book, 1986. — Traduction. — P. 3-4

7 David J. Hall. — «Room to Spare». — Horizon Canada. — Vol. 7, n° 76 (1985). — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada, 1985. — P. 1803

8 Diane Payment. — «Les gens libres - Otipemisiwak». — Batoche, Saskatchewan, 1870-1930. — Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990. — P. 51

9 Prud'homme History Committee. — Life As It Was, Prud'homme, Saskatchewan, 1897-1981. — Prud'homme : Prud'homme History Committee, 1981. — Traduction. — P. 2-3

10 Ibid., p. 3

11 Ibid., p. 111

12 Richard Lapointe. — «Hélène Dejoie». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 102-103
Mademoiselle Hélène Dejoie était arrivée à Prud'homme en 1905. De France, elle avait apporté des ornements religieux, comme une statue de la Sainte Famille qui se trouve toujours dans l'église de Prud'homme. En 1907, Mlle Dejoie avait fourni des fonds pour la construction de l'église.

13 Prud'homme History Committee. — Life as it was, Prud'homme, Saskatchewan, 1897-1981. — P. 3

14 Vonda & District History Book. — Voyage Through Vonda and Vicinity. — P. 24

15 Ibid, p. 67

16 Regina Denis ; Rose Raymond. — Semences 1905-1980, Historique de Saint-Denis, Saskatchewan. — Saint-Boniface : Avant-Garde/Graphiques, 1981. — P. 17

17 Ibid., p. 17

18 Ibid., p. 17

19 Prud'homme History Committee. — Life as it was, Prud'homme, Saskatchewan, 1897-1981. — P. 120

20 Richard Lapointe. — «Maurice Baudoux». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 16

21 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

22 Ce ne sera que durant les années 1960 que l'ACFC changera de nom: l'Association catholique deviendra l'Association culturelle.

23 Les associations francophones, comme l'ACFC, ne commenceront à recevoir de subventions du gouvernement qu'en 1968. Auparavant, elles dépendent des dons et de la vente des cartes de membre pour survivre et pour payer leurs employés.

24 Lapointe, Richard. — «Antonio de Margerie». — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988. — P. 271

25 Ibid., p. 271
26 L'histoire de Clotaire Denis. — Saskatoon : Archives de la Saskatchewan. — P. 62

Bibliographie

Denis, Regina ; Raymond, Rose. — Semences 1905-1980, Historique de Saint-Denis, Saskatchewan. — Saint-Boniface : Avant-Garde/Graphiques, 1981

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Hall, David J. — «Room to Spare». — Horizon Canada. — Vol. 7, n° 76 (1985). — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada, 1985

Lapointe, Richard. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987

Lapointe, Richard. — 100 Noms. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1988

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

L'histoire de Clotaire Denis. — Saskatoon : Archives de la Saskatchewan

Payment, Diane. — «Les gens libres - Otipemisiwak» . — Batoche, Saskatchewan, 1870-1930. — Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1990

Prud'homme History Committee. — Life As It Was, Prud'homme, Saskatchewan, 1897-1981. — Prud'homme : Prud'homme History Committee, 1981

Vonda & District History Book. — Voyage Through Vonda and Vicinity. — Vonda : Vonda & District History Book, 1986

Willow Bunch

Autrefois, les Métis avaient établi un campement d'hiver à la Montagne de Bois. Jean-Louis Légaré, un Canadien français de Saint-Gabriel de Brandon au Québec, fut un des premiers blancs à venir faire du commerce avec ces Métis. C'est à la Montagne de Bois que vient se réfugier le chef sioux, Sitting Bull, en 1876, après sa grande victoire contre l'armée américaine dans la vallée de Little Big Horn aux États-Unis. En 1880, les Métis décident d'établir la colonie à l'emplacement actuel de Willow Bunch. Après la disparition du bison et le retour de Sitting Bull aux États-Unis, les habitants de Willow Bunch se lancent dans l'élevage. La construction du chemin de fer amènera de nombreux colons français et anglais dans la région. Aujourd'hui, Willow Bunch continue d'être un centre d'approvisionnement pour les ranchs et les fermes de la région.

Chapitre un

L'histoire de la Montagne de Bois

Avant l'arrivée de l'homme blanc, la région de la Montagne de Bois était souvent visitée par des tribus indiennes, les Cris, les Pieds-Noirs, les Assiniboines et les Montagnais. Ces diverses tribus autochtones ont laissé leurs marques sur le terrain; les pétroglyphes à Saint-Victor sont un exemple de l'écriture indienne sur les rochers.

Les Indiens sont un peuple nomade; ils vivent de la chasse du bison qui se trouve par millions dans la prairie. Avant l'arrivée de l'homme blanc, le gibier manque rarement dans la Montagne de Bois.

En 1869, un jeune Canadien français de Saint-Gabriel de Brandon au Québec, Jean-Louis Légaré, travaille comme traiteur de fourrures pour un Métis de Pembina, Antoine Ouellette.

Un jour, Ouellette présente Jean-Louis à Georges Fisher, un Métis anglais qui arrive des prairies de l'Ouest. Il revient d'un voyage dans la région d'Assiniboia[1] où il a visité certaines familles métisses qui hivernent dans la région de la Montagne de Bois. Selon Fisher, cette région est enchanteresse. Le territoire en question est traversé par une vallée où abondent le bois et les sources d'eau. Dans cette vallée, il y a une abondance de bison et de gibier.

Antoine Ouellette invite alors Jean-Louis à aller s'installer à la Montagne de Bois afin d'y ouvrir un comptoir pour desservir les Métis qui se rendront dans la région. Jean-Louis accepte et, alors qu'il se prépare pour son départ vers la vallée que lui a décrite Georges Fisher, plusieurs Métis de Pembina viennent le trouver pour lui demander s'ils peuvent l'accompagner. Légaré connaît bien leur situation.

Ces Métis se sont toujours considérés comme des *hommes libres*.[2] Ils se sont battus contre la Compagnie de la Baie d'Hudson pour gagner le droit de vendre librement leurs fourrures et leur pemmican aux commerçants américains. Plusieurs ont suivi l'exemple des colons de Lord Selkirk et se sont installés sur des parcelles de terre le long de la rivière Rouge. Ils cultivent quelques acres de terre, récoltant un peu de blé et d'avoine, mais leur principal gagne-pain est le bison qu'ils abattent chaque été lors de la chasse annuelle.

Toutefois, leur vie est quelque peu bouleversée ces derniers temps par l'arrivée de colons anglais de l'Ontario.[3] Ces derniers arrivés croient qu'ils sont les maîtres de la colonie de Rivière-Rouge et les Métis espèrent retrouver une certaine liberté dans la vallée de la Montagne de Bois.

C'est à ce même moment que Louis Riel met sur pied son premier gouvernement provisoire, celui qui mènera en 1870 à la création de la province du Manitoba.

Puisque le gibier ne vient plus dans la région de la Rivière-Rouge, les chasseurs doivent aller de plus en plus loin vers l'ouest pour trouver des troupeaux de bisons. Certaines familles métisses veulent alors aller s'établir plus à l'ouest, plus près des troupeaux de bisons.

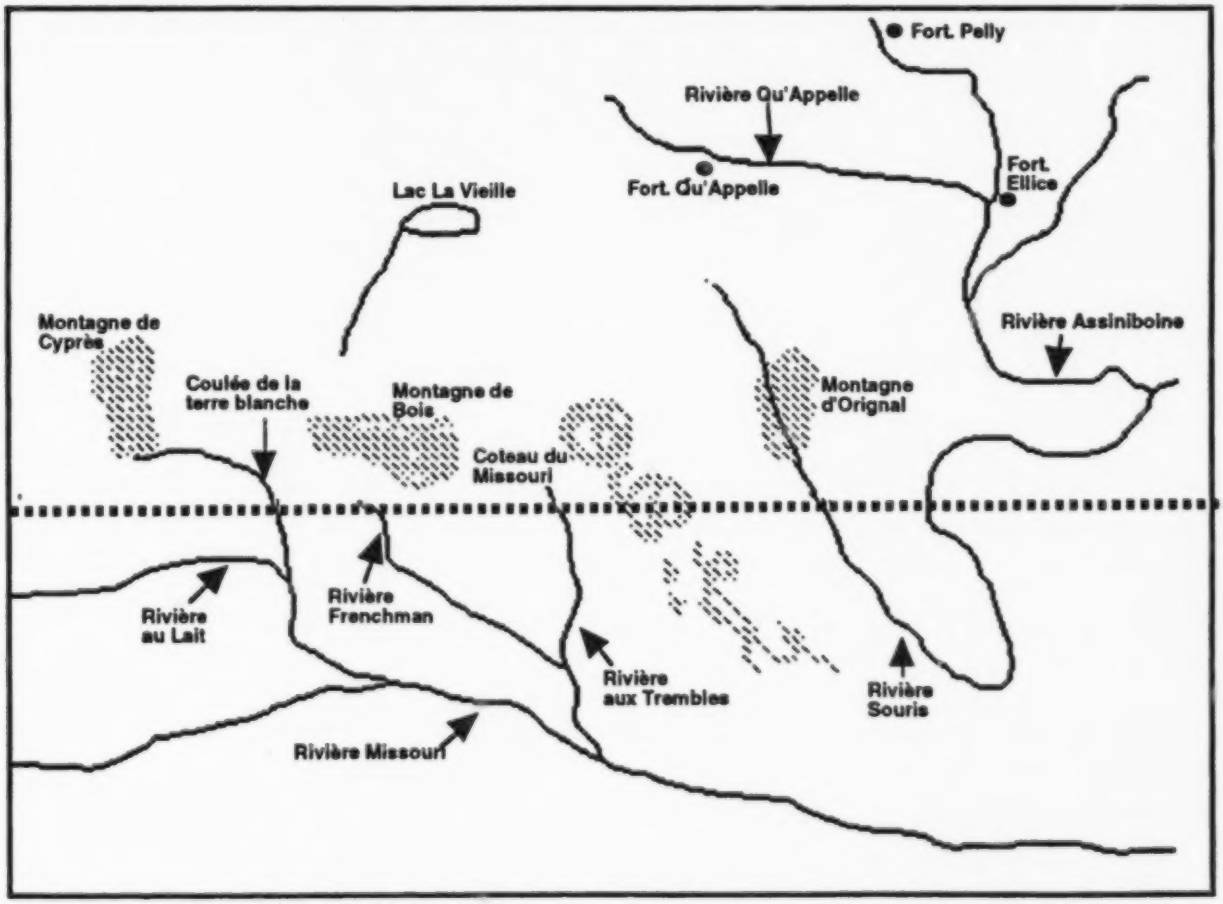
Quelques jours plus tard, une caravane de 300 charrettes quitte Pembina. Elle transporte 75 familles métisses venant de Pembina, de Saint-Joseph et de Saint-François-Xavier. Chaque famille possède quatre charrettes et une dizaine de chevaux. Leurs loges sont des tentes en

peau de forme conique, le tipi des Indiens des plaines.

Pendant plusieurs semaines, la caravane sillonne la prairie de ce qui est aujourd'hui le sud de la Saskatchewan. *«Une journée de marche était de vingt milles environ. Chaque soir, les éclaireurs désignaient le lieu du campement, autant que possible à proximité de l'eau et du bois. On formait un grand cercle avec les charrettes qui servaient de barricades contre les attaques toujours à redouter des Indiens. À l'intérieur du cercle, se trouvait le camp proprement dit, les tentes, le mobilier, et les animaux attachés à des pieux. Enfin, tout au centre, un feu allumé, à la chaleur duquel les femmes faisaient cuire le repas de la famille.»*[4]

En octobre 1870, Jean-Louis Légaré et les familles métisses arrivent à la Montagne de Bois[5] où ils rencontrent le Père Lestanc, o.m.i., qui fait bâtir une chapelle. Certains Métis se bâtissent des maisons de bois rond puisqu'ils ont l'intention d'établir un campement d'hiver permanent dans cette vallée.

L'hiver de 1870-1871 est très rigoureux, les tempêtes se multiplient. Jean-Louis Légaré fait la traite des fourrures avec les Métis et les Indiens de la région. Le printemps suivant, il retourne à Pembina pour livrer les fourrures qu'il a accumulées pendant l'hiver à son patron, Antoine Ouellette. Georges Fisher suggère à Jean-Louis de devenir associé avec lui dans un poste de traite.



La région de la Montagne de Bois vers 1870.

Entre temps, à la Montagne de Bois, les Métis repartent à la chasse au bison annuelle. Pour les Métis, tout était utile dans le bison; ils en mangeaient la viande fraîche ou séchée et ils en utilisaient la peau pour se fabriquer des vêtements et des tentes. Le père Albert Lacombe, o.m.i., a décrit la chasse au bison comme suit: «*Chaque année, vers le milieu du mois de mai, les Métis abandonnant leurs loges se réunissent en caravane et partent pour la grande chasse. Des milliers de charrettes portant les vivres, les femmes et les enfants, suivent les cavaliers. Le missionnaire est de la partie. Aux premiers jours de l'expédition, on a soin de procéder à l'élection des officiers: un président, dix capitaines, quinze policiers. On choisit également des éclaireurs et des guides qui règlent la marche et fixent le camp. Les lois de la chasse sont promulguées et strictement observées. Chaque matin, la messe est dite, et, sitôt le repas pris, le camp est levé, et la caravane s'ébranle.*»[6]

Les Métis sont de fervents catholiques et trop souvent il n'y a pas de prêtre pour dire la messe, pour baptiser les enfants et marier les jeunes amoureux. Lorsqu'un prêtre est présent, il est tout à fait normal d'avoir la messe chaque matin.

La caravane doit voyager ici et là dans la prairie avant de trouver un troupeau de bisons. Enfin vient le jour où on aperçoit un troupeau au loin; la chasse va bientôt commencer. «*On garde un silence profond; le missionnaire récite à haute voix un acte de contrition, car le danger est grand; puis, au signal donné, la troupe des chasseurs se rue comme une trombe à travers l'herbe épaisse. En quelques minutes, le noir troupeau est cerné et bousculé. C'est alors une épouvante. Il tourbillonne en mugissant; on entend de tous côtés des coups de feu, des cris. Les pauvres bêtes jonchent le sol; les chasseurs, ivres de joie, les yeux étincelants, lâchent les rênes sur le cou de leur monture et tuent sans se lasser jusqu'au dernier buffalo.*»[7]

Le père Lacombe raconte qu'il a vu les Métis abattre de 700 à 800 bisons dans une seule journée. Les femmes et les enfants suivaient les chasseurs dans les charrettes de la Rivière-Rouge. Avant même que les hommes aient fini la chasse, les femmes avaient rejoint les premières carcasses et avaient commencé à les débiter. Elles préparaient le pemmican, une viande desséchée et conservée avec des baies sauvages (comme des saskatoons) dans des sacs de peau de 100 livres. La peau aussi était préparée pour faire des vêtements.

Ayant terminé ses affaires à Pembina, Jean-Louis Légaré reprend la route vers la Montagne de Bois. Lorsqu'il arrive au campement d'hiver des Métis, il s'aperçoit qu'il est seul.

Pendant l'hiver, plusieurs Métis ont construit des maisons. Il regarde autour de lui; ces cabanes, même si ce ne sont pas des châteaux, sont suffisantes pour les braves familles métisses. Construites de rondins de bois de tremble, plâtrées en dehors d'un mortier de glaise, de paille et d'eau, elles n'ont qu'une seule pièce qui sert de salon, de cuisine et de chambre à coucher, mais sont tout de même confortables.

Jean-Louis se souvient que les Métis ne doivent pas être revenus de la chasse annuelle. Il part à la recherche de ses clients. Il suit les traces des charrettes des Métis. Quelques jours plus tard, il trouve les tentes de cuir des chasseurs le long de la rivière La Vieille, la région qu'on connaît aujourd'hui comme Gravelbourg.

À l'automne, Légaré et les chasseurs reviennent au campement permanent à la Montagne de Bois. Les affaires vont bien pour le jeune traiteur. Un an plus tard, il abandonne son association avec Georges Fisher. Il poursuit seul dans les affaires. Il a gagné la confiance des Métis. Il est leur ami. Il épouse Marie Ouellette, une jeune métisse de 15 ans, le 15 avril 1873.

«*Le beau-père du nouveau marié, François Ouellette, afin de procurer au jeune couple les loisirs d'un voyage de noce, se chargea de*

conduire à St-François-Xavier, chez Georges Fisher, les charges de pelleteries acquises pendant l'hivernement, tandis que les gens de la noce commencèrent leur tournée. Bien installés dans des chariots coquets couverts d'une capote de coton bleu, accompagnés de serviteurs, Légaré et sa femme prirent par la Rivière La Vieille, la Butte du Cheval Caille, la Rivière Blanche et le Lac de Maronds.»[8]

En 1874, le père Lestanc est remplacé comme missionnaire auprès des Métis de la Montagne de Bois par le père Jules Décorby. Durant l'hiver 1874-1875, les Métis abandonnent le campement permanent de la Montagne de Bois et se rétablissent dans la Montagne de Cyprès (Cypress Hills). Quelques familles resteront dans la région de la Montagne de Cyprès jusqu'en 1877 avant de retourner à la Montagne de Bois. D'autres reviendront dès 1875.

C'est ici que viendront les rejoindre les Sioux de Sitting Bull à l'automne de 1876 (voir *Jean-Louis Légaré*).

Chapitre deux

L'arrivée de nouveaux Canadiens français

Comme il a été mentionné au chapitre un, les premiers habitants de la région de la Montagne de Bois, après les Autochtones, furent des familles métisses venues de Pembina, de Saint-Joseph et de Saint-François-Xavier. Dans ce groupe, nous retrouvons des noms comme François Ouellette, Joseph Laframboise, Isidore Berger, Louis Ledoux, James Grant, Joseph Bonneau et Alex McGillis. Leur premier prêtre est le père Lestanc et il est remplacé par le père Décorby. Jean-Louis Légaré est le premier Canadien français dans la région.

En 1878, le père Décorby quitte la mission de la Montagne de Bois. Mais, avant son départ, le père oblat voit arriver de nouveaux Canadiens français. Gaspard Beaupré arrive de l'Assomption dans la province de Québec en 1876. Il venait d'hiverner à la Montagne de Cyprès, où il avait travaillé pour le traiteur Louis Morin. Arrivée à la Montagne de Bois, il passe à l'emploi de Jean-Louis Légaré. Le 2 février 1880, Gaspard Beaupré épouse Florestine Piché, une métisse de la région. Leur fils aîné, Édouard, connaîtra un instant de célébrité, car il est atteint de gigantisme.

Deux autres Canadiens français, Zotique Désautels et Joseph Lapointe, arrivent la même année que Beaupré. Après le départ du père Décorby, la petite mission de la Montagne de Bois attend l'arrivée du nouveau missionnaire, le père Hugonard.

Un an après son arrivée, le père Hugonard perd une bonne partie de ses paroissiens métis. C'est parce que Sitting Bull et des milliers de Sioux sont arrivés dans la région en 1876. Pour cette raison, le bison ne vient plus se réfugier à la Montagne de Bois, à cause de la surpopulation. Un incident se produit à l'été de 1879, qui fera que moins de Métis reviendront à la Montagne de Bois après la chasse annuelle. Voici ce qui arriva.

Au printemps de cette année-là, les chasseurs métis de Saint-Laurent de Grandin, de la Montagne de Cyprès et de la Montagne de Bois voient que le bison reste au sud de la rivière au Lait, sur le territoire américain. Puisque les Métis ont toujours voyagé librement entre le territoire canadien et celui des États-Unis, les chasseurs partent à la recherche des troupeaux de bisons dans le territoire du Montana.

Plusieurs guerriers de Sitting Bull choisissent de suivre les Métis. Une fois sur le territoire américain, ces guerriers sont attaqués par la cavalerie sous le commandement du général Miles. Les guerriers se battent contre l'armée afin de permettre à leurs femmes et leurs enfants de traverser à nouveau la frontière pour regagner le Canada.

Suite à cette bataille, le général Miles rencontre la caravane métisse. Il informe les chefs métis que tout le monde est prisonnier. *«Plusieurs jours après leur capture, le général Miles les convoqua en assemblée générale et leur signifia que, puisqu'ils avaient envahi le territoire américain, chassant le bison sur les terres des États-Unis, il leur interdisait de retourner dans leur pays et leur ordonnait de s'établir, à leur choix, soit à la Montagne de la Tortue soit dans le Bassin de la Judée.»*[9]

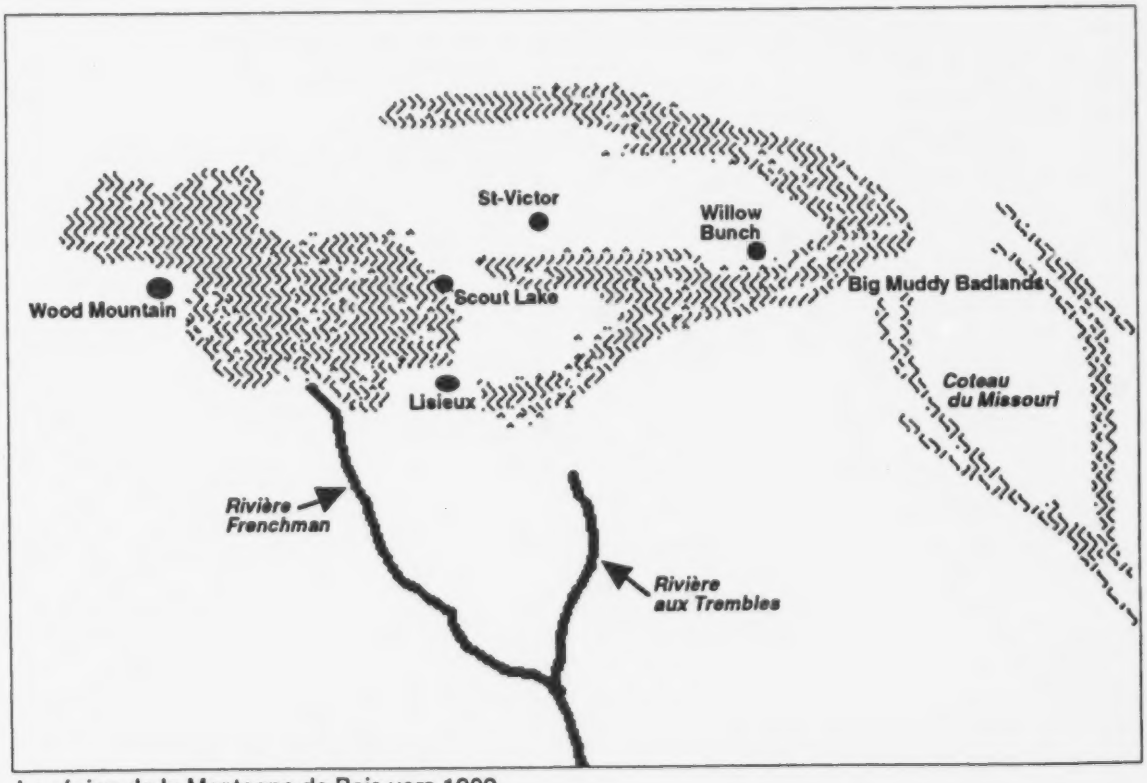
Le major Walsh de la Police montée se rend aux États-Unis pour intervenir en faveur des Métis. Le général Miles accepte alors de les libérer; ils ont le choix entre rester aux États-Unis ou retourner au Canada. Plusieurs choisissent de demeurer sur le territoire du Montana. Les autres reviennent à la Montagne de Bois avec le major Walsh.

Le groupe métis à la Montagne de Bois est alors réduit considérablement. Cet automne, un feu de prairie détruit tout le fourrage dans la région. Il sera alors impossible de nourrir le bétail pendant l'hiver. Les Métis décident d'abandonner le campement permanent de la Montagne de Bois. Les familles métisses se divisent de nouveau en trois clans; un ira à la Montagne de Cyprès, un deuxième se rendra dans la vallée de la rivière Blanche et le troisième viendra s'établir définitivement dans la vallée de Willow Bunch.

Le nom de Willow Bunch est une déformation anglaise du nom Talle de saules[10] que les Métis avaient donné à cette vallée une cinquantaine de kilomètres à l'est du campement de la Montagne de Bois. Jean-Louis Légaré est parmi le groupe qui s'établira à Talle de saules.

Pendant l'été de 1880, Légaré érige une maison et un magasin dans la vallée de Willow Bunch. D'autres familles métisses viennent le rejoindre. À Noël 1880, le père St-Germain vient visiter ce nouveau campement. Il trouve une trentaine de familles dans la région qu'on connaît aujourd'hui comme Willow Bunch et Saint-Victor.

Le 9 janvier 1881, le père St-Germain baptise le premier enfant né dans la région; son nom est destiné à devenir légendaire. Il s'agit d'Édouard Beaupré, le géant de Willow Bunch. Jean-Louis Légaré devient le parrain de l'enfant.



La région de la Montagne de Bois vers 1900.

La petite communauté de Willow Bunch grandit rapidement. Entre temps, la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique décide de construire sa ligne à travers le district d'Assiniboia au lieu du district de la Saskatchewan. Edgar Dewdney, lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, décide de déménager la capitale des territoires de Battleford à un endroit appelé Oskana-Kasasteki,[11] que les Métis avaient renommé Tas d'Os. Durant le premier hiver, les colons de Regina vivent sous des tentes. Un Métis de Willow Bunch, Pascal Bonneau, achète du pemmican aux Métis et va faire la traite à Regina. Il décide d'ouvrir un magasin et de rester définitivement à Regina, devenant ainsi le premier commerçant de la capitale. Il ne connaît pas un grand succès comme commerçant à cause des sécheresses de 1885 et 1886 qui détruisent les récoltes des nouveaux fermiers dans la région. Bonneau fait banqueroute. Il décide alors de revenir dans la vallée de Willow Bunch, dans la Coulée aux Lièvres, où il se lance dans le ranching.

Jusqu'à présent, il y a peu de colons canadiens-français dans la région. En 1884, Prudent Lapointe vient rejoindre son frère, Joseph, à Willow Bunch. Il se met à l'emploi de Jean-Louis Légaré après une chasse au bison désastreuse. Le grand nombre de francophones arrivera seulement une fois que le chemin de fer transcontinental sera terminé. Mais avant de parler de ces colons canadiens-français, il est intéressant de parler du rôle de Willow Bunch dans le soulèvement de 1885.

Au printemps de 1885, Jean-Louis Légaré quitte Willow Bunch avec une caravane de charrettes de la Rivière-Rouge chargées de pemmican et de pelleteries. Légaré fournit régulièrement au gouvernement du pemmican qui sera distribué dans les réserves indiennes pour nourrir les Autochtones.

Légaré arrive à Moose Jaw où les résidants de la ville croient que le traiteur et ses conducteurs métis sont *«un parti de guerre allant à la rescousse de leurs frères du Nord.»*[12] Légaré doit se rendre à Regina pour expliquer au lieutenant-gouverneur Dewdney le loyalisme de ses hommes. Légaré réussit à convaincre Dewdney que les Métis de Willow Bunch ont besoin de travail pour faire vivre leurs familles. *«Le gouvernement se décida alors à les engager en qualité de gardes et d'éclaireurs, avec la consigne d'empêcher tout rebelle du Nord de s'enfuir au Montana, et toute personne du Sud de rejoindre les bandes du Nord. La chose fut ainsi réglée. Jean-Louis Légaré aurait rang d'officier au salaire de trois piastres.... et il engagerait 45 gardes et éclaireurs parmi les Métis à une piastre par jour.»*[13]

Ces éclaireurs métis étaient peut-être à l'emploi du gouvernement et ils allaient peut-être empêcher des Métis des États-Unis de traverser la frontière pour aller se joindre aux Métis de Batoche. Mais, en mai, lorsque le chef métis, Gabriel Dumont, s'enfuit vers les États-Unis après la défaite à Batoche, il est fort probable qu'il a reçu un peu d'aide de ses compatriotes de Willow Bunch.

C'est au début du siècle que le grand nombre de familles canadiennes-françaises arrivent à Willow Bunch. En 1906, les hommes suivants font demande de *homesteads*: Alfred Lalonde, Georges Lalonde, Jos Boucher, Philippe Mondor, M.-A. Noël, D. Myette, J.-A. Myette, E. Myette, Romuald Granger, Napoléon Durand, Arthur Lavallée, Conrad Légaré et J. Passaplan. En 1907, on voit l'arrivée les familles Ducharme, Rainville, Lauzière, Audet, Bergeron, Degrand, Currat, Larivière, Gagné, St-Julien, Dufresne, Champagne, Bonnay et Duperreault.

Il faut noter ici l'importance de Jean-Louis Légaré dans le recrutement de ces premiers colons: *«Si nous possédons aujourd'hui, dans cette partie du Nord-Ouest, un noyau solide de Canadiens français, c'est à Jean-Louis Légaré que nous en sommes redevables. Les premi[illegible] colons établis là, à l'ouverture de la province [illegible]*

la Saskatchewan furent ses frères: Nazaire et François, ou ses neveux: Arthur Lavaliée, Philippe Mondor, Joseph Boucher, Napoléon Durand, Conrad Légaré, Romuald Granger (1906) ou d'autres entraînés par leur exemple: Siméon Ducharme, Albert Rainville, Joseph Dufresne, Joseph Duperreault (1907).»[14]

D'autres familles canadiennes-françaises viendront aussi prendre des *homesteads* dans la région, à Lisieux, Saint-Victor, Scout Lake et Wood Mountain. Les Beaubien, Beauregard, Beausoleil, Bellefleur, Bouvier et Préfontaine seront parmi ces groupes.

En 1907, un médecin arrive à Willow Bunch. Il s'agit du docteur Arsène Godin, un homme qui sera très important dans le développement de la communauté française de Willow Bunch. Il contribue à la création d'un cercle local de la Société Saint-Jean-Baptiste. Il devient président de l'A.C.F.C. Il s'intéresse à l'éducation des enfants et s'occupe de faire ouvrir un hôpital à Willow Bunch en 1910.

Puisqu'il est intéressé à parfaire l'éducation des gens de la région, le docteur Godin, avec la Société Saint-Jean-Baptiste, commence à donner des conférences à Willow Bunch. Ces conférences traitent d'une multitude de sujets: géographie, histoire, littérature, arts, etc. Étant un homme bien instruit, le docteur Godin est souvent celui qui prononce les conférences. Voici quelques titres de conférences qu'il a donnée à Willow Bunch:

- Journal de voyage - impressions d'un jour de Toussaint en Hongrie;
- Sitting Bull (Le Boeuf-Assis);
- Robert Cavelier de la Salle (1643-1687);
- Les explorations anglaises en Amérique au XVe et XVIe siècles;
- Les explorations françaises en Amérique au XVIe siècle;
- Les origines de l'Angleterre;
- Mon voyage en Belgique et les journées médicales de Bruxelles;
- Les Mormons - Leur doctrine, leur histoire, leur établissement en Alberta;
- Histoire de l'art.

Comment réagissaient les gens de Willow Bunch à ces conférences? «Perrette» écrivait dans le *Patriote de l'Ouest*: *«Ces conférences sont comme une école, dont chacun bénéficie, où s'enseigne agréablement la littérature, l'art, l'histoire, la géographie, l'attachement à la foi, la fierté nationale.»*[15] Le professeur de l'école de Willow Bunch, J.-A. Doucet disait: *«Les conférences organisées à Willow Bunch fournissent à ces jeunes l'occasion dont ils ont tant besoin; l'exemple du travail, beauté de pouvoir parler, l'occasion de s'exprimer en public.»*[16] Même des jeunes furent appelés à prononcer des discours lors de ces conférences.

Le docteur Godin fut le premier président-fondateur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Willow Bunch qui a joué un rôle important dans le développement culturel, artistique et éducatif dans la région pendant de nombreuses années.

Chapitre trois

L'histoire des ranchs dans la région de la Montagne de Bois

La région de Willow Bunch et de la Montagne de Bois est principalement un endroit de ranchs où on fait l'élevage du bétail. Parmi les premiers rancheurs dans la région il y a eu Jean-Louis Légaré et Pascal Bonneau. La région allait devenir le coin des *cowboys* et des *stampedes*.

Dans une lettre qu'il avait envoyée pour la chronique «La parlure fransaskoise» dans *l'Eau Vive*, l'abbé Roger Ducharme de Gravelbourg donnait cette description d'un *stampede* à Wood Mountain. *«J'ai beaucoup entendu parler du stampede de Wood Mountain (Sask.) le plus vieux, paraît-il, de l'Amérique du Nord. Lancé comme jeu social, avant le début du siècle, par les Sioux de la réserve de Sitting Bull, les blancs s'y sont joints peu à peu. J'y suis allé finalement et j'ai vu, pour la première fois, tout ébahi, un cowboy raîder (rider), à poil, un bronco s'y tenant d'une seule main au lasso serré très fort autour du corps du cheval, plus ou moins sauvage, se rebiffant bruyamment. Retenu dans une chute, au signal donné, on lâche ce mâron dans le corral pour qu'il désarçonne ce cavalier agaçant dont il veut se débarrasser, au plus vite. Les éperons aux talons que le cowpoke darde en cadence aux épaules et aux flancs de la monture débridée qui se lance, s'arrête brusquement, en avant, en arrière, de côté... l'ardent à tenir son équilibre. C'est un jeu fascinant, mais dangereux.»*[17]

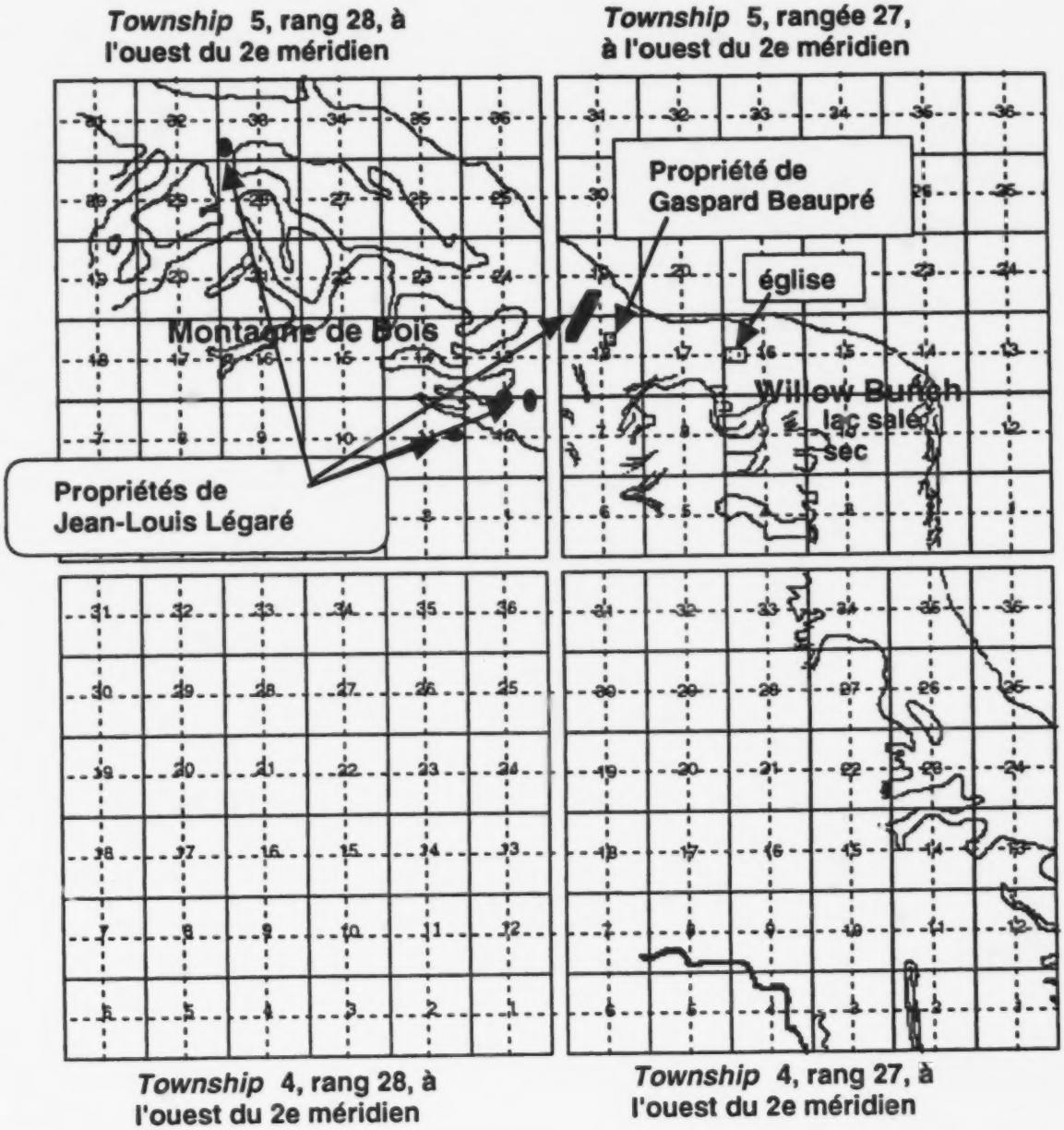
Les premiers ranchs dans la région voient le jour vers les années 1880. Le bison a presque disparu; les Métis ne se préoccupent même plus d'organiser la chasse annuelle; le clergé les incite à s'établir sur des fermes et à récolter le grain. Dans la région de Willow Bunch et de la Montagne de Bois, ce n'est pas tout le terrain qui est propice à la culture du grain. De grandes étendues de terres sont bonnes seulement pour l'élevage des chevaux et du bétail.

Jean-Louis Légaré est un des premiers à se lancer dans l'élevage des chevaux. En 1884, il se rend dans la région de Sun Valley dans le territoire du Montana et achète une centaine de chevaux qu'il rapporte à Willow Bunch. Il se rend ensuite jusqu'au Manitoba avec cent chevaux qu'il échange contre quarante-cinq vaches à lait. Petit à petit, il se bâtit un troupeau de vaches à lait.

Il faut traire les vaches et cela offre de l'emploi aux Métis de la région. Mais que va-t-il faire du lait? Il n'y a pas assez d'habitants dans la région pour consommer tout ce lait. En 1889, il se fait construire une fromagerie à Willow Bunch. Le premier fromager est nul autre que Gaspard Beaupré, le père du géant Édouard.

Mais, Gaspard Beaupré n'a pas étudié le métier de fromager et pour assurer le succès de son entreprise, Jean-Louis fait venir un expert fromager du village de sa jeunesse au Québec, Saint-Gabriel de Brandon. Joseph Boucher arrive à Willow Bunch en 1890 pour apporter son expertise dans cette industrie.

Cette année-là, la fromagerie produit 30 000 livres de fromage de première qualité. Puisqu'il faut 10 livres de lait pour produire une livre de fromage, les Métis de Willow Bunch (plusieurs à leur propre compte, d'autres travaillant pour



Source: Bureau des Terres du Dominion
Arpenteur-général - E. Deville, le 14 mars 1887

Jean-Louis Légaré) doivent traire suffisamment de vaches pour produire 300 000 livres de lait en 1890.[18]

Les Métis qui possèdent leurs propres vaches reçoivent 75 cents pour 100 livres de lait. Ceux qui traient des vaches pour Légaré reçoivent 50 cents pour 100 livres. La fromagerie rapporte un revenu de 3 000 dollars à Willow Bunch en 1890.

Jean-Louis Légaré continue d'augmenter son troupeau. En 1891, il est propriétaire de 180 vaches à lait et 220 bêtes à cornes (bétail destiné à l'abattoir).

L'hiver de 1893 est très froid et Légaré perd 350 vaches. Il vend son troupeau de bétail, 1 125 têtes, à Pascal Bonneau. L'élevage des chevaux cause moins de problèmes, se dit-il. Il achète 2 100 chevaux à la compagnie Sinton and Balderton.

Mais Willow Bunch se trouve près des *badlands*, le Big Muddy est juste à l'est de la vallée de Willow Bunch, et cet endroit est un lieu de prédilection des voleurs de chevaux.

Dans la mythologie du Far West américain, il y a des histoires qui racontent les exploits des voleurs de chevaux. Ces bandits volaient des animaux au Mexique et au Canada. Les chevaux volés au Canada étaient expédiés vers le sud en empruntant le *outlaw trail*, une piste dans les Rocheuses. Les chevaux pouvaient être envoyés jusqu'au Mexique. Dans ce pays du sud, on faisait la même chose et on envoyait les chevaux vers le nord.

En 1886, à cause des nombreux vols de chevaux, les résidants de Willow Bunch demandent à la Police montée d'établir un détachement dans leur communauté. Quelques policiers sont placés à Willow Bunch sous la direction du sergent J.-A. Martin. Ces problèmes avec les voleurs de chevaux américains se poursuivent jusqu'au début du XXe siècle. «Dès l'année *suivante* (1903) *à la suite des activités de voleurs de chevaux, dans la région, on fut obligé d'y stationner une escouade de sept hommes. Les éleveurs de chevaux sont aux prises avec des bandes de voleurs qui manigancent, pour la plupart, de l'autre côté de la frontière. Pascal et Joseph Bonneau se font ravir quelque 250 chevaux, par le trop fameux chef de bande, Henry Yotch, surnommé Dutch Henry.*»[19]

Comme nous l'avons déjà dit, Pascal Bonneau avait établi le premier magasin à Regina en 1882. Il était originaire de Sainte-Brigitte d'Iberville au Québec. Son magasin fait faillite en 1886 et il décide de venir à Willow Bunch. Il établit son ranch à dix-huit milles du village, dans la Coulée aux Lièvres. Lorsqu'il arrive dans la région en 1886, il est propriétaire de quatre vaches et quatre chevaux. Mais il n'a pas peur du travail et tout indique que c'est un homme d'affaire d'une grande acuité.

Il prend sa retraite en 1902. Son fils, Pascal (fils), reprend le ranch, et, montrant le même sens des affaires que son père, devient le *«roi de la vache à Willow Bunch»*.

Un autre de ses fils, Trefflé Bonneau, s'établit aussi sur un ranch dans la région de Willow Bunch. Arrivé à Regina en 1882 avec son père, Trefflé se dirige vers l'Ouest avec les équipes d'ouvriers qui construisent le Canadien Pacifique. Il se rend jusqu'en Colombie-Britannique où il perd un bras dans un accident. Il revient alors à Regina, où il travaille pour son père à construire la première rue de la ville.

Trefflé Bonneau décide ensuite d'aller commencer un ranch dans les Montagnes rocheuses, mais en 1889 il revient établir un autre ranch à Willow Bunch, à l'ouest de celui de son père.

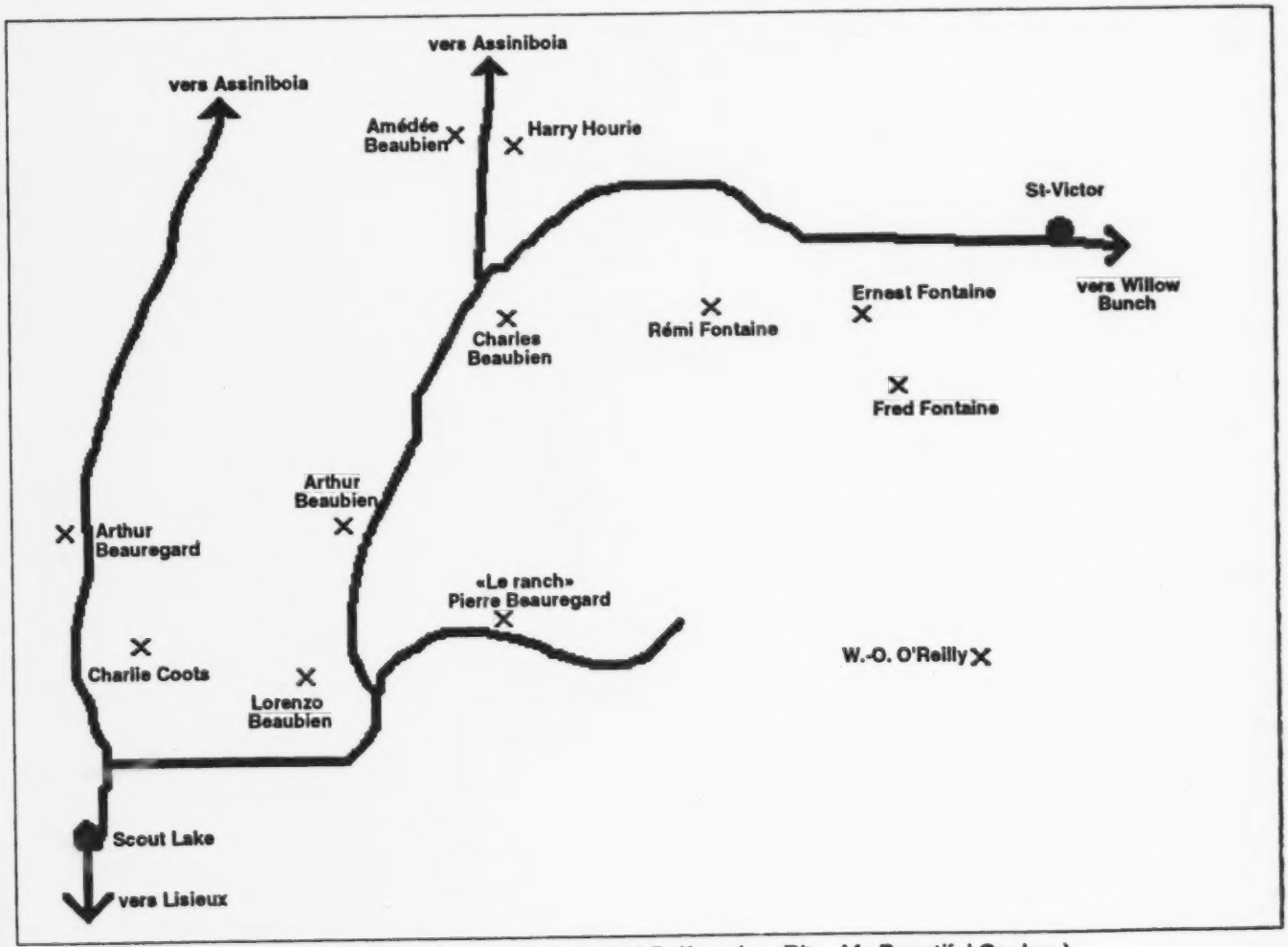
À cette époque, les Bonneau avaient construit une petite chapelle deux milles à l'est du village de Willow Bunch. L'endroit était connu sous le

nom de Bonneauville. Trefflé Bonneau ouvre un magasin à cet endroit, magasin qu'il va plus tard revendre à la compagnie Wilson-Scott.

Lorsqu'on parle des ranchs dans la région de Willow Bunch il faut parler de ceux qui se trouvent à Wood Mountain, à Lisieux et à Scout Lake. Les familles Beauregard et Beaubien viennent s'établir à Scout Lake en 1908. Plusieurs des Beaubien, ainsi que certains Beauregard s'étaient d'abord établis à Cantal. En 1906, on les retrouve parmi les premiers colons à Gravelbourg.

Pierre Beauregard arrive à Scout Lake en 1908. Il se prend un *homestead* au nord-est de Scout Lake; le carreau SW27-6-30-W2. Il surnomme son *homestead* «Le ranch» et y construit la maison et les bâtiments de la ferme dans une belle coulée boisée. Ses enfants pourront s'amuser parmi les cercles de pierres, dernier témoignage de la présence d'un campement indien dans la coulée. Son beau-frère, Louis Alfred Beaubien s'établit à un mille et demi du ranch.

C'est seulement en 1910 qu'il fait venir sa famille du Québec, sa femme et ses six enfants. Ils se rendent jusqu'à Moose Jaw par le Canadien Pacifique. De Moose Jaw, ils voyagent pendant trois jours en démocrate, pour enfin atteindre Willow Bunch. Puis, il y a une



La région de Scout Lake vers 1910. (Source: Beauregard-Préfontaine, Rita, *My Beautiful Coulee.*)

autre journée de voyage, vingt milles, avant d'atteindre «Le ranch».

En arrivant au ranch, la famille de Pierre Beauregard aperçoit le *shack*[20] que vient de construire Alexandre McGillis, un Métis de la région. Alexandre McGillis était surnommé «Katchou», un terme sioux qui veut dire «petit homme», car le Métis était un homme qui mesurait seulement cinq pieds.[21]

Pierre Beauregard ne semble pas avoir été un gros rancheur. «Le ranch» n'était plus ou moins qu'une ferme, un *homestead*. Comme Trefflé Bonneau, Pascal Bonneau et Jean-Louis Légaré, Pierre Beauregard devient commerçant. Il est propriétaire de magasins à Leeville près d'Assiniboia, à Saint-Victor et à Assiniboia.

Aujourd'hui, la région de Willow Bunch, Saint-Victor, Scout Lake et Lisieux demeure un endroit de ranchs et de fermes céréalières. Les Légaré, Bonneau, Bellefleur, Granger, Mondor, Préfontaine, Beauregard et McGillis ont commencé une nouvelle vie dans l'Ouest canadien, une vie que poursuivent leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants jusqu'à nos jours.

Notes et références

1 Assiniboia est la région sud-est des Territoires du Nord-Ouest après 1882.

2 Rappelons l'affaire Sayer de 1849 où les Métis brisent le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson et réussissent à transiger librement avec les compagnies américaines.

3 Nous sommes en 1869, au début de la première résistance des Métis. Louis Riel devient le chef des Métis et oblige le Gouvernement fédéral à créer une province dans l'Ouest en 1870, le Manitoba.

4 Clovis Rondeau ; Adrien Chabot. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970. — P. 9

5 Le premier campement des Métis à la Montagne de Bois ne fut pas à l'endroit qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de Willow Bunch, mais à une soixantaine de kilomètres plus à l'ouest, à l'endroit connu aujourd'hui sous le nom de Wood Mountain.

6 Clovis Rondeau ; Adrien Chabot. — Histoire de Willow Bunch. — P. 39

7 Ibid., p. 39

8 Ibid., p. 55
La rivière La Vieille est aujourd'hui l'emplacement de Gravelbourg. La Butte du Cheval Caille ne nous est pas connue. La rivière Blanche aurait pu être la coulée de terre blanche qui se jette dans la rivière au Lait (Milk River) aux États-Unis.

9 Ibid., p. 94

10 Talle de saules: nom donné en raison des nombreux petits saules de la vallée. Les Métis avaient donné aussi le nom de Hart Rouge, un autre nom pour le saule, à cette vallée.

11 Oskana est un terme cri qui veut dire Os. Aujourd'hui, le ruisseau qui traverse Regina, la capitale provinciale, a été rebaptisé Wascana.

12 Ibid., p. 131

13 Ibid., p. 133

14 Ibid., p. 41

15 Dossier AG430. — Archives de la Saskatchewan.

16 Ibid.

17 Laurier Gareau. — «La parlure fransaskoise». — L'Eau Vive. — (Déc. 1988)

18 Jean-Guy Quenneville. — Indiens, Métis et Cowboys : La Saga de Jean-Louis Légaré. — Saskatoon : University of Saskatchewan, Unité de recherches pour les études canadiennes-françaises. — P. 22-23

19 Clovis Rondeau ; Adrien Chabot. — Histoire de Willow Bunch. — P. 287

20 *Shack* : terme communément utilisé au début du siècle pour décrire les petites maisons de bois, ou de tourbe, construites par les premiers habitants.

21 Rita Beauregard Préfontaine. — My Beautiful Coulee. — 1978. — Manuscrit. — Document conservé par l'auteure. — P. 5

Bibliographie

Beauregard Préfontaine, Rita. — My Beautiful Coulee. — 1978. — Manuscrit. — Document conservé par l'auteure

Gareau, Laurier. — «La parlure fransaskoise». — L'Eau Vive. — (Déc. 1988)

Quenneville, Jean-Guy. — Indiens, Métis et Cowboys : La Saga de Jean-Louis Légaré. — Saskatoon : University of Saskatchewan, Unité de recherches pour les études canadiennes-françaises

Rondeau, Clovis ; Chabot, Adrien. — Histoire de Willow Bunch. — Gravelbourg : Diocèse de Gravelbourg, 1970

Zénon Park

C'est l'abbé Philippe-Antoine Bérubé, prêtre-colonisateur, qui a encouragé des Canadiens français établis aux États-Unis à venir s'installer dans le nord-est de la Saskatchewan en 1910 et 1911. Il a recruté des gens à Fall River et New Bedford dans l'état du Massachusetts et à Pawtucket dans l'état de Rhode Island. Ensuite vinrent des Québécois des comtés de Kamouraska, Témiscouata et Gaspé. Enfin, ce sont des pionniers de l'Ontario et du Manitoba qui sont venus compléter la mosaïque de Zénon Park. Le sens de l'entraide a poussé les résidants de Zénon Park à mettre sur pied plusieurs coopératives (agricoles, financières et de communication).

Chapitre un

Le recrutement dans les usines américaines et l'immigration vers l'Ouest

Jusqu'au début des années 1890, la plupart des immigrants européens choisissaient de se diriger vers les États-Unis. Mais au début des années 1890, on commençait à croire en Europe qu'il n'y avait plus de bonnes terres gratuites au sud du 49e parallèle, et les gens commençaient à tourner leur attention vers le Nord-Ouest canadien. Sur ces entrefaites, Wilfrid Laurier et le parti Libéral remportent les élections fédérales de 1896. Laurier, croyant que le XXe siècle serait le siècle du Canada, comme le XIXe siècle avait été celui des États-Unis, nomme Clifford Sifton ministre de l'Immigration.

La politique de Sifton concernant l'immigration était bien simple: *«D'après moi, dit-il en 1899, le travail d'immigration doit se faire de la même manière que pour la vente de tout produit; aussitôt que vous arrêtez la publicité et l'oeuvre missionnaire, le mouvement* (d'immigration) *s'arrête.»*[1] Le Canada se lance alors dans le recrutement de nouveaux colons. Le gouvernement canadien, les compagnies de chemin de fer et même le clergé catholique lancent des campagnes de publicité et de recrutement aux États-Unis et en Europe. Le nombre de nouveaux immigrants atteindra son plus haut niveau en 1913, 400 870 colons[2] venant s'établir dans l'Ouest.

Le clergé catholique franco-canadien de l'Ouest veut éviter que tout le territoire passe aux mains des anglophones. *«Dès la création du Manitoba en 1870, l'Église de Saint-Boniface prend en main le peuplement des Territoires du Nord-Ouest; son but est de créer des blocs compacts de paroisses, comme autant d'enclaves françaises et catholiques.»*[3]

Mgr Taché sait que le Québec est encore une province rurale ancrée sur l'agriculture, mais qu'il n'y a plus de terres disponibles pour les fils des fermiers, et il croit que des milliers de colons canadiens-français viendront par eux-mêmes dans l'Ouest pour prendre avantage des *homesteads* offerts gratuitement par le gouvernement. Mais l'évêque de Saint-Boniface s'attarde à essayer de convaincre les Métis de s'établir sur des fermes et il néglige de faire du recrutement au Québec et aux États-Unis.

Au Québec, puisqu'il n'y a plus de terres à défricher, la migration vers les centres manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre se poursuit à un rythme accéléré. Le nombre de colons français qui viennent s'établir dans le Nord-Ouest demeure faible et, mis à part le travail de l'abbé Jean Gaire dans le sud-est du district d'Assiniboia (Cantal et Bellegarde), peu de paroisses françaises sont établies.

Mgr Taché meurt en 1894 et son successeur, Mgr Philippe-Adélard Langevin, forme alors *«le projet d'établir, au sud, une chaîne continue de villages français sur les meilleures terres entre le Manitoba et les Rocheuses.»*[4] Puisque le clergé du Québec n'encourage pas vraiment l'immigration vers l'Ouest, Mgr Langevin se voit obligé de nommer des missionnaires-colonisateurs pour aller faire du recrutement dans l'Est et aux États-Unis. L'abbé Louis-Pierre Gravel entreprend le travail en 1906 dans le sud de la nouvelle province de la Saskatchewan.

Le nord-est des États-Unis. Plusieurs des premiers pionniers de Zénon Park sont venus du Rhode Island et du Massachusetts.

Dans le nord de la Saskatchewan, Mgr Albert Pascal, évêque de Prince Albert, caresse aussi le rêve d'établir une série de paroisses françaises dans son diocèse. Il nomme l'abbé Philippe-Antoine Bérubé missionnaire-colonisateur en 1907. Ce dernier sera responsable de l'établissement de colons dans la région de Debden et dans celle de Zénon Park-Arborfield.

Le recrutement dans les usines américaines

«Plusieurs Canadiens-Français émigrés aux États-Unis ne s'étaient jamais complètement adaptés aux conditions de travail et de la vie dans les villes manufacturières et ils avaient conservé la nostalgie d'une existence moins mouvementée sur la ferme. Lorsque le gouvernement canadien lança des campagnes de propagande intensive dans les grands centres du textile de la Nouvelle-Angleterre, plusieurs milliers d'entre eux répondirent à l'appel. Mais un fait frappe: la majorité des Franco-Américains qui sont venus s'installer en Saskatchewan étaient nés au Québec et n'avaient passé la frontière américaine que depuis une dizaine d'années ou moins. Par contre, ceux qui travaillaient dans les filatures depuis plus longtemps, de même que la génération qui était née là-bas, étaient moins enclins à tenter l'aventure d'une migration vers un pays où l'on ne trouvait encore aucun des conforts de la vie moderne.»[5]

Entre 1907 et 1910, l'abbé Bérubé se rend dans les villes manufacturières de la Nouvelle-Angleterre pour essayer de recruter des Franco-Américains pour les régions boisées du nord de la Saskatchewan. *«Annonces, salles publiques, orateurs, tout était payé par le gouvernement canadien. Les deux conférenciers les plus populaires étaient l'Abbé Bérubé et Romulus Laurier, neveu de Sir Wilfrid Laurier. Leurs discours portaient sur les avantages immenses qui s'offraient à celui qui voulait aller s'établir dans l'ouest canadien. Pour $10 l'immigrant devenait possesseur de 160 acres de terre.... en pleine prairie.»*[6]

Les discours de l'abbé Bérubé portent fruit: *«Au printemps 1910, un groupe important de colons sous la direction du Père Philippe-Antoine Bérubé arriva de New Bedford, au Massachusetts. Une vingtaine de familles choisirent de s'établir à Zénon Park. Ces pionniers s'appelaient Soucy, Delage, Caouette, Bérubé, Dupont, Dufour, Foucher, Castonguay, Valois, Gélinas, Brisebois, Favreau, Leduc, April, Toutant, Chabot, Bachand, Lebras, Bernetchy, Bouchard, Lacroix, Henley, Goyette et Fournier.»*[7] Zénon Chamberland fait aussi partie de ce groupe, ainsi que Joseph Lupien et les frères Courteau, Raymond et Maurice. Ils n'étaient pas tous de New Bedford. Certains étaient de Fall River, Massachusetts et d'autres de Pawtucket, Rhode Island.

Il faut mentionner que l'abbé Bérubé avait recruté ces colons pour une paroisse qu'il voulait établir au nord de Prince Albert dans la région de la rivière Coquille (voir *Debden*), mais les nouveaux venus ne croient pas que le terrain dans cette région sera propice à l'agriculture et ils se dirigent vers le nord-est de la province pour établir des paroisses à Arborfield et à Zénon Park.

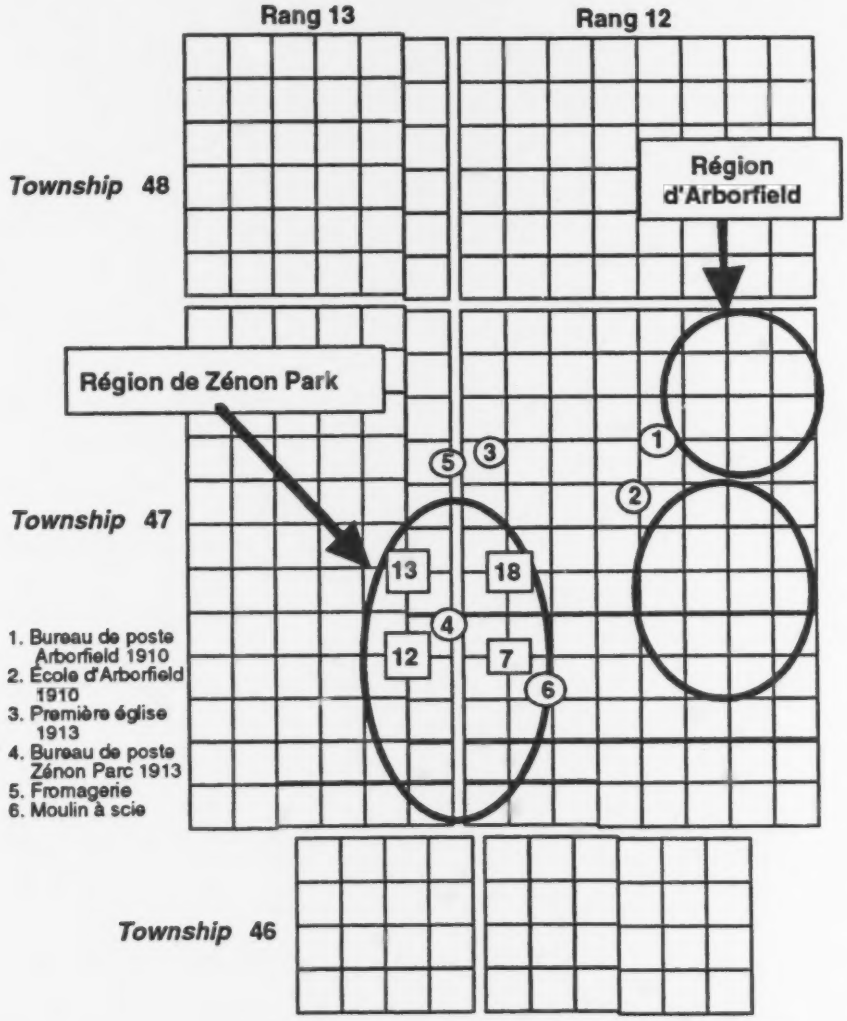
Établissement de Zénon Park

Que vont-ils trouver dans ce nouveau pays? Ce n'est pas la prairie promise par l'abbé Bérubé. *«Ils arrivèrent dans une région boisée, où il y avait beaucoup de marécages mais pas de chemins, seulement que des traces au travers du bois. Quelques-uns ont dû couper les arbres pour faire une place ou bâtir leur première demeure et ça en bois rond et à quelques endroits sans plancher. En arrivant les*

premiers restaient sous la tente. Ceux qui suivirent étaient plus chanceux, ils profitèrent de l'hospitalité des premiers arrivés.»[8]

Avant de quitter Prince Albert, plusieurs des colons avaient réservé leurs *homesteads* dans les *townships* 47 et 48 des rangs 12 et 13. Louis Gélinas est le premier à se bâtir une maison dans la région. Il s'est établi sur le carreau nord-est de la section 7 du *township* 47 du rang 12. Vient ensuite les maisons de Pierre Poulin (S.E. 13, 47, 13), Zénon Chamberland (N.E. 12, 47, 13) et Joseph Hudon (S.O. 18, 47, 12). Ces trois maisons sont bâties aux *quatre-coins* [9] et c'est dans cette région que le village de Zénon Park naîtra plus tard.

Puisqu'il n'y a pas de cour à bois dans la région, les colons doivent transporter le matériel de construction de New Osgoode à environ quinze kilomètres au sud. Et le bois de construction n'est pas toujours de la meilleure qualité: *«Blé*



(Source - Hudon et Courteau, *Zénon Park 1910-1980*)

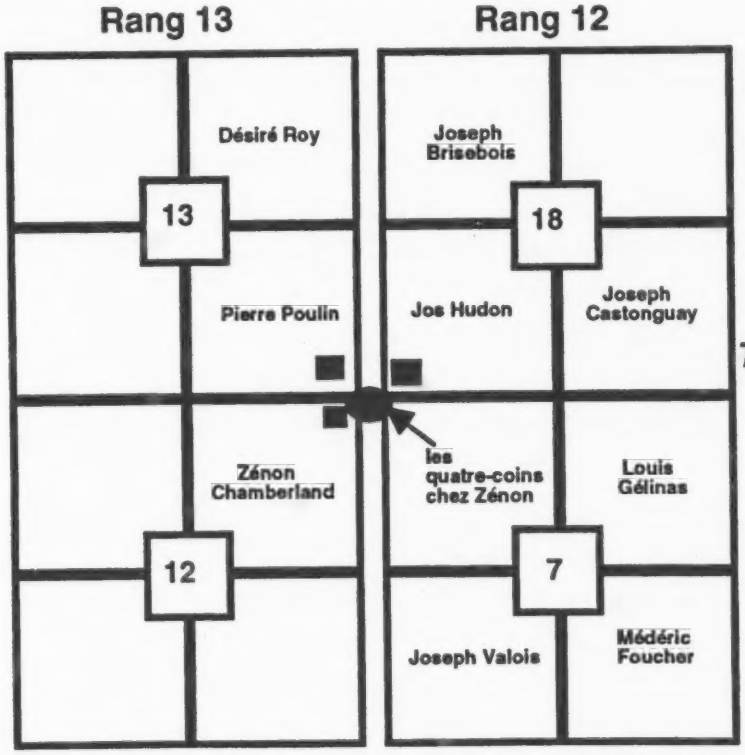
La région de Zénon Park, vers 1915.

d'Inde, comme disait le père Foucher, quatre pouces de large et plein de noeuds.»[10] Les routes ne sont pas dans le meilleur état non plus pour transporter du bois: *«Des chemins, on n'en parlait pas, assez souvent la démocrate où la charrette chargée de planches s'enlisait dans une ornière,*[11] *alors il fallait décharger, accrocher les boeufs l'un devant l'autre et en avant.»*[12]

Certains préfèrent bâtir en *logs* , c'est-à-dire en rondins, plutôt que d'acheter des planches pleines de noeuds. C'est qu'ils n'ont pas les moyens de payer pour des planches. *«Ces premiers colons, s'ils étaient riches en misères de toutes sortes, n'étaient pas riches en argent. Médéric Foucher avait emprunté $50 quand il était parti des États-Unis. De ce montant, il avait pris $5 pour faire chanter une messe avant son départ.»*[13]

Certains des colons vont s'installer dans la région d'Arborfield (voir carte). Parmi ce groupe on peut nommer Frank Soucy, Jos Delage, Jos Dupont, Jos Dufour, Caouette et Gamache. La première année, les immigrants doivent penser à se bâtir une maison et ils n'ont alors pas le temps de défricher bien du terrain. S'ils en labourent un peu, c'est pour ensemencer des potagers. Certains se rendent à Tisdale et à New Osgoode pour acheter des animaux, boeufs, vaches à lait et cochons. De retour, ils doivent bâtir des étables et faire des clôtures.

Mais il faut quand même remplir les exigences de la Loi des *homesteads*, c'est-à-dire commencer à défricher le terrain. Ce travail mène les colons à développer un nouveau vocabulaire. On parle de *sarper* qui veut dire couper les arbres à la hache et de *scubber* qui veut dire arracher les racines. Puisque plusieurs



(Source: Hudon et Courteau, *Histoire de Zénon Park 1910-1980*)

Quelques-uns des premiers colons à Zénon Park.

des hommes avaient laissé leurs familles dans l'Est, ils devaient *bacheler*, c'est-à-dire qu'ils devaient faire leur propre cuisine. *«Ça collait dans le fond de la poêle assez souvent. Un jour que Lupien était chez Zénon Chamberland en visite, celui-ci ouvrit la porte du fourneau où il y avait mis une cuite de pains. La tente se remplit de l'odeur de bons pains frais et déjà les glandes salivaires de Lupien commencèrent à travailler. Il était midi et il avait faim. Mais pendant que le père Zénon avait le dos tourné occupé à préparer la table, voilà que le chien se mit à lécher le dessus des pains. Celui-ci s'en aperçu ainsi que Lupien, mais les deux avaient bien faim et c'était leurs seuls pains. "Ah mais le chien n'en a léché que la moitié" dit-il et il mit les deux pains sur la table.»*[14]

Certains des colons n'étaient pas venus dans l'Ouest avec l'idée d'y demeurer. C'est que les missionnaires-colonisateurs leur avaient vendu l'idée qu'ils pourraient venir en Saskatchewan, prendre un *homestead*, le travailler pour quelques années, obtenir leurs lettres patentes,[15] revendre le terrain à profit et retourner dans l'Est des hommes riches. Tel ne serait pas le cas. Découragés, plusieurs allaient abandonner et retourner dans l'Est sans avoir fait la fortune qu'ils espéraient. Mais d'autres allaient persévérer pour établir les communautés de Zénon Park et Arborfield.

Chapitre deux

La communauté prend forme

Lorsque le premier groupe de francophones est arrivé en 1910, il y avait déjà certains anglophones qui avaient pris des *homesteads* dans la région. Mentionnons Aubrey et Will Miller, Frank Cummings et Jim Pickering. Ces fermiers anglophones, installés depuis 1908, étaient appelés des *squatters* [16] parce qu'ils étaient arrivés avant l'arpentage du terrain par le gouvernement fédéral, le travail d'arpentage dans la région de Zénon Park n'étant entrepris qu'en 1909.

En 1910, ce groupe se trouve installé entre le groupe de Zénon Park et celui d'Arborfield. (Voir la carte) Il n'est donc pas surprenant que le premier bureau de poste dans la région soit ouvert quelques semaines seulement après l'arrivée du premier groupe franco-américain. Le groupe est arrivé vers la fin avril et le premier bureau de poste ouvre ses portes le 1er juillet. *«Jusque-là tous les colons devaient aller retirer leur courrier à New Osgoode chez Jones. 1910 - Le premier juillet, le nom de Fairfield avait été soumis à Ottawa pour ce district, mais comme la demande était arrivée dans la capitale le jour même de la fête des arbres, Fairfield fut changé en celui d'Arborfield.»*[17] À cette époque, tout le district est connu sous le nom d'Arborfield. Frank Cummings devient le premier maître de postes.

Durant le premier hiver, plusieurs des colons partent pour aller trouver du travail ailleurs. Pour ceux qui restent derrière, le père E. Pascal, o.m.i., de Tisdale, vient en novembre chanter une première messe. Il revient au printemps, mais les colons doivent attendre jusqu'au début juillet avant d'avoir un prêtre résidant parmi eux. Le 7 juillet 1911, l'abbé Émile Dubois arrive de la France pour fonder la paroisse de Notre-Dame de la Nativité d'Arborfield. *«C'était un colosse dans les six pieds, jeune, à peine 30 ans, aux manières brusques, mais que les colons reconnurent comme un homme de tête.»*[18] Le nouveau curé arrive avec beaucoup de grands plans dans la tête: une église, un collège pour les garçons et un couvent pour les filles. La première église ne sera construite qu'en 1913. Un collège verra enfin le jour en 1956.

Depuis son arrivée dans l'Ouest, un des premiers colons de la région, Méderic Foucher, allait passer ses hivers dans des camps de bûcherons ou à travailler dans des moulins à scie. En 1912, il décide d'établir son propre moulin à scie à Zénon Park. Il achète de l'équipement à la compagnie Watrous: *«Pour pouvoir acheter il se fit signer des notes par ceux qui plus tard devaient faire scier à son moulin.»*[19] En le transportant de Tisdale, le fameux moulin à scie s'est enlisé dans un marais. Il a fallu le laisser dans la boue pendant un mois afin de permettre à la terre de sécher.

À cette époque, le courrier doit être transporté de Tisdale jusqu'à Arborfield. Depuis 1912, le maître de postes laisse une partie du courrier chez Zénon Chamberland. Sa maison, située aux *quatre-coins*, devient alors un lieu de rencontre important. Souvent, les dimanches après-midi en été, *«on s'y réunissait à l'ombre de grands arbres qui aujourd'hui ont tous disparu. On y faisait des pique-niques et on y organisait des parties de balle. C'était aussi le carrefour par où passait tout ce qui allait à Tisdale ou en revenait.»*[20]

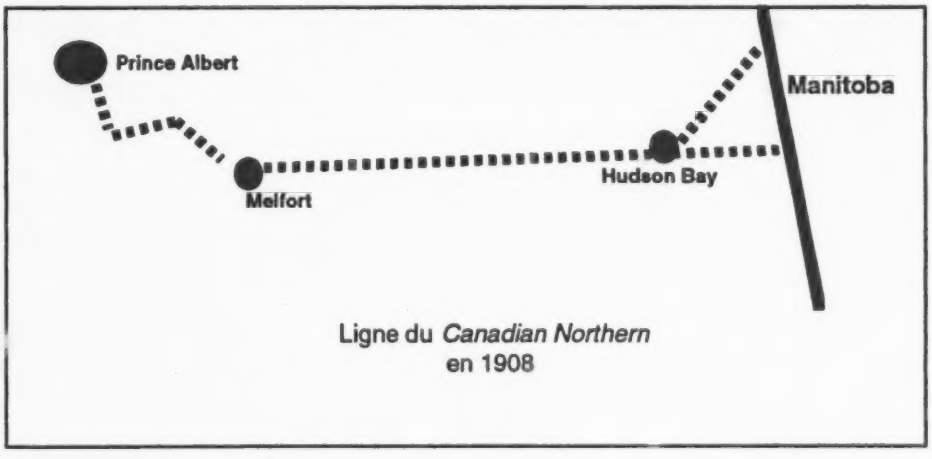
En 1913, les résidants de la région décident de demander un bureau de poste qui serait situé

chez Zénon Chamberland. L'abbé Dubois suggère alors le nom de Mariemont, mais Ottawa refuse ce nom *«à cause de la ressemblance avec Maymont.»*[21] Le nom de Zénon Park est ensuite suggéré par la maîtresse de postes de New Osgoode et ce nom est accepté par Ottawa. *«Un nom français, Zénon, prénom du premier maître de poste, et un nom anglais, Park, à cause du parc près de la demeure de monsieur Chamberland.»*[22]

Deux magasins ouvrent leurs portes dans la région. En 1913, François Soucy commence à vendre des provisions aux gens d'Arborfield tandis qu'un certain Rodrigue fait de même à Zénon Park. Avant 1913, les colons devaient se rendre au magasin Barber situé sur la route de Tisdale.

Un premier district scolaire est établi en 1910 à Arborfield et l'école Arborfield ouvre ses portes en mai 1911 avec Mlle Adeline Dufour comme enseignante. Cette école était située un demi-mille au sud du bureau de poste (voir carte). En 1913, le district scolaire de l'école Goyer est formé et cette école est située à un mille à l'ouest des *quatre-coins*. Le premier maître d'école est Adrien Carrière.
Puisqu'il y a maintenant de plus en plus de colons qui se sont établis dans le *township* 48 (Marchildon, Hudon, April et Sirois), un troisième district scolaire, La Marseillaise, sera fondé en 1914.

En 1913, les résidants commencent à dresser des pétitions demandant au gouvernement fédéral de construire une ligne ferroviaire



(Source: Lapointe et Tessier, *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*)

Lignes ferroviaires dans le nord-est de la province en 1908 et en 1931.

secondaire. C'est seulement en 1929 que le Canadien National acceptera de construire la ligne (voir carte). Le premier train de marchandises passera à Zénon Park en 1930 et les passagers pourront voyager par train à partir de 1932.

En 1908, le gouvernement de la Saskatchewan avait adopté des mesures législatives concernant l'établissement de compagnies de téléphone. *«L'une d'elles permettait à des groupes d'agriculteurs de former de petites compagnies et de les raccorder au réseau provincial du gouvernement. Mais deux voisins se trouvaient quelques fois sur deux lignes téléphoniques différentes et ils ne pouvaient communiquer sans faire un appel interurbain. On découvrit alors qu'il était possible d'utiliser les clôtures à fil de fer barbelé pour raccorder les téléphones de voisins plus ou moins proches et obtenir une communication claire et à peu de frais.»*[23]

En 1925, Auguste Hudon organise un premier service téléphonique à Zénon Park. Il opère lui-même ce service pendant plusieurs années. C'est seulement en 1953 qu'on établira le *Zenon Park Rural Telephone Company*. Dans ce temps-là, les téléphones ne sont pas aussi sophistiqués qu'ils le sont de nos jours. Il s'agit d'une boîte montée sur le mur. Pour faire un appel, la personne doit pousser un bouton sur un côté de la boîte et en même temps tourner la manivelle de l'autre côté. Ensuite, il faut attendre que la standardiste vienne compléter l'appel, même pour un appel local. Puisqu'il y a plusieurs personnes sur la même ligne, il est possible d'écouter les conversations des autres. Il est également possible de faire ce qu'on appelle des *appels généraux*. En cas d'urgence, comme pour un feu, la standardiste fait sonner tous les téléphones de la région pour annoncer le feu.

En 1930, l'abbé Armand Arès arrive à Zénon Park comme nouveau curé. Il fait construire une nouvelle église et un presbytère aux *quatre-coins*. La communauté de Zénon Park commence vraiment à prendre forme.

Chapitre trois

L'esprit de coopération

Le mouvement coopératif au Canada voit le jour au début du siècle dans la province de Québec. *«La première caisse populaire ouvre ses portes le 23 janvier 1901 dans la maison de son fondateur, Alphonse Desjardins. Ce jour-là, douze personnes versent un total de 26,40 $ pour acheter des parts. Quelques semaines plus tard, on enregistre le premier dépôt - cinq cents. D'humbles débuts pour une institution qui aurait plus tard une valeur de plusieurs milliards de dollars.»*[24]

En Saskatchewan, le mouvement coopératif est lancé en 1916 à Albertville. *«L'honneur d'avoir fondé le premier établissement coopératif d'épargne et de prêts en Saskatchewan revient aux pionniers d'Albertville et à leur curé, l'abbé Albert LeBel. C'est en 1916, soit 20 ans avant que le gouvernement provincial adopte une loi sur les* Credit Unions, *qu'ils constituèrent la Caisse populaire d'Albertville. Le petit village situé à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Prince Albert avait été établi vers 1910.»*[25]

Coopératives à Zénon Park

Comme leurs compatriotes d'Albertville, les gens de Zénon Park adoptent vite des mesures coopératives pour leur communauté. En 1925, ils établissent une coopérative pour gérer *La Fromagerie de Zénon Park*. Tout résidant de Zénon Park pouvait devenir membre de cette coopérative en achetant une part à 35,00 $ ou trois parts pour 100,00 $. Le premier fromager est Jos Poulin. Un an plus tard, la fromagerie doit fermer ses portes à cause d'un manque de marché. L'année suivante, on vent la fromagerie à Maurice Courteau, qui la dirige jusqu'en 1940 comme entreprise privée. Émilien Moyen achète l'entreprise en 1940, mais il doit fermer les portes de la fromagerie en 1943 à cause d'un manque de lait.

La première caisse populaire ouvre ses portes à Zénon Park en 1942 dans la maison d'Aimé Arès. Lors de sa fondation, la Caisse populaire de Zénon Park compte onze sociétaires et un actif de 133,75 $. Six ans plus tard, il y avait un actif de 38 905,00 $ tandis qu'en 1982 l'actif était d'environ 3 millions de dollars.

Au cours des années, la Caisse populaire de Zénon Park a été située dans l'élévateur à grain *Western Grain*, dans le magasin Co-op, à nouveau dans l'élévateur à grain, puis dans les résidences de M. Bérubé et de L.P. Hudon, pour enfin être déménagée en 1970 dans ses propres locaux.

Puisque l'agriculture est la principale source de revenu pour les gens de Zénon Park, il n'est pas surprenant qu'ils aient voulu établir une coopérative agricole. La *Zenon Park Co-operative Dehydrators Ltd*, voit le jour en 1961. Cette coopérative de fabrication de luzerne compressée est la première du genre en Saskatchewan.

L'abbé Armand Arès, curé du village, mais également agriculteur, essayait depuis longtemps d'encourager ses paroissiens à ensemencer plus de plantes fourragères afin d'améliorer la productivité du sol. *«Mais la terre glaise n'était pas très pratique pour le pâturage et le foin, surtout en période de pluies abondantes. Alors les fermiers cherchaient d'autres méthodes d'utilisation des plantes fourragères, surtout de la luzerne qui poussait bien sur leurs terres.»*[26] Le 5 mai 1961, la

coopérative est incorporée selon la *Loi sur les coopératives de la Saskatchewan*. Trente-cinq fermiers de la région deviennent membres de la coopérative.

La première usine de déshydratation de la luzerne commence à sécher la luzerne et à la presser en petites briquettes au début de juin 1962. La première usine est détruite par le feu en 1969, mais elle est reconstruite et est encore en opération de nos jours.

Le projet Saskébec

Puisque l'esprit de coopération avait porté fruit dans le domaine des finances (la Caisse populaire) et en agriculture (la Fromagerie et l'usine de luzerne), pourquoi ne pas s'essayer dans le domaine des communications? En 1974, Bernard Wilhelm, du Centre d'études bilingues à l'Université de Regina, arrive à Zénon Park avec une idée de projet de télécommunication.

L'année précédente, il avait accepté une invitation du gouvernement fédéral à participer à un projet expérimental afin de mettre à l'épreuve le satellite *Hermes* qui serait lancé dans l'espace en 1977-78. Le projet permettrait à deux communautés, l'une au Québec et l'autre en Saskatchewan, d'échanger des émissions de télévision préparées localement. Baie Saint-Paul au Québec avait déjà accepté de participer au projet. La communauté de Zénon Park serait-elle intéressée à participer comme communauté fransaskoise? Il faudrait préparer de 50 à 60 heures d'émissions. Le Centre d'études bilingues fournirait des experts en technique et en matière culturelle et linguistique. L'Office national du film serait également prêt à prêter les services de personnes-ressources.

Le 14 août 1974, un comité pour gérer le projet Saskébec est formé à Zénon Park. Florent Bilodeau est élu président du comité. Il assumera également la tâche de directeur du projet. La commission scolaire accepte de prêter une salle de classe qui sera transformée en studio de production. De plus, la Commission scolaire accepte qu'on érige une tour émettrice près de l'école et qu'on place dans la cour une roulotte et l'antenne parabolique qui permettra de recevoir les signaux de Baie Saint-Paul.

Puisque le travail sera fait par des bénévoles de la communauté, ils doivent apprendre à manoeuvrer les caméras, à préparer des entrevues, à monter un scénario et même à être commentateur.

En 1976, le projet risque de tomber à l'eau. Au Québec, le Parti québécois vient d'être élu. Il remet en question le projet et coupe les fonds. La participation de Baie Saint-Paul est compromise. En Saskatchewan, on manque d'argent pour acheter de l'équipement. Malgré ces problèmes, on persiste. Au printemps de 1977, le Parti québécois donne le feu vert à Baie Saint-Paul, tandis que le gouvernement de la Saskatchewan et l'Université de Regina acceptent de fournir jusqu'à 50 000,00 $ pour le projet. Radio-Canada promet, pour sa part, de fournir l'appareil émetteur qui permettra de diffuser les émissions à Zénon Park sur une distance de cinq milles.

Dès le début de février 1978, on commence à faire des essais de transmission des émissions entre Zénon Park et Baie Saint-Paul. Pendant trois mois, entre le 15 février et le 14 mai 1978, le projet Saskébec allait permettre aux gens de Zénon Park de connaître les gens de Baie Saint-Paul et de se faire connaître. «*Parmi ces émissions, reconnaissons celles présentées par les élèves et leurs professeurs touchant bon nombre de matières scolaires, celles des échanges dans le domaine de la nourriture, de l'artisanat, du chant choral, des rencontres de parenté et autres.*»[27]

Saskébec aura permis à la population de Zénon Park de mieux connaître le médium de la télévision. Dommage que le projet n'ait pas pu se poursuivre.

Aujourd'hui, Zénon Park est toujours à la recherche de gens qui voudraient bien venir ouvrir de nouvelles industries dans la communauté, car même si l'agriculture continue d'être le principal gagne-pain de ses habitants, il faut trouver des moyens de garder les jeunes dans la région.

Notes et références

1 David J. Hall. — «Room to Spare». — Horizon Canada. — Vol. 7, n° 76 (1985). — Saint-Laurent : Centre for the Teaching of Canada, 1985. — Traduction. — P. 1801-1807

2 Ibid., p. 1803

3 Richard Lapointe. — «Avant propos». — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Laurier Gareau. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. xiii

4 Ibid., p. xiv

5 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 129

6 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — Humboldt : Humboldt Publishing, 1983. — P. 276

7 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 131

8 Jeanne Hudon ; J.L. Courteau. — Zenon Park 70th Anniversary, 1910-1980. — Hudson Bay : Post-Review, 1980. — Traduction. — P. 3

9 *Quatre-coins*: terme utilisé par les Canadiens français de l'Ouest pour indiquer le carrefour de deux routes.

10 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — P. 281

11 *Ornière*: trace plus ou moins profonde que les roues des voitures creusent dans un chemin.

12 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — P. 281

13 Ibid., p. 281

14 Ibid., p. 282

15 *Lettres patentes*: nom qu'on utilisait pour parler des titres d'une propriété.

16 *Squatter*: il n'existe pas de terme équivalent en français. Le Petit Robert donne la définition suivante: squatter, n.m. 1835, mot anglo-américain, de «to squat». Aux États-Unis, le pionnier qui s'installait sur une terre inexploitée de l'Ouest, sans titre légal de propriété et sans payer de redevance. 2. Personne sans logement qui s'installe illégalement dans un local inoccupé.

17 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — P. 282

18 Ibid., p. 282

19 Ibid., p. 283-284

20 Ibid., p. 284

21 Ibid., p. 284

22 Jeanne Hudon ; J.L.Courteau. — Zenon Park 70th Anniversary, 1910-1980. — Traduction. — P. 4

23 Richard Lapointe. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987. — P. 99

24 Yves Roby. — «A People's Bank». — Horizon Canada. — Vol. 6, n° 65 (1985). — St-Laurent : Centre for the Teaching of Canada, 1985. — Traduction. — P. 1550-1555

25 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 321

26 Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — P. 320

27 Ibid., p. 327

Bibliographie

Hall, David J. — «Room to Spare». — Horizon Canada. — Vol. 7, n° 76 (1985). — St-Laurent : Centre for the Teaching of Canada, 1985

Hudon, Jeanne ; Courteau, J.L. — Zenon Park 70th Anniversary, 1910-1980. — Hudson Bay : Post-Review, 1980

Lapointe, Richard. — «Avant propos». — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Laurier Gareau. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Lapointe, Richard. — La Saskatchewan de A à Z. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1987

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Roby, Yves. — «A People's Bank». — Horizon Canada. — Vol. 6, n° 65 (1985). — St-Laurent : Centre for the Teaching of Canada, 1985

Zenon Park History Book Committee. — Yesterday-Hier, Today-Aujourd'hui, Zenon Park 1910-1983. — Humboldt : Humboldt Publishing, 1983

L'urbanisation des francophones de la Saskatchewan

La population canadienne-française de la Saskatchewan est traditionnellement rurale, c'est-à-dire que la plupart de nos ancêtres sont venus de France, de Belgique, de Suisse, des États-Unis et du Québec principalement pour être fermiers. Aujourd'hui, toutefois, la population de langue française est majoritairement urbaine. Pourquoi les Franco-Canadiens ont-ils surtout été agriculteurs jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale? Pourquoi se sont-ils urbanisés dès le début des années 1960? L'urbanisation a-t-elle été un avantage ou un désavantage pour les Fransaskois? Voilà certains des points que nous allons aborder dans cet article.

Chapitre un

L'Église et «l'agriculturisme»

À la fin du XIXe siècle, l'Église catholique de l'Ouest se lance dans le mouvement d'immigration et cherche à faire venir des colons de langue française dans les Territoires du Nord-Ouest. *«Le premier archevêque de Saint-Boniface, Mgr Alexandre Taché, et son successeur, Mgr Adélard Langevin, étaient tous deux ultramontains. Ils considéraient la tâche de promouvoir l'immigration franco-catholique dans l'Ouest comme un devoir sacré.»*[1]

De plus, l'Église veut que ces colons de langue française s'établissent sur des *homesteads* et qu'ils suivent les traces de leurs ancêtres québécois, c'est-à-dire qu'ils soient fermiers: *«Sous le régime français, aucune carrière n'était interdite aux Canadiens. L'empire français comptait sur eux pour continuer à survivre et à prospérer. La situation était toute autre sous le régime anglais. L'administration de l'armée, de la marine et le commerce étranger passaient exclusivement sous le contrôle des Britanniques.»*[2] Les Canadiens français avaient donc accepté, après la Conquête en 1763, de limiter leurs ambitions et de ne pas viser trop haut. De plus en plus, les Canadiens français s'étaient retranchés à la ferme et les membres du clergé étaient devenus leurs nouveaux chefs.

Alors que la population canadienne-française est majoritaire et urbaine lors du recensement de 1666, les choses sont complètement différentes 200 ans plus tard lors de la Confédération. En 1867, les Canadiens français ne représentent plus que le tiers de la population et environ 85 pour cent vivent à la ferme ou en milieu rural.

Toutefois, vers le milieu du siècle dernier, toutes les bonnes terres agricoles sont prises au Québec; les jeunes ont alors deux choix: s'exiler vers les villes industrialisées de la Nouvelle-Angleterre ou vers les vastes prairies de l'Ouest canadien. Mais le clergé et la petite élite canadienne-française ne veulent pas perdre leur pouvoir sur le peuple. On dénonce alors la migration vers les villes industrialisées. On glorifie de plus en plus le métier d'agriculteur. *«Toute personne qui choisissait de s'en aller en exil aux États-Unis ou qui émigrait vers la ville était dénoncée comme étant un traître ou un déserteur, et le mythe de l'agriculture comme dernier recours pour la nation était perpétué par des romans et des chansons.»*[3] Louis Hémon (*Maria Chapdelaine*) et Félix-Antoine Savard (*Menaud Maître-Draveur*) vont donc vanter les mérites de «l'agriculturisme».

Le clergé catholique du Québec n'est pas toujours content, avec raison, de voir les siens partir pour l'Ouest. Au lieu de voir leurs ouailles s'exiler vers les États-Unis, ou vers l'Ouest, certains prêtres tentent d'organiser des projets de colonisation à l'intérieur même du Québec.

Durant les années 1840, les Canadiens français avaient envahi la région des Cantons de l'Est, une région précédemment colonisée par les Loyalistes. *«L'installation de Canadiens français dans les Cantons de l'Est est le fait de toute une série de projets patronnés par divers groupes sur l'initiative de prêtres catholiques.»*[4] Quelques années plus tard, les Canadiens français coloniseront la région du Saguenay-Lac Saint-Jean, puis durant les années 1860, ils iront dans la vallée du Saint-Maurice et dans les Laurentides. Ensuite, les colons canadiens-français remonteront l'Outaouais durant les années 1880 pour y fonder des villages dans l

région du lac Témiscamingue et, en 1912, on se rendra même jusque dans la région de l'Abitibi.

«Les Anglais pouvaient bien dominer l'économie, les Canadiens français, eux, allaient assurer leur présence en occupant la territoire.»[5] L'image des colons canadiens-français allant prendre possession de la terre dans les «Pays d'en haut» est bien illustrée dans le célèbre roman de Claude-Henri Grignon, *Un homme et son péché.* Cette histoire de l'avare, Séraphin Poudrier, a été rendue encore plus célèbre, ayant été reprise à la radio et à la télévision.

Deux des grands apôtres de l'établissement des Canadiens français sur des terres sont le curé Antoine Labelle et Mgr Louis-François Laflèche, évêque de Trois-Rivières. De 1868 à 1890, Antoine Labelle va poursuivre une campagne de colonisation énergique dans la région des Laurentides au nord de Montréal.

Quant à Mgr Laflèche, lui, il prêchera les mérites de «l'agriculturisme». *«Missionnaire dans l'Ouest avant de devenir évêque de Trois-Rivières en 1870, Laflèche était un ardent défenseur de l'idée que "la prospérité et l'avenir des Canadiens français résident dans les terres et les pâturages de leur riche territoire".»*[6]

La colonisation de l'Ouest canadien par les Canadiens français devrait donc se situer dans cette même philosophie. Toutefois, ce ne sont pas tous les membres du clergé du Québec qui acceptent de voir leurs paroissiens quitter le Bas-Canada pour les lointaines prairies de l'Ouest. Dans *Le Patriote de l'Ouest* du 16 mai 1912, Amédée Cléroux publie un extrait d'une lettre du père A.M. Josse, o.m.i., missionnaire-colonisateur à Grande-Prairie en Alberta qui dit au sujet du faible nombre d'immigrants de langue française dans sa province: *«la faute, la grande faute, c'est que l'on n'a point assez prêché la bonne croisade parmi les Canadiens Français.»*[7]

Amédée Cléroux, agent de colonisation pour le gouvernement fédéral en Saskatchewan, répond à cette lettre en disant: *«Quelle grande vérité vous dites, mon Rev. Père. On a tenu, malheureusement, nos Canadiens dans l'ignorance sur les avantages de l'Ouest - plus que cela - on les a nourri de préjugés.»*[8] Et Cléroux ne se gêne pas d'accuser le clergé du Québec de nuire aux efforts de colonisation de leurs confrères de l'Ouest. *«À qui la faute? Uniquement aux partis politiques, aux sectes ennemies de notre foi et de notre langue? Non certainement non, mais à ceux qui avaient mission de faciliter l'accès de nos belles plaines de l'Ouest à nos Canadiens - et non de les en détourner en leur disant: "Bons Canadiens" n'allez pas dans l'Ouest - vous allez y perdre votre langue et votre foi, - vous allez vous faire tuer par les* Indiens*; vous allez crever de faim et mille autres fantaisies semblables.»*[9]

Le clergé catholique du Québec veut donc que les Canadiens français s'établissent en premier lieu dans leur province natale... et s'il le faut, en Ontario, le long de l'Outaouais.

Malgré cela, des milliers de francophones viennent s'établir dans l'Ouest canadien. En 1885, la population d'origine française en Saskatchewan est de 689. Quarante-cinq ans plus tard, en 1931, la population d'origine française se chiffre à 50 700.[10] Et jusqu'au début des années 1960, la majorité des personnes de langue française en Saskatchewan suivront les traces de leurs ancêtres; «l'agriculturisme» sera maître chez-nous.

Chapitre deux

L'élite franco-canadienne de la Saskatchewan

Au début du XXe siècle, la Saskatchewan connaît sa plus forte vague d'immigration. Les évêques catholiques de l'Ouest nomment des missionnaires-colonisateurs comme les abbés Jean-Isidore Gaire, Louis-Pierre Gravel et Philippe-Antoine Bérubé pour encourager l'immigration de colons de langue française. Cependant, ces missionnaires ne réussissent pas à attirer un grand nombre de colons francophones instruits.

Lorsqu'il est nommé archevêque de Regina en 1911, Mgr Olivier-Elzéar Mathieu, étudie la situation de son nouveau diocèse et décide qu'il doit créer une élite francophone en Saskatchewan. *«Dès qu'il eut pris conscience de la gravité de la situation, Mgr Mathieu s'employa à favoriser la formation et la montée d'une élite ecclésiastique et professionnelle franco-saskatchewannaise car, répétait-il inlassablement, "une minorité sans élite valait moins qu'une armée sans commandant".»*[11]

Afin d'assurer le succès de l'entreprise, Mgr Mathieu obtient une charte de l'Assemblée législative de la Saskatchewan, le 15 décembre 1917, pour établir un Collège catholique à Gravelbourg. Quelques années plus tôt, un groupe de Franco-Canadiens avait fondé un journal de langue française, *Le Patriote de l'Ouest*, à Duck Lake. En 1913, le journal déménage dans la ville de Prince Albert. Et, en février 1912, Mgr Mathieu, lui-même, avait participé à la réunion de fondation de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan à Duck Lake.

Si Mgr Mathieu réussit à créer son *«élite ecclésiastique et professionnelle franco-saskatchewannaise»*, pourra-t-il la «garder à la ferme»? Bien sûr, le Collège Mathieu va former des prêtres pour répondre au grand besoin des petites paroisses rurales et il y aura un cours de trois ans en agriculture. Mais, bien d'autres voudront devenir médecin, notaire et avocat. Accepteront-ils de s'établir à la campagne, à Hoey, à Willow Bunch ou à Bellegarde ou prendront-ils le chemin de la grande ville pour ouvrir des cabinets à Prince Albert, à Saskatoon et à Regina?

Il existe plusieurs exemples de francophones ayant des professions libérales qui ont choisi de s'établir dans des petites villes ou à la campagne: le docteur Arsène Godin à Willow Bunch, le docteur Victor Bourgeault à Marcelin, les docteurs Lefèbvre et Moreau à Hoey, les frères Gravel à Gravelbourg (avocat et médecin), Joseph-Arthur Marcotte à Ponteix (avocat), le docteur Joseph-Antoine Soucy à Gravelbourg et l'auteur Marc-Antoine Lebel, alias Jean Féron, à Arborfield.

Cependant, la majorité des Franco-Canadiens qui font leurs études au Collège Mathieu ne s'installent pas à la campagne, en Saskatchewan, pour former le «leadership» tellement souhaité par Mgr Mathieu. D'une part, le Collège Mathieu est affilié, dès 1924, à l'Université d'Ottawa. Un bon nombre de diplômés du Collège se rendront alors à Ottawa pour poursuivre leurs études et beaucoup choisiront de ne jamais revenir en Saskatchewan, s'établissant au Québec, en Ontario et ailleurs. Quant à ceux qui reviennent dans la province, plusieurs ouvriront leurs bureaux dans les grandes villes.

À cette époque, et jusqu'au début des années 1960, la ville de Prince Albert attire beaucoup de ces francophones exerçant des professions libérales. Dans cette ville, il y a l'atelier du *Patriote de l'Ouest*, ainsi que l'évêché du diocèse. Ces francophones s'impliquent pleinement dans le développement de la vie socio-culturelle des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. *«Durant les premières années de la paroisse du Sacré-Coeur, qui était alors la seule paroisse catholique de Prince Albert, un groupe culturel très actif s'était formé sous la personnalité de Madame Morrier, (née Gravel), une musicienne de renom et une femme exceptionnelle, à ce qu'on raconte.*[12] *Elle était aussi une artiste. Un petit groupe élite s'était donc formé sous son patronage. Ce groupe comprenait plusieurs artistes tels le Docteur Montreuil, les DeLagorgendière, les Gravel, les Jutras, les Turgeon, Madame Carrier, les Casgrain, etc. On organisait à la salle de la cathédrale, des concerts, des tableaux, des pièces de théâtre, des séances de musique et le tout en français.»*[13]

Au début du siècle, la ville de Prince Albert est la seule de la province qui compte vraiment une présence francophone importante. Il y a entre autre le sieur DeLagorgendière, venu de la Beauce en 1887; Louis Schmidt, l'ancien secrétaire de Louis Riel au Manitoba, réside dans la ville pendant quelques années; Alphonse Turgeon, un jeune avocat et futur ministre de la Justice arrive en 1902, ainsi que son cousin, le magistrat J. Émile Lucier; Jean Cuelenaere sera maire de la ville et plus tard ministre de la Justice de la province. Enfin, le mari de Mme Morrier, Joseph-Eldège est arpenteur dans la région de Prince Albert, puis président de la Compagnie de la Bonne Presse, qui publie le *Patriote de l'Ouest*. Joseph-Eldège Morrier est aussi le premier chef du secrétariat permanent de l'ACFC.

Il y a donc à Prince Albert une certaine élite francophone avant même l'arrivée de Mgr Mathieu. *«Une des grandes influences françaises dans la paroisse Sacré-Coeur, dans Prince Albert et dans toutes les paroisses francophones de la Saskatchewan, fut "Le Patriote de l'Ouest".»*[14] Peut-être à cause de la présence du *Patriote de l'Ouest*, la communauté francophone de Prince Albert ne semble pas être noyée dans une mer anglophone comme c'est le cas à Saskatoon et à Regina.

À Prince Albert, à cause de l'importance de la communauté française, la paroisse Sacré-Coeur a toujours eu une messe en français. Dans les autres villes, les Franco-Canadiens devront attendre avant d'avoir leur propre paroisse française: les Saint-Martyrs-Canadiens à Saskatoon et Saint-Jean-Baptiste à Regina. Le cas de cette dernière est intéressant.

Dans la capitale provinciale, la première paroisse catholique avait été créée par un Canadien français, Pascal Bonneau, commerçant et entrepreneur. En effet, en 1882, il avait demandé au père Hugonard de Qu'Appelle de venir chanter une messe dans la capitale et jusqu'en 1884, le père Hugonard venait de temps en temps dire la messe aux fidèles de Regina. La messe était dite dans la maison de Pascal Bonneau ou dans la salle McCusker.

Le premier curé résident, l'abbé L.-N. Larche, arrivait deux ans plus tard, en 1884. *«Il n'y a pas de prêtre résident, ni d'église avant que deux commerçants fervents et énergétiques, Pascal Bonneau et Charles McCusker, prélèvent plus de mille dollars de toute la communauté envers une église. Au printemps de 1884, peu de temps après l'arrivée du père Larche, le premier curé, une belle petite église fut dédiée par Mgr Taché.»*[15]

Malgré cela, les Canadiens français devront attendre jusqu'aux années 1950 avant d'avoir leur propre paroisse à Regina. À l'époque de Mgr Mathieu, chaque dimanche, comme c'est le cas à Prince Albert, les francophones de la capitale ont une messe en français à la cathédrale.

Après la mort de Son Excellence Mgr Mathieu, le groupe canadien-français demande au nouvel

évêque, Mgr McGuigan, de trouver un moyen de les regrouper. *«Le 3 avril 1932, l'Archevêque McGuigan demanda au père Célestin Demers de mettre sur pied un service dominical régulier pour les Canadiens français, sous forme d'une messe le dimanche à leur chapelle. Pendant vingt-et-une années, les Franciscains assurèrent ce service dominical aux Canadiens français de Regina en plus d'une mission annuelle.»*[16]

Dès la fin des années 1940, un groupe important de Canadiens français de Regina commence à nouveau à demander une paroisse française. *«Le moment était venu pour les catholiques de langue française de s'organiser pour obtenir ce qu'ils souhaitaient depuis longtemps: une paroisse nationale canadienne-française; depuis 1949-1950, et avec les encouragements des pères Alphonse Sylvestre et Jean Capistran Cayer, quelques familles, au nombre desquelles celles d'Avila Letourneau, Roch Poissant, Paul Bouthillier, Jean Le Nabat, Napoléon Gilbert, Raoul Langlais, Joseph Girardin, et d'autres, se réunissaient assez fréquemment afin de discuter des possibilités et de la stratégie à prévoir en vue de la fondation d'une paroisse nationale canadienne-française à Regina.»*[17]

Les Canadiens français allaient vite se rendre compte qu'il n'est pas facile d'obtenir son église en milieu urbain où il peut déjà y en avoir dix-douze. Ce n'est pas comme en milieu rural où rien n'existe. Les démarches débutent en 1950 et se prolongent pendant trois ans avant que le groupe ne puisse avoir sa propre paroisse. C'est en 1953, à Noël, que les Canadiens français de Regina apprennent qu'ils auront leur paroisse Saint-Jean-Baptiste.

Il faut aussi remarquer que dans les deux grandes villes, les francophones s'organisent plus lentement que dans les milieux ruraux de la province. Par exemple, à Regina, ce n'est que vers le milieu des années 1950 qu'on commence à parler de créer un cercle local de l'ACFC (ACFR en 1965), de mettre sur pied une école française (École Mathieu en 1956) et une caisse populaire (la Caisse populaire française de Regina en 1965).

L'école Mathieu est un exemple qui montre comme il est parfois difficile, à cette époque, pour les francophones des grandes villes de se donner des services qui existent déjà dans les plus petites communautés francophones. Dans la plupart des centres français, dans les années 1950, il y a au moins une école où on enseigne le français de l'ACFC. À Regina, ce n'est qu'en 1956 qu'on obtient enfin des classes de français. *«À l'automne de cette année 1956, Mme H.J. Coyle (née Thérèse Desautels) inaugura une école maternelle dans sa résidence privée au numéro 2340 rue Cameron, à Regina, pour enseigner le français à ses propres enfants ainsi que ceux de Messieurs Alexis Daoust, Léo Lirette, Jean Deaust et une couple d'anglophones. Ce fut en réalité la naissance de l'école Mathieu.»*[18] Plus tard, une salle sera aménagée dans l'église Saint-Jean-Baptiste pour ces classes de français.

Une personne qui joue un rôle important dans le développement de la communauté francophone de Regina, durant les années 1960, c'est Joseph Girardin. Il est un des fondateurs de l'ACFR ainsi que de la Caisse populaire française de Regina. Mais il n'est pas seul et il serait impossible de donner les noms de tous les francophones qui ont aidé à développer des services en français dans la capitale.

C'est également le cas à Saskatoon. Durant les années 1950, le rassemblement des francophones de Saskatoon se fait plus facilement qu'à Regina grâce à l'établissement dans cette ville de la station de radio CFNS. Les Canadiens français se rassemblent souvent à la station pour des soirées sociales.

Quelques années auparavant, en 1942, environ 50 familles francophones s'étaient réunies à la paroisse des Saints-Martyrs Canadiens pour fonder la Caisse populaire française de

Saskatoon. L'instigateur de ce regroupement coopératif était le curé de la paroisse, l'abbé Lucien Demers. La Caisse populaire française de Saskatoon continuera d'être une petite entreprise paroissiale jusqu'à la fin des années 1970, date à laquelle les actionnaires décident de rendre la banque plus visible. Ainsi est née en 1980, la caisse populaire «La Fransaskoise» de Saskatoon.

L'évolution de «La Fransaskoise» suit un peu le mouvement d'urbanisation des francophones de la Saskatchewan. *«Alors qu'en 1941, 70 % de cette population vivait en milieu rural, en 1981 la proportion en était tombée à 45 %. De plus, la plupart de ces familles étaient des fermiers en 1960, alors qu'aujourd'hui la plupart sont des familles rurales non-agricoles.»*[19]

Lorsque la Caisse populaire française de Saskatoon est fondée en 1942, la majorité des Franco-Canadiens de la Saskatchewan vivent en milieu rural et sont fermiers. Lorsque la caisse quitte de l'église Saints-Martyrs Canadiens en 1980, 55 % de la population de langue française vit alors dans les grandes villes de la province.

C'est surtout à partir des années 1960 que le phénomène d'urbanisation des francophones se produit. Pourquoi? Plusieurs facteurs entrent en jeu, dont l'accès à l'éducation et la mécanisation de l'agriculture.

Éducation

Lorsque le parti *Cooperative Commonwealth Federation* (CCF) gagne les élections provinciales en 1944, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan reconnaissent qu'ils auront à vivre des grands changements. Le chef du parti, T.C. Douglas, a déjà annoncé son intention de créer de grandes unités scolaires. Les francophones ne sont pas favorables à ce projet.

Traditionnellement, les francophones de la Saskatchewan avaient toujours voté libéral. En 1944, certains songent peut-être à changer d'allégeance. Pour sa part, l'abbé Maurice Baudoux, curé de Prud'homme, n'est pas encore prêt à renier le parti libéral en faveur du CCF: *«dans le domaine scolaire (pour ne parler que de celui-là) les tendances de ce parti sont à la centralisation à outrance et que le système de grandes unités auquel le gouvernement actuel n'a donné jusqu'ici qu'une adhésion de principe, serait tôt réalisé advenant la prise de pouvoir par la CCF.»*[20]

Jusqu'aux élections de 1944, chaque petite école de campagne formait son propre petit district scolaire. Puisque les Franco-Canadiens de la Saskatchewan étaient généralement réunis en groupes assez compacts, ils avaient souvent le contrôle de leur petite école de campagne. Ces petites écoles de campagne offraient généralement les cours de la 1re à la 8e année. Après la huitième année, les garçons pouvaient poursuivre leurs études au Collège Mathieu de Gravelbourg, tandis qu'il y avait plusieurs couvents où les filles pouvaient se rendre jusqu'à la 12e année.

Le principe des grandes unités scolaires allait changer tout ça. Le système des petites écoles de campagne allait être abandonné et remplacé par de plus grandes écoles centralisées qui offriraient également l'enseignement secondaire (High School). Toutefois, les chefs de la communauté francophone craignent de perdre le contrôle de leurs écoles si elles sont ainsi centralisées.

L'élection du parti CCF en 1944 garantit le projet de centralisation. À la fin des années 1950, des écoles centralisées sont construites dans presque toutes les régions de la province et la plupart des petites écoles de campagne sont fermées. Un des avantages de ces écoles centralisées est que plus de jeunes Canadiens français terminent leur 12e année; le secondaire n'est

plus réservé à une petite minorité qui peut se permettre le coût d'une école privée.

Puisqu'un plus grand nombre d'élèves finit la 12e année, plus de jeunes francophones de la Saskatchewan se rendent à l'université pour se préparer à une carrière qui n'a rien à voir avec l'agriculture. La plupart de ces nouveaux diplômés ne retourneront pas à la campagne mais s'établiront plutôt en ville pour entreprendre leur carrière.

Agriculture

Un autre facteur qui accélère l'urbanisation des francophones de la Saskatchewan, à la fin des années 50 et au début des années 60, est la mécanisation de l'industrie de l'agriculture. Lorsque les prêtres-colonisateurs et autres se sont rendus au Québec, en Europe et dans les villes industrialisées des États-Unis, au début du siècle, pour recruter des colons pour les prairies de l'Ouest, on croyait qu'il était possible pour un colon de faire une belle et bonne vie sur un carreau de 160 acres. La terre devait être défrichée à l'aide de chevaux et de boeufs.

Bientôt, cependant, on réalise qu'un seul carreau n'est pas suffisant pour faire vivre une famille et les fermes s'agrandissent à deux, ou même trois, carreaux. Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945, le gros des travaux de la ferme continue d'être fait par des chevaux. Dans plusieurs cas, des fermiers ont acheté des tracteurs à gaz, mais ceux-ci ont dû être mis de côté durant la crise économique des années 1930.

Cependant, avec la prospérité de la période d'après guerre, la mécanisation des fermes commence à se faire. Peu à peu, les chevaux sont remplacés dans chaque ferme par un ou même deux tracteurs. Les *combines*, ou moissonneuses-batteuses, arrivent des États-Unis immédiatement après la guerre. Le travail de la ferme se fait de plus en plus vite.

Beaucoup de fermiers commencent même à se spécialiser. Alors qu'auparavant, une ferme saskatchewannaise était presque autosuffisante en produisant boeuf, oeufs, lait, porcs, farine (blé) et légumes, les fermiers se spécialisent de plus en plus dans un ou deux secteurs. Par exemple, beaucoup des producteurs de céréales se débarrassent de leurs animaux. D'autres deviennent presque exclusivement producteurs de porcs ou éleveurs de bétail.

Puisque l'équipement agricole devient de plus en plus puissant, les fermiers cherchent à agrandir leur ferme. Alors qu'avant la guerre, un fermier pouvait bien gagner sa vie avec une demi-section de terre, la superficie moyenne d'une ferme en 1991 est de sept carreaux (1 091 acres). En 1941, il y avait au Canada plus de 732 000 fermes; en 1991, ce nombre était d'environ 267 000.[21] Alors que la superficie des fermes augmente, le nombre de fermiers baisse. Ne pouvant plus gagner leur vie à la campagne, bon nombre de francophones se dirigent vers les villes.

La survivance francophone en ville

En 1981, la majorité des francophones (55 %) vivaient en ville. La culture francophone peut-elle s'épanouir en milieu urbain? Plusieurs facteurs rendent difficile la survivance française en ville.

D'abord, c'est plus difficile de rencontrer des francophones dans une grande ville comme Saskatoon ou Regina que dans une plus petite ville comme Gravelbourg ou Zénon Park. De plus, les citadins ont accès à une plus grande variété d'activités de loisirs que les gens d'une communauté comme Bellevue ou Ponteix. Mais, ces activités ne seront pas nécessairement en français.

Un autre facteur d'urbanisation est l'augmentation des mariages mixtes: *«l'origine ethnique va continuer à être de plus en plus compliquée, le*

mariages entre ethnies se continuent; le nombre de gens se réclamant être d'origine française unique va baisser progressivement.»[22]

L'urbanisation peut, en grande partie, être blâmée pour le phénomène d'anglicisation des francophones. *«La proportion de la population canadienne-française résidente en zone urbaine va continuer d'augmenter, aux dépens de la population en zone agricole, et c'est en zone urbaine que le plus grand déclin dans l'utilisation de la langue française parmi ces gens a eu lieu.»*[23] Puisque la tendance vers une migration de la campagne à la ville n'est pas à la veille de prendre fin, il faudra trouver des moyens originaux pour freiner l'assimilation des Fransaskois.

Notes et références

1 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986. — P. 53

2 Michel Brunet. — French Canada and the Early Decades of British Rule, 1760-1791. — Booklet n° 13. — Ottawa : Canadian Historical Association, 1965. — Traduction. — P. 5

3 Denis Monière. — Ideologies in Quebec : The historic development. — Toronto : University of Toronto Press, 1981. — Traduction. — P. 143

4 Jack Little. — «Des Townships aux Cantons». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'études en enseignement du Canada, 1984. — Vol. 4, p. 921

5 Pierre Trépanier. — «La terre promise». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'études en enseignement du Canada, 1984. — Vol. 4, p. 1118

6 Ibid., p. 1122

7 Le Patriote de l'Ouest. — (16 mai 1912)

8 Ibid.

9 Ibid.

10 Richard Lapointe ; Lucille Tessier. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — P. 79

11 Ibid., p. 274

12 Après un séjour à Prince Albert, Joseph-Eldège Morrier et Madame Morrier se rendent à Edmonton où M. Morrier est employé au journal *La Survivance*. Mme Morrier commence à écrire du théâtre et une de ses pièces est choisie pour représenter l'Alberta au Dominion Drama Festival à Ottawa en 1935. Mme Morrier était metteur en scène.

13 Solange Lavigne. — Kaleidoscope - Many Cultures - One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990. — P. 63

14 Ibid., p. 65

15 Earl Drake. — Regina, The Queen City. — Toronto : McClelland & Stewart, 1955. — Traduction. — P. 27

16 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — L'Eau vive. — (12 janv. 1983). — P. 13

17 Ibid., p. 13

18 René Rottiers. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — L'Eau vive. — (9 mars 1983). — P. 6

19 A.B. Anderson. — «Profil démographique des Canadiens français de la Saskatchewan, 1885-1985». — Héritage et avenir des francophones de l'Ouest. — Colloque du Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (18-19 oct. 1986). — P. 178

20 Laurier Gareau. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990. — P. 52

21 «Farm stats show need for solutions». — Leader Post. — (8 juin 1992). — P. A7

22 A.B. Anderson. — «Profil démographique des Canadiens français de la Saskatchewan, 1885-1985». — P. 182

23 Ibid., p. 182

Bibliographie

Anderson, A.B. — «Profil démographique des Canadiens français de la Saskatchewan, 1885-1985». — Héritage et avenir des francophones de l'Ouest. — Colloque du Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (18-19 oct. 1986)

Brunet, Michel. — French Canada and the Early Decades of British Rule, 1760-1791. — Booklet n° 13. — Ottawa : Canadian Historical Association, 1965

Drake, Earl. — Regina, The Queen City. — Toronto : McClelland & Stewart, 1955

Gareau, Laurier. — Le défi de la radio française en Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1990

Lapointe, Richard ; Tessier, Lucille. — Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan. — Regina : Société historique de la Saskatchewan, 1986

Lavigne, Solange. — Kaleidoscope - Many Cultures - One Faith, The Roman Catholic Diocese of Prince Albert, 1891-1991. — Prince Albert : Diocèse de Prince Albert, 1990

Little, Jack. — «Des Townships aux Cantons». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'études en enseignement du Canada, 1984. — Vol. 4

Monière Denis. — Ideologies in Quebec : The historic development. — Monière, Denis. — Toronto : University of Toronto Press, 1981

Trépanier, Pierre. — «La Terre promise». — Horizon Canada. — Saint-Laurent : Centre d'études en enseignement du Canada, 1984. — Vol. 4

Le Patriote de l'Ouest. — (16 mai 1912)

Rottiers, René. — «Histoire abrégée de la fransaskoisie». — L'Eau vive. — (12 janv. 1983)-(9 mars 1983)

«Farm stats show need for solutions». — Leader Post. — (8 juin 1992)